

Université de Neuchâtel
Faculté de Droit et des Sciences économiques

Les Etats d'Afrique Noire de l'indépendance à 1980

Essai de typologie

Thèse
présentée à la Faculté de Droit et des Sciences économiques
pour obtenir le grade de docteur ès sciences sociales

par
Bernard Feller



PETER LANG

Berne · Francfort-s. Main · New York · Paris
1987

Monsieur Bernard Feller est autorisé à imprimer sa thèse de doctorat ès sciences sociales intitulée «Les Etats d'Afrique Noire de l'indépendance à 1980: Essai de typologie».

Il assume seul la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, 23 juin 1986

**Le doyen de la Faculté de droit
et des sciences économiques**

Denis Maillat

**© Editions Peter Lang SA, Berne 1987
Successeur des Editions
Herbert Lang & Cie SA, Berne**

**Tous droits réservés. Réimpression ou reproduction interdite
par n'importe quel procédé, notamment par microfilm, xérogaphie,
microfiche, microcarte, offset etc.**

Imprimé par Lang Druck SA, Liebefeld/Berne

**Les Etats d'Afrique Noire de l'indépendance à 1980:
Essai de typologie**

A Julien et Magali

Nous tenons à exprimer ici notre gratitude et notre admiration au professeur Maurice Erard dont les immenses mérites ne sont pleinement connus que de ceux qui ont eu le privilège de travailler sous sa direction.

INTRDDUCTION

Cette étude répond à la préoccupation pratique de comprendre la vraie nature des entités issues des processus de colonisation et de décolonisation en Afrique au-delà de ce que l'expérience immédiate peut apprendre.

Certes, les monographies, articles et reportages de qualité abondent, mais la vue d'ensemble et la synthèse font défaut. La profusion même des études particulières qui nous disent, souvent à tort, que le pays en question est "le plus quelque chose" ou le "moins autre chose", jette la confusion.

Les pays africains, on le répète, sont parmi les plus pauvres du monde. C'est vrai; mais la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Kenya qui pendant vingt ans ont connu des taux de croissance économique élevés et soutenus devraient se trouver dans une situation quantitativement et qualitativement différentes de celle des pays sahélliens où un déterminisme géographique accablant semble s'opposer à tout développement; est-ce vrai? y a-t-il d'autres exemples de réussite économique?

On parle de démographie galopante. Pourtant l'Afrique dans son ensemble reste un continent sous-peuplé, avec, de plus en plus, des poches de surpeuplement. Toute analyse devrait en tenir compte.

Il est souvent question de dictatures, mais on mentionne rarement que certains régimes, même à parti unique, font de réels efforts pour obtenir un certain degré de participation populaire à l'organisation de la société.

Dans les régimes d'Iidi Amin, en Ouganda, et de Léopold Sédar Senghor, au Sénégal, faut-il voir différentes accentuations d'un même type de société ou deux types de réalités différentes?

Avec raison, on parle beaucoup d'instabilité politique; mais on n'explique pas pourquoi le Dahomey-Bénin, qui détenait le record des coups d'Etat, est devenu soudain stable, du moins en apparence, sous un régime marxiste; est-ce dû uniquement à l'efficacité de l'appareil répressif?

Bref, avec le recul que donnent, dans la plupart des pays, 20 années d'indépendance, il nous paraît nécessaire de dépasser des amalgames qui ne permettent plus de distinguer ni la diversité, ni l'unité, les deux perspectives simultanées de la réalité que nous voulons saisir.

§ I. - Typologie et sociologie pluraliste

Pour guider notre réflexion, une démarche à la fois généralisante, singularisante et comparative nous est offerte par la méthode typologique, propre à la sociologie. Il s'agit d'une saisie de la réalité "dans ses caractéristiques essentielles, assez générale pour réduire la multiplicité des apparences et des manifestations en concept opératoires maniables et point trop nombreux; assez particularisée pour ne pas trahir la diversité et la spécificité du réel et pour être comprise de ceux qui sont engagés dans l'action".(1)

La méthode typologique ainsi définie, sera employée en relation avec le sociologie pluraliste de Georges Gurvitch telle qu'elle a été développée et systématisée par le professeur Maurice Erard.

Disons brièvement que cette sociologie est "pluraliste" car, fidèle à la perception de phénomènes sociaux totaux qu'ont en commun pratiquement tous les sociologues du XX^{me} siècle, elle se refuse à la facilité réductionniste du "facteur prédominant" ou de toute analyse ramenée à un seul aspect de la réalité sociale.

Poète de la sociologie, Gurvitch a su communiquer l'Infinie complexité du social, un peu comme Pascal avait évoqué la solitude de l'homme entre l'Infiniment grand et l'Infiniment petit. Vision foisonnante et complexe où l'on entrevoit une multiplicité d'éléments apparents et cachés, liés entre eux et au tout par des rapports dialectiques divers en des combinaisons infinies, saisis par des déterminismes entre lesquels se glisse la liberté humaine, l'ensemble et les parties se faisant et se défaisant au gré de temporalités différentes...

La prise de conscience de cette complexité n'est pas paralysante pour autant; au contraire, le sociologue sachant que la réalité sociale n'est jamais complètement saisissable, se sentira encouragé à faire des études partielles qu'il peut situer dans un cadre conceptuel plus large. Cet avantage particulier de la méthode pluraliste a été mis en valeur par le plan de sociologie pluraliste de Maurice Erard qui élucide et systématisé toute la pensée gurvitchienne en un tableau saisissant d'emblée les multiples aspects du phénomène social total.

Précisons encore que la démarche typologique est ambitieuse puisqu'elle se situe au terme de l'analyse et au seuil de l'explication sociologique proprement dite. Or on peut se demander en ce qui concerne les Etats postcoloniaux africains si l'analyse sociologique a déjà été suffisamment poussée pour autoriser le passage à la typologie; Maurice Erard a cependant montré l'utilité de classifications provisoires, qu'il propose de nommer "classifications concrètes", "classifications typologiques" ou "typologies préélabes", selon le degré d'approfondissement de l'étude: c'est de cela qu'il s'agira ici.

§ 2. - Quelle structure?

La structure, comprise comme de simples points de repères d'un phénomène social total qui la déborde, sert de base à l'analyse typologique.

Le concept de structure étant tout sauf univoque dans le langage des sciences humaines, rappelons ici la signification que nous lui donnons en sociologie pluraliste: ce n'est ni un modèle construit, ni une formule mathématique, ni la statique sociale, ni un appareil d'analyse; la structure est tout simplement ce qui ressort comme important dans une réalité sociale donnée au terme de l'analyse différentielle et en profondeur.

Comme c'est souvent le cas chez Gurvitch, son déferlement verbal éclaire le concept dans sa profondeur et sa complexité sociales à défaut de le définir exactement; Il parle de configuration, d'ambiance, de mise en relief, d'ensembles en marche, "ambiances, cohésions concrètes et mobiles qui donnent des points de repères empiriques à la thèse que le tout est irréductible en sociologie à ses éléments composants et participants, mais ne peut en même temps subsister sans eux, les deux se mouvant ensemble." (2); "la structure est "le troisième larron" qui profite de la lutte entre l'organisé et le spontané dans la vie sociale pour maîtriser ses contraires dans ses propres buts, sans d'ailleurs y réussir toujours." (3); la structure joue le rôle "de substitut imagé et approché qui donne des points de repère à la recherche empirique concrète dans le domaine si difficilement accessible et saisissable des totalités en marche..."(4)

Erard plus simplement distingue deux moments dans la description sociologique. Le premier est la description de la texture, soit une photographie aussi nette et profonde que possible de la réalité sociale considérée. Tous les faits observés sont répartis dans les différents compartiments d'un appareil d'analyse empirique qui, en intégrant directement l'observation dans un ensemble réel, suggère déjà en toile de fond le phénomène social total. On peut alors passer au deuxième moment de la description, la structure, que Maurice Erard définit ainsi : "Parmi tous ces faits, certains paraîtront plus importants que d'autres pour la compréhension et l'explication du phénomène. Juger de cette importance, hiérarchiser les facteurs en cause, revient à passer de la considération de la texture à celle de la structure". (5)

Nous pourrions illustrer la différence entre la texture et la structure avec l'exemple du droit constitutionnel. L'Afrique a consommé et produit pendant la période considérée plus de constitutions que tout autre continent; ces documents entrent tout naturellement dans la texture du pays considéré; en revanche il est rare qu'ils soient retenus comme élément structurel car les constitutions en Afrique, simples signes plutôt que modèles, sont au mieux violées, plus généralement simplement ignorées par les gouvernants.

Selon Gurvitch il n'y a de structures que macro-sociologiques, c'est-à-dire dans les sociétés globales, les classes sociales et les groupements; Erard plus logiquement voit une structure dans tous les cadres sociaux (structures sociologiques) et à tous les niveaux des paliers en profondeur (structures sociales).

S'il avait suivi cette voie, Gurvitch ne se serait pas épuisé à démontrer que la structure d'un phénomène social ne saurait se ramener à son organisation. Dans la systématique de Maurice Erard, c'est une évidence que l'Etat, la principale organisation de la société globale, a "une atmosphère" une "configuration", une "cohésion concrète", en un mot: une structure qui est différente d'un pays à l'autre ou, au sein d'un même pays, d'un régime à l'autre (pensons par exemple aux structures de l'Etat ougandais sous le régime Obote jusqu'en 1970, puis sous le régime Idi Amin...);

mais il est tout aussi évident que la société globale est beaucoup plus riche de contenu et d'ascendant qu'une organisation étatique dominée par quelques groupements restreints et ne touchant parfois qu'une partie de la population, voire du territoire (le Tchad, pour prendre un autre exemple extrême).

De même Gurvitch n'aurait eu aucune difficulté à préciser la morphologie sociale de Durkheim dans son double sens d'étude des groupements et de base écologico-démographique: le sous-peuplement du Gabon ou le surpeuplement du Rwanda sont des structures sociales importantes, auxquelles cependant on ne saurait réduire la structure sociologique globale de ces pays.

Les deux exemples ci-dessus ne font intervenir qu'un seul cadre sociologique, la société globale, avec un seul "palier en profondeur", les appareils organisés dans un cas, la base écologico-morphologique dans l'autre, mais qu'on ne s'y trompe pas, les dimensions du pluralisme sont multiples: chaque cadre sociologique devrait être envisagé, horizontalement, en relations mutuelles avec les autres cadres sociologiques, sociétés globales, classes sociales, groupements, formes de sociabilité, et aussi, verticalement, en relations mutuelles avec les différents paliers, c'est-à-dire - nous reprenons ici l'excellent raccourci de Maurice Erard- "l'espace où se meuvent ces cadres sociaux, les hommes qui les constituent, les biens de toute nature qui sont à leur disposition, leurs organisations et réglementations, leurs productions culturelles, leurs coutumes et pratiques quotidiennes, leurs stratifications internes et externes, les crises et tensions qui s'y produisent, les mentalités collectives, les idées et valeurs sociales, les règles et modèles, les signes, signaux et symboles qui y prennent naissance et sous-tendent l'ensemble."⁽⁶⁾ De plus, quand bien même la dialectique, les temporalités et les déterminismes n'appartiennent plus au domaine de la description mais à celui de l'explication, on ne saurait les ignorer totalement, pas plus que certaines manifestations de la liberté humaine, dans la description d'une structure sociologique globale.

§ 3. - La méthode des monographies structurelles

Puisque l'analyse typologique se fait à partir des structures, nous devons dégager celles qui dans les pays africains considérés nous paraissent les plus accentuées, celles dont les déterminismes sont les plus contraignants.

Comment procéder?

Quand il fait sa typologie des sociétés globales, Gurvitch puise dans sa grande culture et quelques solides lectures pour brosser les structures à grands traits.

L'Afrique noire pré-coloniale, par exemple, retient son attention pour le type générique suivant: "ensembles de tribus gardant des divisions claniques, mais trouvant une expression organisée dans des Etats monarchiques, soutenus par la prédominance des groupements locaux sur une profusion d'autres groupements et par une mythologie théogonique et cosmogonique

qui intervient directement dans le fonctionnement de la structure sociale (et réciproquement)." [7] En trois pages et quart, notre auteur nous dit que: l'Afrique noire est divisée en une multiplicité d'aires de civilisation; deux caractères de ces sociétés globales ont frappé tous les observateurs: l'existence d'un Etat politique organisé en monarchie autoritaire et la correspondance poussée entre un système mythologique largement développé et le fonctionnement de la société globale dans ses principales articulations; les clans et les tribus sont très vivaces, ils paraissent servir de base à l'exogamie, les totems sont plutôt des symboles magiques qu'un signe de filiation à un ancêtre divin; la hiérarchie, très développée, s'appuie moins sur les clans et les tribus que directement sur l'usage collectif des terres, sur les groupements locaux ainsi que sur la richesse et la position des familles domestico-conjugales; d'autres groupements entrent en concurrence, tels les prêtres, les magiciens, les groupements d'âge et de sexe, les sociétés secrètes, les corps de métier.[8]

Notons au passage que cette description, de même que la construction du type qui la suit, venant d'un homme on ne peut plus éloigné de l'Afrique, frappe par la justesse de la plupart des observations (encore qu'elles ne soient pas valables pour l'ensemble de l'Afrique, comme Gurvitch est le premier à le reconnaître). Nous y voyons une illustration de l'efficacité de l'appareil d'analyse et d'explication empirique de la sociologie pluraliste.

La façon de procéder de Gurvitch s'applique à une typologie générale des sociétés globales présentes et passées; elle s'appuie sur un patrimoine de connaissances universel, connu de tous dans ses grandes lignes. Quand l'auteur parle des sociétés globales...démocratico-libérales correspondant au capitalisme concurrentiel développé; donnant naissance aux débuts du capitalisme et à l'absolutisme dit éclairé; où prédominent des Cités-Etats devenant Empires; féodales; patriarcales; des théocraties charismatiques...ses lecteurs savent en gros de quoi il s'agit, et peut-être lui font-ils implicitement confiance quand il en vient aux types de société globale tirés des cultures américaines, australiennes et africaines anciennes, moins bien connues.

Mais en ce qui concerne notre domaine de recherche, les Etats de l'Afrique au sud du Sahara, de l'indépendance à 1980, les réalités sont trop similaires et la connaissance des faits trop peu répandue pour que nous puissions suivre l'exemple de Gurvitch.

La voie de monographies structurelles nous a paru la plus appropriée aussi bien à notre essai de typologie qu'à la communication avec des lecteurs qui ne sont pas forcément familiers avec l'histoire africaine contemporaine. Pour chaque pays considéré, nous présenterons la structure des cadres sociaux et des piliers de la réalité sociale qui nous semblent les plus importants, en y ajoutant parfois des éléments de conjoncture révélateurs (les coups d'Etat, par exemple, dont la fréquence est une des plaies de l'Afrique, facilitent souvent la recherche en étalant au grand jour des éléments que le régime renversé dissimulait), en y ajoutant également des éléments de texture pour être explicite.

Les monographies structurelles serviront de base au travail de comparaison, de classement et de généralisation partielle propre à la méthode typologique.

Les accentuations structurelles retenues pour l'ensemble des monographies seront justifiées dans une première partie générale; celle-ci contiendra également certains aspects structurels qui ne figurent pas dans les monographies, soit parce qu'ils sont communs à presque tous les pays (l'importance de la culture orale, par exemple) soit parce qu'ils sont mieux saisissables globalement que pays par pays (les séquelles de l'esclavagisme).

L'inconvénient des monographies structurelles est d'exposer dangereusement leur auteur:

-Les spécialistes, ressortissants ou visiteurs des pays considérés diront que nous avons omis tel ou tel aspect de la réalité sociale de leur pays. Effectivement pour limiter les monographies à quelques pages, il a fallu simplifier. Nous croyons néanmoins avoir dégagé les traits saillants permettant des comparaisons. Celles-ci bénéficieront, nous l'espérons, de cette forme d'objectivité que donne la subjectivité d'un regard unique sur une pluralité de situations.

-La distance que souligne la sociologie pluraliste entre la structure "substitut imagé et approché" et la pleine réalité du phénomène social total dans toute sa richesse de contenu devrait nous mettre à l'abri du reproche de "réductionnisme".

-L'historicité pourra également poser problème. Quand bien même notre observation porte sur une période historique, de l'indépendance à 1980, notre temps n'est pas forcément celui de l'histoire. La sociologie distingue une pluralité de formes et de genres de temporalité, elle accentue les discontinuités; l'histoire en revanche privilégie le temps de longue durée et la continuité.

Notre perspective temps est en gros celle du sociologue essayant de reconnaître une structure globale vécue d'abord comme un progrès (l'accession à l'indépendance), puis comme une régression (les péripéties d'après l'indépendance), puis comme une stagnation (la relative stabilité politique dans le contexte d'effondrement des économies) et finalement peut-être de nouveau comme un progrès (nouvelles formes de développement, nouveaux consensus internes, nouveau "réalisme"). Par un artifice de style nous avons essayé de trouver le temps juste: au lieu de l'imparfait, du passé composé et du plus-que-parfait, des temps verbaux qui soulignent la continuité, nous avons usé délibérément d'un "présent sociologique", différent du présent historique en ce qu'il n'actualise pas le passé, mais exprime plutôt le temps de l'interrogation scientifique.

Notes de l'introduction

1) Maurice Erard, Cours, Institut de sociologie et de science politique, Université de Neuchâtel, 1983, C 14

2) Georges Gurwitsch, La vocation actuelle de la sociologie, Tome I, PUF, Paris, 1957, p. 407

3) *ibid*, p. 439

4) *ibid*, p. 408

5) Maurice Erard, *Analyse sociologique et temporalités*, in *Hommage à Paul-René Rosset*, Société neuchâteloise de science économique, p. 154

6) *ibid*, p. 151

7) Georges Gurvitch, *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, PUF, Paris, 1963, p. 236

8) *ibid*, p. 231

PREMIERE PARTIE

Approche généralisante

Arrêter des critères typologiques suppose une connaissance préalable du sujet. Pour expliciter nos choix et nos omissions, nous nous proposons dans cette première partie, de présenter les lignes de force de la réalité sociologique africaine telles qu'elles nous apparaissent; nous préciserons également quelques définitions et notre position sur des points de discussion.

Cette partie n'a nullement la prétention d'être une "sociologie de l'Afrique noire"; elle n'est qu'un apport à la démarche typologique, à la fois généralisante et singularisante.

CHAPITRE PREMIER

Les sociétés globales

L'objet de notre typologie, les Etats postcoloniaux africains, sont les sociétés globales issues des processus de colonisation et de décolonisation. En 1980, leurs origines les marquent encore douloureusement.

L'arbitraire du partage colonial est bien connu: les puissances européennes qui avaient pris pied sur les côtes africaines, quand elles se sont attablées à la fin du 19^{me} siècle pour se partager le continent africain, ont le plus souvent simplement tiré des traits perpendiculaires vers l'intérieur pour marquer les frontières.

Nulle part cette situation n'est plus contre-nature qu'en Afrique de l'Ouest où les groupements ethniques, en général, sont implantés dans le sens est-ouest alors que les frontières font des coupures nord-sud; on a ainsi séparé entre plusieurs pays des gens qui se sentent solidaires et mis dans un même cadre national des peuples ou des fractions de peuple qui n'ont rien en commun, voire qui étaient des ennemis traditionnels.

Au moment de la décolonisation, les nationalistes africains ont estimé que ramener en cause les anomalies du partage colonial, c'était ouvrir la voie à la contestation de toutes les frontières; l'idéal de l'unité africaine, très vivant à l'époque, apparaissait comme le moyen de surmonter, plus tard, les incohérences du découpage territorial. En fait les indépendances devaient donner aux frontières une rigidité plus grande que du temps de la colonisation; l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation est l'un des principes fondamentaux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Les décolonisations, il y en a eu d'heureuses (Ghana, Tanzanie) et de malheureuses (Zaire, Cameroun, Angola); toutes cependant ont laissé des traces profondes sur les nouvelles sociétés globales dès lors qu'avant de partir les autorités coloniales, pensant soit à la stabilité du nouveau pays, soit à leurs intérêts propres, ont essayé d'arranger les choses à leur manière.

§ 1. - Des Etats sans nation

Voilà donc des sociétés globales bien ambiguës. Au départ il n'y a ni "contrat social donnant naissance à un peuple", ni "Nous-national donnant naissance à une nation" (1); en outre si l'Etat postcolonial, comme toute société globale, est le cadre social "à la fois le plus vaste, le plus imposant, le plus riche de contenu et d'ascendant" (2), cette ascendance est limitée par la concurrence de groupements ethniques puissants; cela d'autant

plus que c'est dans les groupements ethniques que s'était développé en premier lieu le nationalisme, comme le relève Lanciné Sylla: "...ce nationalisme de réaction à la situation coloniale et à la ségrégation raciale pratiquées par la race blanche sur la race noire a été ressenti en Afrique noire par les peuples africains eux-mêmes avant sa mise sous forme idéologique par les intellectuels et les penseurs noirs du "pan africanisme" et de la "négritude". L'Afrique noire passera ainsi d'un nationalisme ethnique pur et simple à un nationalisme de race, ou pan africanisme, sans faire place (au début du moins) au nationalisme territorial qui nous préoccupe de nos jours." (3)

§ 2. - Des nations sans Etat

Empiriquement, nous considérerons les groupements ethniques comme des sociétés globales en voie de déstructuration (voir chapitre II).

Dans cette optique, la société globale postcoloniale émerge dans une dialectique principale entre, d'une part, un Etat sans nation et, d'autre part, des nations sans Etat (les groupements ethniques) avec d'autres groupes, classes sociales, partis politiques, armée, groupements de loisirs (pensons à l'importance des matches de football internationaux pour la formation du sentiment national) jouant également un rôle dans ce "drame social".

Obstacle principal à la formation de l'Etat-nation, le sentiment ethnique, que l'on appellera "tribalisme" dans un sens idéologique, est très accentué dans l'ensemble de la société. Lanciné Sylla le définit ainsi: "Le tribalisme représente dans l'Afrique noire actuelle ou dans la nouvelle nation indépendante, toute la mémoire collective telle qu'elle se transmet par les mythes, les traditions, les coutumes, le folklore et l'éducation des membres de la tribu. C'est la vision que le groupe tribal a de lui-même, de ses valeurs, de son passé, (...) enfin de ses ressources et de ses moyens d'action et de pression vis-à-vis des autres groupes ethniques de la société nationale globale." (4).

Les dangers du tribalisme pour l'Etat postcolonial, on les a vus sous une forme extrême au Congo-Zaïre, au Nigéria, au Burundi par exemple. Presque partout, il est une menace latente. Battu en brèche à tous les niveaux par le tribalisme, l'Etat postcolonial l'emporte cependant dans la plupart des cas grâce à des équilibres précaires dont les composantes changent souvent.

Notes chapitre I

1) Maurice Erard, cours polycopié, Institut de sociologie et de science politique, Université de Neuchâtel, 1983, C 311

2) Georges Gurvitch, La vocation actuelle de la sociologie, tome I, 2me édition, PUF, Paris, p. 443

3) Lanciné Sylla, doyen de la faculté des lettres de l'université d'Abidjan. Nous citerons à plusieurs reprises son excellent "Tribalisme et parti unique en Afrique noire", Université nationale de Côte d'Ivoire, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977, p. 75 :

4) Ibid, p. 107

CHAPITRE II

Groupements ethniques et régionaux

Sous cette appellation générale, nous proposons de placer tous ces groupes que l'on désigne sous les noms ethnie, tribu, clan, lignage, région, etc.; nous les considérerons empiriquement comme des sociétés globales en voie de déstructuration, de restructuration, voire de structuration (certaines "tribus" en effet sont de création très récente), liées à la société globale de l'Etat indépendant par des rapports dialectiques divers.

Quand bien même les groupements ethniques correspondent souvent, surtout en milieu rural, à "la limite de retentissement des divers phénomènes sociaux totaux"(1), nous voyons bien que, face à la société globale de l'Etat indépendant, qui dispose d'un puissant appareil organisé, leurs chances de survie à long terme sont minces. Dans notre esprit, il s'agit de sociétés globales transitoires, destinées lorsque le sentiment national global les pénétrera en profondeur à n'être que de simples groupements de localité.

Nous appellerons sentiment ethnique, sentiment régional, les sentiments, attitudes et opinions collectives relatives à ces groupes; nous utiliserons les termes tribalisme, clanisme, pour marquer une connotation idéologique.

Cette approche permet d'échapper à la terminologie équivoque développée par d'autres sciences sociales particulières. Dans l'optique de la sociologie pluraliste, elle justifie la prééminence que nous accordons aux groupes ethniques et régionaux par rapport aux classes sociales.

Constatons que beaucoup d'ambiguïté entoure la discussion de la réalité ethnique postcoloniale.

-Les chercheurs occidentaux, influencés par les théories anglo-saxonnes de la "modernisation" ou par les théories néo-marxistes, ont eu tendance à négliger la réalité ethnique: pour les uns, il s'agit de "liens primaires" que l'intérêt rationnel bien compris écartera; pour les autres, la lutte des classes doit supplanter les "solidarités segmentaires"(2).

Gwendolen Carter, une africaniste américaine, qui avait fait un travail de pionnier dans l'analyse comparative des Etats africains postcoloniaux (en dirigeant la publication de trois ouvrages collectifs consacrés l'un au parti unique, l'autre à la diversité et le troisième à l'unité nationale et au régionalisme) n'a pas échappé à ce travers quand elle écrivait en 1966 avec Robert L. Hess: "on pourrait même dire que, si les divisions internes des Etats africains attestent de l'importance du tribalisme, celui-ci, en dépit de son influence évidente, ne domine pas la politique africaine. En effet le pragmatisme politique africain inspire de grands efforts pour canaliser les nationalismes tribaux, amhara, baganda, sara, fang, bakongo, balali, yorouba, ibo, haoussa, peul, dans le courant principal allant vers l'unité plutôt que vers le séparatisme."(3) Rétrospectivement

cet optimisme paraît infondé. On sait que "les grands efforts de canalisation", s'ils ont jamais eu lieu, se sont révélés insuffisants en Éthiopie, en Ouganda, au Tchad, au Nigéria, pour ne prendre que les mêmes exemples que nos auteurs. En ce qui concerne le sécessionnisme, la remarque reste pertinente (mis à part le cas des Ibo qui se sont jetés dans l'aventure malheureuse du Biafra); c'est en effet plutôt par le biais de projets hégémoniques et anti-hégémoniques que le tribalisme n'a cessé de dominer la politique de la plupart des pays africains.

-Les auteurs africains, eux, connaissent trop bien la réalité ethnique pour la nier. Mais dans une perspective de construction nationale, ils l'ont souvent présentée comme un héritage malheureux de la colonisation qu'il s'agit de surmonter. (4)

Vingt ans après l'indépendance, le sentiment ethnique étant toujours aussi fort, on constate dans les travaux les plus récents des chercheurs africains une volonté d'aborder de front cet aspect de la réalité (5).

§ 1. - Le sentiment ethnique, une réalité concrète

La réalité du sentiment ethnique étant contestée par certains auteurs, il est peut-être utile de l'esquisser concrètement. Nous le ferons avec Akala Ekondy, qui dans une thèse de l'Université de Neuchâtel, (6) montre de manière vivante ce qu'est le sentiment ethnique dans son pays, le Congo.

Il constate tout d'abord que "le Congo souffre encore de graves séquelles tribales-sociales, si bien que son tissu national reste fragile. La tribu y exerce toujours une fascination déconcertante sur l'individu (surtout en zone urbaine)."

"Le climat inter-tribus", dit encore Ekondy "est sérieusement empoisonné par les luttes politiques partisans; les partis (uniques) à dominante tribale ont attisé et exalté le sentiment de suspicion, alimenté les rivalités, suscité de l'antinomie et éloigné toute réciprocité des perspectives (par exemple la construction objective de la nation congolaise selon ses vraies valeurs sociologiques)."

Plus spécifiquement, Ekondy explique ce qui provoque la polarisation entre les différents groupes ethniques: "Mis à part le sentiment de frustration des tribus n'ayant pas pignon sur rue dans les allées du pouvoir, il y a le sentiment de prise de conscience économique tribale par les autres composantes sociologiques congolaises. Nous voulons parler de l'écart allant croissant entre une tribu et sa région par rapport aux autres tribus et régions voisines".

Cet auteur nous montre encore comment les Congolais dans les quartiers populaires des villes s'identifient ethniquement: "il arrive fréquemment, dans leurs conversations courantes qu'ils s'interpellent "narquoisement" en tant que Mukongo, Mulari, Mumbochi, Muvili, Muyaka, etc. - ou généralement en tant que "gens du Nord", "gens du Sud", etc.". "Mieux, on retrouve chez chaque Congolais un ensemble de stéréotypes qui constituent comme un portrait-robot de sa propre tribu et des autres tribus. En

gros, chaque tribu a sa vision d'elle-même et des autres."

§ 2. - Essai de définition

Lanciné Sylla propose une définition, à laquelle nous souscrivons dans ses grandes lignes, pour ce qu'il appelle tribalisme, et nous sentiment ethnique: "le tribalisme est un comportement, une attitude positive ou négative qui crée, dans un milieu social donné, un réseau d'attractions et de répulsions entre les membres de deux ou plusieurs groupes composant ce milieu social. Les membres de chacun de ces groupes se disent liés par le sang, mais ils le sont beaucoup plus par l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes par rapport aux autres. En sorte que le tribalisme est une mentalité de groupe, une illusion grégaire ou une disposition d'esprit qui détermine la conduite des individus appartenant à un même groupe, et qui régle les relations, souvent agressives, avec les membres de groupes similaires. Ce groupe, qui se pose en s'opposant aux autres et dont les membres se disent liés par le sang, est la tribu. Le suffixe en "isme" dénote bien l'idée ou l'idéologie que les membres du groupe en question se font d'eux-mêmes (...) Défini ainsi, le tribalisme participe de la même essence que ces phénomènes longtemps regardés avec admiration et respect, qu'on nomme patriotisme ou nationalisme."(7)

De cette définition, nous retenons en particulier:

-Les membres des groupes ethniques se disent liés par le sang, mais ils le sont beaucoup plus par l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes.

En effet, les tribus ne sont pas immuables. Il s'en crée de nouvelles, certaines éclatent, d'autres fusionnent. Il arrive que des individus passent de l'une à l'autre. Les mythes colmatent la fissure plus ou moins large qui existe entre la vérité historique et l'image que le groupe a de lui-même et de ses origines.

-Non seulement la composante idéologique, mais tout le palier des mentalités collectives est fortement accentué dans les groupements ethniques: savoirs, croyances, sentiments, intérêts et besoins, attitudes et opinions collectifs, mythes; forte accentuation également des œuvres culturelles "ciment par excellence des structures sociologiques globales" selon l'expression heureuse de Maurice Erard, la langue tout particulièrement, mais aussi toute la culture orale; les contrôles sociaux (religion, magie, droit coutumier) sont également importants, de même que certaines conduites régulières, telles que rites d'initiation, de passage, etc.

L'accentuation du niveau des mentalités collectives montre que le sentiment ethnique touche à la sphère intime et profonde de la vie sociale.

C'est sans doute parce qu'elle est fortement ancrée dans une idéologie qui lui est propre que la société africaine a jusqu'à présent si bien résisté aux idéologies étrangères.

§ 3. - Confusion théorique

Munis de ces quelques points de repères sociologiques, nous pouvons examiner la thèse de ceux qui lancent un nouvel assaut théorique contre les réalités ethniques. Comme cet américaniste qui se demande si le concept de tribu n'a pas été inventé de toute pièce par les Blancs pour parler des Indiens, négocier avec eux, les administrer, (8) nous devons examiner si nous ne sommes pas en plein imaginaire, si le concept d'ethnie "étroitement africaniste" selon Catherine Coquery-Vidrovitch (9), voire son contenu, doivent être remis en cause.

Au coeur de l'ethnie, (10) un ouvrage collectif publié en France, dont l'intention est de "déconstruire l'objet ethnique", représentatif de cette tendance nouvelle, retiendra notre attention.

Tous les contributeurs apportent des éclairages historiques intéressants sur divers groupements ethniques: en particulier Jean-Pierre Dozon montre que les Bété de Côte d'Ivoire sont une création coloniale (tout en admettant qu'il y a bien maintenant un fait ethnique bété "produit d'une histoire récente au cours de laquelle de multiples facteurs, administratifs, économiques, politiques se sont conjugués et ont élaboré l'ethnicité bété") (11); sous le titre "A chacun son Bambara" Jean Bazin indique que la notion de Bambara est relative dans le temps, l'espace, et selon les acteurs, que ceux qu'elle désigne changent d'étiquette quand cela les arrange ("à coup sûr on devient Bambara plus qu'on ne l'est, en prenant parti dans les conflits en cours, en suivant tel ou tel leader") (12).

On remarquera que rien dans tout cela ne contredit notre conception des groupements ethniques.

Aussi l'utilisation que Jean-Loup Amselle, l'un des directeurs de l'ouvrage, fait de ces éclairages nouveaux, est stupéfiante: "La cause paraît donc entendue: il n'existait rien qui ressemblât à une ethnie pendant la période précoloniale. Les ethnies ne procèdent que de l'action du colonisateur qui, dans sa volonté de territorialiser le continent africain, a découpé des entités ethniques qui ont été elles-mêmes ensuite réappropriées par les populations. Dans cette perspective, l'"ethnie" comme de nombreuses institutions prétendues primitives, ne serait qu'un faux archaïsme de plus." (13)

Relevons d'abord la remarque concernant le concept d'ethnie, qui envahit il est vrai les études concernant l'Afrique, alors qu'il est ignoré en général dans l'analyse des sociétés industrialisées. A chaque type de sociétés globales correspondent des accentuations différentes: l'Etat-nation européen a longtemps écrasé les groupements ethniques, sans les faire disparaître complètement, comme en témoignent les nationalismes breton, écossais ou bavarois; l'Etat-nation africain, en revanche n'est qu'un projet en voie de création dans une dialectique d'opposition avec les groupements ethniques. Il n'en reste pas moins que le sentiment ethnique est universel.

Le sociologue anglais Anthony D. Smith l'a étudié sous ses aspects européens, asiatiques, aussi bien qu'africains et américains (14). Les sociologues africains, lorsqu'il leur arrive d'observer nos sociétés, ne manquent pas de le débusquer.

Quant à l'affirmation, sans doute rhétorique, qu'il n'existait rien qui ressemblât à une ethnie pendant la période précoloniale, elle est d'autant plus incompréhensible que l'auteur après avoir expliqué qu'avant la colonisation il n'y avait pas d'ethnies mais des "espaces sociaux", espaces d'échanges, étatiques, linguistiques, culturels et religieux (introduisant par là même une nouvelle confusion entre société globale, aire de civilisation et société internationale) réintroduit le concept d'ethnie sous une forme limitative dans la perspective de "chaînes de sociétés" : "il serait tout aussi faux de penser que la notion idéologique de "tribu", de "race" ou d'"ethnie" n'avait aucune espèce de correspondance dans les langues africaines." "Ainsi est-il parfaitement légitime de se revendiquer comme Peul ou Bambara. Ce qui est contestable, en revanche, c'est de considérer que ce monde d'identification a existé de toute éternité, c'est-à-dire d'en faire une essence."(15) (Ce que plus personne ne fait depuis fort longtemps.)

En voilà assez pour montrer que ce débat ne concerne pas le sociologue. Contrairement à l'anthropologie, la sociologie n'a jamais évacué systématiquement l'histoire de sa vision; contrairement à l'ethnologie, elle n'a pas figé les ethnies dans des descriptions rigides; aussi n'est-elle pas concernée par ces autocritiques embarrassées qui à force de vouloir tout remettre en cause deviennent aveugles aux évidences de la réalité et de l'histoire.

Pour nous, les groupements ethniques sont des réalités en marche, sur lesquelles, dans la région et l'époque qui nous intéressent (l'Afrique sub-saharienne de l'indépendance à 1980) s'appuient des manifestations de sociabilité fort agissantes sur la société globale de l'Etat postcolonial.

Notes chapitre II

1) Maurice Erard, Cours polycopié, Institut de sociologie et de science politique, Université de Neuchâtel, 1983, C 311

2) Robert H. Bates, in State Versus Ethnic Claims: African Policy Dilemmas, edited by Donald Rothchild and Victor A. Olorunsola, Westview Press, Boulder, Colorado, 1983, p. 152

3) Gwendolen M. Carter et Robert L. Hess, in "National Unity and Regionalism in Eight African States", Cornell University Press, Ithaca, New York, 1966, p. 543 (notre traduction)

4) Voir en particulier les écrits des hommes politiques: Nyerere, Mboya, Sékou Touré, etc.

- 5) Par exemple Guillaume Pambou Tchivounda, Essai sur l'Etat africain postcolonial, Bibliothèque africaine et malgache, Paris, 1982. L'auteur se fait l'avocat du fédéralisme ethnique.
- 6) Akala Ekondy, Le Congo-Brazzaville, Essai d'analyse et d'explication sociologique selon la méthode pluraliste, Editions Peter Lang, 1983, pp. 350-353
- 7) Lanciné Sylla, *ibid*, p. 23
- 8) A. L. Kroeber, cité par J. M. Lewis, in Nationalism and Self Determination in the Horn of Africa, Ithaca Press, London, 1983, p. 69
- 9) Coquery-Vidrovitch, Afrique noire, Payot, Paris, 1985, p. 75
- 10) Au coeur de l'ethnie, ouvrage collectif, sous la direction de Jean-Loup Amselle et Erika M'bokolo, Editions La Découverte, Paris, 1985
- 11) Jean-Pierre Dozon, *ibid*, p. 84
- 12) Jean Bazin, *ibid*, p. 104
- 13) Jean-Loup Amselle, *ibid*, p. 23
- 14) Anthony D. Smith, The Ethnic Revival, Cambridge University Press, Cambridge, 1981
- 15) Jean-Loup Amselle, *ibid*, pp 35-37

CHAPITRE III

Les classes sociales

Classes sociales et groupements ethniques en Afrique est une problématique très controversée dont nous ne pouvons rendre compte en quelques pages. Nous nous limiterons à quelques remarques pour situer le problème et justifier notre position.

§ 1. - Contre les classes sociales: les dirigeants et les africanistes

Les dirigeants africains qui se sont exprimés sur cette question (Nyerere, Senghor, Mboya, Touré, Kaunda) nient purement et simplement l'existence de classes sociales en Afrique; de leur part il s'agit de l'expression intellectuelle du discours unanimiste propre à tous les régimes postcoloniaux: l'objectif de la construction nationale exige la mobilisation du peuple derrière son chef dans le cadre de structures uniques; dans une telle perspective, toute analyse mettant en évidence des divisions internes paraît destructive.

Dans leur majorité, les africanistes tendent également à minimiser l'importance des classes sociales dans les sociétés africaines; dans le numéro que les Cahiers Internationaux de sociologie avaient consacré en 1965 au problème des classes sociales dans le monde, Georges Balandier s'exprimait ainsi: "Les particularismes internes maintiennent les classes sociales -et notamment la paysannerie- dans un état fragmentaire. L'économie moderne, toujours dépendante d'agents économiques extérieurs, n'est pas encore établie à l'échelle nationale: elle se présente par "flots", alors que le secteur de l'autoconsommation coïncide avec des régions étendues. Dans ces conditions les différenciations sociales exprimant les nouveaux rapports de production n'ont pu apparaître que tardivement. L'écart entre villes et campagnes reste plus remarquable que celui qui se crée entre groupes assimilables à des classes."⁽¹⁾ Vingt ans plus tard les conditions ont changé mais ce texte reste actuel.

§ 2.- Pour les classes sociales: les marxistes et les "dépendantistes"

Pour défendre la réalité des classes sociales, on trouve en première ligne les auteurs marxistes (dont beaucoup sont américains), lesquels en revanche sont fort embarrassés par tout ce qui touche au sentiment ethnique. Dans une attaque contre ceux qu'il appelle "les idéologues du tribalisme" Archie Mafeje se demande comment il est possible qu'un membre de l'élite, pour renforcer sa position en ville, puisse invoquer avec succès l'idéologie tribaliste auprès de paysans qu'il va exploiter; sa réponse est remarquable: "ce n'est pas la preuve que "tribu" et "tribalisme" existent dans un sens objectif. Tout au plus est-ce le signe d'une "fausse conscience" de la part (des paysans) qui adhèrent à une idéologie sans correspondance avec leur base matérielle et, par conséquent, souscrivent à leur propre exploitation."⁽²⁾ Autrement dit, si les classes sociales ne sont pas ce qu'elles devraient être, c'est la faute aux paysans.

Plus récemment certains auteurs marxistes ont commencé à tenir compte de la réalité ethnique dans leurs analyses. John S. Saul dans un article titré "The dialectic of class and tribe" défend le point de vue que "les chercheurs marxistes et les révolutionnaires africains, s'ils veulent progresser, doivent prendre l'ethnicité au sérieux, (...) la considérer comme un facteur bien réel et non plus comme une variable éphémère ou vaguement illégitime."⁽³⁾

Les défenseurs de la théorie de la dépendance, qui analysent les rapports entre le tiers-monde "périphérique" et le "centre" capitaliste, accentuent eux aussi l'importance des classes sociales mais dans un contexte international. A leurs yeux il y a une classe manquante en Afrique, la bourgeoisie européenne détentrice de moyens de production déployés en Afrique. Un de leurs chefs de file, Immanuel Wallerstein envisage la lutte des classes en ces termes: "A la périphérie de l'économie mondiale (...) la contradiction première n'est pas celle de deux groupes au sein de l'Etat chacun essayant de contrôler la structure étatique ou de l'influencer. La contradiction première oppose des intérêts organisés et situés dans les pays du centre et leurs alliés locaux, d'une part, et la majorité de la population, de l'autre."⁽⁴⁾ La vision planétaire propre aux "dépendantistes" permet à Samir Amin de publier un audacieux tableau, qu'il titre carrément "structure de classe du système impérialiste (1975)"; le tableau montre que les classes sociales du centre, soit un quart de la population, reçoivent 83% des revenus tandis que les classes sociales de la périphérie, soit trois quarts de la population, se partagent 17% des revenus.⁽⁵⁾

§ 3. - L'éclairage de la sociologie pluraliste

Gurvitch, qui ne retient que les classes des sociétés industrielles, ne nous est d'aucun secours en l'occurrence. Ce type de classe, s'il commence à apparaître en Afrique, dont on peut même penser qu'il s'affirmera de plus en plus, reste un phénomène plus latent que réel. En cela nous nous trouvons en accord avec Lanciné Sylla qui, après avoir identifié trois développements propices à l'émergence des classes sociales du type de celles des sociétés industrielles, développement de l'éducation, développement des villes, modification directe ou indirecte des régimes fonciers du fait du développement de l'agriculture industrielle, s'explique ainsi: "Ces trois conditions fondamentales constituent des lignes de force ou de fissure tendant à fendre la société africaine en classes de plus en plus différenciées au cours de leur évolution. Mais au stade actuel de cette évolution, il s'agit de lignes de fissure sans fracture, car ce que nous convenons d'appeler ici "classes sociales" ne désigne en fait que des structures sociales incomplètes ou inachevées qui sont toujours fragmentées par les structures sociales traditionnelles ou même bloquées par elles."⁽⁶⁾ On ne saurait mieux montrer l'insuffisance d'une définition étroite des classes sociales.

En revanche si, avec Maurice Erard, on définit les classes sociales comme étant la stratification fondamentale de la société et qu'on admet que

les classes peuvent varier selon le type de société globale, on dispose alors d'un concept opératoire pour l'Afrique. Les classes sociales ne seront plus seulement les paysans, ouvriers, bourgeois, etc., mais également, dans certains cas, des groupements ethniques dominants ou dominés, des aristocraties traditionnelles, les citadins et les ruraux, etc. Bref, tout ce qui peut constituer la stratification fondamentale sur laquelle s'appuie toute société globale.

Cette approche devrait emporter l'adhésion d'un Balandier, dont nous avons vu les hésitations, lui qui écrit par ailleurs "pas de société sans pouvoir politique, pas de pouvoirs sans hiérarchies et sans rapports inégaux instaurés entre les individus et les groupes sociaux"; Balandier qui note encore que les Ouolof et les Sérère "associent un système d'ordres (aristocrates, hommes libres, hommes de condition servile) et un système de "castes" professionnelles; chacun d'eux ayant sa propre stratification et sa hiérarchie spécifique".(7)

En ce qui concerne les Etats postcoloniaux africains, la stratification fondamentale est déterminée, le plus souvent, par l'irruption d'une classe de bureaucrates qui doivent leur place dans la société à la connaissance d'une langue européenne et par des groupements ethniques tantôt en lutte avec la société globale, tantôt concourant sans réserve à son action. On peut penser que les classes anciennes, évoluant dans un temps en retard sur lui-même, réapparaîtront, sous d'autres formes peut-être. La paysannerie occupe une place basse dans la hiérarchie sociale.

§ 4. - Paysans et citadins

La paysannerie, dans les pays que nous étudions, constitue environ 70% de la population. Amílcar Cabral constate qu'elle n'est pas une force révolutionnaire: "il faut faire une distinction entre une force physique et une force révolutionnaire; physiquement la paysannerie est une grande force en Guinée; elle constitue presque l'ensemble de la population, elle contrôle les richesses du pays, c'est elle qui produit; mais l'expérience nous a appris combien il était difficile de la convaincre de lutter".(8)

Les citadins forment un cinquième de la population. C'est en milieu urbain que les classes sociales devraient être le mieux constituées; mais c'est également en milieu urbain que le sentiment ethnique est le plus exacerbé: dans la concurrence qui oppose les membres de l'élite, les groupements ethniques sont utilisés comme des groupes de pression. Inversement, les ruraux attendent de leurs représentants en milieu urbain qu'ils leur procurent divers avantages.

Parmi les classes urbaines, Samir Amin distingue les couches moyennes et bourgeoises, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et les chômeurs. Les deux premières, que nous nommerons l'élite, ont un rôle des plus ambigus dans le processus de développement: leur croissance dépasse de loin les besoins de la société; leur dynamisme même a été une des causes de la création de secteurs économiques d'Etat pratiquement toujours déficitaires.

La confusion qui prévaut entre le gouvernement, l'administration, le parti et les affaires enlève son sens à la distinction entre bourgeoisie d'affaires et bourgeoisie d'Etat. L'élite n'est pas unie pour autant: "il y a des tensions entre les anciennes et les nouvelles élites, entre jeunes et vieux au sein de la nouvelle élite et entre les élites dans leur ensemble et ceux qui n'en font pas partie."⁽⁹⁾

L'inégalité ville-campagne n'est pas absolue. Pierre Biarnès note justement que la coupure principale se situe "entre les détenteurs de revenus fixes -les "boroms-mandat", comme on dit au Sénégal, c'est-à-dire ceux qui à la fin de chaque mois, ont le privilège de percevoir un salaire, un traitement, ou un revenu quelconque à peu près constant, un "mandat"- et ceux qui sont encore presque totalement soumis aux aléas de la nature et dont les revenus monétaires sont considérablement plus bas que ceux des plus mal lotis de l'autre groupe -les "badolos" comme on dit également à Dakar, c'est-à-dire les paysans et aussi les sans-travail des villes, émigrés des campagnes à la poursuite de chimères." Biarnès conclut son analyse par un petit calcul: "si l'on considère qu'en moyenne chaque détenteur de revenus fixes supporte le charge d'une dizaine de personnes, on constate que, grosso modo, (...) les "boroms-mandat" et leurs parents et familiers représentent environ un tiers de la population et consomment approximativement -si on s'en tient aux chiffres les plus officiels- les deux tiers du revenu national, la situation des "badolos" étant exactement l'inverse."⁽¹⁰⁾ Or une partie de ces 30% de privilégiés se trouvent à la campagne: au Kenya, le BIT estime que 20% des salaires gagnés en ville sont distribués à des parents à la campagne.⁽¹¹⁾ C'est sans doute pourquoi entre ruraux et citadins la solidarité prévaut sur la polarisation.

Notes chapitre III

- 1) Georges Balandier, Les classes sociales en Afrique, in Cahiers internationaux de sociologie, XXXIX, 1965
- 2) Archie Mafeje, The Ideology of "Tribalism", Journal of Modern African Studies, 9, 2, 1971 (notre traduction)
- 3) John S. Saul, in Race and Class, XX, 4, 1979, p. 371 (notre traduction)
- 4) Immanuel Wallerstein, Class in Contemporary Africa, Canadian Journal of African Studies, vol. 7, No 3, 1973, p. 380
- 5) Samir Amin, Structure de classe de l'impérialisme, in L'homme et la société, 45-46, 1977
- 6) Lanciné Sylla, Tribalisme et parti unique en Afrique noire, Presses de la Fondation des sciences politiques, Paris, 1977, p. 111
- 7) Georges Balandier, Anthropologie politique, PUF, Paris, 1967, p. 93 et p. 100

- 8) Amílcar Cabral, *Revolution in Guinea, Stage 1*, Londres 1971, p. 50 (notre traduction)
- 9) Gwendolen M. Carter et Robert L. Hess, in *"National Unity and Regionalism in Eight African States*, Ithaca, New-York, 1966, p. 549 (notre traduction)
- 10) Pierre Biarnès, *l'Afrique aux Africains*, Armand Colin, Paris, p. 30
- 11) BIT, *Emploi, revenus et égalité, Stratégie pour accroître l'emploi productif au Kenya*, Genève, 1975

CHAPITRE IV

Les partis politiques

On peut se demander si les partis politiques africains doivent être étudiés en tant que groupements ou en tant que simple organe de l'Etat. La théorie du parti-Etat, mise en place dans la Guinée de Sékou Touré, a été reprise sous des formes plus ou moins poussées, dans plusieurs pays où le parti, formellement, a préséance sur le gouvernement.

Même dans les pays où les électeurs ont une certaine possibilité de choix, la conception du parti unique (ou du parti gouvernemental là où il y a pluralité de partis) est extrêmement autoritaire. "Courroie de transmission", pour définir le rôle du parti, est une image qui revient dans le discours politique de plusieurs pays; entendez par là une transmission du haut vers le bas: de sorte que, lorsqu'un régime s'écroule, il ne resta rien du parti (Nkrumah au Ghana, Modibo Keita au Mali, Ould Daddah en Mauritanie, Obote en Ouganda).

§ 1. - De la multiplicité à l'unicité

Dans "Tribalisme et parti unique en Afrique noire" Lanciné Sylla a analysé avec précision le processus qui a conduit au monopartisme de fait ou de droit.(1) Le phénomène qu'il décrit s'inscrit à la suite de la période de gel politique, dû à la colonisation, que Georges Balandier avait bien mis en évidence: "La colonisation a transformé tout problème politique en un problème technique relevant de la compétence administrative. Elle a contenu toute manifestation de la vie collective ou toute initiative qui semblait limiter ou menacer son emprise, quelles que furent les formes de la société politique indigène et les régimes coloniaux qui organisèrent la domination."(2)

Dans la période qui précède et suit l'indépendance, sitôt que l'interdiction des activités politiques est levée, l'explosion de forces et de sentiments longtemps retenus se manifeste par la création d'une multitude de partis.

En tout cas les hommes politiques n'ont aucune peine à susciter des réactions nationalistes, il leur suffit de se tourner vers leur ethnie d'origine où l'opposition au pouvoir blanc avait éveillé un nationalisme ethnique et panafricain (mais pas territorial); ils y reçoivent un accueil enthousiaste. Ce qui fait dire à Sylla "la nation, en tant que telle, et contrairement aux apparences, n'est nullement refusée ou contestée par les différents groupes ethniques et régionaux constitutifs de la nation, mais acceptée ou convoitée par tous, comme pour en avoir la primeur, pour en avoir la primauté, pour y exercer une hégémonie politique."(3)

Dans ce contexte, le modèle du parti de masse apparaît comme le moyen de surmonter les projets hégémoniques ethniques; mais les partis de masse se constituent eux-mêmes en suivant la filière ethnique, par des alliances

entre différents groupes. Même un parti à idéologie résolument moderne comme le Parti de la convention du peuple de Nkrumah est obligé de recourir à des tactiques tribalistes pour s'imposer.

La logique consistant à mobiliser le plus de gens possibles pour surmonter les divisions internes pousse vers l'établissement d'un parti unique s'identifiant avec le pays tout entier; c'est dire qu'il ne tolère pas l'opposition: "En vérité la conception africaine du parti unique est plus "totalitaire" que la conception communiste ou fasciste" écrit Sylla, "le parti unique africain (...) ne laisse théoriquement personne lui échapper: est contre le parti tout individu indifférent au parti; être indépendant ou neutre, c'est être l'ennemi du parti au même titre que l'opposant direct.(4)

§ 2. - Parti unique ou homme unique?

Les différents partis ayant été absorbés dans le parti unique, les luttes se poursuivent de l'intérieur. Le chef du parti devra alors surmonter l'opposition interne; par une série de purges "il digère les hommes qui tentent de se mettre à son niveau. De l'absorption des partis d'opposition, on passe à l'absorption des personnalités politiques capables de capter elles aussi le charisme des masses".(5) Le culte de la personnalité réduit le parti unique à un homme unique.

Le parti unique très structuré, omniprésent, semble fort, alors qu'il s'est peu à peu vidé de sa substance par phagocytose: "le sens de l'unité qui tend à se réaliser pleinement dans l'unité d'un homme finit par créer des Etats sans parti, le parti ayant été totalement absorbé par un homme derrière lequel il tombe dans un folklorisme politique caché sous des apparences monolithiques et totalitaires.(6)

Ce processus, selon Lanciné Sylla, serait sous-jacent à tous les partis au pouvoir, même là où le multipartisme existe, le parti gouvernemental étant alors une coalition de partis régionaux ou ethniques.

Cette analyse, que nous reprendrons comme hypothèse de travail, montre que les partis, même s'ils ne sont plus, dans la plupart des cas, que des structures vides, ont été à l'origine des groupements très vivants qui marquent aujourd'hui encore les Etats postcoloniaux.

A nos yeux, l'important dans les partis tels qu'ils sont devenus ne sera pas le critère trompe-l'oeil du multipartisme, mais l'existence ou non d'un certain choix, même limité, pour les citoyens.

Notes chapitre IV

1) Lanciné Sylla, Tribalisme et parti unique en Afrique noire, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977

2) Georges Balandier, Anthropologie politique, Presses universitaires de France, collection SUP, Paris, 1967, p. 188

- 3) Lanciné Sylla in *Etat et société en Afrique noire*, Société française d'histoire d'outre-mer, Paris, 1981, p. 313
- 4) Lanciné Sylla, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire*, p. 251
- 5) *Ibid*, p. 278
- 6) *Ibid*, p. 280

CHAPITRE V

Les rapports avec autrui

Bien que la dépendance soit un des aspects structurels les plus importants de la réalité sociologique africaine, nous ne pensons pas qu'elle puisse fournir un critère opératoire pour une typologie. Etant donné la popularité dont jouissent les théories de la dépendance, nous devons nous expliquer.

§ 1. - Le continent le plus dépendant

L'exportation presque exclusive de matières premières et l'importation de produits manufacturés et de technologies, les investissements étrangers, la dépendance alimentaire croissante, l'endettement, les rapports inégaux qui existent avec les anciennes puissances coloniales, l'irruption des rivalités des superpuissances dans les affaires africaines, tous ces facteurs font de l'Afrique un continent très dépendant.

Alors qu'il était secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Adebayo Adedeji faisait remarquer que l'économie africaine est "la plus ouverte et la plus exposée du monde: elle dépend en effet d'une façon excessive du commerce extérieur et d'autres stimuli, des compétences étrangères. Les stratégies de développement que les gouvernements africains appliquent depuis l'indépendance sont elles-mêmes d'origine étrangère, puisqu'elles découlent de théories du développement économique qui ont été conçues durant les périodes coloniales et néocoloniales pour rationaliser la structure de production coloniale en Afrique. Comme on peut s'y attendre, ces théories étrangères du développement de la croissance économique tendent à renforcer la dépendance économique de l'Afrique. Elles lient en effet le rythme et l'orientation de l'évolution socio-économique interne et son orientation aux marchés d'exportation et à l'importation de compétences techniques, de biens d'équipement, de services et de biens de consommation modernes. Ces théories accordent une grande importance à des paramètres tels que l'épargne et les investissements, les importations et exportations, la balance des paiements, l'aide et les investissements étrangers, mais n'accordent pas suffisamment d'importance aux ressources naturelles disponibles, aux compétences des entrepreneurs africains, à la main-d'oeuvre qualifiée, et à la technologie locale, ni au caractère et à la dynamique du marché intérieur."(1)

Dans tous les domaines de la réalité sociale, on pourrait évoquer des situations symbolisant l'extrême dépendance:

-dans la sphère politique, les sommets franco-africains qui réunissent plus de participants qu'il n'en faut pour le quorum de l'OUA;

-dans le domaine militaire: la présence de quelque 30 000 soldats cubains en Angola et en Ethiopie; ou encore les nombreuses interventions militaires françaises;

-en ce qui concerne les habitudes alimentaires: les Libériens qui préfèrent au riz local le produit précuit en provenance des Etats-Unis; le Congo où l'on mange du pain en baguette et des croissants, comme à Paris, au détriment des produits locaux (sans parler de la consommation systématique de produits européens de luxe par certaines élites);

-ou encore la modes des "sapeurs", ces jeunes de l'Afrique francophone qui, pour paraître dans les bals du samedi soir, consacrent des fortunes à l'achat d'habits portant la marque de grands couturiers parisiens.

§ 2. - Les théories de la dépendance

Caractéristique de presque tout le tiers-monde, la dépendance a donné lieu à des théories qui expliquent le sous-développement de la périphérie (le tiers-monde) par le surdéveloppement du centre capitaliste, le bloc de l'Est étant présenté en général comme un sous-impérialisme.

Ce schéma d'explication avait d'abord été élaboré, sous une forme souple, par la Commission économique pour l'Amérique latine que dirigeait Raul Prebisch; l'étude des rapports centre-périphérie devant compléter l'étude nationale.

Dans les années 60, les théories de la dépendance ont été reprises et développées sous une forme extrême par des chercheurs révolutionnaires qui, rejetant tout dualisme, ont mis l'accent sur un système impérialiste mondial où le centre capitaliste imposerait sa loi d'airain à l'ensemble du monde.

André Gunder Frank est représentatif de cette tendance: "En ce qui concerne le développement et le sous-développement, le déterminant causal est, sans doute aucun, le système capitaliste mondial. C'est bien le développement du système capitaliste au cours des cinq derniers siècles qui a assuré le développement économique de certaines régions du monde mais, partie indissociable du même processus, il a provoqué simultanément le développement du sous-développement en Afrique, Asie, Amérique latine et dans diverses autres régions."⁽²⁾

Inspiré par cette même vision du monde, Jean Ziegler place les Etats postcoloniaux sous l'étiquette de protonation, "une sociabilité rudimentaire, limitée dans sa construction, asservie aux seuls besoins de ceux qui l'organisent de l'extérieur. Elle est avant tout une création de l'impérialisme. Elle n'exprime qu'une souveraineté fictive, la totale dépendance de l'économie du pays à l'égard du centre métropolitain."⁽³⁾

§ 3. - Typologie et dépendance

Dans l'optique de la sociologie pluraliste, les théories de la dépendance pèchent par leur réductionnisme: en effet, on ne saurait expliquer toutes les sociétés par un même "déterminant causal". Tout ramener au déterminisme

du capitalisme c'est ignorer, outre les différents groupes et niveaux de la réalité sociale, la liberté humaine, individuelle et collective, capable d'infléchir toute situation dans un sens nouveau.

En l'occurrence, la liberté-adaptation est fortement accentuée. Au Zaïre, Mobutu est passé maître dans l'art de jouer de la dépendance: il oppose la France à la Belgique; sous la pression de l'administration Carter, il injecte un peu de démocratie et de respect des droits de l'homme puis fait marche arrière dès qu'il perçoit que l'administration Reagan porte un regard moins sévère sur son régime. Même le Lesotho, enclavé dans l'Afrique du Sud, parvient à garder une certaine indépendance tout en composant avec son puissant voisin. Un pays comme la Côte d'Ivoire en choisissant délibérément la voie de la dépendance a conquis indirectement une autonomie plus grande que les pays qui se disent anti-impérialistes.

Pour nous, les Etats postcoloniaux, loin d'être asservis "aux seuls besoins de ceux qui (les) organisent de l'extérieur", sont des réalités vivantes et totales qui réagissent et agissent, se font et se défont dans un contexte difficile où la dépendance n'est qu'un facteur structurel important parmi d'autres. (Il serait difficile, par exemple, de voir dans le capitalisme du centre la cause du naufrage des Etats ougandais, centrafricain ou tchadien.)

Cela dit, il nous paraît impossible de faire du degré plus ou moins accentué de dépendance un critère structurel sur lequel pourrait s'appuyer efficacement une classification typologique. Tous les pays considérés sont fortement dépendants; la plupart cependant, par rapport à la colonisation, représentent à cet égard une progression structurelle: au-delà, les différences que l'on peut constater, plus conjoncturelles que structurelles, ne permettent pas de dégager des tendances précises.

L'endettement peut être productif ou improductif; la faiblesse des investissements étrangers reflète moins l'indépendance économique que l'échec ou la malchance; des accords militaires avec une puissance non africaine, dans la mesure où ils limitent les dépenses militaires et assurent la stabilité, peuvent favoriser la consolidation et l'épanouissement de l'Etat (Côte d'Ivoire).

Seule l'autosuffisance alimentaire nous paraît en soi un critère probant; or, étant donné la fragilité des statistiques, il serait imprudent d'appuyer fortement une typologie sur les différences qui peuvent exister à cet égard entre les pays.

Si à priori nous ne retenons pas la dépendance, prise globalement, comme critère structurel de notre classification typologique, les relations internationales, en revanche, sont des rapports avec autrui que nous examinerons dans les monographies. A première vue il ne nous semble pas, par exemple, que le renversement des alliances avec les superpuissances dans la Corne de l'Afrique ait beaucoup modifié la Somalie; mais nous pensons que des relations internationales tendues, surtout avec les pays voisins, ont des effets profonds sur toute la société globale.

Notes chapitre V

- 1) Adebayo Adedeji, in *Quelle Afrique en l'an 2000*, OUA, Institut International d'études sociales, Genève, 1979, p. 62
- 2) André Gunder Frank, *Critiques et contre-critiques*, Anthropos, Paris, 1985, p. 20
- 3) Jean Ziegler, *Main Basse sur l'Afrique*, Le Seuil, Paris, 1978, p. 9

CHAPITRE VI

Palier écologico-morphologique

Section I: Géographie physique

Avec ses 30 millions de km² à cheval sur l'équateur, presque aussi large que long (8000 km dans sa plus grande longueur nord-sud et 7500 km dans sa plus grande largeur est-ouest), le continent africain a des traits physiques qui le distinguent des autres sur des nombreux points.

En particulier l'unité géographique est plus grande en Afrique que sur les autres continents.

Ce qui frappe d'abord, au premier coup d'oeil sur la carte, c'est la massivité et la netteté des contours. Le géographe belge Pierre Gourou fait remarquer que l'Afrique compte un km de rivage pour 1400 km² de surface, et l'Europe un km pour 300 km².(1)

L'unité géologique est due, nous dit Gourou, à l'ancienneté de la mise en place et la lenteur des changements tectoniques. "Considérée dans ses limites conventionnelles, l'Afrique a pour originalité de détenir, parmi les continents, le plus haut pourcentage du socle précambrien. Arable exclue et Madagascar inclus, le continent africain est fait pour 96% de sa surface d'éléments du socle, que celui-ci affleure ou se recouvre d'une pellicule sédimentaire ou volcanique. (...) Les boucliers africains sont très anciens; les procédés modernes de datation assignent quatre milliards d'années à certaines roches et deux bons milliards comme âge minimum aux boucliers du Transvaal, de Rhodésie, du Kesaï ou de la Côte d'Ivoire."(2)

L'étonnante unité géologique n'empêche pas une grande variété de situations; les plus remarquables étant: le Maghreb dont le relief rappelle celui de l'Europe; l'Afrique du Nord-Est, l'Afrique occidentale et les Bassins du Congo, où prédominent des plaines, des bassins et de bas-plateaux (notamment les cuvettes du Niger, du Tchad, du Congo), et du Bahr-el-Ghazal; l'Afrique orientale et australe, région de hauts-plateaux d'une altitude de 1500 m et plus, traversée par le Rift, une faille de 4000 km qui s'étire de la Mer Rouge jusqu'au Mozambique.

L'unité climatique aussi est plus grande que sur les autres continents. Le géographe malien S. Diarra donne l'explication suivante: "la symétrie et la grande extension du continent de part et d'autre de l'équateur, sa massivité et l'uniformité relative de son relief, combinent leurs effets pour conférer au climat une zonalité sans équivalent dans le monde. Ainsi l'Afrique présente une remarquable originalité par la succession des bandes climatiques ordonnées parallèlement à l'équateur. Dans chaque hémisphère, les régimes pluviométriques africains se dégradent progressivement vers les hautes latitudes. Continent le plus étendu dans la zone intertropicale, l'Afrique est de ce fait, le plus uniformément chaud du globe."(3)

Au sud de l'équateur, l'Afrique se rétrécit de plus de moitié; l'hémisphère nord, par conséquent, est le plus continental, d'autant plus qu'au-delà de l'étroite mer Rouge s'étendent la péninsule arabe et l'Asie.

Avec le Sahara, l'Afrique a "la charge" comme dit Gourou, du désert le plus grand et le plus rigoureux du monde. Mais il n'en fut pas toujours ainsi: jusqu'au quaternaire, le Sahara avait un climat humide favorable à l'établissement des hommes. Moins rigoureux, le Kalahari n'en exerce pas moins une influence climatique sur l'hémisphère sud, renforçant ainsi la symétrie par rapport à l'axe équatorial.

Le régime des pluies détermine avant tout les climats dont les principaux sont:

-les climats équatoriaux: il pleut toute l'année, les taux pluviométriques dépassent 2 m ;

-les climats tropicaux qui vont de l'humide au sec;

-les climats désertiques.

Ce sont les climats et la qualité des sol qui font les paysages de forêts denses, de forêts clairsemées, de savanes, de déserts. En gros le continent africain est constitué de 50% de prairies, 30% de désert et 20% de forêts.

Section II: Richesses minérales

Comment expliquer le paradoxe de pays pauvres sur un continent riche?

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le sous-sol africain contient des ressources fabuleuses. Ainsi la Banque mondiale: "Le continent africain a toujours été considéré comme l'une des plus grandes réserves mondiales de richesses minérales, richesses que certains pays exploitent déjà largement. L'Afrique est le premier fournisseur de l'Europe en produits miniers et sa part dans les exportations mondiales de minéraux non combustibles est considérable."⁽⁴⁾

"Le plan d'Action de Lagos", le document qui marque la prise de conscience par l'OUA de l'échec économique de l'Afrique postcoloniale, donne les estimations suivantes: "notre continent recèla 97% des réserves mondiales de chrome et 85% des réserves mondiales de platine, 64% des réserves mondiales de manganèse, 25% des réserves mondiales d'uranium et 13% des réserves mondiales de cuivre sans parler de la bauxite, du nickel, du plomb, 20% du potentiel hydro-électrique mondial, 20% du pétrole commercialisé dans le monde (si nous excluons les USA et l'URSS), 70% de la production mondiale de cacao, 33% de la production mondiale de café et 50% de l'huile de palme, pour ne mentionner que ceux-là."⁽⁵⁾

Face à ces richesses, les dirigeants africains éprouvent un double sentiment de malaise: d'une part ils croient que les sociétés minières et de prospection ne leur disent pas toute la vérité sur le potentiel minier; d'autre part ils constatent que là où les richesses sont exploitées, le pays n'en profite que dans une faible mesure.

Les chefs d'Etat et de gouvernement qui, en 1980, lors d'une session extraordinaire de l'OUA consacrée aux problèmes économiques, ont adopté le Plan de Lagos, présentent ainsi les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles: "l'absence des informations sur le potentiel des ressources de vastes régions inexplorées et l'impossibilité des pays d'obtenir des données plus précises résultant des activités des sociétés transnationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources naturelles; le manque de moyens suffisants (capitaux, personnel hautement qualifié et technologie) pour la mise en valeur de ces ressources; dépendance étroite vis-à-vis des sociétés transnationales étrangères pour la mise en valeur d'un nombre déterminé et restreint de ressources naturelles africaines destinées à satisfaire les besoins en matières premières des pays développés; la part insuffisante de la valeur ajoutée provenant de l'exploitation des richesses naturelles des Etats membres due à l'imperfection des méthodes de fixation des prix et de commercialisation; une très basse et décevante contribution des ressources naturelles au développement socio-économique; à cause de ces facteurs, les Etats membres ne sont pas encore en mesure d'exercer une souveraineté réelle et permanente sur leurs ressources naturelles." (6)

Optimiste, la Banque mondiale croit voir une convergence d'intérêts: "Après une période d'hésitation, les gouvernements de nombreux pays d'accueil ont fini par se rendre compte que les sociétés minières sont une source précieuse de compétences techniques et commerciales, qu'elles courent de très gros risques et qu'elles doivent être assurées d'un taux de rentabilité convenable et d'un remboursement rapide des investissements étrangers. Pour leur part les sociétés ont admis que les pays d'accueil ont un droit fondamental à leurs propres ressources naturelles et, en particulier, à tous bénéfices exceptionnels réalisés une fois que l'investissement étranger a été remboursé."(7)

Il n'en reste pas moins que l'exploitation des ressources minières en Guinée, au Zaïre, en Zambie ne semble pas constituer un avantage important. La question se pose donc: qui en profite?

Section III: population

§ 1. - La continuité la plus longue

La population africaine doit être placée dans la perspective d'un temps historique de très longue durée, puisque, en l'état actuel des connaissances, l'origine de l'humanité se situe en Afrique.

Dans l'"Histoire générale de l'Afrique", publiée par un comité scientifique de l'UNESCO, dont les travaux ont beaucoup contribué à faire avancer la connaissance historique du continent, le Français Y. Coppens pose le problème de l'origine africaine de l'humanité en ces termes: "C'est au sein de la nappe des Australopitèques d'abord cantonnés à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique du Sud, puis (sous une forme Australopitèque ou sous une forme plus évoluée) étendue à l'Asie sud-himalayenne qu'apparaît le genre Homo et l'outil fabriqué. Celui-ci devient très vite la caractéristique de son artisan; plusieurs types d'outils sont rapidement créés pour des propos précis; leur fabrication est enseignée. Enfin, des structures d'habitation apparaissent. C'est en ce sens que l'on peut parler d'origine africaine de l'humanité."⁽⁸⁾

Un autre préhistorien français, L. Balout, précise: "La théorie du monogénisme étant universellement acceptée, l'Afrique est donc considérée actuellement comme étant le berceau de l'humanité."⁽⁹⁾

Berceau de l'humanité, mais également "théâtre d'opération" principal (pour parler comme les stratèges) de la première confrontation mondiale, si l'on suit l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo lorsqu'il imagine que (6 millions d'années plus tard) "l'homo sapiens a dû balayer les néandertaliens après une sorte de guerre mondiale qui a duré plusieurs dizaines de millénaires".⁽¹⁰⁾

Unique au continent africain, l'extraordinaire continuité de durée et de vécu doit retenir l'attention dans cette toile de fond des structures de l'Afrique contemporaine.

Ki-Zerbo, dans sa conclusion du volume préhistoire de l'"Histoire générale de l'Afrique", évoquant l'émergence de l'humanité, ajoute cette remarque: "ce qui frappe dans cette ascension, c'est la permanence des communautés originelles issues de la préhistoire à travers le mouvement historique jusqu'au cœur du XXe siècle. D'ailleurs si l'on fait débiter l'histoire à partir de l'utilisation des objets en fer, on peut dire que la Préhistoire s'est poursuivie dans de nombreuses régions africaines jusqu'aux parages de l'an 1000. Au XIXe siècle encore, nombre de groupes africains, qui n'étaient pas seulement des "paléonolithiques", étaient dotés de forces productives et de rapports socio-économiques qui n'étaient pas substantiellement différents de ceux de la préhistoire, sauf en ce qui concerne l'utilisation des objets métalliques."⁽¹¹⁾

Un exemple illustre la permanence de certains contenus sociaux: Amadou Hampate Ba, le grand spécialiste de la tradition orale, a pu expliquer des peintures rupestres préhistoriques du Sahara par des éléments de la tradition peul, transmis aujourd'hui encore aux jeunes initiés de cette ethnie.

Le poids de la préhistoire n'est pas sans poser le problème de la légèreté de l'histoire africaine. De centre de l'humanité, l'Afrique est devenue périphérie...Ki-Zerbo distingue des causes exogènes et endogènes à ce retard.

Causes exogènes:

Fonctions de biens et de services sans contrepartie suffisante, avec trois temps forts:

-après le déclin de l'Égypte, la vallée du Nil et les provinces romaines de l'Afrique du Nord sont mises en coupe réglée et deviennent le grenier de l'Europe;

-au XVI^e siècle commence l'ère sinistre de la traite des Noirs: au commerce musulman s'ajoute le commerce européen;

-enfin au XX^e siècle, c'est la consécration de la dépendance par l'occupation territoriale et la colonisation.

Causes endogènes:

-La géographie physique: isolement du continent, obstacles naturels etc. Mais cet isolement est relatif, constate Diarra (12). Le continent africain reste attaché à l'Asie par l'isthme de Suez, par où, pense-t-on, ont passé les grandes migrations préhistoriques. L'Océan Indien a été une zone de contact Afrique-Asie; le régime alternant des moussons a facilité les voyages des navigateurs arabes et indiens. L'Océan Atlantique en revanche n'a permis les contacts que depuis le XVe siècle; auparavant les voiliers qui ne pouvaient remonter les alizés, arrêtaient leurs voyages sur les côtes sahariennes.

-Les migrations. "L'Afrique est un continent où les hommes ont boulingué dans tous les sens, comme aspirés par les horizons immenses de cette terre massive. L'inextricable imbroglio d'imbrications que présente aujourd'hui la carte ethnique africaine, dans un puzzle qui découragerait un ordinateur, est le résultat de ce mouvement brownien des peuples, d'envergure plurimillénaire. Autant qu'on puisse en juger, les premières pulsations migratoires semblent être parties des "Bantu" de l'Est et du Nord-Est pour irradier vers l'Ouest et le Nord. Puis à partir du Néolithique, le "trend" général semble être à la descente vers les Sud comme sous l'effet répulsif du désert géant, terrible écharpe écologique installée désormais souverainement en travers du continent. Ce reflux vers le Sud et l'Est (Soudanais, Bantu, Nilotes, etc.) se poursuivra durant la période historique jusqu'au XIX^e siècle où les dernières vagues en venaient explorer sur les côtes de la mer australe. (...)

Ces migrations, conséquences de succès ou d'échecs dans le milieu d'origine, se solderont finalement par des résultats ambigus. D'une part, en effet, elles créent le progrès parce que leurs nappes successives et convergentes assurent peu à peu la prise de possession sinon la maîtrise du continent et, grâce aux échanges qu'elles suscitent, elles exaltent les innovations par une sorte d'effet cumulatif. Mais, en revanche, les migrations, en diluant la densité du peuplement dans un espace démesuré, interdisent aux groupes humains d'atteindre le seuil de concentration à partir duquel la fourmillière humaine est contrainte de se dépasser en inventions pour survivre."(13)

-Allergie à la propriété privée ou étatique du sol: "L'Afrique des clans et des villages toujours vivants, peu portée sur l'appropriation privée du sol (un bien aussi répandu et aussi précieux, mais aussi gratuit que l'air) a ignoré très longtemps ce moteur de la dynamique souvent presque antagoniste des groupes sociaux. Mais telle ne fut pas la seule cause de "l'archaïsme" des formes sociales observables en Afrique. Le faible niveau des techniques et des forces productives par une sorte de cercle vicieux était à la fois la cause et la conséquence de la dilution démographique dans un espace incontrôlé parce que quasi illimité." (14)

§ 2. - L'esclavagisme

L'impact de l'esclavagisme est une clé importante pour la compréhension du présent, la démographie, l'économie, les antagonismes ethniques, certains traits des mentalités collectives, etc.

Jusqu'en 1650 seule l'Asie était plus peuplée que l'Afrique dont les 100 millions d'habitants représentaient plus de 20% du total mondial (15). Le poids démographique de l'Afrique, aujourd'hui est tombé en-dessous de 10%. Bien que d'autres facteurs, colonisation, épidémies, aient joué un rôle, il ne fait pas de doute que l'esclavagisme est la cause principale de la faiblesse du dynamisme démographique africain.

L'esclavage en Afrique a été un commerce de longue durée, bien structuré et solidement établi dans ses usages. On distingue, d'une part, les voies transsahariennes, de la mer Rouge et de l'Océan Indien, qui étaient les voies du commerce arabe; et, d'autre part, la voie transatlantique exploitée par les puissances coloniales européennes pour développer leurs colonies des Amériques et des Caraïbes.

Le commerce arabe, qui avait commencé au début de l'ère chrétienne, avait acquis une certaine importance dès le 9^{me} siècle et se poursuivra jusqu'au 19^{me} siècle. Le commerce transatlantique n'a duré que 4 siècles, mais il fut beaucoup plus intense. La période 1500-1890, au cours de laquelle les exportations vers les colonies européennes et vers le monde musulman se sont déroulées parallèlement, a été particulièrement traumatisante pour l'Afrique.

La question du nombre d'esclaves exportés est controversée parmi les historiens spécialisés. J.E. Inkori, un auteur nigérian qui fait autorité sur la question, retient le chiffre de 30 millions, lequel se partage à peu près par moitié entre les exportations arabes et européennes. Pour la période où les deux flux coïncidaient ce sont 22 millions d'hommes et de femmes qui auraient été arrachés au continent africain. (16) Un auteur américain, Ph. D. Curtin, qui a réajusté vers le bas les estimations généralement avancées, retient, lui, le chiffre de 26 millions.(17)

Peu importe puisqu'il s'agit d'ordre de grandeur pour estimer l'impact de l'esclavage sur l'Afrique. Or cet impact ne se limite pas au nombre d'esclaves exportés; il faut tenir compte du nombre d'esclaves morts en route, du nombre de personnes tuées directement ou indirectement lors de la capture, de l'effet sur la pyramide des âges et plus généralement des conséquences pour le développement.

Inkori estime que si le commerce d'esclaves n'avait pas eu lieu, l'Afrique aurait eu 112 millions d'habitants de plus en 1880.

Inkori résume ainsi les conséquences de l'esclavage: "Politiquement, puisque le commerce d'exportation d'esclaves donnait une valeur économique à l'individu plutôt qu'au travail de celui-ci, les Etats puissants n'avaient pas un intérêt économique évident à dominer des Etats moins puissants pour exploiter leurs ressources humaines et naturelles. Il était plutôt de l'intérêt des Etats puissants de conserver les Etats plus faibles comme une source de personnes à capturer pour l'exportation. Dès lors, les conditions qui entouraient le commerce d'esclaves n'encourageaient pas le développement d'unités politiques étendues et stables. De plus l'intérêt national des plus forts les poussait à la guerre, ce qui amenait les plus faibles, pour des raisons de défense, à devenir eux aussi militaristes. Le résultat fut la formation de nouvelles entités sociales basées sur la dichotomie entre esclaves et esclavagistes, opprimés et oppresseurs.

Finalement, le sous-peuplement et les distorsions politiques et sociales résultant du commerce d'esclaves ont créé des conditions totalement hostiles au processus de transformation économique. Et pour empirer encore les choses, l'influence stimulante de l'exportation de matières premières ne pouvait se manifester, puisque le commerce d'esclaves, par son existence même, empêchait le développement ou la croissance de toute autre forme de commerce. L'Afrique sub-saharienne, pendant la période de l'esclavage a ainsi été repoussée à la périphérie d'autres économies. Et une fois que cette situation s'est fermement incrustée dans les faits, elle a eu tendance à se maintenir d'elle-même, particulièrement pendant la période coloniale quand il n'y avait pas de gouvernements nationaux pour renverser la vapeur."(18)

§ 3. - Dynamisme démographique

Les plus fortes densités de population se trouvent dans les rares endroits où les chasseurs d'esclaves n'ont pas pu pénétrer: Ethiopie, Rwanda, Burundi par exemple; grâce à un accès difficile de l'extérieur, des Etats traditionnels bien organisés ont pu s'y maintenir. Fortes densités également à l'intérieur d'un pays dans des régions qui offraient des refuges naturels aux populations razziaées; c'est ainsi que des zones fertiles, mais difficilement défendables, sont peu peuplées, alors que des refuges, propices à la défense mais pas à l'agriculture, ont de fortes densités de populations...Mais dans l'ensemble, l'Afrique est un continent peu peuplé.

Or sur ce point, l'Afrique est en train de rattraper très rapidement son retard: malgré un taux de mortalité élevé, le taux annuel moyen de croissance démographique est le plus élevé du monde: 2,64%; la population devrait doubler en 25 ans.

En soi positive, cette évolution posera des problèmes dans les pays qui ne pourront pas créer suffisamment de places de travail et d'écoles, ou qui ne sauront pas maîtriser la répartition de la population.

En 1975, les ruraux représentaient 75% de la population, un record intercontinental. Mais là aussi l'Afrique est en train de combler l'écart puisque la croissance de la population urbanisée (sous l'effet de l'exode rural) y est la plus élevée du monde. D'ici l'an 2000, le nombre des citoyens africains aura triplé.

Commentant cette évolution, le secrétaire exécutif de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique disait, lors d'un colloque de l'OUA sur la prospective de l'Afrique à l'an 2000, qui s'est tenu à Monrovia en 1979: "L'explosion démographique générale, l'augmentation de la population d'âge scolaire et de la population active, le développement de l'urbanisation, l'accroissement des services sociaux pertinents auront, s'ils se produisent, de graves incidences sur l'alimentation, l'habillement, l'éducation, le logement, les services de santé, les offres d'emploi, la congestion urbaine et la stabilité politique et sociale générale."(19)

Section IV : culture matérielle

Nous ne ferons ici qu'indiquer quelques caractéristiques structurelles de l'économie africaine.

Au colloque de Monrovia, déjà mentionné, le secrétaire exécutif de la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique s'était exprimé sans ambages: "La réalité d'aujourd'hui, c'est qu'après deux décennies d'indépendance politique l'émancipation économique qui devait en principe suivre de près l'indépendance politique et qui devait résulter de la transformation économique du continent et entraîner une augmentation sensible du niveau de vie des masses, niveau de vie qui n'aurait ensuite cessé de progresser, n'est toujours qu'un espoir pour la plupart des pays africains. En dépit des modifications de structure qui ont été apportées aux économies africaines au cours des vingt dernières années, le fait est qu'aujourd'hui l'économie africaine est toujours foncièrement sous-développée: faible revenu par habitant, pourcentage très important de la population employé dans l'agriculture, faibles niveaux de productivité, infrastructure industrielle limitée et fragmentaire, économie largement tributaire d'une gamme restreinte, et partant vulnérable, de produits d'exportation primaires, un système de transport axé essentiellement sur le secteur des exportations, un divorce total entre le secteur traditionnel et le secteur moderne, un pourcentage élevé d'analphabètes, une espérance

de vie courte, et la prédominance de sociétés étrangères dans la banque, le commerce, les finances, l'industrie et la gestion."(20)

Quelques indicateurs et révélateurs pour appuyer ce diagnostic: (21)

-le produit national brut africain ne représente que 2,7% du produit mondial;

-avec 365 dollars en moyenne, l'Afrique a le revenu annuel le plus bas du monde;

-dépendance alimentaire croissante;

-le chômage et le sous-emploi touchent 45% de la population active;

-faiblesse de la production industrielle: 0,6% de la production mondiale, contre 6,4 % pour l'Asie et l'Amérique latine et 93% pour les pays développés;

-74 % d'analphabètes;

-taux de mortalité infantile le plus élevé du monde.

"L'Afrique qui donne l'image du continent de la vie et de la joie, abrite en fait dans une égale mesure la sombre réalité de la mort - mort massive des enfants, mort violente de toutes sortes. Cette perspective de la catastrophe ne relève pas de la simple imagination. Les faits sont là qui accusent le passé et le présent, et insultent l'avenir" constate justement le Béninois Albert Tévoédjré.(22)

La précarité de la situation économique amène le directeur du PNUD pour l'Afrique à poser deux questions que nous ne cesserons de nous poser en filigrane à cette étude:

1) L'avènement de la démocratie dans nos Etats est l'une des justifications majeures de la lutte pour l'indépendance que nos pays ont acquise. Il s'agissait non seulement de mettre fin à l'exploitation de nos pays par des puissances étrangères, mais de permettre à chacun d'entre nous de se réaliser pleinement en tant que personne humaine. Est-ce que les régimes politiques que nous nous sommes donnés nous ont apporté ce dont nous rêvions sur le plan du développement?

2) Dans nos pays où la population rurale représente en moyenne plus de 80 % de la population totale, parler de développement national, c'est avant tout parler du développement des zones rurales. Or que valent les politiques africaines en matière de développement rural?"(23)

Conclusion

En guise de conclusion à ce chapitre, dans lequel nous avons donné la parole à de nombreux spécialistes de sciences sociales particulières, c'est au géographe A. Mabogunje que nous nous adresserons: "la nature ne détermine ni la destination d'un peuple, ni sa trajectoire. Elle ne force pas; tout au plus, elle influence. Les peuples, comme les individus, ont toujours été, et resteront, les architectes de leur propre destin."(24)

Une formulation qui rejoint la dialectique de la liberté humaine et du déterminisme telle que l'envisage la sociologie pluraliste.

Notes chapitre VI

- 1) Pierre Gourou, l'Afrique, Hachette, 1970, p. 7
- 2) Ibid, p. 9
- 3) S. Diarra, in Histoire générale de l'Afrique, vol. 1, Unesco, 1979, p. 353
- 4) Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, Banque mondiale, 1981, p. 117
- 5) Plan de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000, OUA, 1981, p. 7
- 6) Ibid, p. 31
- 7) Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, Banque mondiale, 1981, p. 117
- 8) Y. Coppens, in Histoire générale de l'Afrique, Unesco, 1975, p. 455-56
- 9) L. Balout, Ibid, p. 458
- 10) Joseph Ki-Zerbo, Histoire de l'Afrique Noire, Hatier, Paris, 1978, p.43
- 11) Joseph Ki-Zerbo, Histoire générale de l'Afrique, p. 780
- 12) S. Diarra, Ibid, p. 352
- 13) Ki-Zerbo, Ibid, p. 778-80
- 14) Ibid, p.785
- 15) Carr Saunders, 1964, cité par A. Mabogunje, Ibid, p. 372

Ce chiffre est contesté par certains historiens qui cependant n'en fournissent

pas d'autres. Voir par exemple Catherine Coquery-Vidrovitch, *Afrique Noire*, Payot, Paris, p. 29

16) J.E. Inikori, in *Forced Migration, the Impact of the export slave trade on African societies*, Hutchinson University Library, 1982, p. 22

17) Philip D. Curtin, *The Atlantic Slave Trade: A Census*, Madison: University of Wisconsin Press, 1969, pp. 3-13

18) J.E. Inikori, *Forced Migration*, 1982, pp. 59-60 (notre traduction)

19) Adebayo Adedeji, in *Quelle Afrique en l'an 2000*, OUA, 1979, Genève, p. 73

20) *Ibid*, pp. 61-62

21) *ibid*.

22) Albert Tévoédjré, *ibid*, pp. 13-14

23) Michel Doo Kingué, *ibid*, p. 111-112

24) A. Mabogunje, in *Histoire générale de l'Afrique*, Unesco, Vol 1, 1979, p. 381

CHAPITRE VII

L'Etat

Par Etat, nous entendons ici l'appareil politique des sociétés globales issues des processus de colonisation et de décolonisation.

L'Etat postcolonial africain n'est donc pas né d'un processus interne, mais de circonstances extérieures qui ont conduit à l'adoption du modèle de l'Etat-nation européen. Ce qui ne veut pas dire que l'Etat postcolonial soit totalement un corps étranger: les forces sociales l'ont investi, contrôlé, modifié; en le transformant, elles se sont aussi transformées.

Disons d'emblée que la greffe donne des résultats en général décevants. L'Etat africain est presque toujours hideux: à son contact les idées les plus généreuses se ternissent, l'esprit de sacrifice devient égoïsme accapareur, l'humanisme se fait répression, les talents s'engluent dans la bureaucratie; même les pouvoirs issus de la lutte armée sont tombés dans cette ornière. Un peu partout en Afrique, on emprisonne sans jugement, on torture, on fait mourir dans les prisons (les pays que l'on dit démocratiques, modérés ou libéraux ne font pas exception).(1)

Pour qualifier ces appareils dans l'ensemble inefficaces, instables, despotiques et corrompus, Gunnar Myrdal, dans un contexte asiatique, a parlé de l'Etat mou.(2) Expression plus heureuse que celle d'"Etat sous-développé", employée par certains auteurs(3), laquelle reflète incomplètement une réalité où la faiblesse va de pair avec l'hypertrophie et l'autoritarisme.

Pour mieux saisir la nature de l'Etat postcolonial, nous retiendrons avec P-F. Gonidec que les pays africains sont parvenus à l'indépendance avec un double passé, précolonial et colonial, et, "par conséquent avec une double expérience pour ce qui concerne les solutions relatives à l'appareil d'Etat."(4)

Section I: influence du passé précolonial

Deux visions contradictoires du passé précolonial apparaissent chez les auteurs africains. L'une, idyllique, de démocratie sous l'arbre à palabre, où les chefs se contentent d'organiser la discussion et de constater le consensus; l'autre soulignant l'aspect despotique des sociétés traditionnelles.

Dans la première catégorie, Julius Nyerera retient particulièrement l'attention puisqu'il fonde sur les valeurs de la société précoloniale le socialisme tanzanien dont il est à la fois le principal théoricien et le principal artisan. Selon Nyerera la société précoloniale était démocratique parce que fondée sur la discussion, l'égalité et la liberté. Discussion: "La société africaine traditionnelle, qu'elle ait un chef ou non, et beaucoup

comme la mienne n'en avaient pas, était une société d'égaux qui réglait ses affaires par la discussion. (...) Ils discutaient jusqu'à ce qu'ils soient d'accord. Cette phrase vous donne l'essence même de la démocratie africaine traditionnelle." Egalité: "Traditionnellement l'Africain ne connaît pas de classes ou de castes." Liberté: "Dans sa société traditionnelle, l'Africain a toujours été un homme libre, un membre de la communauté, mais sans conflit entre ses intérêts et ceux de sa communauté. Cela parce que la structure de la communauté était en fait un prolongement direct de la famille. D'abord il y avait une petite unité familiale; celle-ci s'étendait à une famille "sanguine" plus large, laquelle à son tour se mélangeait à la tribu." (5)

Un Africain de l'ouest, Pathé Diagne, exprime un point de vue allant dans le même sens: "la conception impériale négro-africaine ou simplement étatique reste confédérale. Elle unifie des communautés, des territoires autonomes et autogérés. Elle ignore culture ou langue officielles. L'Etat différentiel négro-africain est l'anti-thèse même de l'Etat-nation indo-européen, ethnocide et réducteur de l'autre."(6)

Comme exemple de la vision inverse, on peut citer Lanciné Sylla: "Nous serions presque tenté de dire que les sociétés africaines n'ont jamais connu que des régimes autoritaires tout au long de leur évolution historique. Cela a façonné les mentalités, créé des habitudes et conditionné les représentations collectives et les attitudes politiques vis-à-vis de la concentration du pouvoir caractéristique de la période actuelle."(7)

En précisant l'espace dans lequel se meuvent les sociétés traditionnelles et le contenu de leur liberté, comme le fait Ki-Zerbo, on comprend mieux pourquoi les intellectuels africains peuvent donner des interprétations si contradictoires de leur passé. "On oublie peut-être," nous dit Ki-Zerbo, "que même dans un empire comme le Mali, le manque de routes carrossables et d'administration bureaucratique et aussi l'option délibérée des dirigeants pour la décentralisation commandée par les faits, tout cela entraînait comme conséquence que la vie réelle de la majorité de la population se déroulait hors de l'Etat, dans des villages dotés de leur autonomie millénaire et qui n'étaient pas liés au centre, ni par la matérialité d'un lien féodal concrétisé par un fief, ni par la réalité physique des autoroutes ou des voies ferrées, ni par la matérialité des feuilles d'impôts et des arrêtés ministériels ou préfectoraux"(9)

Autrement dit: selon qu'on se place au centre ou à la périphérie de la société traditionnelle, la vision est différente. Despotisme étatique et anarchie villageoise, deux modèles issus d'un long passé, sont toujours présents dans les mentalités comme en témoignent les ruses paysannes pour se dérober à l'emprise de l'Etat. Encore ne faudrait-il pas se leurrer sur le contenu de la liberté dans les sociétés "anarchiques"; Ki-Zerbo nous dit que: "La vie des peuples africains dans leur immense majorité était celle de sociétés totales sinon totalitaires, dans lesquelles tout se tenait, depuis la facture des outils jusqu'aux rites agraires, en passant par le cérémoniel de l'amour et de la mort."(10)

Paradoxalement les deux représentations du passé ont inspiré des institutions modernes allant l'une et l'autre dans le sens de l'autoritarisme: le parti unique, l'unanimité politique, sont souvent présentés comme la continuité de cette démocratie de l'arbre à palabre à l'ombre duquel "on discutait jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord"; quant au président moderne, son rôle et son statut sont influencés, qu'ils le veuillent ou non, par l'image du chef sacré incarnant le destin de tout le groupe.

Section II: influence du passé colonial

Une des caractéristiques de la colonisation, nous l'avons vu avec Balandier, a été de dépolitiser la société et de tout réduire à des problèmes administratifs. Cette expérience a encore accentué la représentation autoritaire que les Africains pouvaient se faire de l'Etat et du pouvoir. "Il faut en effet rappeler que pendant la majeure partie de la période coloniale, les Africains connurent un système de dictature personnifiée par le gouverneur ou l'administration" constate P.F. Gonidec (11). Même remarque de Jean François Bayart: "la colonisation a laissé en héritage une approche administrative, coercitive même, de l'autorité, une culture de la "chicotte" dont Amin Dada et Bokassa -tous deux formés par l'armée britannique et française- sont les éplones les plus tristement célèbres."(12)

En fait la colonisation a laissé les traces d'un modèle administratif plutôt qu'étatique; en effet, la connaissance par une petite élite du modèle de l'Etat métropolitain, ou américain ou soviétique ou chinois, ne pouvait avoir le même impact que l'expérience directe des administrateurs coloniaux par la population. Or rares sont les pays qui après l'indépendance ont modifié réellement les structures administratives coloniales (le Nigéria, qui a augmenté le nombre des Etats de la fédération, et la Guinée sont les principales exceptions); dans ce sens l'Etat postcolonial est un Etat néocolonial.

All Mazrui défend la thèse que, dans l'ensemble, les Etats francophones africains seraient plus près de devenir des nations que les Etats anglophones; tandis que ceux-ci seraient des Etats mieux formés que les pays francophones. Cette thèse mérite attention puisqu'elle pose le problème du déterminisme colonial.(13)

Toutefois en examinant les arguments avancés pour expliquer la meilleure éclosion du sentiment national dans les pays francophones, on s'aperçoit que seuls deux facteurs, la politique d'assimilation et l'administration des pays au sein de grandes fédérations coloniales, sont imputables à la colonisation française; les autres arguments, petitesse des pays, plus grande homogénéité ethnique, islam, relèvent des hasards du partage colonial.

En ce qui concerne le développement de l'Etat, on conçoit que l'administration indirecte pratiquée par les Britanniques ait pu favoriser l'essor des administrations locales (encore que la dichotomie administration

directe/indirecte reflète mal les nuances et les fluctuations des pratiques coloniales); en revanche, les arguments avancés par Mazrui pour justifier la faiblesse de l'Etat francophone, le fait que certains présidents francophones ont gardé la double nationalité ou que des accords de défense ont été conclus avec la France, ne nous apparaissent pas comme des preuves bien convaincantes.

Au contraire, nous sommes frappé de ce que l'influence des types de colonisation ne soit pas plus forte (signalons quand même l'attitude beaucoup plus indépendante, dans les pays anglophones, des juges, avocats et journalistes; pourtant la fusion des Camerouns français et anglais n'a pas posé de problèmes majeurs).

Section III: un Etat trompe-l'oeil

L'influence des modèles précoloniaux serait-elle plus grande que celle des modèles coloniaux? Peut-être. Mais là encore, compte tenu de la très grande diversité des sociétés précoloniales: anarchies, royaumes et empires hiérarchisés, communautés agricoles et pastorales, etc, on s'étonnera de la grande similitude des Etats postcoloniaux, quels que soient les hommes et les idéologies de ceux qui les animent.

Certes, il y a de grandes différences entre les régimes déments des Bokassa en Centrafrique, Amin en Ouganda, Sekou Touré en Guinée et ceux de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny, de la Tanzanie de Nyerere ou du Sénégal de Senghor: pourtant, dans l'un et l'autre groupe, le "modèle dément" et le modèle raisonnable" ne sont jamais si éloignés que le glissement de l'un à l'autre puisse être totalement exclu.

§ I. - Tentatives d'explications théoriques

Jean-François Médard souligne la parenté profonde qui rapproche les systèmes politiques d'Afrique, en contraste avec ceux qui nous sont familiers".(14)

P.-F. Gonidec estime que les ressemblances entre les systèmes politiques réformistes et les régimes politiques révolutionnaires sont normales puisque "les deux types de système politique dérivent d'un double passé commun avec lequel il n'y a pas eu de rupture radicale, même dans les Etats à orientation socialiste".(15)

L'Etat postcolonial, selon nous, a une spécificité propre dans la mesure où il diffère de ses deux principaux modèles d'origine. Mais il y a des différences entre les Etats africains; la question qui se pose à nous est de savoir comment les distinguer entre eux.

Médard, bien que niant la spécificité, (il préfère parler d'originalité) propose le concept de néo-patrimonialisme. Il s'agit de l'adaptation d'un des "types idéels" que Max Weber a dégagé, entre le patriarcat et la féodalité, pour classer les autorités traditionnelles. La principale

caractéristique du patrimonialisme est l'absence de distinction entre le domaine privé et le domaine public. L'Etat postcolonial n'étant pas "traditionnel", Médard parle de "néo-patrimonialisme". Ce type a le mérite de saisir des conduites telles que la corruption, le clientélisme, le népotisme, normales dans une logique patrimoniale, anormales dans la logique de l'Etat moderne. Toutefois comme tous les Etats africains sont à des degrés divers "néo-patrimonialistes", ce type générique ne nous aide guère à les différencier. Nous examinerons néanmoins si, sous sa forme la plus accentuée, il pourrait expliciter les formes pathologiques de l'Etat postcolonial.

Lanciné Sylla, toujours original et éclairant, dit que la plupart des régimes africains se situent entre deux "types idéels": la polyarchie et l'hégémonie. La polyarchie, qu'il appelle aussi "démocratie médiatisée" serait la participation de tous les groupes ethniques, par l'intermédiaire de représentants, aux divers échelons de la hiérarchie de l'Etat. Ce type cependant serait souvent faussé par les tendances hégémoniques d'un groupe ethnique particulier qui, sous les apparences de la polyarchie, créerait des hiérarchies parallèles au sein de l'appareil étatique de manière à détenir toutes les positions stratégiques.(16)

En ce qui nous concerne c'est à la lueur des monographies structurelles que nous nous prononcerons sur les critères permettant une classification typologique. Pour le moment nous retenons que l'Etat postcolonial n'est pas tout à fait ce qu'il paraît. Une expérience concrète va nous montrer de l'intérieur son processus de formation.

§ 2. - Guinée-Bissau, une vue de l'intérieur

Dire que les Etats postcoloniaux sont despotiques et corrompus ne signifie pas que les hommes qui les ont créés soient forcément des despotes assoiffés de richesses. Les Africains qui ont lutté pour l'indépendance avaient souvent pris des risques et fait des sacrifices; c'est le cas tout particulièrement des nationalistes qui ont lutté les armes à la main: ce n'est pas par goût du pouvoir qu'on se lance dans une lutte si dure, mais parce qu'on se fait une certaine idée de l'homme et de la justice.

Ces anciens maquisards, bien installés dans l'appareil étatique, après quelques années de recul, ne sont-ils pas effarés par l'Etat qu'ils ont produit? Ne se demandent-ils pas, comme Carlos Lopes, comment ils en sont arrivés là?

Militant du PAIGC (Parti africain pour la libération de la Guinée-Bissau et du Cap Vert), Lopes a combattu très jeune contre l'armée coloniale portugaise. Après l'accession à l'indépendance il est devenu un fonctionnaire important de l'Etat guinéen. Puis constatant que les paysans, en Guinée comme ailleurs, étaient trahis, il a pris le temps d'un travail de réflexion dans une université suisse, avant d'occuper à nouveau un poste de responsabilité dans l'administration de son pays.

Sa publication "Ethnies, Etat et rapports de pouvoir en Guinée-Bissau", a la force de la sincérité (17). Son but, dit-il, est de comprendre comment une lutte de libération, liée au développement de structures démocratiques et autogestionnaires, a pu conduire à la situation décevante qui prévaut en Guinée-Bissau. Son explication repose sur le heurt de trois types d'Etat: l'Etat ethnique, l'Etat colonial et l'Etat issu de la lutte pour l'indépendance.

La lutte armée, dit Lopes, a uni les différentes ethnies en une nation. "Jamais un mouvement de libération nationale en Afrique n'a réussi à unir autant d'ethnies dans une même lutte éliminant totalement les clivages régionaux et tribaux. Cet aspect de la politique du PAIGC constitue sans nul doute à lui seul une des grandes victoires du mouvement". Pourtant Lopes constate que la lutte armée n'a pas provoqué de bouleversements profonds dans la vie des ethnies. L'Etat ethnique (nous dirions la nation) était resté intact.

Après la chute du colonialisme portugais, le PAIGC fait son entrée dans la capitale, Bissau. "Le parti avait alors des structures administratives dignes d'un appareil d'Etat". La hiérarchie du PAIGC vint donc se plaquer sur celle de l'Etat.

A partir de ce moment les choses vont se gâter. Par manque de connaissances administratives ou parce qu'ils s'adonnent à d'autres tâches plus lucratives, certains responsables doivent s'appuyer sur les anciens fonctionnaires coloniaux. L'influence de ceux-ci va croissant. On en revient aux relations administratives caractéristiques de l'Etat colonial.

Dans la capitale qui a échappé à la guerre de libération, le PAIGC devrait politiser les citoyens; en fait ce sont certains responsables qui se laissent entraîner par les facilités de la vie urbaine. La convergence d'intérêts entre citoyens et ruraux, qui s'était établie pendant la lutte armée, cesse d'exister. La nation est diluée. Les Etats ethniques s'affrontent à l'Etat postcolonial. Le parti lui-même est touché par la division ville-campagne. Une classe de petits bourgeois a pris le dessus.

Section IV: le chef d'Etat

Le pouvoir en Afrique est personnalisé à l'extrême. Non sans raison on dit "le Kenya de Kenyatta", "la Guinée de Sékou Touré", "le Zaïre de Mobutu". Jusque dans les petites choses, l'Etat, c'est le chef d'Etat; ministres, députés, fonctionnaires, voire les juges et les journalistes ne sont que des collaborateurs agissant par délégation.

Si l'Etat postcolonial est ambigu, son chef ne l'est pas moins. Lui aussi emprunte aux deux modèles de l'Etat: le chef sacré précolonial et l'homme d'Etat moderne aussi à l'aise à Buckingham Palace, à l'Ellysée ou aux Nations Unies que dans son pays.

L'Etat qu'il dirige et personifie étant faible et sa propre légitimité contestable, le chef d'Etat doit paraître d'autant plus fort. Pourtant, comme le montre Bernard Asso, les chefs d'Etat africains sont plutôt mal dotés en autorité naturelle: "les présidents actuels n'ont jamais pu élaborer des instruments métaphysiques de gouvernement comparables à ceux des sociétés traditionnelles. Tout au plus la rumeur murmure que tel ou tel chef dispose de puissantes médecines magiques."⁽¹⁸⁾ Mais gare à lui si ses adversaires peuvent montrer qu'ils disposent de pouvoirs magiques supérieurs aux siens: au Rwanda deux enfants de Grégoire Kayibanda avaient été empoisonnés, pour le discréditer, avant qu'il ne soit renversé.

On parle de pouvoirs charismatiques; mais rares sont les chefs d'Etat qui portent des traces de charisme. Certains sont des "pères fondateurs", mais c'est une aura bien fragile si elle n'est pas renforcée par autre chose.

En réalité, la principale légitimité des chefs d'Etat est la force, grâce à laquelle ils sont arrivés au pouvoir (par décolonisation ou coup d'Etat), grâce à laquelle ils s'y maintiennent. C'est pourquoi les chefs d'Etat, comptent moins sur des pouvoirs magiques, que sur leurs gardes du corps, les forts à bras du parti unique, quand ce n'est pas sur des forces étrangères au sein de la garde présidentielle et des services de sécurité, ou directement présentes dans le pays en vertu d'accords de défense.

Or la force est une légitimité dangereuse, car, comme le dit Asso, "si la puissance matérielle devient la seule valeur du "marché politique", il est certain que les militaires sont les mieux placés".

Les chefs d'Etat militaires ne sont pas forcément plus mauvais que les civils; au début ils insufflent généralement un certain dynamisme à l'appareil d'Etat. Mais rapidement les tensions qui se manifestaient dans l'appareil étatique, cause du coup d'Etat, gagnent l'armée. La crise de légitimité est ressentie alors d'autant plus fortement. Acculés les militaires ont les options suivantes:

- Garder le pouvoir envers et contre tout.
- Garder le pouvoir, mais en prenant des allures civiles
- Remettre le pouvoir aux civils.

Section V: Etat, nation, ethnie, classes sociales etc.

Dans les monographies structurelles présentées dans la deuxième partie, nous accentuerons le niveau de l'Etat, non pour privilégier l'organisation politique (la totalité reste notre horizon), mais parce que c'est à ce niveau que les rapports de force, les hiérarchies et leurs renversements apparaissent. Malheureusement il est bien rare que l'analyse puisse déboucher

sur des organigrammes, car le pouvoir réel s'exerce, nous l'avons vu, derrière des façades trompeuses (démocratie libérale, république populaire, régime militaire, etc), par des moyens inavouables, puisque pratiquement toutes les doctrines officielles se réclament de la modernité et condamnent le tribalisme, alors que l'Etat postcolonial s'inspire partiellement du modèle de l'Etat traditionnel et que les groupements ethniques tentent de le pénétrer, de se l'approprier ou au contraire s'y opposent dangereusement.

§ 1. - Le projet de l'Etat-nation

L'Etat-nation en Afrique peut se définir comme un projet dont la réalisation s'est révélée plus difficile que prévu. Au départ il n'y avait pas de nation, mais les nationalistes se proposaient d'en construire une en utilisant l'outil de l'Etat. Il s'agissait pour eux d'intégrer les groupes ethniques, globaux ou partiels qui se trouvent sur "le territoire hérité de la colonisation", de créer de nouvelles formes de sociabilité (notamment un nouveau "nous-national"), de modifier les structures économiques dans un sens plus aut centré, de modifier également les conduites, les réglementations sociales et les mentalités, tout en améliorant si possible les conditions de vie de populations dangereusement proches du seuil de survie. Dans cette perspective, le développement est autant un objectif politique -mobiliser les masses pour qu'elles s'intègrent à la nation- qu'un objectif économique.

Léopold Sédar Senghor dans un texte publié en 1961, donc à l'aube de l'Indépendance, avait bien exprimé comment, dans l'esprit des bâtisseurs de nation, les groupements ethniques, l'Etat et la nation devaient s'articuler: "La Patrie, c'est l'héritage que nous ont transmis nos ancêtres: une terre, un sang, une langue, du moins un dialecte, des moeurs, des coutumes, un folklore, un art, en un mot, une culture enracinée dans un terroir et exprimée par une race. La Patrie dans l'ancienne France s'identifiait à la Province...En Afrique occidentale, la patrie c'est le pays sérère, le pays malinké, le pays sonrhal, le baoulé, le fon. La Nation, si elle rassemble les patries, c'est pour les transcender. Elle n'est pas, comme la Patrie, déterminations naturelles, donc expressions du milieu, mais volonté de construction, mieux de reconstruction...Au terme de sa réalisation, la Nation fait, de provinces différentes, un ensemble harmonieux: un seul pays pour un seul but...Si la Nation est la volonté consciente de reconstruction, l'Etat en est le moyen majeur. L'Etat est à la Nation ce que l'entrepreneur est à l'architecte. Il s'incarne dans les institutions: gouvernement, parlement, services publics. Les fonctionnaires en sont les ouvriers. C'est l'Etat qui réalise la volonté de la Nation et assure sa permanence. A l'intérieur il brasse les patries et repétrit les individus dans le moule de l'archétype. A l'extérieur, il défend l'intégrité de la Nation, qu'il garde des entreprises de l'étranger."(19)

Voilà comment, pensait-on alors, devait s'édifier la nation. Ce projet volontariste, on le sait maintenant, a dérapé sur divers obstacles, selon les pays; ses avatars, inquiétants parfois, n'en sont pas moins porteurs de nouveaux espoirs. En 1980 cependant les perspectives pour les nouvelles générations se présentent différemment.

§ 2. - La réalité de 1980

Senghor, dans son analyse, fait abstraction des classes sociales. A l'époque, il ne pouvait prévoir l'extraordinaire montée de la classe bureaucratique; celle-ci, presque partout, utilise l'appareil étatique pour s'enrichir aux dépens des paysans. Si l'Etat est l'entrepreneur de la nation, on sait désormais que ses honoraires sont exorbitants. Les autres classes sociales prendront-elles conscience de leur situation?

Il ne fait pas allusion non plus au parti unique, (ou gouvernemental) courroie de transmission du haut vers le bas, et qui apparaît souvent comme un simple organe de l'Etat (dont il accentue le caractère autoritaire). Or, pendant les deux premières décennies, les partis ont été des acteurs aussi bruyants qu'inefficaces; peuvent-ils se revitaliser?

Au moment où il écrivait ce texte, l'illustre auteur ne se doutait pas que vingt ans plus tard, les Sénégalais seraient plus pauvres qu'ils ne l'étaient au moment de l'indépendance. Le développement économique plus que jamais reste un défi.

Finalement Senghor avait-il pressenti les profondes modifications que subirait la structure démographique de son pays? De 1960 à 1980 la population sénégalaise a presque doublé. La pression démographique sera tôt ou tard un important facteur de changement.

En 1980, le stade de l'Etat sans nation essayant de s'imposer à des nations sans Etat (les groupements ethniques) est dépassé: mais nulle part l'Etat-nation ne s'est encore véritablement cristallisé, même pas dans les Etats monoethniques tels la Somalie et le Lesotho.

Le processus de formation du sentiment national et de consolidation de l'Etat postcolonial est néanmoins suffisamment engagé pour apparaître irréversible. Cela au moment où de nombreux intellectuels africains, déçus par le bilan de vingt années d'indépendance, parlent de nouveau avec conviction de l'unité comme seule voie de salut pour l'Afrique.

Notes chapitre VII

1) Voir les rapports annuels d'Amnesty International

2) Gunnar Myrdal, Asian Drama, An Inquiry into the Poverty of Nations, Twentieth Century Fund and Pantheon Books, 1968, p. 895

- 3) Par exemple Jean-François Médard, in Les pouvoirs africains, Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques, No 25, 1983, p. 8
- 4) P.-F. Gonidec, l'Etat africain, Librairie générale de droit, Paris, 1985, p. 113
- 5) Julius Nyerere, Freedom and Unity, Oxford University Press, Dar-es-Salaam, 1966, p. 104-105
- 6) Pathé Diagne, in Le concept de pouvoir en Afrique, les presses de l'UNESCO, 1981, p. 46
- 7) Lanciné Sylla, Tribailisme et parti unique en Afrique noire, Université nationale de Côte d'Ivoire, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977, p. 285
- 8) Joseph KI-Zerbo, in Histoire générale de l'Afrique, UNESCO, vol 1, 1980, p. 393
- 9) Ibid.
- 10) P.-F. Gonidec, L'Etat africain, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1985, p. 115
- 11) Jean-François Bayart in Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques, p. 25
- 12) Ali Mazrui in State versus Ethnic Claims: African Policy Dilemmas, Westview Press/Boulder, Colorado, 1983, p. 25
- 13) J.-F. Médard, Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques, No. 25, Paris, 1983, p. 5
- 14) P.-F. Gonidec, Ibid, p. 70
- 15) Lanciné Sylla, in Etat et société en Afrique noire, Société française d'histoire d'outre-mer, Paris, 1981, p. 315
- 16) Carlos Lopes, Ethnies, Etat et rapports de pouvoir en Guinée-Bissau, IUED, Genève, 1983
- 17) Bernard Asso in Etat et société en Afrique noire, Société française d'histoire d'outre-mer, 1981, p. 218
- 18) Léopold Sédar Senghor, Nation et voie africaine du socialisme, Présence africaine, Paris, 1961.

CHAPITRE VIII

Oeuvres culturelles

Ce parler, dont on a pu dire qu'il informe l'ensemble du social (1), est trop souvent négligé dans les études sur les pays du tiers-monde. Dans la conjoncture de l'Afrique contemporaine il nous paraît jouer un rôle déterminant. Malheureusement il n'est pas possible de fonder une typologie sur les données dont on dispose à ce sujet, par ailleurs très fluctuant.

Nous nous limiterons ici à suggérer quelques aspects d'une situation commune, dans ses grandes lignes, à presque tous les pays au sud du Sahara.

§ 1. La culture orale

On le sait maintenant: les peuples sans écriture ne sont pas des peuples sans culture ni sans histoire; s'il était encore nécessaire, le développement de la tradition, en tant que source historique, l'a montré de manière frappante. En fait les groupements ethniques baignent dans une culture orale d'une très grande force dont certaines caractéristiques méritent d'être soulignées.

Le grand traditionaliste malien, Amadou Hampaté Ba, relève que "parmi tous les peuples du monde, on a constaté que ceux qui n'écrivaient pas possédaient la mémoire la plus développée." (2) Ce phénomène de la mémoire est en effet remarquable. Hampaté Ba cite l'exemple de commerçants illettrés brassant des affaires parfois par dizaines de millions, prêtant de l'argent à de nombreuses personnes au cours de leurs déplacements, et gardant en tête la comptabilité la plus précise de tous ces mouvements de marchandises et d'argent, sans la moindre note écrite et sans commettre la moindre erreur.

La faiblesse des taux d'alphabétisation en soi n'est donc pas un obstacle à la démocratie, dont l'information est une des conditions, ni à la participation des masses rurales à la construction nationale. Parmi les illettrés, il y a des gens d'un très grand savoir que l'on pourrait utiliser si on le voulait. Nous verrons que le Mozambique, faute d'avoir suffisamment de cadres modernes, a fait appel avec un certain succès aux connaissances de gens illettrés pour gérer le pays.

Hampaté Ba dit de la tradition orale qu'elle concerne tous les aspects de la vie: "Elle peut paraître chaos à celui qui n'en pénètre pas le secret et dérouter l'esprit cartésien habitué à tout séparer en catégories bien définies. En elle, en effet, spirituel et matériel ne sont pas dissociés. (...) Elle est tout à la fois religion, connaissance, science de la nature, initiation de métier, histoire, divertissement et récréation, tout point de détail pouvant toujours permettre de remonter à l'Unité primordiale" (3).

Puissent cément des groupements ethniques, la culture orale s'affaiblit au contact avec la modernité à laquelle de son côté elle fait obstacle dans la mesure où elle n'y est pas intégrée. La surmémoire se perd rapidement au contact de l'écrit, avec elle disparaissent des grands pans de culture.

L'homme qui avait lancé la fameuse phrase "en Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle", Hampaté Ba, craint une rupture de la tradition. "La première grand rupture dans les anciennes colonies françaises, eut lieu avec la guerre de 1914, la majorité des jeunes gens ayant été enrôlés pour aller combattre en France, d'où beaucoup ne revinrent pas. Ces jeunes gens quittèrent le pays à l'époque où ils auraient dû subir les grandes initiations et approfondir leurs connaissances sous la conduite des aînés. L'envoi obligatoire des fils de notables dans "les écoles de blancs" pour les couper de la tradition favorisa également ce processus. (...) L'éducation "moderne reçue par nos jeunes gens depuis la fin de la dernière guerre (1)" acheva et créa un véritable phénomène d'acculturation."⁽⁴⁾

En tout état de cause, l'oralité reste le contexte culturel de la majorité de la population dans presque tous les pays.

La reconnaissance par les Etats modernes des langues africaines porteuses de tout un patrimoine culturel renforcerait sans doute la cohésion nationale; mais des problèmes délicats de choix, d'efficacité et d'abandon de privilèges se poseraient dans certains cas s'il y avait une véritable substitution aux langues laissées par la colonisation comme en Tanzanie, en Somalie, en Ethiopie, et dans une moindre mesure au Rwanda et au Burundi.

§ 2. - "Francophone"- "anglophone"- "lusophone"-etc.

Des chiffres précis à ce sujet font défaut, mais on peut prendre comme ordre de grandeur l'estimation que Pierre Alexandre faisait en 1967: "je ne pense pas que la proportion des africains capables de s'exprimer efficacement dans ces deux langues dépasse 10% -et encore- de la population totale".⁽⁵⁾ Retenons encore cette remarque complémentaire du même auteur: "le fait demeure néanmoins que le français et l'anglais sont effectivement, immédiatement avant l'arabe, les principales langues d'Afrique noire, non point tant par l'effectif de leurs locuteurs -probablement inférieur à celui des gens qui parlent swahili-, mais par leur qualité, par l'importance des situations sociales qu'ils occupent."

Philippe Decraens donne une estimation inférieure pour l'Afrique "francophone" au début de la deuxième décennie des indépendances: un Africain sur sept comprenait le français, moins d'un pour cent d'entre eux le parlait, moins d'un pour mille pensait dans cette langue importée.⁽⁶⁾ Autre indication de Pierre Biarès: en 1965 "dans cette "Grèce noire" qu'est le Sénégal, comme on dit quelquefois, 11% des hommes et 1% des femmes seulement savaient lire et écrire le français."⁽⁷⁾

Les pourcentages sont probablement légèrement inférieurs en Afrique "anglophone" et un peu supérieurs en Afrique "lusophone".

Les distorsions provoquées par l'utilisation de la langue du colonisateur sont multiples; on peut en trouver des exemples dans les principaux "couples dialectiques" de la société postcoloniale:

- Société globale/groupements ethniques: en Mauritanie, les anciens groupes dominants avaient envoyé dans les écoles coloniales, non pas leurs propres enfants, mais ceux des strates défavorisées. Ceux-ci à l'indépendance prédominent dans l'administration.

- Classes sociales modernes/anciennes: les bourgeois, grandes et petites, ces strates que l'on désigne souvent par le terme commode d'élite, doivent initialement leur position dans la société, non pas à l'appropriation des moyens de production, mais plutôt à la maîtrise d'un moyen d'expression (et aux savoirs qui y sont liés).

Dans les premières années après les indépendances, les diplômés scolaires donnaient accès, presque automatiquement, à une place dans l'appareil étatique. Une fois assez nombreuses, les différentes élites se sont refermées sur elles-mêmes par différents moyens rendant l'accès aux études et aux places plus difficiles: augmentation du coût des études, obligation de porter un uniforme scolaire, exigence de diplômes toujours plus élevés, préférence donnée aux diplômes obtenus à l'étranger, etc. Inutile de dire qu'à ce jeu les enfants des nouvelles élites sont gagnants.

- Etat/parti: au Malawi le parti fait passer un test d'anglais aux candidats aux élections parlementaires, un moyen parmi d'autres d'écartier les indésirables.

- Etat/armée: en Ouganda les Ganda, mieux instruits que les autres groupements ethniques, avaient dédaigné les postes dans l'armée qu'ils laissaient volontiers aux illettrés du Nord; ceux-ci sous Idi Amin prendront le pouvoir par la force et les opprimeront.

- Etat/religion: en Tanzanie les chrétiens étaient mieux placés dans l'administration grâce à l'instruction obtenue dans les écoles des missions. L'adoption du swahili comme langue officielle rétablit l'équilibre.

A long terme ces distorsions devraient s'estomper. D'une part les anciennes élites, qui s'étaient laissées déborder parce que vivant dans un temps en retard sur lui-même, tendent à reprendre le dessus là où leur poids sociologique est suffisant; ainsi en Mauritanie les Maures ont rétabli leur position par rapport aux Noirs en imposant l'arabe comme langue officielle et en prenant solidement position dans le nouveau et très lucratif secteur minier. D'autre part les langues extérieures sont en train de perdre du terrain par rapport aux langues africaines. Ce qui fait dire à Decraene que les Africains pourraient se détourner du bilinguisme franco-anglais vers lequel ils paraissent un moment irréversiblement s'orienter.⁽⁸⁾

§ 3. - Les langues africaines

L'Afrique est une région de grande complexité linguistique, en particulier dans une étroite bande au sud du Sahara où la fragmentation est extrême. Deux mille langues ou dialectes portent un nom. Cependant si on traite comme une seule unité toutes les langues qui sont intelligibles entre elles, ce chiffre se réduit de moitié. Beaucoup de langues ont des affinités assez étroites entre elles. C'est le cas des 400 langues "bantou". Les linguistes ont décelé des affinités plus lointaines; ils pensent, sans pouvoir le prouver, que la plupart des langues sont issues de deux langues originelles.

Une cinquantaine de langues sont parlées par plus d'un million de personnes. Le swahili, le haoussa et l'arabe (de même que le français et l'anglais) sont parlés par plus de 20 millions de personnes.(9)

Les Etats monolingues sont l'exception: Rwanda, Burundi, Somalie, Lesotho. C'est dire que la plupart des Etats postcoloniaux doivent faire des choix difficiles. Il est généralement accepté que l'alphabétisation de l'enfant et de l'adulte, pour être efficace, doit se faire dans la langue maternelle. Mais au-delà: quelle langue doit être employée dans l'enseignement primaire, secondaire, universitaire? dans l'administration locale, régionale, nationale? dans les organes politiques? quelle langue se prête le mieux aux nécessités de la modernisation?

Joshua A. Fishman a fait une typologie des politiques linguistiques du tiers monde.(10) Il distingue trois types:

Type A: les cercles dirigeants estiment qu'il n'y a rien à tirer du passé pour favoriser la construction nationale; à leurs yeux la langue européenne, qui a le mérite de maintenir le maximum de contact avec le monde extérieur, doit devenir la langue symbole de la nation; le multilinguisme leur apparaît comme une transition vers la monolingualité de la modernité.

Type B: les cercles dirigeants reconnaissent dans leur passé une grande tradition utile à l'unification nationale; l'authenticité est le critère de leurs choix linguistiques; dans leur optique, la langue européenne doit jouer un rôle de transition; ils envisagent des mesures pour adapter la langue nationale au monde moderne.

Type C: il y a plusieurs grandes traditions dans le pays, les cercles dirigeants doivent trouver une formule combinant l'intégration politique nationale avec plusieurs authenticités culturelles régionales; la langue européenne est adoptée comme langue de travail.

Notes chapitre VIII

- 1) Maurice Erard, Cours, C 324
- 2) Hampaté Ba, Histoire Générale de l'Afrique, vol 1, UNESCO, Paris, 1979, p. 236
- 3) Ibid, p. 193
- 4) Ibid, p. 229
- 5) Pierre Alexandre, Langues et langage en Afrique noire, Payot, Paris, 1967, p. 116
- 6) Philippe Decraene, Vieille Afrique, Jeunes Nations, PUF, Paris, 1982, p. 29
- 7) Pierre Biarnès, L'Afrique aux Africains, Armand Colin, Paris, 1980, p. 37
- 8) Philippe Decraene, ibid, p. 33
- 9) Nous tirons ces renseignements de l'article de David Dalby, in Africa South of the Sahara 1980-81, Europa Publications, London, p. 42
- 10) Joshua A. Fishman, National Languages and Languages of Wider Communications in the Developing Nations, in Language Use and Social Change, Edited by W. H. Whiteley, Oxford University Press, London, 1971, p. 27

DEUXIEME PARTIE

Monographies structurelles

Les pays que nous avons retenus sont ceux que la Banque mondiale place sous l'étiquette "au sud du Sahara" (l'Afrique du Sud n'y figure pas), moins:

- les pays des îles (soumis à trop d'influences non africaines);
- les pays dont la population était inférieure à un million d'habitants en 1980;
- le Zimbabwe qui n'a accédé à l'indépendance qu'en 1980.

Soit 31 pays.

Introduction bibliographique

Pour établir les monographies structurelles, nous nous sommes servi d'un nombre limité d'outils.

-Le principal est l'"Africa Contemporary Record" (1) un annuaire publié depuis 1968 qui relate les événements de tous les pays africains, avec une précision qui fait notre admiration dans toutes les situations dont nous avons une expérience personnelle directe.

-Pour la période antérieure à 1968, nous nous sommes référé au "Africa A Handbook" (2), le prédécesseur, mais sous la forme d'un manuel, de l'"Africa Contemporary Record", et à l'"Année africaine" (3).

-"Histoire de l'Afrique contemporaine" (4) de Marlane Cornevin est notre principale source pour les années d'avant les indépendances.

-L'excellent "Politisches Lexikon Afrika" (5) se présente également sous la forme de monographies structurelles. Ouvrage collectif, il se prêterait cependant mal à une étude typologique du fait des diverses subjectivités qui transparaissent en dépit de l'adoption de critères communs.

-"Les 50 Afriques" de Hervé Bourges et Claude Wauthier (6) font un effort de synthèse Etat moderne-culture traditionnelle.

-"Africa South of Sahara" (7), un classique de la littérature anglo-saxonne est toujours utile.

-"L'Afrique" de Pierre Gourou (8) nous a fourni l'éclairage du géographe.

-"Les 56 Afriques, guide politique" de Frank Tenaille (9), bourrées d'erreurs et d'a priori idéologiques, sont néanmoins une lecture complémentaire intéressante dans la mesure où elles s'appuient sur des sources "alternatives": opposants, mouvements de libération, exilés, etc.

-Les études de la Banque mondiale "Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara" et "Toward Sustained Development" (10) ont fourni les indications statistiques.

-Les rapports d'Amnesty International (11) jettent une lumière crue sur les Etats et le non respect des droits de l'homme.

- 1) Africa Contemporary Record, annuaire collectif publié par Colin Legum (et John Drysdale pour les deux premiers volumes) chez Rex Collings jusqu'au 9me volume, puis chez Africana Publishing Company, New York et Londres. Premier volume: année 68-69
- 2) Africa, A Handbook, ouvrage collectif publié par Colin Legum, chez Anthony Blond, Londres, 1967
- 3) Année africaine 1963-66, ouvrage collectif publié par le Centre d'études d'Afrique noire de l'Université de Bordeaux, le Centre d'études des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques et le Centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie modernes, éditions Pédone, Paris
- 4) Histoire de l'Afrique contemporaine, de la deuxième guerre mondiale à nos jours, Marlene Cornevin, Petite bibliothèque Payot, 1981
- 5) Politisches Lexikon Afrika, ouvrage collectif publié par Rolf Hofmeyer et Mathias Schönborn, éditions C.H. Beck, Munich, 1984
- 6) Les 50 Afriques, Hervé Bourges, Claude Wauthier, Le Seuil, 1979
- 7) Africa South of the Sahara, 1980-81, dixième édition, ouvrage collectif publié par les éditions Europa, Londres
- 8) L'Afrique, Pierre Gourou, Hachette, Paris, 1970
- 9) Les 56 Afriques, guide politique, Frank Tenaille, éditions Mespéro, Paris, 1979
- 10) Banque mondiale, le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, 1981; Toward Sustained Development in Sub-Saharan Africa, 1984
- 11) Amnesty International Publications, Londres

L'ANGOLA

Groupements ethniques et régionaux

Il y a trois groupes ethniques principaux, les Ovimbundu, les Bundu et les Kongo, et trois mouvements nationalistes antagonistes dont chacun a son assise principale dans l'un de ces groupes ethniques... Pourtant, malgré les apparences, il ne nous semble pas que les groupements ethniques jouent un rôle prépondérant dans la situation angolaise.

On constate en effet que:

-Les antagonismes purement ethniques ne sont pas très vifs. Nous nous trouvons dans un immense pays, peu peuplé, où l'espace amortit les rapports ethniques.

-Aucun des trois mouvements n'est exclusivement ethnique, bien que le FNLA soit à l'origine un mouvement kongo et que l'UNITA ait son assise chez les Ovimbundu.

-Le pragmatisme l'emporte sur la solidarité ethnique. Ainsi l'UNITA et la Swapo, le mouvement de libération de la Namibie, recrutant une partie de leurs combattants dans les mêmes groupes ethniques chevauchant la frontière avec la Namibie; or après sa déroute de 1976, l'UNITA s'est alliée à la seule puissance qui pouvait encore la sauver, l'Afrique du Sud, et elle n'a pas hésité à déclarer la guerre à ses "frères" et anciens alliés de la Swapo.

-Le fait qu'il n'y a pas d'Ovimbundu dans le bureau politique du MPLA traduit moins une volonté d'exclure la région où l'UNITA recrute ses sympathisants que le refus de résoudre un problème national crucial en passant par la filière ethnique.

Le "factionnalisme" qui a secoué le MPLA nous aide à mieux saisir la nature des divisions angolaises. Des hommes qui s'étaient battu sur des fronts différents, parfois isolés pendant plusieurs années, d'autres qui avaient été emprisonnés dans tel camp ou telle prison, se sont tout à coup retrouvés dans le même appareil politique, mais animés par des expériences distinctes et des solidarités particulières. Cette diversité a favorisé la formation de "clans" non ethniques dont les affrontements, avant et après l'indépendance, risquent de faire éclater le MPLA. Cette analyse, qui est celle qu'a faite le MPLA après le coup d'Etat manqué de 1977, pourrait être généralisée aux rapports entre les trois mouvements nationalistes et expliciter la lutte qu'ils se livrent. Car ni les programmes politiques ni l'idéologie, encore moins que le sentiment ethnique, ne sont à l'origine des divisions. Ce sont plutôt les circonstances de la lutte, les rivalités pour obtenir la reconnaissance extérieure -notamment celle du comité de libération de l'OUA-, les soutiens étrangers, et, dans la phase finale, la course pour le pouvoir, qui ont polarisé les rapports.

Signalons encore le régionalisme cabindais, né du passé colonial, amplifié par les richesses pétrolières de l'enclave et attisé par les pays voisins.

Les classes sociales

Dans la terminologie du parti unique, les ouvriers (16% de la population active) sont la classe d'avant-garde, la paysannerie (60%) est la classe principale. Le MPLA exprimerait l'alliance des ouvriers et paysans avec la petite bourgeoisie.

Le discours de lutte des classes a un contexte concret à Luanda où, du fait de la guerre et de la désorganisation dans les autres régions du pays, se limite pratiquement la participation politique. Dans la capitale le MPLA a d'emblée été contesté par une opposition ultra-gauchiste. En effet, après la révolution portugaise, mais avant l'arrivée des FAPLA, les forces du MPLA, les gens des quartiers populaires avaient été amenés à former des comités d'auto-défense pour se protéger des "pogroms" organisés par des extrémistes portugais d'extrême droite, frustrés par la révolution de Lisbonne. Sur la base de cette expérience, des groupes gauchistes avaient popularisé l'idée de "pouvoir du peuple", issue de la Commune, que le MPLA a dû reprendre à son compte avant de la transformer.

Dès le départ il y avait donc dans ce prolétariat urbain des gens critiques à l'égard de la nouvelle bourgeoisie, celle du parti et celle constituée par les personnes suffisamment qualifiées pour reprendre quelques-uns des nombreux emplois abandonnés par les Portugais, que ce soit dans l'administration, le commerce ou l'industrie.

Complication supplémentaire: beaucoup de ces petits bourgeois sont des métis (un groupe caractéristique de la colonisation portugaise), mieux formés que le reste de la population.

Ainsi sous le couvert de la lutte des classes un certain racisme va pouvoir s'exprimer. Nito Alves qui, en tant que ministre de l'administration locale, avait mené la lutte contre les groupes gauchistes de la capitale, reprend leurs arguments à son compte quand sa tendance est minorisée au sein du MPLA. Le thème est populaire, et il porte d'autant mieux que les réseaux de distribution sont désorganisés, que les gens manquent de tout. Les lendemains qui déchantent sont propices à la démagogie. Dans un parti marxiste-léniniste, l'ambition, l'envie et le racisme ont dû prendre l'apparence de la lutte des classes; ailleurs, les mêmes sentiments auraient pu s'exprimer par le tribalisme. Après la tentative de coup d'Etat les dirigeants angolais devront reconnaître que Nito Alves avait des sympathisants à tous les niveaux du parti et de l'armée.

Les partis

Trois mouvements antagonistes émergent de la lutte anti-colonialiste.

1) Le FNLA, Front national de libération de l'Angola

Le plus ancien des trois mouvements, il émane de l'"Union des peuples du Nord de l'Angola", fondée en 1954 à Léopoldville. Il recrute ses membres parmi les Kongo émigrés au Congo belge. En 1961 ce mouvement animera le soulèvement des Kongo qui marque, avec l'attaque contre la prison de Luanda lancée quelques semaines plus tôt par le MPLA, le début de la lutte armée contre le colonialisme portugais. Son chef Roberto Holden peut se prévaloir d'appartenir à la famille royale kongo. Elevé au Congo belge, très proche du président Mobutu, Roberto Holden lie son mouvement aux réalités zaïroises. Pendant toute la guerre de libération le Zaïre et le FNLA interdisent la frontière zaïroise au MPLA. Outre celle du Zaïre, le FNLA a reçu l'aide des Etats-Unis et de la Chine.

2) Le MPLA, Mouvement pour la libération de l'Angola

Fondé en 1956 à Luanda par des intellectuels. Il se lance dans la lutte armée également en 1961. Il ouvrira des fronts dans plusieurs régions, gagnant ainsi à sa cause les principaux groupes ethniques du pays. Il se veut supra-ethnique et national. Le MPLA reçoit l'aide du Comité de libération de l'OUA où il supplante le FNLA, des pays du bloc communiste et de la Yougoslavie. Son chef, Agostinho Neto devient le premier président de l'Angola indépendant.

3) L'UNITA, Union pour l'indépendance totale de l'Angola

Créée par un dissident du FNLA, Jonas Savimbi, qui installe un maquis dans son groupe ethnique d'origine, les Ovimbundu, la principale ethnologie de l'Angola.

C'est en vain que l'OUA, puis les révolutionnaires portugais essayeront de rapprocher les trois mouvements. Sous le gouvernement de transition auquel les trois partis et le Portugal participèrent, en vertu des accords d'Alvor, on n'a pas constaté de différences de programme politique. Les trois mouvements se réclament du socialisme africain et les trois considèrent que l'enclave de Cabinda fait partie intégrante du pays. Mais ce gouvernement de transition qui devait préparer le partage du pouvoir après l'indépendance n'était qu'une façade derrière laquelle chaque parti essayait de saisir le pouvoir pour lui tout seul.

Le MPLA sort vainqueur de la guerre civile. Le FNLA, après sa défaite n'a plus qu'une existence nominale. L'UNITA en revanche s'allie à l'Afrique du Sud et continue le combat; sa menace, de plus en plus redoutable, bloque le développement de l'Angola.

Au début de 1975, le MPLA se présente comme un mouvement nationaliste dont certains militants sont des communistes. L'Union soviétique, qui dans les luttes de faction du MPLA avait penché du côté des adversaires de Neto et qui avait même arrêté les livraisons d'armes, n'avait pas la cote à cette époque-là. En 1977, le premier congrès du parti adopte officiellement le marxisme-léninisme. Entre-temps avait eu lieu "la deuxième guerre de libération" gagnée par le camp MPLA-Cuba-Union soviétique contre le camp FNLA-UNITA-Zaïre-Afrique du Sud-Etats-Unis.

Rapports avec autrui

Rapports tumultueux qui dépassent tout ce qu'on avait vu en Afrique, Congo des années 60 y compris, puisque les ingérences étrangères sont allées jusqu'à l'invasion par des pays voisins, l'intervention directe de forces extra-continentales, dont des mercenaires européens, et un affrontement indirect des super-puissances. Cela avant même que l'indépendance soit déclarée...

C'est le Zaïre qui le premier envoie des troupes, dès le printemps 1975, pour renforcer le FNLA. L'Afrique du Sud dès le mois d'août s'installe dans le sud de l'Angola sous prétexte de protéger le projet hydro-électrique de la Kunene qui s'étend de part et d'autre de la frontière. A cette même période les premiers militaires cubains apparaissent aux côtés des forces du MPLA...

L'accession à l'indépendance est prévue pour le 11 novembre. En octobre-novembre, l'Afrique du Sud remonte la côte avec une colonne blindée de 2000 hommes. Son avance éclair sera stoppée le 14 novembre à quelques heures de la capitale grâce à l'arrivée in extremis de combattants cubains, via le Congo-Brazzaville, par un pont aérien soviétique. Le 10 novembre une armée composée d'unités zaïroises, de mercenaires européens et du FNLA avait été mise en déroute à quelques kilomètres au nord de Luanda. En décembre le Congrès des Etats-Unis bloque les opérations clandestines en Angola. Les Sud-Africains se retirent avec le sentiment d'avoir été trahis. Les Américains estiment à 12 000 hommes la présence militaire cubaine à la fin de l'année.

Les Etats-Unis ont agi semble-t-il par souci de protéger la Zaïre; mais dans le climat post-Vietnam ils n'ont pas pu s'engager suffisamment pour relever le défi soviéto-cubain. Ils ne pardonneront pas à l'Angola la présence de troupes cubaines; en 1980, ils n'ont toujours pas établi de relations diplomatiques. Ils ont cependant autorisé la Gulf Oil à reprendre l'exploitation du pétrole de Cabinda et le paiement des "royalties" au gouvernement angolais.

L'intervention sud-africaine rallie la majorité de l'OUA à la cause du gouvernement MPLA.

En 1977 l'Angola signe un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique.

Confrontée au double problème de l'encerclement par des pays hostiles et des difficultés économiques, la politique étrangère opère un rapprochement économique avec les pays occidentaux tout en continuant à s'appuyer sur l'Union soviétique et Cuba pour la sécurité.

Base écologique, démographique et économique

Cinquième pays au sud du Sahara par la superficie: 1 247 000 km². Un des moins peuplés aussi: 7 millions d'habitants, soit une densité de 6 habitants au km². On reconnaît ici les ravages de l'esclavagisme; 5 millions d'esclaves auraient été prélevés pour le Brésil. Autre hémorragie, entre 300 000 et 500 000 Portugais sont partis à l'indépendance; cet exode a privé le pays de la plus grande partie de sa main-d'oeuvre qualifiée. Entre 1975 et 1980 la population de Luanda a doublé, notamment à cause du retour de personnes réfugiées au Zaïre et de l'insécurité dans les campagnes.

Pays favorable à l'agriculture. Le Nord est la région du café et du coton; les plateaux du centre sont "le grenier" du pays. Seul le Sud est aride.

Nombreuses richesses naturelles: pétrole, diamants, fer, uranium, manganèse. Enorme potentiel minier non encore exploité. Le chemin de fer de Benguela est la voie la plus directe pour l'évacuation du cuivre zaïrois et zambien; mais la guerre civile le rend pratiquement inutilisable.

Contrairement au Mozambique, l'Angola a hérité d'une structure économique indépendante de celle de l'Afrique du Sud. Sans la guerre, le pays connaîtrait probablement un développement rapide.

Le gouvernement marxiste-léniniste entretient de bonnes relations avec des grandes multinationales telles que la Gulf Oil et De Beers dont les activités lui fournissent l'essentiel des revenus d'exportation. Les nationalisations se limitent aux nombreuses entreprises abandonnées par leurs propriétaires et à quelques intérêts portugais, le secteur bancaire notamment. L'industrie en mal de cadre fonctionne à une faible proportion de sa capacité de production.

Principales religions: chrétiens, un peu plus de 50%; animistes.

L'appareil étatique

Comme il se doit dans un régime marxiste-léniniste, les organes du parti et de l'Etat sont étroitement imbriqués, le parti jouissant de l'autorité suprême.

De 1975 à 1979, dans un climat de guerre, l'Etat Angolais se constitue par la mise en place d'organes de contrôle et de sécurité.

-Une armée régulière, dès 1977, prend la relève des unités de guerilleros. Ses effectifs s'élèveront à 50 000 hommes en 1980. Le service militaire est obligatoire. Le régime est encore renforcé par la présence de 15 à 20 000 militaires cubains. En 1977, lors de la tentative de coup d'Etat, les forces cubaines de Luanda se joignent aux forces loyalistes.

-La Direction de l'information et de la sécurité. Elle doit combattre toutes les activités dirigées contre la constitution, les organes de l'Etat, du MPLA et leurs dirigeants.

-L'organisation de défense du peuple est une milice chargée de la lutte contre les saboteurs, les créateurs de division et tous ceux qui essayent de modifier les orientations tactiques du mouvement.

-Les comités de vigilance dans les usines soutiennent les campagnes de productivité.

-Le Département pour l'organisation des masses propage la doctrine officielle au niveau des quartiers.

-L'Union nationale des travailleurs, l'organisation des femmes et celle de la jeunesse complètent l'encadrement.

Inévitablement l'Etat entre en conflit avec l'Eglise qui reste la plus vaste organisation échappant à son contrôle. Radio Ecclesia est nationalisée. Les organisations religieuses sont surveillées. Les organisations féminines et de jeunesse religieuses sont interdites. Le régime affirme cependant qu'il ne s'oppose pas à la religion en tant que telle.

Après la tentative de coup d'Etat une campagne de rectification est lancée dans tout l'appareil étatique. Au début de 1979, le régime se sent plus sûr. La direction de l'information et de la sécurité est dissoute. Les anciens membres du FNLA bénéficient de mesures de clémence.

La mort d'Agostinho Neto n'interrompt pas cette évolution. La transition à Eduardo Dos Santos se fait en douceur. En 1980 a lieu l'élection de l'Assemblée du peuple. Avec beaucoup de prudence: pas de suffrage universel, mais nomination par acclamations d'un collège électoral qui fait un choix entre plusieurs candidats proposés par le parti.

LE BENIN

Groupeements ethniques et régionaux

Les régions, plus que les ethnies, sont ici déterminantes.

Les trois millions et demi de Béninois appartiennent à une soixantaine de groupes ethniques dont les principaux sont les Fon et les Yoruba.

Mais le Bénin est surtout composé, pour ne pas dire divisé, en trois régions: le Sud-Ouest, le Sud-Est et le Nord. Les deux premières sont issues de la civilisation du Bénin, dont le centre se trouvait dans le Nigéria actuel, et correspondent plus ou moins aux anciens royaumes d'Abomey (fon) et de Porto-Novo (goun-yorouba). Le Nord qui n'a pas été touché par la civilisation du Bénin, a connu des organisations politiques de type royaume féodal islamisé.

Les organisations politiques traditionnelles avaient souvent réussi ce que les Etats modernes ont tant de peine à faire: opérer des fusions ethniques; mais au tribalisme ainsi surmonté, s'est substitué le régionalisme, survivance d'un certain nationalisme. C'est l'esclavagisme qui a polarisé les trois régions, chacune ayant dû se protéger des razzias de l'autre, tandis que les deux régions côtières étaient concurrentes dans le commerce d'esclaves avec les Européens.

En tout cas, force est de constater que le poids du passé pèse sur la politique dahoméenne, dominée par la rivalité de trois personnalités régionales : Sourou Migan Apithy, de Porto-Novo; Justin Ahomadegbé, d'Abomey et Hubert Maga, du Nord.

On peut voir dans l'instabilité extraordinaire du Dahomey l'effet des rivalités régionales; ou encore le résultat d'un processus de déstructuration-restructuration de sociétés globales partielles.

La révolution béninoise, grâce au pouvoir coercitif de l'armée et à une forte mobilisation des masses, est parvenue à contenir le régionalisme. Mais l'a-t-elle vaincu ?

Les classes sociales

Les paysans représentent 46% de la population active. Un des taux les plus bas de l'Afrique noire. Les services en revanche, avec 38% de la population active, ont un des taux les plus élevés du continent. Cette structure n'est pas sans rappeler celle du Congo, autre Etat marxiste. Dans les deux cas la cause est coloniale. L'administration française avait recruté au Dahomey, où le niveau de scolarisation était élevé, des fonctionnaires pour d'autres territoires français. Après la

décolonisation, ces fonctionnaires avaient été renvoyés dans leur pays d'origine. De 1961 à 1965 les effectifs de l'administration dahoméenne augmentent de 20%; depuis lors le poids financier de la classe administrative est resté excessif. Malgré tout le chômage intellectuel persiste. Autre facteur d'instabilité.

Au sujet des intellectuels, constatons que si leur pénurie nuit au départ d'un pays, voir l'exemple souvent évoqué du Congo-Léopoldville, leur pléthore est tout aussi défavorable, comme en témoignent le Dahomey-Bénin et le Congo-Brazzaville.

Le déséquilibre des classes, on le pressent, agit sur le régionalisme. Les pressions de l'élite accentuent la rivalité des trois chefs d'Etat historiques et contribuent à la précarité de l'équilibre.

Le régime Zinsou, sans appui régionaliste marqué, fait mine de défendre les intérêts des masses paysannes et de s'opposer aux appétits de l'élite. Il est renversé avant que des résultats puissent être constatés.

Le régime "marxiste-léniniste" dénonce les féodaux, les exploités, souvent identifiés avec les classes de la société traditionnelle. Il accuse plus rarement les nouveaux exploités, ceux qui utilisent les possibilités de l'appareil étatique pour s'enrichir. Les masses paysannes, combattues dans leurs croyances et leurs modes de vie, sont traitées en quelque sorte comme l'ennemi de classe. Si bien qu'on peut voir dans ce régime l'exploitation des masses paysannes par l'élite moderne sous le couvert de l'idéologie marxiste-léniniste. Mais comme le régime a une certaine base régionale dans le Nord, l'élite sudiste ne l'apprécie guère.

Peut-on interpréter le style relativement non-violent des coups d'Etat comme le signe d'une certaine solidarité des classes de l'élite, en dépit des rivalités régionales?

Les-le parti

Dans un pays aussi fortement divisé, on attendrait une propension au multipartisme. Eh bien non. Ce qui importe ici, ce sont les régions, les personnalités, mais pas les partis politiques.

Dans le contexte particulier de ce pays, le parti unique apparaît comme le moyen de surmonter les divisions. C'est ainsi qu'un parti unique de fait, le Parti dahoméen de l'unité, émerge des premières élections générales. Après le coup d'Etat militaire de 1963, tous les partis, celui du président déchu y compris, se retrouvent sous l'étiquette unique du Parti démocratique dahoméen.

Le président Zinsou tente de créer un parti qui transcende les régions, l'Union pour le renouveau du Dahomey, mais il est renversé avant d'avoir pu l'implanter.

En 1974, les militaires adoptent formellement le marxisme-léninisme. Une année après cette déclaration, ils créent le Parti révolutionnaire du peuple béninois. Il s'agit d'un parti de cadres réservé à l'avant-garde du prolétariat, des paysans et des couches exploitées (l'armée, curieusement, se range dans cette catégorie). Le parti dirige les organes de l'Etat et mène la lutte des classes par l'intermédiaire des organisations de masse: comités de défense de la révolution (implantés dans les entreprises et les ministères), Union nationale des syndicats des travailleurs du Bénin, comités d'organisation des femmes, des jeunes.

Une assemblée nationale est élue en 1979 sur la base d'une liste unique. Paysans, ouvriers, enseignants, fonctionnaires, syndicalistes, chefs religieux, etc. y sont représentés selon un système de quota.

Rapports avec autrui

Le Bénin est tourné vers l'Est pour l'idéologie, vers l'Ouest pour l'économie. La France est le principal partenaire commercial; la quasi totalité des échanges extérieurs se fait avec des pays occidentaux; ceux-ci sont également les principaux fournisseurs d'aide. C'est une réalité avec laquelle tous les régimes ont dû compter. La suspension de l'aide française incite les premiers régimes militaires à passer rapidement la main aux civils. Les révolutionnaires militaires annoncent un programme d'indépendance nationale, la révision des accords de coopération avec la France; mais quand les forces de choc révolutionnaires commencent à piller les biens français, le colonel Kérékou intervient rapidement et déclare que le nouveau régime souhaite modifier ses relations avec la France, mais pas les bouleverser.

La France est accusée à plusieurs reprises de soutenir les complots des adversaires du régime. En 1977 un avion débarque des mercenaires à l'aéroport de Cotonou et les réembarque quelques heures plus tard après l'échec de l'attaque. Une enquête de l'ONU conclut à la responsabilité d'Etats africains, amis de la France, agissant pour le compte de l'ex-président Zinsou.

Base écologique et démographique

Etat-couloir à peine moins étiré que le Togo, son voisin occidental: 120 km de largeur sur la côte, 650 km de longueur jusqu'aux confins de la Haute-Volta et du Niger. Côté oriental: le Nigeria, dix fois plus grand, vingt fois plus peuplé. Problème commun à tous les Etats du Golfe du Bénin: des populations réparties longitudinalement que les frontières coupent perpendiculairement.

Trois millions quatre cent mille habitants, dont plus de la moitié vivent sur la cinquième méridional du territoire. Densités locales très fortes dans le Sud, (jusqu'à 120 habitants par km²), très faibles dans le reste du pays.

Comme au Togo, la savane pénètre profondément dans le Sud. La forte densité de la population empêche le développement de cultures de plantation.

Gisements de pétrole, de phosphate, de fer; mais en 1980 aucun n'était encore exploité. Le port de Cotonou contribue au désenclavement du Niger et de la Haute-Volta et au désengorgement des ports nigériens.

Religions: animistes (65%); chrétiens (18%); musulmans (15%).

Base économique

Samir Amin remarque qu'au milieu du 19^{me} siècle on exportait, à partir de la côte qui aujourd'hui est celle du Bénin, autant de produits du palmier qu'après 70 ans de colonisation.(1) Contrairement au Togo, où la colonisation allemande a coïncidé avec une nette avance économique, le Dahomey français a stagné; la tendance se poursuit après l'indépendance jusqu'en 1976.

Les possibilités économiques sont limitées. Qu'on en juge: la valeur des importations est dix fois plus élevée que celle des exportations... 60% du budget est consacré aux salaires des fonctionnaires... La quasi totalité du budget de développement est couverte par l'aide étrangère... Le secteur industriel est peu développé... La sécheresse est fréquente... Dès 1974, les termes de l'échange se détériorent brusquement... Sans le port qui favorise le commerce de transit et la contrebande, le Bénin serait un pays misérable.

Quelle peut être l'influence d'un gouvernement marxiste-léniniste sur une telle économie?

Les militaires révolutionnaires prennent le pouvoir avec un programme de lutte contre la domination et d'auto-dépendance. Ils nationalisent ou prennent des participations (en payant des indemnités) dans les entreprises les plus importantes, se créant par là même des problèmes de gestion et de rentabilité des sociétés d'Etat. Ils lancent des coopératives agricoles, ils essayent d'augmenter la production agricole en mobilisant les paysans à outrance.

Malgré ces efforts, en 1980 la structure économique n'avait pas changé, la production agricole n'avait pas augmenté, la dépendance s'était accrue. En attendant son second souffle du pétrole (pas encore en exploitation) la révolution se fait "réaliste": rapprochement avec les pays occidentaux.

L'appareil étatique

De 1960, date de l'accession à l'indépendance, à 1972, date de la prise du pouvoir par les militaires révolutionnaires, il y a 5 coups d'Etat, dix présidents, un conseil présidentiel formé des trois chefs de file rivaux (ils devaient en assumer la présidence à tour de rôle, mais peu de temps après le premier changement l'armée mettait fin à l'expérience) et cinq constitutions.

A titre d'hypothèse, nous dirons que cette période d'effervescence et de précarité de l'appareil étatique correspond à une phase de lutte de diverses sociétés globales, plus ou moins structurées ou déstructurées. Les protagonistes en sont, d'une part, l'Etat postcolonial, à ce stade plus un projet qu'une réalité, mais qui dispose de l'appareil étatique efficace laissé par la colonisation; d'autre part, ces "Nous régionaux", soudés par le souvenir d'Etats précoloniaux, qui s'actualisent dans des projets de domination plus que de sécession.

Des rapports complexes s'établissent entre ces différents groupes, rapports qu'il faudrait envisager, pour être précis, en relation avec les classes sociales.

Une dialectique de domination anime les sociétés globales régionales: elles veulent dominer pour ne pas être dominées. L'Etat moderne court ainsi le risque d'être envahi, détourné par une ou plusieurs régions. Les difficultés de l'armée, qui intervient pour mettre fin aux querelles régionales et qui elle-même se trouve bientôt aux prises avec des conflits régionalistes, illustrent cette menace.

L'Etat moderne, menacé par le régionalisme, en est lui-même une des causes, si l'on suit Gudrun Lachenmann; la conscience "tribale" serait une réaction rationnelle à un système dans lequel la majorité, exclue du pouvoir, doit recourir à des relations de clientèle pour se protéger de l'Etat néo-colonial.(2)

Seule l'armée, semble-t-il, pouvait neutraliser les ambitions régionales; depuis sa prise du pouvoir en 1972, force est de constater que le pays, en surface du moins, jouit d'une stabilité politique inhabituelle. Or pour créer une Nation, il faut plus que la simple coercition. En désespoir de cause le régime révolutionnaire essaye de mobiliser le pouvoir des symboles (le Bénin au lieu du Dahomey), de l'idéologie (le marxisme-léninisme, l'authenticité) etc.

En 1980, la victoire de l'Etat moderne ne paraissait pas encore acquise.

Notes

1) Samir Amin, Africa South of the Sahara, 1980-81, p. 173

2) Gudrun Lachenmann, Politisches Lexikon Afrika, p. 44.

LE BURUNDI

Groupements ethniques et régionaux

Hutu: 85%; Tutsi: 14%; Twa: 1%. Voilà, en trois chiffres, la configuration ethnique qui, combinée avec des rapports de domination et de révolte, suscite le déterminisme tragique sous-jacent à toute la structure des sociétés burundaise et rwandaise.

Les Twa, de type pygméide, sont les plus anciens habitants de la région. Conquis il y a de nombreux siècles par les défricheurs hutu, ils formèrent avant le processus de modernisation une petite caste de chasseurs et de potiers.

Les Hutu, un peuple d'agriculteurs bantu, furent conquis à leur tour, dès le 13^{me} siècle, par un peuple de pasteur, les Tutsi.

Ces trois peuples, on ne peut plus différents, créèrent au fil des siècles, au Burundi et au Rwanda, des Etats qui étaient parmi les plus développés et les mieux structurés de l'Afrique pré-coloniale. Il s'agissait de monarchies sacrées que les auteurs décrivent tantôt comme une société de castes ou de classes, tantôt comme une société féodale. Effectivement, les groupements ethniques étaient à prédominance endogame et correspondaient dans les grandes lignes aux divisions agriculteurs, éleveurs, chasseurs; d'autre part les Tutsi avaient fondé leur suprématie sur les Hutu par un bail à cheptel qui n'est pas sans analogie avec le fief carolingien, sauf que la condition des vassaux hutu, dans ce cas, rappellerait plutôt celle des serfs européens.

Soulignons au Burundi comme au Rwanda, la singularité d'une nation séculaire, d'un Etat fortement inégalitaire ou exploités et exploités vivaient en symbiose dans un habitat dispersé.

Est-ce l'effet de la colonisation? De la maladresse des hommes qui jouent mal leur liberté? Toujours est-il que ces deux sociétés particulières ont très mal passé le cap de l'indépendance.

Au Rwanda les Hutu avaient renversé la monarchie en 1959, soit trois ans avant l'indépendance, et avaient établi la domination de la majorité. Lors de la révolution républicaine, et de nouveau trois ans plus tard après une tentative de contre-révolution, des milliers de Tutsi avaient été massacrés, quelque 30 000 autres s'étaient réfugiés au Burundi.

Une stratification plus souple laissait espérer qu'au Burundi les choses se passeraient mieux. Ce fut pire. Aux tentatives de soulèvement hutu, les Tutsi, monarchistes ou républicains, répondent par des massacres. L'estimation du nombre des victimes varie entre 100 000 et 250 000. En ce qui concerne les événements de 1972-73, on peut véritablement parler de génocide car une grande partie de l'élite hutu, jusqu'au niveau d'instituteur, de postier ou d'infirmier, a été délibérément fauchée.

La majorité ne peut pas prendre le dessus; la minorité à chaque "victoire" se sent moins en sécurité: le Burundi, en dépit des discours et des efforts sincères, est bloqué à tous les niveaux par la logique dominant-dominé, massacreur-massacré. Les Hutu militants réfugiés à l'étranger disent qu'ils sont victimes d'une politique d'apartheid et qu'un jour ils établiront un régime majoritaire. Les Tutsi se sentent menacés par un "péril hutu" et les rivalités des clans et tendances tutsi augmentent encore leur sentiment d'insécurité.

Les classes sociales

Après les massacres de 1972, dans un appel aux chrétiens du monde, les évêques du Burundi, deux Tutsi et deux Hutu, faisaient remarquer que le seul groupe ethnique privilégié est constitué par les étrangers. Pour les gens du pays, disaient-ils, la vraie division est celle qui existe entre la paysannerie et la bourgeoisie urbaine.

De ce point de vue le Burundi serait la société la plus égalitaire du continent puisque, selon les statistiques de la Banque mondiale, 2% seulement de la population vivent en ville et 84% de la population active travaillent dans l'agriculture.

Les classes sociales modernes ne touchent donc qu'une couche particulièrement mince de la population. Elles sont néanmoins importantes dans le contexte burundais. On remarquera d'abord que les massacres sélectifs de 1972 visaient à supprimer la participation hutu à l'élite. La grande majorité des fonctionnaires, la quasi totalité des officiers sont des Tutsi; leurs salaires absorbant près de 50% du budget de l'Etat. Ce déséquilibre constitue également un obstacle à une politique de libéralisation, car les fonctionnaires défendent leurs intérêts de classe et d'ethnie en freinant l'application des réformes, ainsi qu'on a pu l'observer après 1976 sous le régime réformiste de Bageza.

La stratification de la société traditionnelle était très complexe, la structure ethnique et lignagère s'enchevêtrant avec le réseau des relations de clientèle. A l'époque de l'indépendance les auteurs soulignaient volontiers les différences avec le Rwanda. Ils montraient en particulier que l'existence d'une caste des princes atténuait l'aspect ethnique de la domination et ils espéraient qu'une classe paysanne inter-ethnique allait se constituer au bas de la pyramide sociale. Malheureusement la révolution républicaine de 1966 a supprimé ce qui pouvait masquer les inégalités ethniques et les massacres ont polarisé les rapports.

Les-le parti

Vingt-trois partis se constituent à la veille de l'indépendance. Le jeu des regroupements et des alliances ramena ce folsonnement à deux grandes tendances, chacune dirigée par une branche rivale de la famille royale divisée par une querelle dynastique. L'UPRONA (Unité et progrès national) animée par un fils du roi, le prince Louis Rwagasore, se présente comme un parti nationaliste classique qui demande l'indépendance dans les délais les plus brefs.

Le Parti démocrate chrétien, créé par la branche de l'aristocratie opposée au roi, demande au contraire de différer l'indépendance et de renforcer préalablement la démocratie.

C'est ce dernier parti qui a la faveur des autorités coloniales. Aux élections communales organisées par l'administration belge en 1960, le PDC recueille 32% des sièges, et l'UPRONA 19%; mais la tendance est renversée aux élections générales législatives qui ont lieu en 1961 sous le contrôle des Nations Unies, l'UPRONA l'emportant haut la main avec 58 sièges sur 64.

Un mois après sa victoire électorale, Rwagasore est assassiné à l'instigation du clan qui patronait le PDC. Héros national vénéré, Louis Rwagasore, apparaît rétrospectivement comme l'homme d'Etat qui aurait pu élever le Burundi au-dessus des conflits ethniques.

Aux élections de 1965, le parti populaire, qui a pris la relève du PDC, obtient 10 sièges contre 21 à l'UPRONA en nette perte de vitesse. Plus significatif encore, les Hutu ont deux tiers des sièges. Quelques mois plus tard, tous les membres des bureaux des deux chambres du parlement, le président du parti populaire et plusieurs autres dirigeants hutu sont exécutés à la suite de la découverte d'un complot.

Après l'abolition de la monarchie en 1966, l'UPRONA devient parti unique. C'est un parti que les présidents réactivent lorsqu'ils veulent se dégager des luttes d'influence que se livrent les différentes tendances de l'élite au pouvoir. Le président Micombero y avait cherché un contre-poids aux militaires, mais il avait échoué. Le président Bagaza à l'aide du parti s'est dégagé de l'emprise des Tutsi du Sud, de tendance ultra. En revanche ses efforts pour faire du parti l'instrument de la démocratisation et de la réconciliation nationale n'avaient guère porté de fruits en 1980. Pour une élite ethnique minoritaire, s'appuyer sur un parti de masse est un exercice d'équilibre délicat.

Rapports avec autrui

La politique étrangère est dictée tout naturellement par la situation enclavée du pays: le Burundi s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec tous ses voisins, en particulier avec ceux par lesquels transitent ses importations et ses exportations. Toutefois, en certaines occasions, le problème ethnique constitue un obstacle à la défense de cet intérêt national permanent.

Ainsi en 1973, l'armée burundaise poursuit des attaquants hutu à l'intérieur des frontières tanzaniennes où elle tue plusieurs personnes. Le refus des dockers du port de Dar-es-Salam de charger et de décharger les marchandises du Burundi incite le gouvernement de Bujumbura à reconnaître les faits, à présenter des excuses et à payer promptement les dommages et intérêts réclamés par la Tanzanie.

Ou encore en 1979: le Burundi autorise l'atterrissage d'avions libyens appuyant le régime d'Idi Amin Dada en Ouganda contre l'attaque des forces de libération ougando-tanzaniennes. Or quatre cinquièmes du commerce extérieur passent par la Tanzanie, pays avec lequel, de surcroît, l'élite burundaise a des affinités réelles. Pourquoi ce geste inamical? Parce que l'armée tanzanienne avait enrôlé des réfugiés hutu. Il n'en fallait pas plus pour polariser l'attitude burundaise.

Quant aux relations avec le Rwanda, elles suivent les hauts et les bas des tensions ethniques. Elles sont mauvaises quand il y a des troubles dans l'un des pays. Elles sont ostensiblement bonnes en période calme; on veut ainsi suggérer que les antagonismes ethniques sont vains puisque même les présidents hutu et tutsi sont des frères.

Enfin la tradition progressiste de la politique étrangère burundaise n'est pas sans relation avec la question ethnique. Au Burundi comme au Rwanda, les Tutsi, pour justifier vis-à-vis de l'étranger l'idée du pouvoir minoritaire, avaient présenté les Hutu comme des réactionnaires manipulés par l'Eglise catholique. Certains pays ont accepté cet argument, ou ont feint de l'accepter, pour tirer parti de la situation. Outre la Libye, la Chine et Cuba ont porté à un moment ou un autre une attention particulière au Burundi; sans beaucoup de succès il faut le dire. La Belgique reste le principal partenaire.

Base écologique et démographique

Ici pas de frontières arbitraires héritées de la colonisation: l'Etat indépendant correspond à un Etat pré-colonial. Pays enclavé, le Burundi se trouve à 1200 km à vol d'oiseau de l'Océan Indien.

Autre caractéristique: la forte densité de la population. Quatre millions d'habitants pour une superficie de 28 000 km², soit une densité de

143 habitants par km². En comparaison des 11 habitants par km² du Zaïre ou des 19 habitants par km² de la Tanzanie, la densité est remarquable. Explication de Pierre Gourou: l'altitude élevée, (entre 1200 et 2500 mètres) protège la vache de la mouche tsé-tsé. Autour de la vache s'est développée une organisation sociale et politique solide qui a pu résister aux razzias esclavagistes.

La surpopulation bovine est importante: il y a 800 000 vaches alors que 300 000 est le nombre que les experts jugent acceptable. Résultat: surpâturage, d'où forte érosion.

Le Burundi est un des rares pays africains dont on peut dire, vu l'absence de terres disponibles et la forte croissance de la population, qu'il est surpeuplé. Le déterminisme démographique, au même titre que le déterminisme ethnique, est une menace. Courageusement le régime Bagaza a introduit une réforme agraire qui diminue la pression, faute de pouvoir la supprimer.

En 1978-79, le Burundi a expulsé quelque 40 000 réfugiés zaïrois à qui le président Mobutu avait accordé une amnistie. Certains de ceux-ci sont allés chasser des réfugiés hutu installés au Zaïre. Ces mouvements ont créé un regain de tensions ethniques au Burundi. On chasse les Zaïrois pour que les Hutus puissent être massacrés plus facilement, disait la rumeur.

Religions: chrétiens (60%); animistes (moins de 40%). Le Burundi a le plus fort pourcentage de catholiques baptisés.

Base économique

Les possibilités économiques sont très limitées. L'exportation du café est la principale source de devises. D'importants gisements de nickel ont été découverts mais leur exploitation exige d'importants travaux d'infrastructure.

La politique de développement vise à augmenter la croissance économique, améliorer les revenus des plus pauvres et créer de nouveaux emplois. Mais dans les faits on constate que le gouvernement privilégie les cultures d'exportation et l'élevage, que les cultures vivrières sont peu soutenues. Les paysans ont montré leur opposition à l'extension des cultures de café.

Le Burundi s'intéresse vivement aux regroupements économiques régionaux. Avec le Zaïre et le Rwanda, il fait partie de la Communauté économique de la région des Grands Lacs.

L'appareil d'Etat

Deux menaces ont pesé sur l'Etat, quels que fussent les régimes: la polarisation ethnique et les querelles de différents groupes tutsi.

Dans une première phase, l'Etat burundais au lieu de s'établir s'est déstructuré. Dès l'approche de l'indépendance, la société traditionnelle fait un retour en force. Des querelles dynastiques du 19^{me} siècle refont surface sous la couverture de partis politiques modernes; le politique qui avait été gelé pendant la période coloniale ressurgit de manière désordonnée en quelques mois. L'homme qui aurait pu faire le lien entre le passé et le présent, Rwagasore, est assassiné. Dès lors l'appareil se désagrège. Le roi s'absente pour de longues périodes à Genève où il a ses habitudes dans certains cabarets. Aussitôt élus, les politiciens se déconsidèrent. Les complots succèdent aux arrestations et aux assassinats. Le renversement de Mwambutsa IV par son fils Charles en juillet 1966, l'avènement de celui-ci sous le nom de Ntare V, son renversement quelques mois plus tard, l'instauration de la République par le colonel Micombero, tout cela procéda de ce mouvement de déstructuration.

A chaque péripétie l'Etat se trouve plus fragile. Les massacres de 1972-73 en sont un signe tragique. "Nous étions une Nation, nous devenons une zone tribale" disent les évêques. Sous Micombero le pouvoir se cristallise autour de quelques ultras tutsi du Sud qui se divisent et se querellent. L'Eglise a assez de poids pour s'opposer à l'Etat, mais pas assez pour imposer la réconciliation nationale.

La deuxième phase, celle de la construction d'un Etat moderne ne commence qu'avec le régime du colonel Jean-Baptiste Bagaza qui en 1976 avait renversé son cousin. Au début il est loin d'avoir les coudées franches, même au sein de l'armée. Il commence par éloigner les ultras, il ouvre l'Etat aux Tutsi du Nord qui en avaient été écartés, il s'impose face au pouvoir de l'Eglise, il purge l'administration d'un grand nombre d'incompétents. Et surtout le nouveau chef de l'Etat lance une campagne de réconciliation nationale dont la sincérité est bientôt reconnue. Bagaza rencontre des résistances, il doit composer en retardant son projet de constitution et d'élections.

Faire un Etat moderne à partir de ce qui n'était guère plus que l'appareil répressif d'une petite minorité prend du temps. En 1980 la démocratisation n'était pas encore amorcée.

LE CAMEROUN

Grouperments ethniques et régionaux

A cheval géographiquement entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, le Cameroun réunit sur son territoire la variété ethnique de ces deux zones. On y parlerait plus de 200 langues.

Deux groupes jouent un rôle politique particulier. Les Bamiléké, l'ethnie la plus nombreuse, (20%), dont l'élite, après l'échec de l'UPC, a reporté son dynamisme sur les affaires. Les Peul, l'ethnie du président jusqu'en 1982, ont rompu l'enclavement des gens du Nord.

Outre les difficultés de l'intégration ethnique et régionale, le Cameroun connaît au sein de ses frontières celles de la réunification de l'Afrique "francophone" et "anglophone". En effet, le Kamerun allemand avait été partagé en deux tutelles, française pour 4/5 du territoire et britannique pour le reste; à la veille de l'indépendance, les populations du Cameroun britannique avaient pu opter entre le Nigéria et la réunification camerounaise: tandis que la partie nord choisissait le Nigéria, la partie méridionale décidait d'adhérer à une Fédération camerounaise bilingue.

"Anglophone" et "francophone" dans ce contexte sont des qualificatifs ambigus car si la France centralisatrice avait développé l'usage du français, l'"indirect rule" britannique avait laissé une grande place aux pouvoirs locaux et, par conséquent, aux langues indigènes. De sorte que si la population de l'ancien Cameroun britannique représente un cinquième de celle du Cameroun français, le rapport anglais-français est nettement inférieur.

Les difficultés d'intégration qui ont pu se poser aux anglophones après la dissolution de la Fédération sont d'ordre administratif plutôt que linguistique. Les fonctionnaires à Yaoundé paraissent soudain lointains et inefficaces, les journalistes, fidèles à une tradition de liberté de la presse, s'insurgent contre la censure. Pour le régime se pose le problème de l'absorption de populations ethniquement proches de ces Bamiléké qu'il a marginalisés.

Dans l'ensemble cependant l'intégration des deux Cameroun s'est faite avec une facilité qui démontre que les clivages créés par les administrations coloniales ne sont pas très profonds. Le régionalisme "anglophone" est en tout cas moins marqué que la division entre le Nord islamisé et le Sud chrétien et animiste.

Les classes sociales

83% de la population active travaillent dans l'agriculture. L'importance des paysans pour le développement du pays est pleinement reconnue. Malgré cela l'exode rural est important. Les villes où en 1980 vivent 35% de la population s'accroissent de 7,5% par année, un taux d'urbanisation nettement supérieur à la moyenne. Le chômage est élevé: en 1975 on estimait à un million le nombre de personnes cherchant un emploi dans les villes.

Les ouvriers ne constituent que 7% de la population active. Ceux de Douala en 1977 se mettent en grève pour obtenir la compensation de la hausse des prix. Il y a de nombreuses arrestations, la direction du syndicat unique est destituée, mais les ouvriers obtiennent des hausses de salaires de 5 à 18%.

Il y a une tradition militante chez les déshérités camerounais. Avant l'indépendance, l'UPC, qui se réclamait du communisme, avait mobilisé ses adhérents dans trois groupes distincts: les ouvriers de Douala, les paysans bamiléké qui doivent émigrer faute de terres suffisantes et les Bassa qui avaient dû fournir de forts contingents pour le travail forcé.

Les intellectuels, relativement nombreux au Cameroun, sont mal à l'aise sous le régime autoritaire. Certains, parmi les plus brillants, ont choisi l'exil.

Les-le parti

Le parti qui avait mené le combat pour l'indépendance n'est pas celui qui accède au pouvoir. L'Union des peuples du Cameroun, UPC, est fondée en 1948 par Ruben Um Nyobé. Son programme: réunification des deux Cameroun et indépendance. Affiliée au Rassemblement démocratique africain d'Houphouët-Boigny, elle refuse de faire avec ce dernier le virage de la collaboration avec les autorités coloniales et de la rupture avec le parti communiste. Cette position lui vaut l'hostilité résolue de l'administration coloniale, des féodaux musulmans et de l'Eglise catholique. Bloquée de toutes parts, l'UPC passe à la lutte armée. En 1955, à la suite d'émeutes dans tout le sud-ouest du pays, l'UPC est interdite. Jusqu'à l'indépendance, et même après, l'armée française doit réduire la résistance dans les régions bassa, bamiléké, à Douala et à Yaoundé.

C'est dans une atmosphère de guerre civile que le Cameroun accède à l'indépendance, le 1er janvier 1960, sous la direction de M. Ahmadou Ahidjo, chef du groupe parlementaire nordiste. Avec l'aide de la France, les chefs de l'UPC sont tués les uns après les autres, soit les armes à la main comme Ruben Um Nyobé, soit assassinés à l'extérieur, comme Félix Moumié; l'arrestation et l'exécution publique d'Ernest Ouandié marque la fin des activités de l'UPC au Cameroun.

Par fusion et absorption de plusieurs partis, obtenues par la persuasion ou la force, l'Union camerounaise de M. Ahidjo devient en 1966 l'Union nationale camerounaise, parti unique de fait. Même la branche légale de l'UPC se rallie en 1968 à l'UNC, invoquant l'esprit patriotique, la construction nationale et la nécessité de l'ordre et de la sécurité pour tous. Ahidjo fait campagne pour le monopartisme en disant que les unités tribales ne sont pas des partis politiques, qu'il faut un parti que tous les Camerounais puissent considérer comme le leur, que le multipartisme est facteur de divisions.

L'UNC est un parti de masse. Ses deux millions d'adhérents ont acheté leur carte de membre. L'UNC se veut une courroie de transmission entre la masse et le pouvoir. Elle est surtout une machine à produire des participations et des majorités d'au moins 98% aux élections pour lesquelles il n'y a jamais qu'un seul candidat par siège à repourvoir. Entre les congrès et les élections le parti s'endort quelque peu. Il faut le réactiver et susciter le militantisme avant les grandes occasions.

Rapports avec autrui

Pays pro-occidental, pro-français, le Cameroun montre néanmoins beaucoup de retenue dans ses relations avec la France. Il s'est retiré de l'OCAM "parce qu'il ne s'y sentait pas à l'aise"; il n'a pas participé aux sommets franco-africains; il a demandé la révision des accords de coopération avec la France; il a supprimé la prérogative de l'ambassadeur de France d'être automatiquement le doyen du corps diplomatique; en 1975 il n'y avait que 872 coopérants français au Cameroun, contra 20 000 en Côte d'Ivoire...

Est-ce parce que le régime Ahidjo lui doit tant qu'il évite de trop s'afficher avec la France? Ou s'agit-il d'un sentiment naturel de dignité nationale? Economiquement les liens sont pourtant bien solides, la France est le premier investisseur et le premier fournisseur (47%) du Cameroun.

Excellentes relations également avec l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et la Chine, malgré que celle-ci eût soutenu l'UPC.

Base écologique et démographique

Sud tropical, Nord pré-saharien, Ouest volcanique, le Cameroun est un pays très contrasté. La variété géographique et climatique favorise une agriculture diversifiée.

Les huit millions d'habitants sont répartis inégalement sur les 475 000 km² de territoire. Très forte densité à l'Ouest et dans certaines zones refuges du Nord, vastes espaces vides ailleurs.

Issu d'une colonie qui était centrée sur le port de Douala et les ressources du sud du pays, le Cameroun s'est trouvé confronté après l'indépendance à un gros problème de disparités régionales. Les efforts d'un président du Nord pour désenclaver sa région vont dans le sens d'un meilleur équilibre national.

Religions: animistes (40%), chrétiens (35%), musulmans (25%).

Base économique

Sans ressources naturelles extraordinaires, le Cameroun n'en est pas moins un des pays africains qui a le mieux réussi économiquement. De 1960 à 1979, le PNB par habitant a augmenté en moyenne de 2,5% par année. Plus important encore, des bases solides ont été établies pendant les 20 premières années qui devraient permettre au Cameroun de tirer pleinement parti, dans les années 80, de ses nouvelles possibilités pétrolières et minières.

Agriculture, électricité et investissements étrangers, tels semblent être les éléments principaux de la voie camerounaise.

Le régime Ahidjo a le mérite de mettre d'emblée l'accent sur l'agriculture. Le premier plan quinquennal est titré "le plan du paysan". Le pays fait sa "révolution verte". Les cultures vivrières suffisent pratiquement à nourrir la population. Des ceintures vertes et des unités agro-industrielles approvisionnent les villes. Les cultures d'exportation sont diversifiées: cacao, café, banane, coton, caoutchouc, tabac, huile de palme, thé.

L'électricité, c'est à la France coloniale que le Cameroun la doit. La centrale hydro-électrique d'Edéa sur la Sanaga produit plus d'un milliard de kw/h. De quoi alimenter non seulement une usine d'aluminium française -qui traite de la bauxite importée de Guinée- mais également des petites et grandes entreprises de transformation de produits agricoles: beurre de cacao, chocolaterie, sucrerie, huilerie, torréfaction du café, sclerie, contre-plaques et agglomérés, traitement complet du coton, de la filature à l'impression, fabrique de cigarettes, etc. L'aluminium destiné principalement à l'exportation a permis également de développer de petites entreprises locales d'ustensiles de cuisine, rôles, etc.

Les investissements étrangers, que le gouvernement essaye d'attirer par des conditions favorables, contribuent à ce développement industriel. Le Cameroun est un chaud défenseur du libéralisme économique. L'aide internationale, quant à elle, est aiguillée vers les grands travaux d'infrastructure.

Sans être aussi spectaculaire que celui de la Côte d'Ivoire, le développement du Cameroun a l'avantage d'être plus auto-centré, plus tourné vers l'avenir aussi. La forêt n'a pas été sur-exploitée. D'importantes réserves de pétrole et de gaz ont été découvertes. La ligne de chemin de fer trans-camerounaise devrait permettre la mise en exploitation de la bauxite de Minim Martap, un gisement qui serait l'un des plus importants du monde, partant de développer une industrie intégrée de l'aluminium.

Il devrait donc y avoir suffisamment de ressources nouvelles pour corriger le chômage qui est la principale faiblesse de l'économie camerounaise.

L'appareil étatique

Continuité du pouvoir jusqu'en 1982, mais trois formes constitutionnelles distinctes:

- 1) Du 1er janvier 1960 à février 1961, République unitaire (sur le territoire du Cameroun français).
- 2) Octobre 1961-mai 1972, Fédération du Cameroun français et de la partie méridionale du Cameroun britannique. Il y a deux Etats fédérés, avec chacun un gouvernement et une assemblée, chapeautés par un gouvernement et un parlement fédéral. Le président fédéral détient la réalité du pouvoir; il pousse néanmoins à la création d'un Etat unitaire, car le système fédéral serait trop coûteux.
- 3) République unie du Cameroun.

A travers ces différents systèmes constitutionnels c'est toujours le président Ahmadou Ahidjo qui détient le pouvoir d'une main de fer. D'abord avec l'aide de l'armée française qui a écrasé le soulèvement UPC, puis en s'appuyant sur un appareil de services de sécurité redouté.

La coercition politique est la caractéristique de ce régime qui coopte certaines personnalités politiques, pas forcément les plus populaires, qui engage des technocrates mais qui ne dépend finalement de l'appui de personne. Toute velléité d'opposition est écrasée.

Un régime qui probablement ne se serait pas maintenu, s'il n'avait d'importants succès à son actif. Réussite économique, même s'il reste de nombreux déshérités. Unification des deux Cameroun. Affermissement du sentiment national dans un pays où les conditions de départ étaient particulièrement défavorables.

Il n'empêche que la combinaison du libéralisme économique et de la coercition politique laisse une impression ambiguë.

En 1982 Ahidjo, apparemment pour des raisons de santé, démissionne au profit de Paul Biya, un sudiste; en 1983 il tente vainement de reprendre le pouvoir. L'appareil étatique est secoué par une grande instabilité sous-jacente.

LA CENTRAFRIQUE

Groupements ethniques et régionaux

Les deux groupements ethniques les plus nombreux sont les Baya (30%) et les Banda (24%). Les Mbaka, 6% de la population, sont très présents dans l'élite politique; les Bokassa, Dacko, Boganda appartiennent à cette ethnie au sein de laquelle l'administration coloniale recrutait beaucoup de ses agents.

Les groupements ethniques avaient été trop déstructurés par l'esclavagisme, le travail forcé, le portage, les enrôlements dans l'armée française pendant les deux guerres mondiales, pour constituer une véritable force. Le sentiment ethnique est néanmoins exploité dans les rivalités internes de l'élite.

Les classes sociales

Selon les statistiques de la banque mondiale, 88% de la population active travaillerait dans l'agriculture tandis que la population urbaine représenterait 41% de la population totale. Ces deux taux paraissent inconciliables.

Une chose est certaine: la très grande majorité de la population vit très mal d'une agriculture peu développée tandis qu'une toute petite élite suit les traces de la grande et petite bourgeoisie coloniale française.

Les extravagances de l'élite centrafricaine seraient-elles une fuite devant la misère de la condition rurale? L'Africa Contemporary Record (1) avance cette intéressante hypothèse à propos de l'empereur Bokassa. La misère, Bokassa l'a connue: son père avait été fusillé par l'administration coloniale à cause de ses sympathies pro-allemandes; sa mère, de désespoir s'était suicidée; à 6 ans il était orphelin. D'autres après une telle expérience auraient haï les Français. Bokassa choisit de les imiter. Promu capitaine en Indochine, il pourrait s'estimer arrivé; mais il reste susceptible, se demande toujours s'il est bien traité avec les égards dus à son rang. Chef d'Etat, il est encore obsédé par les questions de statuts: de colonel, il se fait général, maréchal, empereur... Dans son fantasme napoléonien enfin, il est à l'abri du mépris et des humiliations, aussi éloigné que possible de la misère centrafricaine...

L'étude de la mentalité et de la personnalité de base du colonisé permettrait certainement de mieux comprendre le comportement de certaines élites.

Les partis

Le Mouvement d'évolution sociale en Afrique noire (MESAN) est le grand parti de l'indépendance. Fondé par Barthélémy Boganda, il avait su mobiliser les populations de l'Oubangui-Chari par la vision d'un avenir régional en étroite association avec la France. Le morcellement de l'Afrique équatoriale étant devenu inévitable, Boganda, en tant que premier ministre du gouvernement d'autonomie interne, s'appréta à diriger l'Etat indépendant quand, en 1959, il perdit la vie dans un accident d'avion. Un des ses parents, David Dacko, lui succéda à la tête du MESAN dont il fit un parti unique.

Le déclin du MESAN se poursuit sous Bokassa, un autre parent de Boganda, à tel point que Dacko remis en selle par l'intervention des parachutistes français, fondera un nouveau parti.

Après la chute de Bokassa, il y a autant de partis que de personnalités aspirant au pouvoir:

-Union démocratique centrafricaine (David Dacko)

-Libération populaire centrafricaine (Ange Patassé)

-Parti républicain du progrès (Henri Maidou)

-Rassemblement du peuple centrafricain (Sylvestre Bangui)

-Mouvement pour la démocratie et l'indépendance (François Guéret)

-Front populaire de l'Oubangui (Abel Goumba).

Seul le dernier parti présente un véritable changement. Abel Goumba ne s'était pas compromis avec les régimes précédents. Avant l'indépendance il avait essayé de s'opposer à David Dacko, mais celui-ci, soutenu par la France, avait dissous son Mouvement d'évolution démocratique d'Afrique centrale, créé en opposition au MESAN. Le parti rassemble les vrais opposants au régime Bokassa, les étudiants et les écoliers en particulier.

Aux élections présidentielles de 1981, Abel Goumba n'obtendra que 2% des voix. David Dacko, qui montre de nouveau son penchant pour le parti unique, l'emporte de justesse avec un peu plus de 50% des voix, tandis que son principal rival, Ange Patassé rassemble 38% des suffrages.

Rapports avec autrui

La relation avec la France est empreinte d'ambiguïté.

Boganda rêvait des Etats-unis d'Afrique latine qui auraient réuni dans un même ensemble lié à la France, les anciennes colonies françaises,

belges, portugaises et espagnoles.

Dacko est un fidèle de la France.

Bokassa a des velléités d'indépendance: en 1968, il expulse les compagnies minières françaises qui exploitent le diamant; il boude les grandes organisations régionales francophones, l'Organisation commune africaine et malgache, l'Union douanière d'Afrique centrale; il réclame une plus grande autonomie monétaire et menace de se retirer d'Afrique; en 1973 l'ambassade de France, qualifiée de "cinquième colonne", est désignée à la vindicte populaire; en 1974 des entreprises françaises sont nationalisées...

Et pourtant: chaque incident ou presque se termine par une promesse d'augmentation de l'aide française, une aide qui va non seulement à des projets de développement mais également au financement d'une bonne partie du budget ordinaire, voire au paiement des traitements des fonctionnaires quand les caisses sont vides du fait de l'incurie des gouvernants.

N'est-il pas un ministre français, de la coopération de surcroît, pour justifier la farce du sacre? Et un président de la République qui se commet personnellement avec Bokassa?

Tant de générosité, de patience d'indulgence et de complaisance étonnent: les entreprises françaises en Centrafrique ne constituent pas un intérêt prépondérant; les diamants et l'ivoire ne sont pas des produits stratégiques; quant à l'uranium il n'est pas encore exploité.

Probablement la France veut-elle simplement éviter des désordres en Centrafrique qui auraient des répercussions sur des voisins tels que le Cameroun, le Tchad, le Congo, le Zaïre. Le renfort du soutien français à la Centrafrique siltôt après l'arrivée des troupes libyennes à Ndjamena, semble confirmer cette thèse. On s'interrogera alors sur le rôle d'une grande puissance qui prolonge un pouvoir dément; un rôle que l'intervention des parachutistes français, impudente et tardive, ne disculpe pas.

Une autre explication pourrait être l'Afrique du Sud qui a su profiter de l'instabilité de Bokassa pour poser quelques solides jalons et se poser ainsi en rivale potentielle.

Base écologique, démographique et économique

Le pays se trouve au plein centre de l'Afrique, comme son nom l'indique, il se présente sous l'aspect de plateaux situés entre 600 et 900 mètres reliant la zone soudanaise au bassin du Zaïre-Congo. Paysage de savanes et, dans le sud-ouest, de forêts tropicales. Moins de 5% de la surface du pays sont cultivés. Pays sous-peuplé: deux millions d'habitants pour une superficie de 623 000 km², soit une moyenne de 3 habitants par km².

Ressources particulières: des mines de diamants; des gisements d'uranium et de fer; lorsque ceux-ci seront exploités, les revenus du pays devraient augmenter considérablement.

L'enclavement est un gros obstacle: la voie normale pour les exportations est le fleuve de Bangui à Brazzaville, puis le chemin de fer Congo-Océan jusqu'au port de Pointe-Noire (1800 km).

Les principales exportations: diamants, café, bois, coton, ivoire et tabac. A l'indépendance, les cultures d'exportation et leur commercialisation sont en grande partie dans les mains d'étrangers. Bokassa facilite l'accès des nationaux aux richesses du pays; mais bientôt l'ensemble de l'économie souffre de la mauvaise gestion étatique.

Le PNB, 290 dollars, comme celui de Madagascar, reflète mal la condition misérable de la majorité de la population; il en va de même du taux de croissance légèrement positif pour la période 1960-1979.

L'appareil étatique

"Un pays dirigé de l'étranger, financé par l'étranger, servant des intérêts étrangers et défendu par des troupes étrangères" telle est la définition qu'en donne Reinhold Meyer (2).

Assurément la dépendance combinée avec la faiblesse de l'élite, quantitative et qualitative, sont des caractéristiques déterminantes.

-De l'indépendance à 1965, le régime Dacko ne montra aucune volonté de redresser les déséquilibres du pays. Peut-être n'a-t-il pas les moyens humains de le faire. Une néo-bourgeoisie s'installe confortablement dans l'appareil étatique laissé par l'administration coloniale.

-De 1966 à 1979, pendant 14 ans Jean Bedel Bokassa imprime à l'appareil étatique sa personnalité tumultueuse.

L'année 1976, par exemple, est marquée par: deux tentatives de coup d'Etat, une tentative d'assassinat, huit remaniements ministériels, la conversion de Bokassa à l'Islam et sa reconversion au catholicisme, la formation d'un conseil révolutionnaire suprême, dissous peu après, et une réorganisation du parti.

Comment un tel régime a-t-il pu se maintenir si longtemps? Sans doute parce qu'il ne suscite guère d'opposition. Contrairement à Idi Amin en Ouganda, Bokassa ne doit pas décimer des ethnies particulières ou anéantir certaines couches de l'élite pour garder le pouvoir.

L'armée encadrée par des officiers français reste la grande muette. Bokassa a d'ailleurs l'habileté de ne pas la mêler aux sales besognes: quand le port obligatoire de l'uniforme scolaire (confectionné dans une

entreprise de la famille Bokassa) provoque la révolte des collégiens, ce sont des troupes zaïroises qui interviennent, l'armée centrafricaine reste consignée dans ses casernes à l'abri de toute contagion.

L'élite, elle, se dispute la faveur de pouvoir collaborer avec le régime. David Dacko, le président renversé, devient en 1976 le principal conseiller impérial; trois anciens premiers ministres de Bokassa se retrouvent dans le deuxième régime Dacko.

Ce sont finalement les jeunes, écoliers, étudiants, enseignants qui oseront monter aux barricades. Si la mort de quelque 200 d'entre eux n'avait été dénoncée par Amnesty International, au grand embarras de la France, leur sacrifice eût été vain.

-Sous le deuxième régime Dacko (1979-1981) une volonté populaire indépendante commence à se manifester. Sous la pression des étudiants et des syndicats, le gouvernement doit écarter certaines personnalités trop compromises dans l'ancien régime, le président Dacko est contraint de faire exécuter les sentences de mort prononcées contre les grands criminels de l'ancien régime (certains sont des parents du nouveau président) etc.

Mais cette couche montante est encore trop fragile pour s'imposer. En 1981, dans un coup d'Etat par consentement mutuel, le président Dacko remet le pouvoir au général Kolingba.

Notes

- 1) Africa Contemporary Record, 1977-78, B 530
- 2) Reinhold Meyer, Politisches Lexikon Afrika, p. 449

LE CONGO

Groupements ethniques et régionaux

Une cinquantaine d'ethnies pour une population d'un million et demi d'habitants: sans doute la faible densité de la population a-t-elle favorisé les particularismes ethniques. Trois groupes régionaux retiennent particulièrement l'attention:

- 1) les nordistes (Mbochi et Kouyou); prédominants dans les cadres de l'armée, depuis que celle-ci a pris le pouvoir, ils sont le groupe le plus influent du pays, bien qu'ils ne constituent que 13% de la population;
- 2) les centristes (Bakongo et Lari) chez qui l'administration coloniale avait recruté de nombreux fonctionnaires;
- 3) les citadins des villes du Sud, Brazzaville et Pointe Noire, où il y a une forte présence bakongo.

Les classes sociales

Le Congo a le taux d'urbanisation le plus élevé de l'Afrique au sud du Sahara: 45%. Une structure héritée de la période coloniale, quand Brazzaville était la capitale de l'Afrique équatoriale française et Pointe Noire son port.

Le Congo présente d'autres singularités: il est le pays africain qui a le moins de paysans (35% de la population active); il a même moins de paysans que de gens travaillant dans les services; il a enfin le record de l'emploi industriel.

En dépit de cette structure économique particulière, la stratification sociale semble être la même que dans les autres pays d'Afrique. Le facteur ethnique occupe une grande place dans le discours politique des Congolais. Mais derrière le paravent ethnique, ce sont souvent des rivalités de classe et de région qui s'expriment. Par exemple, quand le président Nguabi menace de réduire de trois quarts le nombre des fonctionnaires, il s'attaque à la classe bureaucratique et à un déséquilibre hérité de l'Etat colonial. Mais comme le président est un nordiste et que les fonctionnaires sont très souvent des Bakongo, ceux-ci défendent leur intérêt de classe en faisant appel à la solidarité bakongo contre les gens du Nord.

Les fonctionnaires sont pléthoriques. Les paysans constituent 35% de la population active et les ouvriers 26%.

Le parti

Les partis qui s'étaient constitués pour conquérir l'indépendance ont définitivement disparu lors des "Trois glorieuses", la grande insurrection populaire qui, les 13, 14, et 15 août 1963, avait balayé le régime autoritaro-libéral de l'abbé Fulbert Youlou.

Tout portait le Congo vers le socialisme. Un passé colonial très dur, caractérisé par le travail forcé, l'abandon du pays à la coupe réglée des intérêts privés, les exactions de la construction du chemin de fer Congo-Océan (20 000 victimes); les taux d'urbanisation et de scolarité déjà élevés à cette époque. En tout cas, dans l'effervescence de cette mi-août 1963, l'inspiration est socialiste, surtout chez les jeunes particulièrement actifs lors de ces événements.

Le Mouvement national de la révolution, le parti issu des journées d'émeute, sous la pression des jeunes et de quelques marxistes avertis, adopte le socialisme scientifique. Mais Aphonse Massemba-Débat, l'homme qui émerge à la tête de l'Etat, n'est pas un doctrinaire. Il utilise plutôt le parti et le discours socialiste pour canaliser les débordements révolutionnaires. Les tensions entre la gauche et la droite déboucheront en 1968 sur l'épreuve de force: Massemba-Débat est déposé à l'amiable, le major Marien Nguabi devient chef de l'Etat. Désormais l'armée est aux commandes.

D'emblée, les militaires congolais gouverneront en collaboration avec les civils et s'appuieront sur un parti politique, le Parti congolais du travail (PCT).

Marien Nguabi prend son socialisme scientifique au sérieux, il veut faire du PCT un parti d'avant-garde pour une vraie révolution. Mais son entreprise est vouée à l'échec. Car en dépit de son idéologie anti-impérialiste et anti-néo colonialiste, le Congo reste fortement dépendant économiquement de la France. Un exemple: l'exploitation de la potasse, en laquelle le gouvernement mettait de grands espoirs, se fait avec une participation congolaise de 15% seulement, le reste du capital émanant de milieux privés français. D'autres part, même s'il le voulait, le parti-Etat n'aurait pas suffisamment de cadres pour transformer la société. Nguabi reconnaît ouvertement son échec. Le parti selon lui se trouve dans un état de léthargie morbide, les cadres du parti n'aspirent qu'à devenir des bourgeois. Il précise: la révolution stagne parce que chacun est d'accord avec les décisions prises collectivement, mais en pratique chacun fait comme si ces décisions ne le concernaient pas; sur les 50 membres du comité central, 17 seulement seraient capables de faire la révolution.

En tant que chef de parti, Nguabi épure le PCT pour radicaliser la révolution; mais en tant que chef de l'Etat, comme son prédécesseur, il neutralise l'aile gauche du parti, par intégration ou élimination. Car il y a plus d'activiste que le chef du PCT. Ce sont spécialement les jeunes du parti, qui jusqu'à l'avènement des militaires disposaient de milices entraînées par les Cubains; et proches de l'organisation de

jeunesse, des politiciens dont on ne sait si le radicalisme correspond à un projet de société ou s'il masque la défense d'intérêts ethniques ou des rivalités au sein de l'élite (par exemple Anga Diawara qui après une tentative de coup d'Etat prendra le maquis et périra quelques mois plus tard sous les balles gouvernementales). Quant aux syndicats, théoriquement indépendants, ils sont reliés à la structure du parti par leurs dirigeants. Ce qui ne les empêche pas à l'occasion de manifester un dynamisme contestataire.

Après l'assassinat de Nguabi, le PCT se perpétuera sous ses deux successeurs. Avec le colonel Joachim Yhombi-Opango, un président moins dogmatique et plus militaire, le parti semblait voué à un certain effacement. Mais une année plus tard le major Denis Sassou-Nguesso accédait à la tête de l'Etat et gouvernait en s'appuyant apparemment sur l'aile gauche du parti.

Rapports avec autrui

Le Congo multiplie les échanges de visite avec les pays communistes, Union soviétique, pays de l'Est européen, Chine. Ces liens lui vaudront quelques projets de coopération intéressants. Mais cela ne saurait remplacer les relations économiques et la coopération françaises. Et moins encore l'appartenance à la zone franc.

En 1975, la connexion avec le camp marxiste aura des répercussions significatives quand le Congo accepte d'être le relais logistique de l'intervention soviéto-cubaine en Angola, au moment où le MPLA doit affronter, simultanément, la guerre civile et l'invasion sud-africaine.

En Afrique, seules les relations avec le voisin zaïrois sont empreintes de méfiance réciproque. Les relations avec les pays socialistes sont particulièrement chaleureuses.

La France est traitée avec le respect que l'on voue au principal partenaire économique. En dépit des profondes différences idéologiques un modus vivendi a pu être préservé dans les relations d'Etat à Etat. En revanche, les rapports avec le secteur privé français, qui est prédominant au Congo, sont plus difficiles. Dans ce pays en constante ébullition, il est arrivé aux investisseurs français de prendre peur; les conséquences économiques malheureuses obligeant le gouvernement à intervenir rapidement pour les rassurer. Peu avant sa mort, Nguabi avait accusé certaines entreprises françaises de vouloir étrangler le Congo; l'exploitation pétrolière se heurtait à des difficultés techniques inattendues et les entreprises associées à l'exploitation de la potasse avaient décidé de fermer la mine à la suite d'une inondation qui s'ajoutait à des difficultés techniques et à de mauvais rendements; par la suite le Congo obtint une indemnisation de l'Etat français pour la débâcle de la potasse.

Un reproche fait au président Yhombi-Opango était d'entretenir des relations trop étroites avec la France. Son successeur, Sassou Nguesso, les resserrera davantage: peu de temps après son accession au pouvoir, il accepte de participer au sommet franco-africain, il ne proteste pas trop contre l'intervention militaire française en Centrafrique, et il fait des démonstrations d'amitié aux deux plus fidèles alliés de la France en Afrique: les présidents Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire et Bongo du Gabon. A Paris on déclare que jamais depuis 1963 les relations n'avaient été aussi bonnes.

Base écologique et démographique

A partir d'une fenêtre de 160 km sur la côte Atlantique, un territoire-corridor de 1200 km menant vers la Centrafrique et le Tchad, enlevé à l'arraché par la France à ses rivaux belge et allemand au temps du partage colonial.

342 000 km² bien arrosés, des ressources naturelles variées: forêt équatoriale sur la moitié du territoire, voies d'eau navigables, mines, pétrole.

Un million et demi d'habitants, très faible densité de 4 habitants au km². Et encore, une bonne moitié de la population est concentrée dans le tiers méridional du pays.

Religions: chrétiens (un peu plus de 50%); animistes.

Base économique

Grâce à la variété et à l'abondance de ses ressources, le Congo jouit d'un revenu par tête d'habitants relativement élevé (630 dollars). Mais il s'agit d'une richesse basée sur une économie d'extraction, dépendante de l'étranger, hautement vulnérable.

En fait la structure qui était celle de l'économie coloniale subsiste. Les déséquilibres se sont même accentués: exode rural, déclin de l'agriculture et secteur des services hypertrophié.

Seuls 2% des terres arables sont cultivées. La faible densité de la population n'est pas favorable au développement agricole. Le gouvernement a essayé d'augmenter la production en créant des coopératives et des fermes d'Etat; aucune de celles-ci n'est rentable. La production alimentaire, déjà déficitaire a diminué. Le bois, qui avant la découverte du pétrole fournissait les trois quarts des recettes d'exportation, est exploité principalement par des entreprises françaises; il est exporté surtout sous forme de bois brut.

Le secteur industriel globalement s'est développé rapidement. Mais rares sont les entreprises d'Etat qui soient rentables. Une partie du revenu pétrolier est consacré à l'assainissement des entreprises du secteur public.

L'appareil d'Etat

Au-delà des structures du parti et de l'Etat, très souvent remaniées, la réalité du pouvoir est clairement dans les mains d'une petite élite à forte prépondérance nordiste: échelons supérieurs de l'armée, bureau politique du parti, dirigeants des mouvements de jeunesse. Les travailleurs et les paysans n'ont ni représentation ni pouvoir. Nguabi lui-même le dit: l'élite est coupée des masses.

Au sein du petit groupe dirigeant, la contestation et les rivalités ouvertes sont tolérées. Cet entourage remuant oblige le chef de l'Etat à réajuster l'équilibre des forces. Limogeages, promotions et disgrâces se suivent à un rythme accéléré. Les subtilités des dosages amènent parfois le chef de l'Etat à s'entourer d'apparences contraires à ses visées réelles. Ainsi le président Nguabi ne s'est jamais entouré d'autant de gauchistes que lorsqu'il désarmait les milices de gauche; quand il voulut radicaliser la révolution, il ouvrit le gouvernement à des personnalités qui n'étaient pas membre du parti; plus tard le président Sassou Nguesso fera une politique d'amitié avec la France en s'appuyant sur la gauche.

Tout l'appareil d'Etat est marqué par les conduites effervescentes. Presque chaque année depuis 1963 a été marquée par son lot de tentatives de coups d'Etat, réussis ou manqués, de procès retentissants et de ténébreuses affaires.

Certaines personnalités font un incroyable va-et-vient entre le pouvoir et la prison; des condamnations pour des délits accablants finissent souvent par une amnistie et des réhabilitations. En général l'élite régle ses comptes sans verser son sang. Les exécutions, et il y en a relativement peu pour des régimes aussi agités, touchent des inconnus. Deux exceptions notables cependant: en 1973, la mort les armes à la main d'Ange Diawara, une personnalité de gauche qui avait pris le maquis après une tentative manquée de coup d'Etat; et surtout, en 1977, l'assassinat du président Nguabi, suivi d'une série d'exécutions -dont celle de l'ancien président Massemba-Débat- et par l'assassinat du cardinal Blayenda. Deux événements qui continueront longtemps à peser sur les rapports internes de l'élite.

Le socialisme scientifique est surtout un discours à travers lequel l'élite règle ses querelles. L'écart entre l'idéologie officielle et les réalités du pays est très grand.

LA COTE D'IVOIRE

Groupements ethniques et régionaux

La population ivoirienne est composée de quelque soixante groupes ethniques. Plusieurs d'entre eux sont coupés du reste de leur peuple par les frontières.

Si les Baoulé, l'ethnie du président Houphouët-Boigny, se sont imposés, cela est dû moins à leur importance numérique qu'à leur situation géographique: dans la région du centre et du Sud propice aux plantations de café et de cacao. Pour conquérir le pouvoir, Houphouët-Boigny, qui était le chef des Baoulé, ne s'est pas ligué avec les autres ethnies relativement riches du Sud et du centre; il a formé une alliance personnelle avec un peuple du Nord, les Sénoufo, dont le chef l'avait adopté plus ou moins mystiquement.

Par d'adroits dosages, le premier président ivoirien s'est efforcé de gouverner avec tous les groupements ethniques. Ce qui l'a amené souvent à consacrer en fait ce même tribalisme qu'il condamnait en paroles. Ainsi après le succès des "technocrates" contre les notables du parti aux élections de 1980, le président "régionalise" le gouvernement.

Des soulèvements se sont produits à l'Est du pays où il y a une nostalgie du royaume Sanwi, au Nord chez les Malinké, et dans les forêts du centre chez les Bété.

Les classes sociales

Le parti unique ivoirien se présente lui-même comme un ensemble complexe de travailleurs, ouvriers et paysans, de propriétaires terriens, de chefferies, de fonctionnaires et de commerçants. Un large éventail.

Avec 79% de la population active travaillant dans l'agriculture (un taux supérieur à la moyenne) les paysans sont prépondérants. L'importance de leur rôle est reconnue: le président ne s'est-il pas donné le titre de "premier paysan de Côte d'Ivoire". On distinguera néanmoins parmi ceux-ci les 2 700 000 Africains non ivoiriens (un tiers de la population) qui appartiennent en grande partie à un prolétariat rural, les paysans traditionnels et les planteurs riches et moins riches. Ce sont ces derniers qui ont marqué le plus fortement le destin de la Côte d'Ivoire: d'abord en mobilisant les ivoiriens contre le travail forcé imposé par les autorités coloniales en faveur des planteurs français (ce qui était pour eux non seulement une atteinte à la dignité humaine mais également une concurrence déloyale), puis en renonçant à la confrontation avec la France, pour éviter la création d'une situation révolutionnaire qui aurait pu être préjudiciable à leurs intérêts.

Un des taux d'urbanisation les plus élevés de l'Afrique au sud du Sahara (38%) reflète la vigueur de la croissance économique. Le dépeuplement des campagnes a été compensé par une forte immigration en provenances des pays voisins.

La prospérité a permis à certaines catégories de l'élite de s'enrichir rapidement. La haute bourgeoisie ivoirienne vit ostensiblement dans le luxe. Le président qui a des demeures somptueuses à Abidjan, Yamoussoukro, Paris et Genève, qui se vante à la télévision de ses comptes en banques suisses, tempête souvent contre la corruption, mais il faudra attendre 1977 pour qu'il commence à sévir sérieusement. La bourgeoisie est choyée par le régime. Par exemple le budget de l'Etat a été délibérément gonflé pour permettre l'intégration de la jeune élite. La stabilité politique est à ce prix, dit-on volontiers en Côte d'Ivoire.

Il faut parler enfin des Français. En 1980, ils étaient 65 000, soit quatre fois plus qu'au moment de l'accession à l'indépendance. La plus grande partie d'entre eux n'émargent pas au budget français de la coopération, mais à ceux de l'Etat ivoirien et des sociétés de droit privé. Bien payés, ils font des économies et peuvent rapatrier quelque deux cent millions de dollars par année, estimait-on en 1980. Les Ivoiriens ont montré à de nombreuses reprises leur impatience devant les lenteurs de "l'ivoirisation", c'est à dire le remplacement progressif de la main-d'oeuvre européenne par des Ivoiriens. Mais le président tient bon: il a besoin des Français pour faire marcher son pays, dit-il. Mais au prix de quelles distorsions? Un exemple: on a observé que l'indice des prix de la consommation africaine augmentait plus rapidement que celui de la consommation européenne... A plusieurs reprises des Européens ont été molestés. Pourtant ce sont les étrangers du bas de l'échelle sociale, Voltaïques, Guinéens, etc., qui ressentent le plus durement la xénophobie.

Le parti

On a pu dire du Parti démocratique de Côte d'Ivoire qu'il était une sorte de chambre des Lords. L'image souligne que le parti est quelque peu détaché de la structure du pouvoir et que les hommes vénérables du passé y sont nombreux à des postes de responsabilité. Au gouvernement et aux postes clés de l'administration, Houphouët-Boigny a placé des hommes instruits; les vieux barons sont dans la hiérarchie d'un parti organisé selon une structure ethnique et régionale. Cette dualité n'a pas manqué de créer des tensions dans les régions entre les notables du parti, les préfets représentant le gouvernement "technocratique" et les fonctionnaires et ministres qui avaient été encouragés à quitter leurs bureaux climatisés d'Abidjan pour s'intéresser au développement de leur région. Après les premières élections démocratiques, celles de 1980, des députés émancipés de la vieille garde du parti vinrent encore brouiller les cartes dans les campagnes. Le président doit préciser que les préfets représentent le gouvernement, les secrétaires généraux le parti, tandis que les députés sont les représentants élus des citoyens;

mais il doit reconnaître qu'il y a une certaine confusion à propos de leurs tâches respectives.

On peut distinguer trois phases dans l'histoire du PDCI:

1) de 1947 à 1960, parti de masse militant et internationaliste. A l'Assemblée nationale française il était apparenté au parti communiste puis au parti de François Mitterand. Il était à la pointe de la lutte contre le colonialisme français en Afrique de l'Ouest. L'indépendance fut l'aboutissement d'une remarquable mobilisation politique du peuple ivoirien.

2) de 1960 à 1980, après avoir choisi l'intérêt national plutôt que le rassemblement africain et avoir renoncé au militantisme, le PDCI s'est peu à peu vidé de sa substance par manque de démocratie. Les listes uniques du parti aux élections parlementaires passent sans coup férir avec des majorités de 99% et des participations électorales de 99,6%.

3) dès 1980 le parti semble reprendre vie. Aux élections parlementaires, pour la première fois il y a plus de candidats que de sièges. Sur 80 députés sortants, 27 seulement sont réélus. Il apparaît vite que la nouvelle assemblée est plus indépendante. En fait les jeunes technocrates ont réussi à investir la coque vide du vieux parti. La tournure prise par les événements semble avoir surpris le président qui fait abroger par le parlement sortant la loi faisant du président de l'assemblée son successeur.

Rapports avec autrui

La Côte d'Ivoire est fortement dépendante de la France. Une dépendance que symbolise la base militaire de Port Boué mais qui a sa réalité principale dans le domaine de l'économie. 40% des investissements sont français. Ils sont rapatriés rapidement, grâce à un code des investissements généreux, sous forme de profits. 15% du PNB sortent ainsi du pays. En 1978, selon Frank Tensille, 60 000 Européens se partageaient 60% du revenu national tandis que sept millions d'Ivoiriens s'en répartissaient 30%.

En politique étrangère la Côte d'Ivoire est le chef de file du groupe des modérés. Elle a pris trois options qui se sont révélées perdantes: Moïse Tschombé, le Biafra et le dialogue avec l'Afrique du Sud.

Base écologique et démographique

Rectangle de 322 000 km² taillé arbitrairement de la côte vers les forêts et les savanes du Nord sans prise en considération de la carte ethnique. Disparités régionales entre le tiers méridional prospère et le reste du pays moins favorisé.

La Côte d'Ivoire, grâce à une croissance soutenue, a le revenu par tête d'habitant le plus élevé en Afrique au sud du Sahara après le Gabon et l'Afrique du Sud. Cela en dépit du taux d'accroissement de la population le plus élevé (5,5%).

8,2 millions d'habitants. Densité moyenne.

Religions: animistes (85%) musulmans et chrétiens.

Base économique

La prospérité du pays s'est établie sur la base d'une agriculture de plantation, de l'exploitation des ressources naturelles, du développement d'un capitalisme de type libéral et de grands travaux d'infrastructure tels le port de San Pedro et le réseau routier. Un couda des investissements généreux a attiré des entreprises étrangères.

En dépit de l'idéologie libérale, l'Etat intervient, en douceur, notamment par le biais de participation. Tent et si bien que le plus gros propriétaire terrien, le plus gros industriel et le plus gros commerçant du pays, c'est l'Etat ivoirien.

En ce qui concerne la croissance, la Côte d'Ivoire est un des grands succès du continent africain. Pourtant la voie ivoirienne suscite de nombreuses critiques. Ce serait le type même de la croissance sans développement.

Constatons du côté positif le relèvement général du niveau de vie, l'édification d'une infrastructure fort importante, l'amélioration des équipements sociaux; constatons encore que l'économie a remarquablement bien résisté aux aléas de la conjoncture internationale.

Parmi les faiblesses du système on relèvera les projets de prestige dont l'utilité est faible ou nulle, le massacre de la forêt, les disparités régionales et sociales, la dépendance à l'égard de la main-d'oeuvre et de la technologie étrangères, la balance des paiements, l'endettement et la corruption.

L'appareil étatique

"Aucune rupture entre le système colonial et l'administration nouvelle, mais une transition souple appuyée sur l'ancienne puissance de tutelle", constatent Bourges et Wauthier... "Le processus néo-colonial qui s'ensuit représente à bien des égards un schéma d'épuration: une fois portée au pouvoir par le mouvement de masse, l'élite utilisera l'appareil d'Etat pour réaliser son accumulation de capital" écrit Frank Tenaille...

Souvent décrit comme le type même de l'Etat néo-colonial (à tort d'ailleurs, car ses caractéristiques ne sont pas uniques), le système ivoirien enthousiasme ou agace, mais il donne rarement lieu à des interprétations serelines. Il n'est en tout cas ni le modèle de libéralisme politique et économique, ni le haut lieu de l'injustice sociale et de l'exploitation néo-coloniale que présentent certains. La Côte d'Ivoire est un défi pour la raison: un système plein de défauts qui a mieux réussi que la plupart des autres pays africains. Comment le saisir?

C'est peut-être le paternalisme présidentiel qui caractérise le mieux cet Etat. Tout repose sur le président. Pourtant Houphouët-Boigny ne gouverne que par intermittence. Il s'accorde le luxe de longs séjours à l'étranger. Le soin de la plupart des affaires, il le laisse à ses ministres. Mais il critique, comme s'il n'était pas responsable de l'état des choses, alors que rien ne se fait sans son accord. A la fois président et chef de l'opposition en quelque sorte.

Le pouvoir est détenu par une classe bourgeoise dont le président, lui-même un grand bourgeois, favorise l'essor et arbitre les rivalités. Etat, parti, économie sont accaparés par cette bourgeoisie avec le même enthousiasme.

Quand il y a malaise dans le pays, soit que les rivalités de l'élite mettent en danger la cohésion de l'Etat, soit que les abus de la bourgeoisie suscitent trop de mécontentement, ce n'est pas le parti qui s'en occupe, mais le président lui-même. Il organise alors des "dialogues" à l'occasion desquels les critiques peuvent être exprimées. Un "dialogue" avec l'élite dirigeante précède souvent le congrès du parti. Plus rarement Houphouët-Boigny se rend dans les régions pour écouter les doléances du pays profond.

Houphouët-Boigny, qui préfère la carotte, utilise l'appareil d'Etat pour intégrer les mécontents; s'il l'estime nécessaire, il emploie également le bâton. Au milieu des années 60 une centaine de personnalités, dont il ancients ministres, étaient en prison. Des complots plus ou moins fictifs ont servi de prétexte à des épurations. En 1980 les principaux sujets d'inquiétude d'Amnesty International sont les détentions sans jugement, la conscription forcée de syndicalistes et les mauvais traitements dans les prisons.

Pour les gens du peuple l'intérêt d'avoir un homme de la région dans

les hautes sphères de l'Etat est évident: Yamoussoukro, Jacqueville et Mbahlakro, les villes du président, du secrétaire général du parti et du ministre de la défense sont les collectivités les mieux équipées du pays.

Complots, soulèvements, agitation estudiantine et syndicale montrent que la stabilité politique est dynamique.

L'idéologie officielle est libérale, anti-communiste, anti-panafricaine, nationaliste.

L'ETHIOPIE

Groupements ethniques et régionaux

Les Amhara chrétiens avaient réussi à étendre leur domination sur quelque 80 peuples différents.

Après la révolution de 1974 des soulèvements ethniques ou nationaux se produisent dans tout le pays. Il est difficile de faire la part de ce qui est aspiration nationale véritable et de ce qui est résistance politique à la révolution marxiste-léniniste; en 1980, on retrouve des survivants du Parti révolutionnaire du peuple dans le Front de libération du Tigré et ceux du Meison dans le Front de libération oromo.

Les principaux groupements sécessionnistes sont les suivants:

-Erythrée. Cette région est habitée par 9 ethnies, proches de celles qui ont formé le noyau de l'Abyssinie (dont l'extension s'est faite dans le sens Nord-Sud). L'Erythrée est en majorité musulmane, le christianisme domine dans le reste de l'Ethiopie; la religion minoritaire, dans les deux camps, mobilise toutefois 40% d'adhérents.

La principale cause du particularisme érythréen est le passé colonial italien qui avait ouvert cette province beaucoup plus tôt que le reste de l'Ethiopie aux influences modernes. Du fait de leur niveau d'instruction supérieur, les Erythréens sont sur-représentés dans l'appareil étatique de tout le pays.

Dès 1890, les Italiens s'étaient installés en Erythrée; ils n'occupent l'Ethiopie elle-même que de 1936 à 1941. La défaite des fascistes met un terme au colonialisme italien. Les grandes puissances, puis les Nations-Unies hésitent sur l'avenir de l'Erythrée. Finalement, en 1950, les Nations-Unies décident que l'Erythrée sera fédérée à l'Ethiopie. Il s'agit donc d'une adjonction au territoire qui était celui de l'Ethiopie avant la deuxième guerre mondiale. La fédération devient effective en 1952. L'assemblée régionale élit à la tête de l'exécutif le chef de la tendance unioniste. En 1962, l'Assemblée érythréenne vote l'intégration pure et simple à l'Ethiopie.

La validité de ce scrutin est mise en doute par des Erythréens qui s'étaient regroupés dès 1958 dans un Front de libération de l'Erythrée et avaient commencé la lutte armée dès 1961. Le mouvement se scinde en deux, puis trois tendances qui en 1972 se battent à la fois entre elles et contre les forces éthiopiennes.

Profitant du chaos créé par la révolution, les nationalistes s'emparent de la plus grande partie du territoire; ils échouent de justesse devant Asmara, la capitale de l'Erythrée. Le Derg propose l'autonomie interne; les nationalistes ne veulent rien de moins que l'indépendance.

En 1978, les Ethiopiens lancent une grande offensive pour regagner le terrain perdu (les Cubains peu convaincus de la justesse de cette guerre refusent d'y participer).

Les deux camps étant également déterminés, la guerre paraît sans issue. En 1980 le Soudan et l'URSS essayent, mais en vain, de trouver un compromis.

-Le Front de libération du Tigré, la province qui jouxte l'Erythrée, coordonne son action avec celle des combattants érythréens.

-L'Ogaden. Dès 1960 la Somalie appuie le Front de libération de la Somalie occidentale. Après 1974, les Somali, profitant de la situation, accentuent la pression. En juillet 1977, l'armée somalienne franchit la frontière; quatre mois plus tard, elle contrôle toutes les régions parlant la langue somalienne. Grâce à une injection massive d'armes soviétiques, y compris des centaines de chars d'assaut et des avions de combat, grâce aussi à l'engagement direct de 16 000 soldats cubains, les Ethiopiens parviennent à retourner la situation. L'armée somalienne est mise en déroute.

-Le Front de libération oromo, dans le sud du pays, remporte des succès dans une place forte de la révolution. La réforme agraire avait été bien accueillie dans cette région où abondaient les grandes propriétés de type féodal. L'enthousiasme se transforme en hostilité quand le pouvoir révolutionnaire veut forcer la transformation des associations de paysans en coopératives.

-Le Front de libération des Afar est un mouvement qui se manifeste à proximité de la frontière somalienne.

Les classes sociales

Sous l'empire, une classe d'aristocrates-propiétaires terriens (l'Ethiopie traditionnelle connaissait la propriété privée du sol) assoit son pouvoir sur l'exploitation de la grande masse des paysans.

L'émergence d'une toute petite élite moderne suffit à déstabiliser l'ancien régime. Les premiers étudiants, les premiers fonctionnaires "modernes", les premiers ouvriers, aussi peu nombreux soient-ils, dès 1966, après le coup d'Etat manqué de la garde impériale qu'ils applaudissent, deviennent des foyers permanents d'agitation.

Cinq organisations de masse sont issues de la révolution: les associations de paysans, les associations de quartier, plus les habituelles organisations

de travailleurs, de femmes et de jeunes. Pourtant elles ne sont pas représentées dans le COPWE, l'ébauche du parti marxiste léniniste. Les militaires du Derg montrent ainsi leur volonté de ne pas partager le pouvoir.

Les partis politiques

Deux partis tentent d'imprimer leur direction au courant révolutionnaire: le Mel'son, ou mouvement socialiste pan-éthiopien, et le Parti révolutionnaire du peuple. Tout deux sont marxistes-léninistes, tout deux sont issus du mouvement étudiant; mais tandis que le Parti révolutionnaire refuse toute collaboration avec le Derg, un organe qu'il considère comme fasciste, le Mel'son est prêt à travailler, pour un temps en tout cas, avec les militaires; le premier est favorable à l'indépendance érythréenne, le second y est opposé. Ces divergences donnent lieu en 1977-78 à de terribles affrontements au cours desquels des milliers de jeunes gens perdront la vie. Le parti révolutionnaire lance la "terreur blanche", une campagne d'assassinats dirigée contre les personnes proches du Derg et de Mel'son. L'Etat révolutionnaire répond par "la terreur rouge", une contre-terreur si brutale que le Parti révolutionnaire est anéanti. Le Mel'son, très influent, doit bientôt disparaître dans la clandestinité: il était devenu trop évident qu'il profitait de sa place privilégiée au sein de l'appareil étatique pour mettre sur pied un parti de masse, capable de faire contrepoids aux militaires.

Le Derg suscite alors son propre mouvement, La flamme révolutionnaire; des soldats pro-soviétiques y prédominent. Tout semblait indiquer que ce mouvement allait prendre la direction du parti de masse, mais les officiers du Derg l'ont finalement écarté de la Commission pour l'organisation des masses.

La Commission pour l'organisation des masses CDPWE, trahit l'embarras du Derg, pressé par ses alliés des pays de l'Est de créer un grand parti prolétarien, alors que ses membres sont déterminés à garder le pouvoir. Le Derg temporise en multipliant les organes préparatoires à la création du parti.

L'Union démocratique éthiopienne, avec une alle armée dans le Tigré, rassemble ceux qui ont le courage de se battre pour l'ancien régime. Très vite elle est balayée de la scène intérieure.

Rapports avec autrui

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, Haïlé Sélassié s'appuie sur les Etats-Unis qui sont autorisés à établir une grande base militaire près d'Asmara et qui, en retour, l'aident à créer une des armées les plus fortes du continent.

La révolution marxiste-léniniste tout d'abord n'affecte pas cette alliance, les Américains accélèrent même leurs livraisons d'armes. Ce n'est qu'en 1976 que les Etats-Unis imposent un embargo sur les armes pour l'Ethiopie.

Les pays du bloc de l'Est sont vivement intéressés par cette révolution qui, en apparence du moins, a tant de points communs avec la révolution russe. Ils voient l'occasion de créer l'Etat communiste modèle de l'Afrique. Leur soutien est donc massif. En particulier ils ont déversé les équipements militaires et les soldats cubains qui ont empêché le démembrement de l'Ethiopie.

Base écologique et démographique

Avec trente et un millions d'habitants, l'Éthiopie est, après le Nigéria, le pays le plus peuplé du continent.

Son territoire de 1 222 000 km² se situe à des altitudes variant de 100 mètres au-dessous du niveau de la mer (près de Massawa) à plus de 4000 mètres pour les sommets dominant les Hauts-plateaux. Donc très grande variété de climats.

Le pays se présente comme une citadelle escarpée, les Hauts-plateaux, entourée par des territoires de faible altitude qui s'étendent jusqu'à la frontière somalienne (l'Ogaden) et à la mer Rouge (l'Erythrée).

Les ressources du sous-sol n'ont guère été explorées.

Base économique

En nationalisant les terres, agricoles et urbaines, de même que les maisons qui ne sont pas habitées par leur propriétaire, le gouvernement révolutionnaire a privé l'ancienne classe dirigeante de ses revenus. En 1970 plus de la moitié des terres agricoles appartenaient à la famille impériale, à l'Église et aux grands nobles; selon Stefan Brüne, 11 familles possédaient 95% des terrains d'Addis Abeba, la capitale. (1)

Malgré les désordres de la révolution, les guerres, la réforme agraire, le PNB aurait légèrement augmenté. Grâce surtout aux prix mondiaux favorables pour le café, la principale exportation.

L'économie éthiopienne est très peu ouverte aux marchés mondiaux. Les exportations ne représentent que 11% du produit intérieur brut. Seul un quart de la production agricole est commercialisé.

Le secteur industriel commençait seulement à se développer lorsque éclate la révolution; la production minière est insignifiante; le potentiel agricole paraît important, encore que beaucoup de terres cultivables soient soumises aux aléas des pluies irrégulières.

Le développement moderne de l'Éthiopie ne fait que commencer.

L'appareil étatique

L'empire est tellement sclérosé qu'il suffit d'une série de grèves, notamment au sein de l'armée, pour l'abattre. Il est vrai qu'au moment de la révolution, un vieillard de 80 ans, incapable de faire face à la situation bien que détenant tous les pouvoirs, le dirige.

La révolution modifie profondément les structures sociales: la réforme agraire donne le droit à toute famille d'exploiter 10 hectares de terre, mais elle est interdite d'engager des ouvriers agricoles; les salaires sont limités par un minimum et un maximum; la classe aristocratique et l'ethnie Amhara perdent leur suprématie. La révolution éthiopienne mérite bien son nom.

Sur un point, cependant, il y a continuité: les révolutionnaires se montrent aussi nationalistes que l'empire, la nation une et indivisible est défendue avec acharnement. Le slogan "l'Ethiopie d'abord" résume d'emblée cette attitude.

En 1974 le pouvoir tombe dans les mains (plus qu'il n'est pris) d'un "Comité de coordination des forces armées, de la police et de l'armée territoriale", rebaptisé quelques mois plus tard "Comité administratif militaire provisoire", plus connu sous le nom de Derg. Ce groupement s'était constitué pour obtenir la satisfaction des revendications qui s'étaient exprimées spontanément dans les rangs inférieurs de l'armée dès que le pouvoir impérial apparut vulnérable; chaque unité de l'armée y avait envoyé un représentant. Un groupe hétéroclite de quelque 120 personnes, en majorité des sous-officiers et des soldats représentant une grande variété de vues. Désemparé par la vague de grèves, le gouvernement impérial demande à ce Derg de l'aider à rétablir l'ordre; c'est ainsi qu'un groupe d'hommes venus dans la capitale pour discuter de la qualité de la soupe et de l'augmentation des soldes en vient à chasser certains ministres, puis le premier ministre, puis l'empereur... et à prendre la direction d'un grand pays en pleine ébullition.

La lutte pour le pouvoir au sein du Derg est féroce. Le premier porte-parole, le général Aman Andom, choisi pour sa popularité au sein de l'armée, est fusillé après deux mois. Son successeur, le général Teferi Bante, est tué en 1977, en plein conseil, dans une fusillade mettant aux prises deux tendances opposées. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam prend alors le dessus et consolide son pouvoir en faisant exécuter encore quelques-uns de ses camarades.

Le "drame" de la liberté humaine et des déterminismes de tout un pays, lors de périodes de grandes effervescences, peut se jouer dans des groupes très restreints. Marina et David Ottaway rapportent avec humour que les attachés militaires occidentaux croyaient sérieusement que les règlements de compte au sein du Derg n'étaient rien d'autre qu'une vendetta entre les anciens élèves de la très prestigieuse Académie militaire de Harar et les anciens élèves de l'Ecole militaire d'Holetta, moins bien cotée. Effectivement après 1977 pratiquement tous les anciens élèves d'Harar avaient été éliminés. Or les attachés militaires auraient pu voir tout aussi bien un affrontement ethnique: la plupart des élèves d'Harar étaient des Amhara et des Tigre, tandis qu'Holetta était plutôt réservée aux Galla. Ou encore s'agissait-il d'une lutte de classe? (2)

Dans leur lutte pour le pouvoir, les protagonistes doivent s'appuyer et s'opposer à des groupes extérieurs au Derg:

-Le général Andom, lui même un Erythréen, veut trouver une solution pacifique au conflit érythréen; il devient dangereux pour ses rivaux car il pourrait convaincre l'armée: il est abattu; une grande offensive sera lancée contre l'Erythrée.

-Le général Teferi Bante est partisan d'un rapprochement avec le Parti révolutionnaire du peuple, qui demande un gouvernement populaire: la liquidation du général et de ses partisans au sein du Derg ouvre la voie à "la terreur rouge" et à l'écrasement du parti populaire.

-Le lieutenant-colonel Mengistu Haïle Mariam, lui, s'appuie sur le Meï'son, dont il adopte le programme marxiste-léniniste. Mais dès que son pouvoir est consolidé, il fait exécuter les dirigeants du Meï'son capables de lui opposer un contre-pouvoir.

C'est ainsi que dans leur lutte pour le pouvoir et la survie, les dirigeants révolutionnaires doivent composer et s'opposer avec les forces en présence, emprunter et rejeter des idées ambiantes. Les Ottaway pensent que le Derg est devenu d'emblée révolutionnaire précisément parce que les révolutionnaires civils croyaient que des sous-officiers seraient incapables de faire la révolution. (3)

La révolution est si profonde sans doute parce qu'elle n'avait pas de plan pré-établi, parce qu'elle improvise: la liberté-décision des membres du Derg se définit en fonction de la liberté créatrice et du temps explosif de la société globale.

Purgé, réduit à une soixantaine de personnes (sa composition exacte n'est pas connue), le Derg en 1980 n'est en tout cas plus l'assemblée des délégués de chaque unité de l'armée. Il s'agit plutôt d'une oligarchie de militaires populistes. Les survivants, prennent les postes-clés de l'appareil étatique et du COPWE, l'ébauche du parti unique. Par contre les organisations de masse, qui mobilisent des groupes importants de la population, telles les associations de paysans et les associations de quartier, ne sont pas directement reliées à l'appareil étatique.

Le régime en place en Ethiopie reste donc bien en 1980 un régime militaire.

1) Stefan Brüne, Politisches Lexikon Afrika, p. 23

2) Marina et David Ottaway, Ethiopia, Empire in Revolution, Africana Publishing Company, Holmes and Meier Publishers, New-York-London, p. 131

3) Ibid. p. 10

LE GHANA

Groupements ethniques et régionaux

Nombreux groupements ethniques dont plusieurs sont coupés par les frontières.

Bien qu'aucun groupe ne soit numériquement dominant, les Ashanti, au centre, ont le poids particulier que leur confèrent une histoire de résistance à l'implantation coloniale, une organisation politique ancienne et la richesse économique. Ils constituent le noyau "conservateur" du Ghana.

Sur la côte les Fanti, Nzima, Ga, qui ont une tradition de résistance aux Ashanti, forment à travers les différents régimes la base "progressiste" de la vie politique.

Le Nord, moins développé économiquement et politiquement, joue le rôle d'arbitre électoral.

Les Ewe, qui ont mal accepté d'être divisés par le partage du Togo allemand, sont un facteur permanent d'instabilité, pour le Ghana aussi bien que pour le Togo.

Les classes sociales

Les agriculteurs qui représentent 54% de la population et produisent deux tiers de la production intérieure brut (le taux le plus élevé du continent) sont la classe négligée et exploitée. Est-ce parce que les perdants de la lutte pour le pouvoir avant l'indépendance, les conservateurs ashanti, sont des ruraux ? Le fait est que les classes urbaines, 36% de la population, se sont imposées au détriment des agriculteurs.

Nkrumah a cherché l'appui des défavorisés, Busia celui de la bourgeoisie. Cependant quelle que soit leur orientation, tous les régimes doivent composer avec les classes moyennes habiles à faire triompher leurs intérêts malgré leurs divisions. L'activisme des classes moyennes est remarquable: les commerçants, a-t-on dit, ont précipité la chute de Nkrumah; l'ordre des avocats mène la campagne contre l'idée du gouvernement d'union du général Acheampong et entraîne les étudiants et les ouvriers déjà actifs contre le régime Busia; les officiers supérieurs interviennent pour arbitrer les rivalités de l'élite; ils se divisent à leur tour; les cadres inférieurs de l'armée entrent alors en scène...

Les ouvriers, qui constituent 20% de la population active, à plusieurs reprises utilisent l'arme de la grève avec efficacité.

Les partis

Les divisions politiques apparaissent dès la période de lutte pour l'indépendance et se perpétuent sous divers noms à travers les différents régimes.

L'United Gold Coast Convention (UGCC) est fondée en 1947 déjà. Dirigée par des intellectuels réformistes, son slogan est "l'indépendance dès que possible." Nkrumah en devient le secrétaire général quelques mois après sa création et d'emblée il s'efforce de radicaliser le parti.

En 1949 Nkrumah fonde sur la gauche de l'UGCC le Convention People Party, CPP, dont le slogan est "indépendance immédiate". Ce nouveau parti devient le grand mouvement mobilisateur qui incite les Britanniques à envisager la décolonisation et qui remporte les différentes élections organisées par les autorités coloniales. L'union nationale cependant est moins grande que ne le suggèrent les résultats des élections coloniales. Certains politiciens de l'UGCC se sont alliés avec les chefs traditionnels pour tenter d'arrêter le CPP. Le tribalisme devient un élément important de la vie politique. C'est ainsi qu'apparaissent un National Liberation Movement, dirigé par le chef traditionnel des Ashanti et par le sociologue Kofi Busia, un Northern People's Party et un Togoland Congress.

Ces divisions risquent de retarder l'indépendance. Pour être efficace vis à vis de l'administration coloniale, le CPP doit s'imposer comme parti de masse; il faut qu'il pénètre les bastions électoraux de ses adversaires, et pour cela il joue le même jeu qu'eux : invoque les vieilles rivalités ethniques, suit la filière des antagonismes historiques, des querelles de lignages, etc., contribuant du même coup, avec toute l'efficacité de son organisation nationale, à raviver le tribalisme. Mieux organisé, le CPP l'emporte mais il reste confronté à une multitude de petits partis ethniques, menace potentielle dont il ne viendra jamais vraiment à bout, ni avant ni après l'indépendance, malgré les efforts de fusion autour de la personnalité charismatique de Nkrumah, malgré l'instauration du parti unique par référendum en 1964, malgré les manipulations et la coercition.

Quand les militaires qui ont renversé Nkrumah songent à passer le pouvoir aux civils, leur préférence va tout naturellement au Progressive Party de Kofi Busia. Le National Alliance of Liberals, étiquette sous laquelle réapparaissent certains éléments de droite du CPP, obtient néanmoins un cinquième des sièges. Le nkrumahisme est encore suffisamment présent pour inciter le pouvoir à disqualifier tous les politiciens qui avaient milité dans le CPP.

L'idée du "gouvernement d'union", lancée à la fin du deuxième régime militaire, était de dépasser les échecs successifs du monopartisme et du multipartisme par l'instauration de l'Etat sans parti. En fait il s'agit principalement d'un moyen qui permettrait à l'armée et à la police de rester présentes au centre du pouvoir où elles pourraient, au minimum, s'assurer de leur impunité pour les prévarications commises depuis le renversement du régime Busia. Devant la ferme opposition des classes moyennes, qui réclament la démocratie pleine et entière, ce projet échoue.

En 1979 quand les restrictions à la vie politique sont levées, 50 partis émergent. Sur la base du critère d'un minimum d'organisation nationale, 6 partis sont retenus. Parmi ceux-ci, le People's National Party de M. Hilla Limann, qui est l'héritier du CPP, et le Popular Front Party de M. Victor Owusu, qui lui est l'héritier de la tendance Busia. Deux jours avant les élections, le lieutenant Rawlings avait fait exécuter publiquement des officiers supérieurs "qui avaient déshonoré l'armée" pendant le régime militaire; sans doute est-ce la cause principale du faible taux de participation électorale. Cependant la répartition des sièges, 71 pour le PNP remportés dans les régions traditionnelles de Nkrumah et dans le Nord d'où est originaire M. Limann et 42 pour le PFP gagnés pour la plupart en pays ashanti, semble assez bien refléter les rapports de force politique du moment.

Rapports avec autrui

Première colonie d'Afrique noire à accéder à l'indépendance, le Ghana, à ses débuts, est très conscient de porter les espoirs de l'Afrique. "Les yeux du monde sont fixés sur nous" disait Nkrumah. D'où une politique étrangère très active au service de la libération de l'Afrique et le triomphe de ce que Nkrumah considère comme la juste voie vers le panafricanisme. Ce zèle internationaliste est mal compris par le peuple; les sommes énormes consacrées à des causes étrangères ont probablement contribué davantage à la baisse de popularité du régime que l'érosion des libertés individuelles.

Le gouvernement Busia entretient des relations particulièrement chaleureuses avec la Côte d'Ivoire. Busia se prononce pour le dialogue avec l'Afrique du Sud.

Tous les régimes de l'ère post-Nkrumah sont accaparés par le poids de la dette extérieure. Les pays créditeurs acceptent un rééchelonnement mais insistent pour que tous les engagements soient honorés. Le régime Acheampong en répudiant certaines dettes abusives de fournisseurs étrangers se taille un succès de popularité intérieure; la communauté financière internationale aura pourtant le dernier mot.

Paradoxalement, en 1980, l'endettement est moins grave que celui de la plupart des pays d'Afrique: grâce à sa mauvaise réputation financière, le Ghana s'est vu refuser les prêts à taux d'intérêt élevés que les banques accordent facilement pendant les années 70.

Base écologique et démographique

Le géographe Pierre Gourou voit dans le Ghana "la projection, en forme de rectangle colonial, du plus grand ensemble de comptoirs qui ait écumé la côte africaine. Pas moins de 26 comptoirs pour les 300 km du rivage ghanéen." Découpage artificiel, ravages de l'esclavagisme, longue période d'exploitation coloniale; potentiel néanmoins favorable, supérieur même à celui de la Côte d'Ivoire, puisqu'en plus des ressources agricoles le Ghana dispose de mines d'or, de diamants et de bauxite. Circonstances lourdes de conséquences: la plus grande partie des richesses naturelles se trouve dans ce pays ashanti au particularisme marqué et que Nkrumah a marginalisé. Forte disparité entre le Sud agricole et le Nord aride.

Le colonisateur britannique s'est retiré en laissant une excellente infrastructure et d'importantes réserves monétaires. Le niveau d'instruction, de longue date, est supérieur à la moyenne.

Densité de la population relativement élevée avec onze millions d'habitants pour 239 000 km², soit une moyenne de 47 habitants au km². Taux d'accroissement de la population: 3%. La capacité agricole n'est pas pleinement utilisée.

Religions: 40% de chrétiens, 38% d'animistes et 12% de musulmans.

Base économique

L'échec du Ghana est avant tout économique.

Si on prend en considération les années 70, on s'aperçoit que le revenu par tête a diminué de 30%, que le revenu des exportations a baissé de 50%, que les seules importations de pétrole absorbent 50% des revenus d'exportation, que les salaires, en termes réels, ont diminué de 30%, que les recettes de l'Etat ne couvrent que 35% de ses dépenses... En 1980 le revenu par tête est inférieur à ce qu'il était vingt ans plus tôt. Déclin économique sans beaucoup d'équivalents et d'autant plus spectaculaire que le Ghana avait un des revenus par tête les plus élevés de l'Afrique noire.

L'économie ghanéenne, grâce au cacao, avait connu une phase de croissance rapide avant la deuxième guerre mondiale. Des réserves monétaires importantes donnent aux dirigeants nationalistes, lorsqu'ils prennent les rennes du pouvoir, une liberté d'action exceptionnelle. Nkrumah se préoccupe peu de l'agriculture qui représente pourtant 50% du produit national; à un certain stade il supprime même le ministère de l'agriculture. Il opère des prélèvements importants sur les revenus du cacao pour développer l'infrastructure et l'industrialisation. Cette politique élargit la base industrielle du pays, certes, malheureusement la nouvelle industrie, au lieu de contribuer à la diversification des revenus, dévore par ses déficits les ressources de l'Etat; au lieu de diminuer la dépendance

à l'égard de l'étranger, elle l'augmente, par le biais de l'endettement et des importations induites. L'agriculture, principal pilier de l'économie, subit une détérioration concomitante. Mal rétribués les planteurs de cacao écoulent une partie de leur production en contrebande. Ils ne soignent plus leurs arbres touchés par l'épidémie. Ils abandonnent les cultures d'exportation pour les cultures vivrières que l'inflation rend lucratives. Tant et si bien que la production cacaoyère tombe à la fin des années 70 au niveau qu'elle avait déjà atteint dans les années 30...

Personne ne parviendra à corriger le déséquilibre structurel créé pendant le régime Nkrumah. Au contraire, la mauvaise administration des régimes successifs, la corruption, l'instabilité accentueront la destruction de l'économie bien au-delà de ce qui est imputable au régime Nkrumah. Seul le gouvernement Busia a un concept de redressement : Inspiré par le modèle ivoirien, il se propose de dénationaliser le secteur parastatal et d'ouvrir le pays aux investissements étrangers. Mais il n'a ni les ressources ni le temps nécessaires pour mettre ce projet à exécution.

En 1980, l'économie ghanéenne est entrée dans une spirale descendante: la diminution des recettes de l'Etat provoque la détérioration de l'infrastructure, routes, transports, etc.; il devient difficile d'exporter la production de cacao; nouvelle diminution des recettes d'exportation, etc.

L'appareil étatique

Pes de rupture avec l'Etat colonial, mais, une fois que Nkrumah et son parti auront fait preuve de leur incontestable popularité, et la Grande-Bretagne de la sincérité de sa politique de décolonisation, une longue transition dans un esprit de coopération, voire d'admiration réciproque. De 1951 à 1957 le processus de restructuration-déstructuration des sociétés précoloniales et de structuration de l'Etat moderne se déroule avec Nkrumah déjà aux leviers de commande d'un gouvernement d'autonomie interne, la Grande-Bretagne jouant le rôle d'arbitre.

Le Ghana accède à l'indépendance le 6 mars 1957 avec une constitution donnant quelques pouvoirs à des assemblées régionales; il s'agit d'une concession britannique aux partis ethniques qui s'étaient érigés en opposition au CPP.

En moins d'une année les espoirs d'alternance que pouvait entretenir l'opposition sont détruits par une série de mesures autoritaires. Abolition des assemblées régionales, interdiction des partis ethniques ou religieux, détention préventive sans jugement. La constitution républicaine de 1960, approuvée à une très forte majorité, marque un premier pas vers le parti unique. Le mot "opposition" est aboli du langage politique, le rôle des partis au parlement est gommé. En 1964 le parti unique est instauré par un amendement à la constitution soumis à l'approbation du peuple en même temps que la clause autorisant le président à démettre un juge de la Haute Cour, en tout temps et pour toutes causes qui

lui paraissent suffisantes. Les deux amendements sont acceptés par une majorité de 99%. Avant même ce referendum le régime Nkrumah avait versé dans l'arbitraire sans limite.

Dès lors l'Etat ghanéen n'a plus de substance. La corrélation entre les baisses importantes du prix du cacao et les principaux coups d'Etat illustre sa vulnérabilité.

Mentionnons pour mémoire les régimes successifs:

-Nkrumah (élu) 1957-1966. Coup d'Etat.

-Conseil national de libération (forces armées) 1966-69.

-Busia (élu) 1969-1972. Coup d'Etat.

-Conseil national de rédemption (général Acheampong) 1972-78. Coup d'Etat.

-Général Akuffo 1978-79. Coup d'Etat.

-Conseil révolutionnaire des forces armées (lieutenant Rawlings) 4 juin-24 septembre 1979.

-Limann (élu) 1979-1981. Coup d'Etat.

Conduites effervescentes

Tout l'appareil étatique est imprégné de ce type de conduites. La fréquence des coups d'Etat, des complots, des grèves en est la preuve la plus visible. Mentionnons encore trois manifestations remarquables de conduites effervescentes.

-Le gouvernement Busia incapable de redresser la situation économique ordonne l'expulsion de deux millions d'étrangers. Un complet retournement par rapport au panafricanisme de Nkrumah. Cette mesure suscitera à l'intérieur un regain de popularité pour le gouvernement Busia, mais elle vaudra au Ghana la colère du Nigéria, du Togo, du Niger, de la Haute-Volta et même de la Côte d'Ivoire. La brutalité de l'opération ternira également l'image libérale que se donnait Kofi Busia.

-La corruption atteint de telles proportions dans les années 70 qu'un nouveau nom lui est donné, le kalabule. Elle se nourrit de la déliquescence même de la structure étatique et économique. La pénurie offre à ceux qui peuvent obtenir des licences d'importation des occasions d'enrichissement spectaculaire. La possibilité d'acquiescer ou de distribuer les licences et autres avantages de l'appareil étatique devient le mobile même de l'action politique.

-Du 4 juin au 24 septembre 1979, alors que les officiers supérieurs

négociaient leur impunité avec les civils à qui ils s'apprêtaient à passer le pouvoir, des officiers subalternes et des sous-officiers s'interposent "pour punir ceux qui ont pillé le Ghana et restaurer la réputation de l'armée". Ils jugent sommairement et fusillent 8 officiers supérieurs, dont 3 anciens chefs d'Etat. C'est un tournant dans la vie ghanéenne: pour la première fois le sang d'anciens gouvernants est versé; mais au début des années 80, la corruption aura été extirpée dans une large mesure.

LA GUINEE

Grouperments ethniques et régionaux

Les Peul, les Malinké (l'ethnie de Sekou Touré), les Soussou, descendants des empires peul et de l'empire du Mali, qu'on retrouve ailleurs en Afrique de l'Ouest, sont les principaux grouperments ethniques du pays.

Déterminisme ethnique puissant en dépit d'une idéologie qui prétend le surmonter. Avant l'indépendance, le parti démocratique de Guinée avait réussi à s'implanter dans tout le pays, sauf dans le Fouta Djallon où il s'était heurté au pouvoir conservateur des chefs peul. Après l'indépendance le nouveau régime abolit les chefferies. Dès lors le socialisme en théorie devait mettre la Guinée à l'abri du tribalisme "l'ambassadeur de l'impérialisme au coeur même de nos sociétés", pour reprendre une expression de Sekou Touré.

Le fait est que les grouperments ethniques semblaient jouer un rôle très effacé dans la société guinéenne. Malheureusement, l'harmonie ethnique est détruite par Sekou Touré lui-même qui, après le complot de 1976, dont l'instigateur aurait été Diallo Telli, l'ancien secrétaire général de l'OUA, lance une campagne haineuse contre l'ensemble de l'ethnie Peul, soit plus de 30% de la population. Pendant que se déroule une purge des cadres peul, le président vitupère "le racisme des Peul", des gens qui ne seraient pas de vrais Guinéens, parce que "depuis quatre cents ans seulement dans le pays"; et dont "la félonie des pères n'aurait d'égale que celle des fils"; "je déclare la guerre aux Peul".

De bien étranges excès de la part d'un homme qui se veut socialiste panafricain.

Les classes sociales

Dans un discours prononcé en 1974, Sékou Touré affirme que seuls les ouvriers et les paysans peuvent accéder à des postes de responsabilité. Il s'agit là tout au plus d'une aspiration. Car la classe dirigeante est toujours constituée, en dépit des nombreuses purges, par une élite formée à l'occidentale. Plus de la moitié des députés de l'assemblée législative nationale de 1974, par exemple, sont des enseignants et des technocrates. Cela dit, il faut reconnaître que des gros efforts sont faits pour promouvoir une forme de démocratie participative au niveau des villages. Les paysans représentent 82% de la population active.

La nomenclature des conjurations et complots donne un aperçu des classes sociales guinéennes autres que la classe paysanne. Complot "des forces réactionnaires et féodales, des intellectuels marxistes, de la bourgeoisie commerçante, des militaires, des vendeuses de marché".

D'autres classes sociales probablement doivent se cacher sous l'appellation "cinquième colonne" dont le complot serait quasi permanent.

La répression n'épargne personne: en 1972 neuf dixièmes des officiers supérieurs avaient été arrêtés; Diallo Telli, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, a été mis à la "diète noire", c'est à dire qu'il a été privé de boisson et de nourriture jusqu'à ce que mort s'ensuive. Dès lors il n'est pas étonnant que près de deux millions de Guinéens aient pris le chemin de l'exil. Parmi eux surtout les personnes qualifiées dont le pays a besoin.

La réalité de certains de ces complots est si douteuse qu'on en vient à se demander s'il ne s'agirait pas d'une dramatisation voulue de la lutte des classes. Les purges arbitraires seraient-elles le degré de coercition nécessaire pour empêcher l'élite de s'enrichir au détriment des masses paysannes? La classe dirigeante guinéenne, effectivement, affiche plus de discrétion qu'ailleurs, la lutte contre la corruption est menée avec vigueur.

Alors y aurait-il au moins une classe paysanne heureuse? Non, puisque les paysans, en dépit des objurgations du régime, préfèrent vendre leurs produits à l'étranger, à des prix plus rémunérateurs. Une autre cause de répression: Sékou Touré demande que l'on tue ceux qui vendent illégalement; il lance "la guerre sainte" contre "ces nouveaux prototypes de Satan".

Le parti

Le parti démocratique de Guinée (le PDG) a été créé en 1951. Un voyage dans les pays de l'Est donne à Sékou Touré la fascination du parti centralisé et fortement structuré. Bien avant l'indépendance, il fait du PDG une organisation efficace qui peu à peu se superpose à l'administration coloniale localement, puis la supplante même. A l'origine le PDG était la branche guinéenne du Rassemblement démocratique africain fondé par Houphouët-Boigny. Mais contrairement à celui-ci, Sékou Touré restera un panafricaniste convaincu, opposé à "toute idée qui tendrait à la désintégration de l'Afrique au profit d'Etats isolés". Les méandres de la politique de décolonisation française amèneront les deux hommes à prendre des positions diamétralement opposées et en apparence contraires à leurs convictions profondes: pour jouer la carte nationaliste, Houphouët-Boigny embrasse la Communauté française; tandis que Sékou Touré, au nom de l'unité africaine, exigera l'indépendance guinéenne immédiate, pleine et entière. Fort de son parti bien organisé, Sékou Touré arrache l'indépendance en 1958 à un général de Gaulle venu plaider l'appartenance à la Communauté.

Depuis lors Sékou Touré n'a cessé de figurer les structures du PDG devenu parti-Etat.

Le parti dans sa réalité de groupement est difficile à saisir dans un système qui veut la primauté du parti sur l'Etat et qui prétend même,

dès 1979, avoir réalisé la fusion de l'Etat et du parti. On le trouve sans doute au niveau local, dans ces quelque 7000 sections organisées en communes populaires, avec des pouvoirs assez étendus, des réunions de masse tous les vendredis dans tout le pays. On le trouve également sous forme de parti d'élite dans les organes supérieurs régionaux et nationaux. On le trouve finalement aussi dans un homme, Sekou Touré, qui pour prétendre parler au nom du bureau politique, n'en est pas moins le metteur en scène d'un drame social voulu, conçu et orchestré largement par lui-même. On l'appelle "le fidèle et suprême serviteur du peuple", "notre secrétaire général bien-aimé", "le timonier de la révolution", "le stratéliste", "le libérateur des peuples opprimés", "la terreur de l'impérialisme international", "le docteur ès sciences révolutionnaires"...

Au gré des circonstances, le parti fluctue sans doute entre la communion de tous les militants autour du chef charismatique; un seul homme: Sékou Touré; la masse des gens aussi indifférents qu'il est possible de l'être sans danger dans un tel pays; ou encore des groupes plus restreints, les cadres, le comité central, le bureau politique, les beaux-frères de Sekou Touré, etc.

Seule une prise en compte de tous les éléments de la réalité sociale mouvante, dans leurs rapports dialectiques et leurs temporalités multiples, permettrait de montrer comment un parti, aussi mobilisateur et tapageur soit-il, peut à l'occasion se vider de toute substance; et, Inversement, comment un seul homme peut exprimer symboliquement les aspirations de tout un peuple.

Mentionnons encore trois organisations intégrées au parti, mais jouissent d'une représentation nominative à tous les niveaux. Ce sont 1) les travailleurs, qui n'ont plus de syndicats autonomes 2) les jeunes qui font office de gardes rouges 3) les femmes, un des piliers du régime.

Rapports avec autrui

La Guinée, à ses débuts, est un des chefs de file de l'Afrique révolutionnaire. Le non fracassant au général de Gaulle lui vaut l'admiration des nationalistes africains et l'intérêt bienveillant de pays tels les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui y voient l'occasion de pénétrer dans une chasse gardée française.

Mais le prestige de la Guinée se ternit bientôt. La répression et autres excès ont choqué.

La psychose du complot et de l'invasion conduit la Guinée à se replier sur elle-même et à s'opposer violemment à la France et à ses alliés africains, Côte d'Ivoire et Sénégal en particulier. Les renversements de révolutionnaires prestigieux, Ben Bella, Nkrumah, Modibo Keita, accentuent cette tendance. L'esprit de siège atteint son paroxysme en 1970 après le débarquement, organisé par l'armée coloniale portugaise, d'opposants guinéens (l'anti-colonialisme guinéen s'était manifesté par

un soutien efficace au PAJGC, le mouvement de libération de la Guinée-Bissau).

Rejetée par la France, la Guinée noue des liens avec l'Union soviétique et les Etats-Unis. Des Soviétiques elle obtient des prêts importants, remboursables en bauxite; ce contrat se révèle défavorable à la Guinée. L'Union soviétique, en plus, reçoit des possibilités de mouillage pour sa flotte et des droits d'atterrissage pour ses avions surveillant l'Atlantique; ce développement suscite l'inquiétude des militaires occidentaux.

Les Etats-Unis quant à eux s'intéressent surtout à la bauxite.

En 1975, nouvelle orientation: après 17 ans de brouille, la Guinée et la France rétablissent des relations diplomatiques. Deux ans plus tard, la France devient le principal partenaire commercial, supplantant l'Union soviétique. La rapidité même de ce redressement en dit long sur la puissance des liens établis par la colonisation.

Dès 1975, la Guinée s'ouvre résolument aux investissements et à la technologie occidentaux pour la mise en valeur de son sous-sol. L'extraction se développe alors rapidement. La bauxite représente 95% des exportations.

Base écologique et démographique

La forme du pays sort du schéma habituel en Afrique de l'Ouest. Au lieu de frontières tirées au cordeau vers l'intérieur, perpendiculairement à la côte, les autorités coloniales françaises les ont incurvées vers l'Est. L'idée était d'empêcher une expansion intérieure de la Sierra Leone et du Libéria.

Le pays est formé de quatre régions distinctes: 1) le littoral où les pluies sont abondantes; c'est le pays des Soussou 2) le Fouta Djalon, massif montagneux culminant à 1500 m où quatre grands fleuves prennent leur source: le Niger, la Gambie, le Sénégal et le Konkouré; c'est le pays des Peul, l'ethnie la plus nombreuse; la densité de la population y est élevée et les sols se dégradent 3) la Haute Guinée, zone de savanes au climat aride; c'est le pays des Malinké 4) la Guinée forestière du Sud-est, zone de refuge.

Superficie: 246 000 km² dont un tiers seulement sont propres à l'agriculture. Très grande richesse minière: deux tiers des réserves mondiales de bauxite, importants gisements de fer, il y a également du cuivre, du plomb, de l'étain.

Population: 5,3 millions. Malgré un taux de croissance de la population moyen, et en dépit de ressources naturelles extraordinaires, le PNB est resté à peu près stationnaire.

Religion: 80% de musulmans.

Base économique

La Guinée est un pays riche dont les habitants sont restés pauvres. Comment expliquer cet échec? Le secteur minier n'a pas pu jouer le rôle de moteur du développement parce que, dans le pays, il n'y avait pas assez de techniciens pour en tirer parti et lui donner un prolongement industriel. Quand la Guinée s'est résolue à faire appel à des entreprises étrangères, elle a dû au préalable construire une coûteuse infrastructure financée par l'emprunt. Ainsi le plan quinquennal 1973-78 prévoyait pour le secteur mine-industrie des investissements près de deux cents fois supérieurs à ceux destinés à l'agriculture. Les revenus miniers sont absorbés en grande partie par l'endettement. En 1974, une taxe spéciale sur les exportations de minerais est introduite car les sommes payées par les sociétés étrangères ne suffisent pas à rembourser les sommes empruntées pour les infrastructures. En fait les richesses minières ne profiteront véritablement au développement du pays que lorsque la dette aura été amortie. Et encore, à condition que d'ici là la demande se maintienne, que les cours ne s'effondrent pas et que les réserves ne soient pas épuisées.

De son côté, l'agriculture subissait les effets négatifs de la chute des échanges avec la zone franc, de la création d'une monnaie nationale et de l'étatisation du commerce.

En dépit d'un encadrement très contraignant les paysans produisent moins ou ils s'arrangent d'écouler une partie de leur production soit à l'étranger, en contrebande, soit dans le pays, mais au marché noir. La pénurie de nourriture a suscité des émeutes.

On peut se demander pourquoi la Guinée, qui de toute manière n'a pas pu faire un développement minier autocentré, ne s'est pas ouverte plus tôt aux investissements et à la technologie étrangers. La réponse guinéenne est qu'avant de pouvoir traiter avec l'étranger, il fallait d'abord développer la mentalité du peuple.

L'appareil d'Etat

Rupture nette et brutale avec l'ancien système colonial dès le 2 octobre 1958, date d'une indépendance jetée rageusement par la France. En lieu et place de l'administration coloniale, le nouveau régime met sur pied une organisation originale caractérisée par la primauté du parti sur l'Etat et par des communes rurales aux pouvoirs étendus. Au centre de cette organisation, Sékou Touré, tel une araignée tissant inlassablement sa toile.

La théorie veut que le parti détienne le pouvoir politique et l'Etat le pouvoir technique, ces deux pouvoirs étant contrôlés par la peuple.

Si on part de la base, on trouve d'abord les "pouvoirs révolutionnaires locaux", des communes rurales adaptées du modèle de la chefferie traditionnelle. Le chef a été remplacé par le comité de la section locale du parti, présidé par un maire et assisté par des fonctionnaires qui jouent un rôle strictement technique. Chaque commune s'étend sur un cercle de 107 km autour du village et compte en général entre 1500 et 2000 personnes. Ces communes telles les chefs autrefois attribuent les terres pour la culture, rendent la justice, surveillent; elles gèrent en outre les coopératives agricoles, s'il y en a sur leur territoire, veillent à ce que les objectifs de production soient atteints, organisent le commerce de détail, s'occupent des équipements collectifs; elles ont même une fonction de défense avec les milices qui sont entraînées aussi bien au maniement des armes modernes qu'à celui des arcs et des lances. Chaque semaine tous les militants, en fait tous les Guinéens dès l'âge de 7 ans, délibèrent des affaires de la commune.

La même structure se retrouve au niveau du district, de la région et du pays, chaque instance supérieure (élue) contrôlant l'instance inférieure.

Au niveau national le congrès du parti est l'instance dirigeante supérieure. Entre les sessions, le Conseil national révolutionnaire jouit des mêmes attributions; il est composé de tous les dirigeants, ceux du parti, des régions, les membres du gouvernement et de l'Assemblée législative, les dirigeants des entreprises d'Etat; il se réunit en moyenne deux fois par an. L'exécutif est exercé par le Comité central (où se trouvent presque tous les ministres) et son bureau politique. Les membres du bureau politique contrôlent un domaine gouvernemental, c'est à dire un groupe de ministères. Ils veillent au maintien de la ligne du parti et entretiennent le dialogue entre les communes rurales et le gouvernement.

Ainsi serait réalisée la fusion de l'Etat et du parti. Quant à l'assemblée nationale, dans cet édifice, on peut estimer avec l'Africa Contemporary Record qu'elle n'est guère plus qu'un forum pour l'élite nationale et un symbole rassurant pour les investisseurs occidentaux.

L'interprétation du régime Sékou Touré est difficile. Frank Tenaille y voit "un régime de parti unique classique, qui derrière une phraséologie socialisante exprime les intérêts d'une couche de fonctionnaires, administrateurs, qui réalisent grâce à leur insertion dans l'appareil d'Etat l'accumulation primitive du capital indispensable à leur mutation en classe compradore."

Bernhard Zimmermann donne un même éclairage: en dépit de l'idéologie, une couche supérieure que l'auteur appelle "la bourgeoisie du commerce et du tracteur" s'est implantée; elle est constituée par des fonctionnaires de l'Etat et du parti qui tirent des avantages personnels de leur position officielle. (i)

Mais alors pourquoi la répression vise-t-elle principalement cette couche sociale?

Bourges et Wauthier soulignent "le climat obsidional où l'intransigeance de ses options a plongé la Guinée". Mais ne faut-il pas des options

fermes pour s'arracher à l'extrême dépendance?

Il faut se demander en outre pourquoi un régime qui s'avoue tant d'ennemis, internes et externes, est parvenu à se maintenir si longtemps (il faudra Sékou Touré mort et enterré, l'entourage divisé, pour qu'il s'effondre en 1984, sans manifestations de regret, mais sans débordement de joie non plus). Aurait-il duré si longtemps sans l'appui de couches importantes de la population?

Notre interprétation retiendra l'ambivalence de ce régime caractérisé d'une part:

-par un chef visionnaire et implacable, s'efforçant de gouverner pour et, dans une certaine mesure, par le peuple;

et d'autre part:

-sous des apparences austères, par la corruption et le népotisme d'un tout petit groupe (après les purges, les vides sont comblés par les parents de Sékou Touré dont la division entre le clan des frères et le clan des beaux-frères est une des composantes du régime).

1) Bernhard Zimmermann, Politisches Lexikon Afrika, p. 113

LA HAUTE-VOLTA/BURKINA FASO (I)

Groupements ethniques et régionaux

Une soixantaine d'ethnies se trouvent en Haute-Volta; la principale, les Mossi, constitue plus de 50% de la population.

Les Mossi ont une longue tradition étatique qui remonte au XV^{me} siècle, et même au XI^{me} siècle selon une thèse contestée. Un roi Mossi a encore été intronisé en 1982. Grâce à une organisation sociale cohérente, interdisant notamment à tout Mossi de vendre un autre Mossi en esclavage, leurs royaumes ont pu résister aux assauts extérieurs malgré un terrain peu propice à la défense.

Lui-même Voltaïque, l'historien de l'Afrique Joseph Ki-Zerbo note à propos du royaume de Ouagadougou: "Les royaumes africains précoloniaux n'avaient pas une base purement tribale. C'étaient déjà des pré-nations."⁽²⁾ En effet la plupart des ethnies qui vivent aujourd'hui au Burkina Faso ont une longue tradition étatique commune avec les Mossi. La configuration ethnique est donc favorable à la création d'un Etat moderne. Quelques ethnies cependant se situent plutôt dans la mouvance mallienne; cette circonstance, qui a des répercussions électorales, suscitera la méfiance à leur égard en 1975 lorsque éclate le conflit frontalier avec le Mali.

Les classes sociales

En 1977 un million de Voltaïques travaillent dans les plantations et les mines de Côte d'Ivoire et du Ghana. C'est dire que plus de la moitié de la population dépend en partie de ces revenus acquis à l'étranger. Le pays est trop pauvre pour nourrir ses paysans (83% de la population active). La paysannerie est marquée par l'expérience d'une émigration particulièrement dure. Est-ce cette prolétarianisation partielle des paysans qui donne tant de poids politique aux syndicats, notamment par le biais des manifestations de rue, en dépit du petit nombre de salariés et d'affiliés?

Les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont les plus faibles du continent. Pour être peu nombreuse, l'élite n'en est pas moins compétitive.

Les notables d'Etat, retranchés au sein de l'Union démocratique-RDA, se sont progressivement imposés par rapport aux notables traditionnels. Les moyens et petits fonctionnaires défendent âprement leurs intérêts par l'intermédiaire des syndicats. Les jeunes s'opposent aux vieux bien en place. L'armée dans un premier temps se solidarise avec les syndicats contre les grands notables; puis elle se heurte à son tour aux revendications syndicales, ce qui l'amène à composer avec l'élite politique qu'elle avait voulu écarter. Déçus, les jeunes militaires se retournent contre leurs aînés.

Les temporalités qui caractérisent la vie politique voltaïque, plétinements sur place, alternance de retards et d'avances, répétition cyclique, expriment l'impuissance d'une élite repliée sur elle-même dans un pays aux ressources décidément trop faibles pour satisfaire à ses aspirations.

Plus tard, les jeunes militaires tenteront de sortir la politique du champ clos de la petite élite voltaïque.

Les partis

Dès 1932, quand la France avait partagé le territoire voltaïque entre la Côte d'Ivoire, le Niger et le Mali (le Soudan français), le roi des Mossi et les chefs traditionnels avaient réclamé la reconstitution du pays. Ils ont donc été les initiateurs du mouvement nationaliste moderne.

La France leur donnera satisfaction en 1947, dans le dessein de faire contrepoids au nationalisme progressiste du Ressemllement démocratique africain, le RDA d'Houphouët-Boigny, alors apparenté au parti communiste français, dont la branche voltaïque était animée par Ouezzin Coulibaly. Les chefs traditionnels soutenaient l'Union voltaïque de Maurice Yameogo. Le virage à droite d'Houphouët-Boigny et la mort de Coulibaly facilitèrent la fusion des deux partis qui devinrent, avant l'indépendance, l'Union démocratique voltaïque-RDA. L'UDV-RDA s'imposera comme le parti majoritaire chaque fois que la vie politique normale sera autorisée par les militaires; Maurice Yameogo toutefois ne réussira pas à en faire un parti unique.

En dépit de sa force aux élections, l'UDV-RDA n'est pas un parti monolithique. Maurice Yameogo, quand il détenait le pouvoir, s'était aliéné les chefs traditionnels; après 1965 ses tentatives de retour politique divisent le parti. La tendance Yameogo finira par s'exprimer dans un nouveau parti, l'Union nationale pour la démocratie, créé en 1976 par Hermann Yameogo, le fils de Maurice. Dès la première restauration du pouvoir politique civil, l'UDV-RDA est déchirée par la rivalité des deux Ouadredo, Joseph et Gérard à laquelle se joindra une troisième personnalité, Joseph Conombo. Les querelles de personnes au sein du parti majoritaire ébranlent l'appareil étatique et ouvrent même la voie à des ingérences étrangères.

Le parti du regroupement africain (PRA) a ses racines dans la partie ouest du pays. Il préconisait à ses débuts une union avec le Mali. Ce parti est également affligé par d'incessantes querelles intestines.

Le Mouvement de libération nationale (MLN), animé par le professeur Joseph Ki-Zerbo, s'élargit pour devenir l'Union progressiste voltaïque. Il représente une tendance moderne et socialiste réformiste, alors que les deux autres partis sont plutôt conservateurs.

Aux élections de 1971, l'UDV-RDA obtient 37 sièges, le PRA 12 et le MLN 6. Ce rapport de force ne change guère au gré des élections. Le poids du MLN est cependant renforcé par les sympathies dont il jouit dans les syndicats.

En 1975 le général Lamizana essaye de faire sauter la structure des partis en lançant le Mouvement national pour le renouveau, sur le modèle des partis de masse zairais et togolais. La tentative échoue devant la forte opposition des syndicats et la réserve générale.

Rapports avec autrui

Pays enclavé et dépendant pour sa survie de l'émigration et de l'aide internationale, la Haute-Volta est vulnérable aux pressions extérieures.

A la veille de l'indépendance, elle avait songé à se joindre à la Fédération du Mali; Houphouët-Boigny s'en avait dissuadée. Elle avait alors adhéré à l'Entente, où elle se trouva associée à la Côte d'Ivoire, au Dahomey et au Niger.

La Côte d'Ivoire continuera à soutenir Maurice Yameogo, longtemps encore après sa mise à l'écart par les militaires. En 1973, Houphouët-Boigny réconcilie à Abidjan Maurice Yameogo avec Joseph Ouadreogo et le roi des Mossi. L'opération avait pour but d'évincer Gérard Ouadreogo; en fait elle incite les militaires à reprendre le pouvoir.

En 1974, une mini-guerre éclate avec le Mali à propos d'un litige de frontières dans une région où les deux pays croient qu'il y a du pétrole. Une médiation de l'OUA donne satisfaction à la Haute-Volta.

Base écologique et démographique

"La Haute-Volta n'est pas une région naturelle, ni l'addition de régions naturelles, ni un domaine ethnique; cet héritage colonial a survécu (...) parce qu'existe en Haute-Volta la nation Mossi, nombreuse et solidement affirmée" constate le géographe Pierre Gourou.

Plus d'un tiers du pays appartient à cette zone sahéenne frappée de 1969 à 1973 par cinq années consécutives de sécheresse. Les sols sont pauvres. L'élevage constitue la principale ressource. Le sous-sol contient d'importantes réserves de manganèse près de la frontière Mali-Niger; or, pour l'exploiter il faudrait des investissements qui dépassent les possibilités de Haute-Volta.

Cinq millions six cent mille habitants pour une superficie de 274 000 km², soit une densité moyenne de 20 habitants par km², cela en dépit de vastes étendues semi-désertiques. Très fortes densités de population en pays mossi.

Religions: animistes 60%; musulmans 30%; chrétiens 10%.

Base économique

Ce pays agricole qui a un déficit alimentaire important ne couvre par ses exportations (surtout des bêtes de boucherie) guère plus de la moitié des ses importations. L'aide internationale et les transferts de revenus des émigrés compensent le déficit de la balance commerciale.

Chaque année, 500 000 personnes vont chercher du travail à l'étranger où certaines demeurent en permanence. Plus d'un million de Voltaïques vivent hors de leur pays.

L'appareil étatique

Pendant vingt ans les tendances autoritaires, que ce soient celles des notables politiques, traditionnels ou militaires, vont se heurter à des aspirations démocratiques largement répandues.

-La première République, 1960-1965. Maurice Yameogo essaye de mettre en place un régime autoritaire classique. Il se heurte à l'opposition de l'élite politique, des chefs et des syndicats. Quand la grève générale éclate, l'armée refuse de tirer dans la foule et prend le pouvoir dans l'enthousiasme populaire.

-Premier régime militaire 1965-1971. Le général Sangouie Lamizana se donne 4 ans pour remettre de l'ordre dans les affaires de l'Etat. Il y parvient dans une large mesure. Dès 1968, les activités politiques sont à nouveau autorisées. Les élections ont lieu en 1971.

-La deuxième République (1971-74) est mixte, les militaires s'étant réservés un tiers des portefeuilles ministériels. L'armée cependant joue le jeu: elle veut montrer que la constitution conçue par elle fonctionne. La querelle politique de deux Ouadreogo (Gérard le premier ministre et Joseph le président du parlement, tout deux membres de l'UDV-RDA) a finalement raison de sa patience.

-Gouvernement du renouveau (militaire) 1975-1978. Le général Lamizana et l'armée, déçus des politiciens, prennent le pouvoir avec l'intention de le garder; leur projet est de donner des apparences et une légitimité civiles aux militaires qui gouvernent (dix militaires pour 4 civils dans son premier gouvernement). L'intention de créer un parti unique provoque une grève générale. Lamizana doit composer avec les syndicats. Il promet le retour d'un régime civil, garantit les libertés syndicales et le droit de grève, renverse le rapport civils-militaires au sein du gouvernement (5 militaires pour 11 civils). La constitution de la 3^{me} République est acceptée par referendum en 1977. Candidat aux élections présidentielles, Lamizana est élu, non sans avoir été mis en ballottage au premier tour.

-Troisième République 1978-1980. Une tentative de modifier le droit

de grève provoque de nouvelles grèves, des émeutes et l'intervention de l'armée. Mais pas la même armée: de jeunes militaires sont derrière le putsch. Le général Lamizana est arrêté au même titre que les politiciens. Une ère nouvelle commence.

Dans ce système, les élections démocratiques dégagent des électors automatiques (forte majorité conservatrice à prédominance mosal avec l'UDV-RDA, petit électorat PRA qui correspond aux populations "non voltaïques" de l'Ouest, petit pourcentage du MLN moderne et réformiste); il y a donc très peu de glissements de voix et, par conséquent, de possibilités de changements réels, de majorité ou de personnes. La même remarque s'applique aux rapports internes des partis. Les aspirations au changement, le mécontentement populaire sont exprimés par les syndicats qui jouent le rôle de tombeur de gouvernements sans avoir une essise populaire très étendue. Bref, le système tourne à vide dans un pays en proie à la sécheresse et au sous-développement.

Faut-il conclure de l'expérience voltaïque que la démocratie est un système mal adapté aux conditions africaines? Pour cela il faudrait admettre qu'un régime à parti unique ou toute autre forme de dictature aurait mieux géré le pays, ce dont nous doutons fortament. L'erreur des démocrates voltaïques est plutôt de ne pas avoir essayé de surmonter les blocages du système en affinant les procédures démocratiques, modes de scrutins, de sélections des candidats, etc.

Conduites effervescentes

Le rôle décisif des grèves a déjà été évoqué. Cette influence est surtout négative (le gouvernement tombe) ou limitée à des intérêts sectoriels (les salaires des citadins, les droits syndicaux).

Notes

1) Le nom du pays a été changé en 1984

2) Histoire de l'Afrique noire, Joseph Ki-Zerbo, Hatier, Paris, 1978, p. 249

LE KENYA

Groupements ethniques et régionaux

Parmi les quelque 50 ethnies que l'on distingue au Kenya, les Kikuyu, (20%), les Luyia (14%) et les Luo (13%), sont les groupements les plus nombreux.

Les rivalités ethniques, les querelles de clans à l'intérieur des ethnies sont très vives.

À l'indépendance, les Kikuyu et les Luo prennent la direction de l'Etat. C'est l'aboutissement logique de la lutte de libération au cours de laquelle les Kikuyu avaient joué le rôle prépondérant. Les deux principaux politiciens Luo, Oginga Odinga et Tom Mboya, qui étaient restés en liberté, en sont conscients. Quand vint le moment des négociations avec les Britanniques, ils s'en tiennent strictement à la ligne "l'indépendance avec Kenyatta"; grâce à leur bon sens politique et à leur ténacité, Jomo Kenyatta, le dirigeant kikuyu que les Britanniques voulaient absolument tenir à l'écart, sort de prison pour diriger le premier gouvernement à majorité noire.

Les autres ethnies, pour s'opposer à la domination kikuyu-luo, se regroupent dans un parti à idéologie régionaliste qui sera battu aux élections et finalement intégré dans le parti gouvernemental, moins d'une année après l'indépendance.

Les Somali, quelque 400 000 personnes, se sont mal intégrés à l'Etat kenyan. Avant l'accession à l'indépendance, ils avaient exprimé à une commission britannique le désir d'être rattaché à la Somalie avec les régions désertiques du "Northern Frontier District" qu'ils habitent. Les Britanniques, après avoir hésité, renoncèrent à ce projet devant l'opposition des dirigeants kenyans. Les Somali kenyans boycottèrent les élections de l'indépendance. Depuis lors, des soulèvements de l'intérieur et des incursions de l'extérieur (la guerre des shifita -des bandits, comme on dit au Kenya) obligent le gouvernement de Nairobi à maintenir l'état d'urgence dans ce district et d'y mener, avec l'aide occasionnelle de l'armée britannique, d'interminables opérations de "pacification".

L'axe kikuyu-luo éclate avec la démission d'Oginga Odinga de son poste de vice-président (en 1966) et de l'assassinat de Tom Mboya (1969). La prédominance kikuyu s'affirme dans tous les domaines, politique, étatique, économique, agricole, militaire.

Le rétrécissement de la base ethnique du régime Kenyatta ne s'arrête nullement avec la mise à l'écart des Luo. Ensuite ce sont les Kikuyu de Kyambu (le district de Kenyatta) qui, par leurs privilèges, suscitent la jalousie des autres clans et districts kikuyu. Finalement le pouvoir de décision et de répartition des richesses est monopolisé par un entourage

présidentiel (presque exclusivement kikuyu et à prédominance Kyambu) où plusieurs membres de la famille de Kenyatta (en particulier sa jeune épouse Mamma Ngina) sont très influents.

Tout passe par la filière tribalo-népotiste. Ainsi deux sociétés transnationales britanniques qui ont de gros intérêts au Kenya, Mackenzie (Kenya) Ltd et Lonrho-East Africa avaient à la tête de leur conseil d'administration l'une, le neveu favori de Kenyatta, l'autre un beau-fils; à l'avènement de Daniel arap Moi, les deux transnationales ont aussitôt changé leur président du conseil d'administration.

Les dissensions internes de l'ethnie dominante permettent à un non Kikuyu de succéder à Jomo Kenyatta. Daniel arap Moi qui appartient à l'ethnie des Kalendjin, accède à la présidence sans la moindre entorse aux formes constitutionnelles. Il parvient à écarter le clan Kenyatta et à diminuer quelque peu la prédominance kikuyu.

Les classes sociales

Une petite élite très compétitive et accapareuse a su saisir les chances que lui offraient l'africanisation de l'économie, le départ de quelques propriétaires terriens européens et une croissance économique supérieure à la moyenne. Ce sont des politiciens, des hauts fonctionnaires, des petits et moyens entrepreneurs très dynamiques, des fermiers modernes. Notons que ces catégories se chevauchent dans une large mesure car il n'est pas rare qu'un haut fonctionnaire possède une ferme et une entreprise de transports, par exemple.

A un niveau intermédiaire, il y a les salariés des secteurs publics et privés qui ont bénéficié d'une amélioration réelle de leurs revenus, et un grand nombre de paysans qui disposent de terres suffisantes.

Enfin, au bas de l'échelle, on trouve une grande masse de chômeurs, de travailleurs insuffisamment payés et de paysans manquant de terres.

Un aperçu de la configuration des classes sociales nous est donné par une étude du BIT publiée en 1972.(1)

Première constatation: le Kenya a hérité d'une économie déséquilibrée, organisée en vue du maintien de genres de vie très différents; les Européens occupaient le haut de l'échelle, les Asiatiques le milieu et les Africains le bas.

Deuxième constatation: la vie économique se poursuit dans une large mesure dans la ligne de l'époque coloniale. Certes, la "kenyanisation" a modifié radicalement la composition raciale du groupe de personnes qui détiennent les leviers du pouvoir ainsi que la politique de ce groupe; mais elle n'a eu que peu d'effets sur la base économique de ce pouvoir.

La structure des recettes et des dépenses, la stratification de la consommation, la liberté pour les entreprises étrangères de s'établir dans la capitale, tout cela n'a pas changé. En fait, remarque cette étude du BIT (qui a été acceptée par le gouvernement kenyan), "le pouvoir du centre sur la périphérie pourrait être plus grand aujourd'hui qu'il ne l'était auparavant, car il existe maintenant une convergence d'intérêts plus étroite entre l'élite urbaine, les grands propriétaires et les grandes entreprises de propriété étrangère."

Troisième constatation: l'accès à l'éducation et à des facteurs de production rares tels que la terre, le capital et le crédit constituent le moyen principal de parvenir aux salaires élevés et à l'opulence. "Ce qui n'est encore actuellement que l'amorce d'une stratification par l'instruction et les revenus pourrait très facilement devenir en l'espace d'une génération un cadre rigide institutionnalisé".

Les partis politiques

Trois partis ont joué un rôle.

L'Union nationale du Kenya, KANU, qui a remporté les élections de l'indépendance.

L'Union démocratique, KADU, organe de défense des petites ethnies, prône une conception fédéraliste de l'Etat. Une année après l'indépendance, la KADU fusionne avec la KANU. Ronald Ngala, son président, deviant un membre influent du gouvernement au sein duquel les anciens de la KADU renforcent la tendance conservatrice. Daniel arap Moi, qui succédera à Jomo Kenyatta, est un ancien de la KADU.

L'Union populaire, KPU, parti de gauche fondé en 1966 par le principal dirigeant Luo, Oginga Odinga, après sa brouille avec Kenyatta et sa démission de la vice-présidence du Kenya. La KPU proclame que le peuple ne profite pas de l'indépendance, que les anciens combattants sont marginalisés au lieu de recevoir les marques de reconnaissance qu'ils mériteraient et que les terres sont injustement distribuées. En 1969, la KPU est interdite, Oginga Odinga est emprisonné jusqu'en 1971.

A part deux courtes parenthèses mal tolérées, le Kenya a donc vécu sous un régime de parti unique, de fait d'abord, puis de droit dès 1982.

Rapports avec autrui

Le Kenya est un pays pro-occidental. La coopération est non seulement économique mais également militaire. Aux accords militaires avec la Grande-Bretagne s'en sont ajoutés d'autres avec les Etats-Unis dont les forces peuvent utiliser l'important port de Mombassa et diverses autres installations militaires.

Résolument capitalistes, les dirigeants kenyans ont une attitude antagoniste à l'égard de la Tanzanie socialiste. En revanche, l'irrédentisme somalien les rapproche de l'Ethiopie marxiste.

Au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est, le Kenya avait l'avantage d'une structure économique coloniale centrée sur Nairobi. Ainsi les parcs que visitaient les touristes étaient souvent tanzaniens, mais l'argent allait au Kenya où les sociétés de voyage avaient leur siège... Finalement les égoïsmes nationaux font éclater la Communauté d'Afrique de l'Est en 1977.

Base écologique et démographique

Des 583 000 km² de superficie, seuls 12% conviennent à l'agriculture. C'est dire qu'avec 15 millions d'habitants, le Kenya a des densités de population relatives très élevées. Dans les régions fertiles, des densités supérieures à 400 habitants au km² ne sont pas rares.

Signalons la présence de 80 000 personnes d'origine asiatique, 40 000 d'origine européenne, 40 000 d'origine arabe.

La région des hauts-plateaux, où se trouvaient autrefois les fermes des colons blancs, se prête bien à la culture du café et du thé, les deux principales exportations.

A part l'agriculture, le tourisme, le port, le Kenya ne dispose pas d'atouts particuliers. Ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'enregistrer une croissance rapide du PNB/hab., en dépit d'un taux d'accroissement de la population particulièrement élevé (3,4%).

Religions: chrétiens (un peu plus de 50%); animistes; musulmans (10%).

Base économique

On a parlé de "miracle économique kenyan". Le fait est que l'économie a connu des taux de croissance remarquables. La recette de ce succès a été de tirer parti adroitement de structures "néo-coloniales" dans les trois secteurs de l'économie.

-Les services contribuent pour 45% au PIB. Nairobi était la capitale de l'Afrique orientale et dans une certaine mesure elle l'est restée. L'éclatement de la Communauté d'Afrique de l'Est en 1977 érodera cependant cet avantage relatif.

-L'agriculture, qui occupe 78% de la population active, ne fournit que 34% du PIB. Le secteur moderne de l'agriculture fournit néanmoins l'essentiel des exportations. Les fermiers noirs qui se sont substitués aux colons blancs ont su maintenir le dynamisme des exportations. Malheureusement, dans un pays à forte croissance démographique, les cultures vivrières, elles, ont régressé.

-L'industrie a profité des infrastructures favorables et des possibilités que lui offrait le vaste marché de l'Afrique de l'Est.

Dans le courant des années 70, le mythe du miracle économique perd de sa force. On constate que le boom de l'économie provoque des déséquilibres de balance des paiements, qu'il aggrave le chômage et les inégalités. On commence aussi à se poser des questions concernant les effets des investissements privés et de l'aide étrangère sur la structure économique et sociale du pays.

L'appareil étatique

L'Etat kenyan s'est édifié en rupture brutale avec la lutte de libération qui a précédé l'indépendance et dans la continuité de l'Etat colonial.

Les cas d'indépendance conquise les armes à la main sont rares en Afrique; le Kenya en est un. Dans les années 50, 15 000 Kikuyu sont allés dans les forêts où ils ont résisté pendant plusieurs années à une armée britannique déterminée. Quand le soulèvement fut vaincu en 1956, 11 000 Kikuyu avaient perdu la vie (contre seulement 95 Européens) et près d'un million de personnes avaient été déplacées pour des raisons de sécurité.

C'était ce que les Britanniques ont appelé la guerre des Mau-mau (aucun mouvement africain n'a jamais porté ce nom; il y a eu une "Armée pour la terre et la liberté", un "Parlement du Kenya" mais apparemment jamais de Mau mau). Une guerre qui a retardé l'indépendance du Kenya, mais qui a certainement hâté le processus de décolonisation britannique en Afrique.

La résistance à la colonisation est bien antérieure à la guerre. Spoliés de leurs terres par les colons blancs, menacés dans leur vie culturelle

par les missionnaires (qui s'opposaient notamment à l'exclusion des filles), les Kikuyu ont une longue histoire d'opposition que l'on peut faire remonter au début des années 20.

Après 1945, la résistance avait commencé à prendre la forme moderne du nationalisme africain. Jomo Kenyatta, porte-parole des Kikuyu dans leur démêlé avec l'administration britannique, dès cette période, malgré les restrictions imposées aux contacts inter-ethniques, essayait de créer un mouvement national. Mais à ce stade beaucoup de Kikuyu étaient arrivés à la conclusion qu'ils devaient se battre pour obtenir des résultats.

Quand les actes de violence commencèrent, Kenyatta -que les Britanniques avaient pris à tort pour l'instigateur du soulèvement- fut emprisonné, de même que les autres dirigeants instruits, avant d'avoir pu concrétiser un mouvement nationaliste sur l'ensemble du territoire. Dès ce moment, la lutte armée fut dirigée par des hommes pour la plupart non instruits tandis que les politiciens modernes étaient isolés dans les camps d'internement.

Cette séparation aura des conséquences profondes sur la constitution de l'Etat kenyan. Quand les Britanniques se résignèrent à le sortir de prison pour le faire entrer au gouvernement, Kenyatta est déjà le "Mzee" (le vieux, comme l'appelaient affectueusement les Kenyans), un symbole national reconnu par toutes les ethnies. Il est auréolé de prestige, alors que les combattants, de surcroît battus, sont pratiquement inconnus hors des districts kikuyu.

Kenyatta a de nombreuses raisons de se mêler de ces combattants: leur projet nationaliste kikuyu n'est pas son projet national; leur radicalisme, développé au cours de la lutte, heurte son conservatisme; leur héroïsme pourrait diminuer son prestige, d'autant plus que le district de Kenyatta, situé plus à l'écart des maquis, a moins participé à la lutte armée que les autres districts kikuyu.

Harambee, tous ensemble, le slogan lancé par Kenyatta à sa sortie de prison, dans un premier temps résume son projet nationaliste. L'alliance kikuyu-luo lui donne une base solide.

Mais il apparaît bientôt que le vice-président Luo, Oginga Odinga, est un radical qui s'accommode mal du pragmatisme du régime. De son côté Kenyatta, qui a 70 ans, lui qui a plaidé toute sa vie pour les intérêts de son groupe ethnique, a des raisons d'être satisfait: les Kikuyu ont la possibilité de racheter leurs terres et de recouvrer leur identité culturelle; dès lors, il convient de ne pas pousser le nationalisme trop loin, les réformes de structure ne sont pas la priorité. "Harambee" en vient à signifier aussi: construisons la prospérité ensemble, que les plus malins s'enrichissent, et tant pis pour les doctrinaires, les mécontents, les opposants; ceux-là Kenyatta promet de les réduire en cendres, promesse qu'à l'occasion il a tenue.

Dès qu'il est sûr du soutien de tous les Kikuyu, que la tendance droitnière au sein du gouvernement est renforcée par la fusion avec la KADU, Kenyatta n'a plus besoin des Luo. Entouré d'un cercle d'inclines, presque

tous kikuyu, il dirige les affaires du pays à partir de ses fermes de Gatundu, son village natal, Nyeri, l'ancien haut-lieu de la noblesse agricole coloniale, ou de Mombassa sur la côte, rarement de Nairobi, la capitale où les politiciens s'agitent.

Au parlement les députés font preuve d'une indépendance remarquable, que rien ne semble tempérer, même pas la prison. Certains ministres sans portefeuille sont parmi ceux qui ne ratent pas une occasion de critiquer le gouvernement et le régime. Démocratie trompe-l'oeil tournant à vide: les décisions sont prises dans l'entourage restreint de la présidence, le gouvernement les applique, le parlement et le parti peuvent débattre, discuter, critiquer à l'envi, au mieux ils servent de soupape de sûreté et permettant de prendre la température du pays, en complément des rapports de police. Façade démocratique que le président manipule à sa guise en suspendant de temps à autre le parlement, en flaçant ou en menaçant.

Ce système a bien failli déraiper en 1975. La corruption de la famille Kenyatta est alors notoire. Les Kikuyu sont divisés. L'espoir d'une croissance économique ininterrompue s'était brisé avant même le choc pétrolier de 73. Aux élections de 1974, plusieurs députés qui avaient encouru le courroux présidentiel n'en avaient pas moins été réélus. Un mois après les élections générales, Kenyatta suspend déjà le parlement. En février, des tracts critiquent la corruption; un attentat à la bombe fait 27 morts à Nairobi; outrage suprême, du bétail appartenant à Kenyatta est mutilé de la manière pratiquée pendant la guerre "mau mau". Un jour plus tard, Josiah Mwangi Kariuki, un député très populaire, ancien combattant de la forêt, qui vient de faire campagne électorale sur les thèmes de la pauvreté et de la corruption, disparaît. Son corps sera retrouvé dans la savane, dévoré par les hyènes. La colère populaire à l'égard de Kenyatta se manifeste ouvertement.

À la mort de Kenyatta (en 1978, âgé de plus de 80 ans), son successeur, Daniel arap Moi, lance un nouveau slogan, "nyayo", sur les traces. Sur les traces du grand Jomo Kenyatta bien sûr; mais par un adroit transfert nyayo signifie bientôt "sur les traces de Moi" (ou qui m'aime me suive). Le clan Kenyatta est écarté.

Le nouveau régime s'appuie principalement sur les autres clans kikuyu tout en s'efforçant d'élargir la base ethnique.

1) Employment, Incomes and Equality: a strategy for increasing production employment in Kenya, BIT, Genève, 1972

LE LESOTHO

Groupelements ethniques

La nation basuto est une réalité antérieure à la décolonisation et même à la colonisation (en tout cas formelle).

Elle est née au XIX^{me} siècle, dans ce grand tourbillon de populations provoqué par le militarisme zoulou, d'une part, et l'arrivée des Boers sud-africains d'autre part. Son fondateur, Moshoeshe I, était un chef Sotho qui rassembla, dans le refuge naturel que constituait la partie la plus élevée du massif des Drakensberg, un certain nombre de clans et d'ethnies que la tourmente avaient dispersés. Quand, après des années de combats, Moshoeshe se vit sur le point d'être vaincu par les Boers, il demanda et obtint le protectorat britannique en stipulant que les Blancs ne seraient pas autorisés à s'approprier des terres ni à exploiter des mines.

Sous la colonisation britannique, de 1868 à 1966, le Basutoland put garder l'essentiel de son identité nationale, symbolisée par l'attachement au roi et organisée en un système politique combinant le pouvoir d'une multitude de chefs avec une forme de démocratie directe, les pitso, des réunions, au niveau local ou national, de tous les hommes.

Après l'indépendance, le roi est fermement tenu à l'écart du pouvoir, la tradition démocratique s'érode par la pratique de gouvernements autoritaires, mais le sentiment national demeure: un "Nous-national" mis en relief par des rapports d'éloignement plus ou moins intenses à l'égard de l'Afrique du Sud.

Les classes sociales

Environ la moitié des hommes en âge de travailler émigrent dans les mines et les centres industriels d'Afrique du Sud. Parmi les gens qui restent au pays, les femmes en particulier, 87% travaillent dans l'agriculture. Des paysans prolétariés, ou des prolétaires qui ont gardé de solides racines agricoles, constituent donc la catégorie sociale la plus importante.

L'élite est formée par les dirigeants politiques, les chefs, les fonctionnaires et les membres des professions libérales. Le niveau d'instruction est très élevé.

La pauvreté du pays constitue une entrave à l'enrichissement excessif des personnes proches du pouvoir. L'émigration par ailleurs permet aux hommes valides d'accumuler des richesses substantielles. D'où un certain flou dans la structuration des classes sociales.

L'accès à la terre, dans ce pays qui en manque cruellement, est un facteur important mais pas une cause de stratification sociale: la propriété privée de la terre n'existe pas, les privilégiés changent au gré des rapports de force politiques.

Les partis politiques

Le Basutoland Congress Party, BCP, est le principal groupement politique de la période qui a précédé l'indépendance. Son fondateur, Ntsu Mokhehle, un admirateur de Nkrumah, avait milité avec l'African National Congress sud-africain. Jusqu'à son interdiction en 1970, le BCP est un parti de masse bien implanté dans le pays et dans les milieux de l'émigration. Il remporte les premières élections générales organisées par la Grande-Bretagne en 1960. A la suite de dissensions internes et de manoeuvres sud-africaines, il perd de peu les élections générales de 1965, celles qui précèdent l'indépendance. En 1970 le BCP s'est ressaisi, il remporte une nette victoire, mais le gouvernement sortant suspend la constitution pour garder le pouvoir.

Dans la clandestinité, l'aile militaire du BCP mène des actions de guérilla, avec l'accord au moins tacite de l'Afrique du Sud.

Le Basutoland National Party, BNP, d'inspiration conservatrice et chrétienne, s'est formé en réaction contre le BCP. Il a l'appui des petits chefs, de l'Eglise catholique, de l'Afrique du Sud et de tous ceux que le programme de réformes du BCP inquiétait. Après son coup de force de 1970, Leabua Jonathan, le fondateur du BNP, décrète "cinq années de congé politique". En 1980, la vie politique normale n'a toujours pas repris.

-Le parti royaliste, Marema-Tlou, ne réussit pas à mobiliser les électeurs en faveur du roi.

Rapports avec autrui

La relation avec l'Afrique du Sud est déterminante.

A plusieurs reprises pendant la période du protectorat britannique, l'Afrique du Sud avait fait des démarches en vue de l'annexion du Basutoland à son territoire. Devant le refus catégorique des intéressés, la Grande Bretagne, qui avait hésité, ne donna pas satisfaction à cette demande. Quand l'Afrique du Sud adopte un programme "d'indépendance" pour ses bantoustans, elle perd du même coup tout intérêt à l'annexion. Dans la pratique cependant le gouvernement sud africain ne voit pas beaucoup de différence entre les Lesotho, Botswana, Swaziland et ses propres bantoustans. Il s'agit au mieux, de réservoirs de main-d'oeuvre de la part desquels Pretoria attend une politique soumise; au pire,

d'otages dont on montre combien le sort serait menacé si le monde extérieur prenait des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Complètement enclavé dans l'Afrique du Sud, dépendant pour sa survie de la demande d'emplois sud-africaine, lié de surcroît à son puissant voisin par une union monétaire et douanière, le Lesotho est très vulnérable. Les politiciens le reconnaissent qui tous, quel que soit leur dégoût du régime de l'apartheid, font des bonnes relations avec l'Afrique du Sud un de leurs objectifs principaux.

En pratique, les bonnes relations sont difficiles à maintenir avec un tel voisin. Lesbus Jonathan qui prend le pouvoir avec l'aide de l'Afrique du Sud se permet-il quelque indépendance? L'Afrique du Sud donne le feu vert aux partisans de Ntsu Mokhehle pour des actions de guérilla à partir de son territoire. Si des opposants cherchent refuge au Lesotho, la police sud-africaine n'hésite pas à franchir la frontière pour les arrêter.

L'indépendance pour le Lesotho se limite à être plus ou moins maître chez soi, à profiter des miettes de la prospérité sud-africaine et pour le reste à rêver d'autosuffisance et de coopération inter-africaine en attendant qu'une constellation plus favorable s'établisse en Afrique australe.

Base écologique, démographique et économique

Le territoire du Lesotho se situe entre 1500 et 3500 m d'altitude. Sur les 30 000 km² de superficie, 13% sont cultivables.

La population, 1 300 000 habitants, se concentre dans les parties les plus favorables à l'agriculture où des densités de 200 habitants au km² sont atteintes. Seules ressources particulières, l'eau, qui pourrait être vendue à l'Afrique du Sud pour des projets hydro-électriques et d'irrigation, et des mines de diamants exploitées artisanalement (à une exception près).

Principales religions: chrétiens 80% (moitié catholiques, moitié protestants); animistes 20%

Le pays ne nourrit pas sa population. Plus nombreux sont les gens qui gagnent leur vie en Afrique du Sud que dans le pays. Les paysans sont plus des éleveurs (moutons, chèvres) que des agriculteurs. Un grave problème d'érosion se pose.

L'industrie est relativement développée: 15% du revenu intérieur brut. L'Afrique du Sud toutefois s'oppose à l'établissement d'entreprises qui pourraient lui faire concurrence.

Le tourisme est très développé. Mais il s'agit principalement de touristes sud-africains qui veulent échapper, le temps d'un week-end, à l'interdiction des rapports sexuels inter-raçiaux et au puritanisme sud-africain.

Les exportations, laine et diamants surtout, ne couvrent pas le dixième des importations. Les transferts de revenu des émigrés est cinq fois plus élevé que les exportations.

On s'étonne dès lors de constater que le PNB du Lesotho est plus élevé que celui de pays riches en ressources comme la Guinée ou le Zaïre par exemple. Il faut voir dans ce phénomène un débordement (ou l'"effet d'entraînement") de ce qu'on pourrait appeler "l'aire de prospérité économique sud-africain": 6%, l'incroyable croissance annuelle moyenne du PNB entre 1960 et 1980 reflète l'augmentation des salaires dans les mines sud-africaines.

L'appareil étatique

Quand les autorités coloniales avaient donné le feu vert à la reprise des activités politiques, les procédures britanniques s'étaient superposées facilement à la tradition démocratique du pays. Un parti moderne de masse, le BCP s'était constitué dès 1952. Le problème de la royauté et du pouvoir s'était manifesté par des luttes de palais dont le futur Moshoeshoe II, étudiant à l'université d'Oxford, un moderniste, sortit vainqueur. Une troisième force, conservatrice, le BNP, était apparue en 1958. Les élections générales de 1960 semblaient refléter les principales tendances politiques: le BCP sort premier, le parti royaliste second et le BNC du chef Leabua Jonathan dernier.

Aux élections de 1965, retournement: aidé par l'Afrique du Sud, Leabua Jonathan, avec le slogan "l'estomac d'abord" avait présenté un programme axé sur la coopération avec l'Afrique du Sud auquel l'électorat, féminin en particulier, avait été sensible. Le BNP l'emporta de justesse.

-C'est donc avec le chef Leabua Jonathan comme premier ministre que le Lesotho accède à l'indépendance, en 1966, en tant que monarchie constitutionnelle. Le chef du gouvernement utilise son avantage initial
1) pour neutraliser l'influence du roi, dont il fait pratiquement un prisonnier
2) pour placer des Sud-africains aux postes clés de l'appareil étatique.

-Aussi quand les urnes lui sont défavorables aux élections de 1970 peut-il faire son coup de force: la constitution est suspendue, les partis interdits, leurs dirigeants arrêtés, toute velléité de manifestation est réprimée dans le sang par les unités paramilitaires.

Le mécontentement qui s'était manifesté de manière sporadique, éclate soudain, en 1974, en une véritable guerre de guérilla. Leabua Jonathan, utilisant toujours la méthode forte, remporte également cette manche. L'opposition doit prendre l'exil ou le maquis.

Dès 1974, le premier ministre gouverne sans base constitutionnelle. Ses efforts de normalisation se limitent à coopter quelques dissidents des partis d'opposition dans son gouvernement.

LE LIBERIA

Groupe ethniques et régionaux

Les Américano-libériens, en dépit de leur faiblesse numérique, sont, jusqu'en 1980, le groupe dominant. Il s'agit pour la plupart de descendants d'esclaves américains libérés, qui, dès 1822, s'étaient installés sur cette partie de la côte africaine avec l'aide de sociétés philanthropiques et du gouvernement américain. Ils constituent moins de 3% de la population totale. La politique d'adoption d'enfants africains, pratiquée par les familles américano-libériennes, pour élargir le groupe et nouer des liens avec les ethnies de l'intérieur, est révélatrice d'une mentalité de siège.

Les autochtones, comme on les appelait au Libéria jusqu'à la révolution, appartiennent à 16 ethnies. La plus nombreuse, les Kpelle, groupe 20% de la population.

Pierre Gourou note que les Américano-libériens sont unis "par des liens de parenté, de clientèle, de solidarité, par l'usage de la seule langue anglaise, par la référence aux coutumes américaines, par l'appartenance à la franc-maçonnerie, à des églises protestantes..."

Ce petit groupe de colons noirs, que sont les Américano-libériens, a réussi à maintenir sa domination pendant 133 ans...

La révolution de 1980, qui ouvre le pouvoir à la majorité, a été préparée par les militaires d'une seule ethnie, les Krahn, qui constituent 5% seulement de la population.

Les classes sociales

L'accès à l'élite n'est réservé pendant longtemps qu'aux Américano-libériens. Le reste de la population étant constitué pour l'essentiel d'agriculteurs, d'ouvriers agricoles travaillant sur les grandes plantations, de mineurs et d'ouvriers.

La politique d'unification, amorcée en 1964, élargit quelque peu la base de recrutement de l'élite. Les différents groupements ethniques commencent dès les années 70 à fournir des contingents d'intellectuels. Toutefois ceux-ci ne peuvent accéder aux postes supérieurs de l'appareil étatique que l'élite américano-libérienne accapare, en dépit de la politique d'intégration prônée par le président Tolbert.

C'est l'incapacité de coopter les nouvelles élites et les mécontents à un rythme suffisamment rapide qui sera l'un des facteurs principaux de la chute du régime.

La révolution est le fait des rangs inférieurs de l'armée, des intellectuels et de la masse des pauvres de Monrovia.

Les partis

Le multipartisme, prévu par la constitution, ne s'est réalisé que pendant de courtes périodes au 19^{me} siècle.

Le True Whig Party (TWP), ("le parti des vrais libéraux" pourrait-on traduire), est le parti unique de 1878 à 1980. Il est l'expression politique de l'élite américano-libérienne. Tous les fonctionnaires doivent en être membres; les cotisations sont déduites directement de leurs salaires. Le TWP est pourtant assez peu organisé. C'est un parti de notables où les consensus s'établissent, là ou dans les loges maçonniques, de manière informelle.

Ce genre de parti pouvait difficilement relever le défi d'un parti moderne. Du temps de Tubman le danger n'existe pas, la police secrète est bien trop crainte. Tolbert, lui, a sensiblement libéralisé le régime. Sans aller jusqu'à admettre le multipartisme, il autorise des mouvements dont il ne soupçonne pas l'importance.

La Progressive Alliance of Liberia (PAL) est créée par des étudiants libériens aux Etats-Unis. Ce mouvement se réclame du socialisme, se dit révolutionnaire mais pas marxiste. Deux mois avant le coup d'Etat, le PAL dit encore que son objectif n'est pas le pouvoir mais la solution de certains problèmes.

Le Movement for Justice in Africa (MOJA) se considère comme l'avant-garde d'un mouvement de masse qui n'existe pas encore. Il est formé d'intellectuels.

Susukuu est une organisation d'entraide tournée vers le monde rural.

Ces différents mouvements, qui auraient pu rester de simples groupes de pression pour l'avancement de la nouvelle élite, s'aperçoivent que leurs méthodes d'agitation modernes sont très efficaces.

Au moment du coup d'Etat, les principaux dirigeants de l'opposition sont en prison. Les militaires les font entrer dans le gouvernement. Les mouvements renoncent alors à toute activité de parti.

Relations avec autrui

Jusqu'en 1980, les Etats-Unis sont la référence culturelle formelle de l'élite, le dollar est la monnaie officielle, le principal partenaire commercial, le premier investisseur ce sont les Etats-Unis: né dans la dépendance américaine, le Libéria y est resté. La discontinuité dans la relation est pourtant assez grande.

Jusqu'en 1847 le Libéria a reçu un peu plus de 100 000 dollars des différentes sociétés de colonisation américaines; alors que les revenus du pays en 1845 sont inférieurs à 9000 dollars, note Willi Schulze (1). Après l'indépendance en 1847, les Etats-Unis se désintéressent peu à peu du Libéria.

Le pays a de gros problèmes de balance des paiements. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas deviennent les principaux partenaires commerciaux. La Grande-Bretagne consent un prêt; un officier britannique dirige bientôt les forces de l'ordre; les douanes sont contrôlées par les pays créanciers. Bref, au début du 20^{me} siècle, le Libéria semble destiné à devenir une colonie européenne. La Grande-Bretagne et la France s'approprient déjà des parties du territoire. En 1930, le scandale de la vente d'Africains par l'élite libérienne aux plantations de Fernando Po aurait pu être l'occasion de la fin de l'indépendance: Londres et Washington rompent les relations diplomatiques; sur l'initiative de la Grande-Bretagne, la Société des Nations envisage d'imposer une tutelle. Si l'indépendance du Libéria est sauvée de justesse, c'est grâce à la connexion Firestone.

En 1926 l'entrepreneur américain Harvey Firestone signe un accord avec le Libéria. Il obtient une concession de 99 ans pour 400 000 hectares, au prix annuel de 15 cents l'hectare, 1% de droits de douane et un prêt de cinq millions de dollars pour consolider la dette extérieure. Dorénavant le Libéria c'est Firestone ou peu s'en faut: la plus grande plantation d'hévéas du monde, le plus gros employeur du pays, la principale exportation.

L'Etat (et l'élite qui le contrôle) dispose enfin de ressources. Même si jusqu'en 1976, l'entreprise américaine bénéficie d'un taux de l'impôt plus favorable que les producteurs libériens.

Dans la foulée de cette bonne expérience, mais aussi pour faire contrepoids à l'influence de Firestone, le président Tubman lance en 1944 sa politique de "la porte ouverte". "Nous offrons notre protection et notre collaboration préférentielle à tous les capitalistes pour qu'ils développent les ressources du pays" dit le président.

C'est ainsi que le minerai de fer a ravi la première place au caoutchouc, qu'on exploite le bois, que d'autres plantations d'exportation se sont installées. On remarquera que le Libéria exporte ses matières premières, mais très peu de produits manufacturés; que 75% des entreprises sont en mains étrangères.

Au moment de la révolution de 1980, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines donne la liste suivante des intérêts américains:

- les émetteurs de la Voix de l'Amérique pour l'Afrique, le Moyen-Orient et la partie sud-ouest de l'URSS;
- une station de relais pour les télécommunications diplomatiques;
- une station de navigation maritime et aérienne;
- 3500 citoyens américains;
- 350 millions de dollars d'investissements
- 100 millions de dollars de créances bancaires

Le nouveau régime a tenté de restructurer l'économie dans un sens plus national, mais il y a vite renoncé.

Les Etats-Unis sont toujours le partenaire principal.

Base écologique et démographique

Un million huit cent mille habitants pour une superficie de 111 000 km², soit une densité de 16 habitants par km²: le Libéria est un pays peu peuplé. Bien qu'une faible proportion de la surface cultivable soit utilisée, les paysans de certaines régions affectées par l'établissement des grandes plantations se plaignent du manque de terres.

Très importants gisements de minerai de fer.

Religions: animistes (75%); musulmans; chrétiens

Base économique

L'exploitation de type capitaliste étranger a fourni au Libéria les moyens de la survie financière et nationale, mais son effet de développement économique et social est resté limité.

Une sorte de division du travail s'est instaurée: les descendants des pionniers se sont spécialisés dans les affaires de l'Etat; des entrepreneurs étrangers, principalement occidentaux et libanais produisent et exportent. Les entreprises étrangères bénéficient d'une grande liberté pour le rapatriement des capitaux et des bénéfices. Il a été estimé que sur chaque dollar gagné dans le fer, 16 cents seulement restent au Libéria.

L'essentiel de l'activité économique a trait à l'extraction de matières premières utilisées dans les pays industriels. Les pavillons de complaisance pour la marine marchande sont une autre source de revenus importante.

Le revenu national par habitant (500 dollars) est relativement élevé; le taux de croissance, en moyenne 1,6% de 1960 à 1979, est appréciable. Mais la répartition interne de la richesse, très inégale, fait obstacle à un développement autocentré. Il a été estimé que 3,6 % de la population s'appropriait 60% des richesses; et que 70% de la population vivait dans la pauvreté en milieu rural avec un revenu annuel de 70 dollars.

Le Libéria se prête à la culture du riz, la nourriture de base de la population. Mais l'élite préfère le riz précuit importé des Etats-Unis. Un des grands mérites du gouvernement Tolbert est d'avoir pratiquement atteint l'objectif d'autosuffisance en riz; mais la décision d'augmenter le prix du riz, pour encourager la production interne, provoque des émeutes en 1979; c'est un coup rude à la stabilité du régime qui sera renversé une année plus tard.

L'appareil étatique

Jusqu'en 1847, le Libéria, où les premiers esclaves libérés étaient arrivés en 1822, était sous le contrôle de l'"American Colonization Society", une société philanthropique avec des attributions étatiques. La concurrence entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne donna l'occasion aux colons de déclarer l'indépendance.

Ainsi donc pendant 133 ans, un groupement ethnique à vocation de classe sociale monopolise l'appareil étatique... La plus grande profondeur historique du Libéria va-t-elle nous révéler des modifications structurelles autres que celles que nous observons sur quelque vingt ans seulement dans les autres pays africains? Curieusement non. On en vient même à douter en observant le cas du Libéria que la valeur du sentiment national dépende du nombre des années.

Jusqu'en 1944 le pays était somme toute une colonie comme beaucoup d'autres, avec un groupe d'hommes entrepreneurs essayant de s'implanter dans un milieu qui n'est pas le leur. Après des années d'incertitudes, les pionniers américains ont trouvé leur voie: un appareil étatique consommateur et distributeur des redevances versées par les sociétés étrangères autorisées à exploiter les matières premières. Dans cette colonie, la population indigène est marginalisée; même la devise nationale "c'est l'amour de la liberté qui nous a amenés ici" ne la concerne pas.

En 1944, avec la politique d'unification du président Tubman commence un certain effort de construction nationale. La population africaine obtient le droit de vote, l'accès au système scolaire; les Africains sont même admis, au compte gouttes, dans l'appareil étatique.

William Tolbert, quand il accède à la présidence en 1971 après avoir été vice-président pendant vingt ans, veut donner un coup d'accélérateur à la politique d'unification et d'intégration. Mais il se heurte à la résistance de l'aile conservatrice de l'élite américano-libérienne, soucieuse avant tout de protéger ses privilèges, alors que la classe montante des intellectuels africains attend impatiemment son intégration dans l'appareil étatique. Face à cette antinomie, le régime est d'autant plus vulnérable que William Tolbert, esprit libéral, a démantelé l'appareil policier et autorisé une certaine liberté d'expression. Deux secousses vont l'abattre : les émeutes consécutives à l'augmentation du prix du riz en 1979 et, quelques mois plus tard, le coût exorbitant de la conférence au sommet de l'OUA qui provoque la colère populaire.

Le 12 avril 1980 William Tolbert, alors président en exercice de l'OUA, est assassiné dans un coup d'Etat dirigé par un sergent-chef de 28 ans, Samuel K. Doe.

1) Willy Schulze, in Africa South of Sahara, 1980-81, p. 570

LE MALAWI

Groupements ethniques et régionaux

Les Chewa, dont le président est issu, forment le groupe le plus nombreux (50%). Autres ethnies importantes: les Lomwe (15%), les Yao (14%) les Tumbuka (9%).

Contesté par des intellectuels au début de sa carrière présidentielle, Hastings Kamuzu Banda s'appuie plutôt sur le monde rural, les chefs, les gens de son ethnie en particulier. Des ressortissants de celle-ci occupent les postes-clés de l'appareil étatique.

Les influences ethniques, soulignons-le, ne sont que sous-jacentes; la personnalité du président est beaucoup plus déterminante.

Les classes sociales

L'accent est bien mis sur le développement agricole, dans ce pays où 86% de la population travaillent dans l'agriculture, mais il ne s'agit pas d'un développement égalitaire.

Ici des couches bien différenciées apparaissent chez les agriculteurs. Il y a d'abord ceux qui vivent en économie de subsistance (les trois quarts d'entre eux) sous le contrôle de chefs traditionnels, eux-mêmes étroitement surveillés par le pouvoir; les autres se partagent par moitié entre: des petits paysans indépendants travaillant pour le secteur d'exportation (sur le revenu desquels l'Etat opère des prélèvements); et un véritable prolétariat agricole employé dans les plantations des sociétés multinationales et des notables du régime.

Le président, qui est le plus grand fermier du pays, encourage ses ministres et autres dignitaires du régime à suivre son exemple.

L'identité d'intérêts de la petite élite nationale et des entreprises étrangères est mise en évidence par un incident: des syndicats internationaux avaient dénoncé en 1979 la misère des travailleurs sur une plantation de thé appartenant à une grande société britannique (salaires en-dessous du minimum vital, exploitation des enfants, etc.); la société incriminée a fait valoir pour sa défense que les salaires sont fixés par la loi du pays et que les offres qu'elle avait faites de les augmenter avaient été rejetées par le gouvernement (dont les membres sont également des employeurs).

Les intérêts de l'élite, d'ailleurs, ne se limitent pas au secteur agricole. La fortune privée du président s'étend à tous les domaines de l'activité économique.

Le parti

"Unité, Loyauté, Obéissance, Discipline", la devise du Parti du congrès du Malawi, pourrait être également celle de son patron, le président Banda, qui s'occupe personnellement des affaires du parti dans les plus petits détails.

Jusqu'en 1979 les élections générales sont tacites: le parti présente des candidats pour chaque circonscription, le président choisit, le peuple applaudit. En 1978, grande nouveauté, le peuple est vraiment appelé aux urnes; non sans quelques correctifs: un bon nombre des candidats présentés par le parti sont éliminés, après un test, pour leur connaissance insuffisante de la langue anglaise; de ce fait l'élection est de nouveau tacite pour la moitié des sièges; là où il reste une possibilité de choix, les électeurs font mordre la poussière à 31 parlementaires sortants, dont deux ministres.

Tous les citoyens doivent être membres du parti et prouver leur fidélité en payant régulièrement leurs cotisations annuelles. L'exclusion du parti équivaut à un bannissement ou pire encore.

Les Témoins de Jéhovah, nombreux au Malawi, qui refusent d'adhérer au parti pour des raisons de conscience, sont victimes de véritables "pogroms"; par milliers ils se réfugient dans les pays voisins, Mozambique, Zambie, où du reste ils ne sont guère mieux traités.

Dans ce pays autoritaire, le parti est le principal instrument d'encadrement et de coercition. L'Organisation des femmes et les Jeunes pionniers, sont deux piliers importants du régime. La première, puritaine comme le président, veille au respect de la morale, à la ville comme dans les villages; les seconds, une organisation paramilitaire, font sentir la main de fer du président au plus profond des campagnes.

Les partis d'opposition se trouvent tous à l'étranger, par la force des choses, leur popularité est difficile à estimer.

Rapports avec autrui

Le Malawi est le seul pays africain qui entretienne des relations diplomatiques formelles avec l'Afrique du Sud; il est contre les pays africains progressistes, contre le communisme, contre les pays arabes et pour Israël. Des prises de position qui reflètent davantage les affinités du président que les intérêts permanents du Malawi.

La relation avec l'Afrique du Sud est justifiée par la dépendance économique à l'égard de ce pays vers lequel, jusqu'en 1974, quelque 200 000 travailleurs

émigraient chaque année. Heureuse de cette percée diplomatique, l'Afrique du Sud montre sa reconnaissance en participant à la réalisation de projets tels que la création d'une nouvelle capitale à Lilongwe, la construction d'un aéroport, etc.

Le président, qui a la hantise du coup d'Etat, déteste les pays progressistes, en particulier la Tanzanie, où certains de ses adversaires se sont réfugiés. Par défi, il lance des revendications territoriales à l'égard de la Zambie et de la Tanzanie.

Quand le Mozambique, au coeur duquel le Malawi est pratiquement enclavé, devient indépendant, le président plus habile diplomate que ses idées carrées le laisseraient supposer, normalise ses relations avec ses voisins progressistes.

Base écologique et démographique

Le Malawi est un long couloir sur la rive et dans le prolongement du lac Malawi; 840 km de longueur et des largeurs variant de 80 à 160 km. Le sol et le climat se prêtent à une grande variété de cultures.

L'espace agricole ne manque pas puisque 50% seulement des terres cultivables sont exploitées.

Population: 5 800 000 habitants pour 118 000 km², soit une densité moyenne de 50 habitants par km², mais avec des pointes, dans certaines régions, supérieures à 300 habitants au km².

Le pays est enclavé. Deux lignes de chemin de fer le relient aux ports de Beira et Nacala sur l'océan Indien; des liaisons existent également avec les systèmes de transport zambien-sud-africain d'une part, et zambien-tanzanien, d'autre part.

Principales religions: animistes, chrétiens, musulmans.

Base économique

Le Malawi est une grande réussite économique: l'auto-suffisance alimentaire est assurée, le taux de croissance (2,9% en moyenne annuelle) est l'un des plus élevés du continent, quelque 200 000 travailleurs qui auparavant étaient employés dans les mines d'Afrique du Sud et de Rhodésie ont été réintégrés dans l'économie nationale.

Pour un pays sans ressources autres qu'agricoles, dont les recettes propres au moment de l'indépendance ne suffisaient même pas à financer le budget ordinaire, c'est une réussite que le PNB par habitants, 200 dollars, reflète très mal.

Une politique agricole bien définie, des conditions très favorables pour les investisseurs étrangers (dans l'agriculture et l'industrie), mais aussi les sanctions contre la Rhodésie dont a profité le tabac du Malawi, telles sont les causes principale de ces bons résultats.

Bien que deux tiers des exportations, principalement tabac et thé, proviennent des grandes plantations, la politique de développement et de diversification agricole a porté également sur l'agriculture villageoise où l'amélioration des rendements par des méthodes simples a permis de dégager des surplus. Grâce à des cultures variées, les effets des aléas du temps et des prix mondiaux sont quelque peu amortis.

Le secteur industriel enfin, tourné vers l'exportation de produits à base agricole, sucre, thé, tabac, bien qu'il n'occupa que 5% de la population active, a un effet très positif sur la croissance générale.

L'appareil étatique

L'Etat c'est Banda, pourrait-on dire. En effet, s'il est un régime personnel, patriarcal, autoritaire, c'est bien celui instauré par Hastings Kamuzu Banda.

Rien ne laissait présager dans cet adepte austère de l'Eglise d'Ecosse le chef d'Etat qui aurait de meilleurs rapports avec l'Afrique du Sud qu'avec le reste de l'Afrique. A Londres où il exerçait la profession de médecin, il était dans la mouvance des Nkrumah, Kenyatta et autres militants panafricanistes. Aussi quand les jeunes politiciens qui, au Nyassaland, menaient la lutte contre la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et pour l'indépendance, eurent besoin d'un chef expérimenté et charismatique, firent-ils appel au vieux monsieur de l'étranger (Banda était resté près de 40 ans hors de son pays). Banda mena si vigoureusement campagne que bientôt il se retrouva en prison, puis au pouvoir. L'opposition des nationalistes de Rhodésie du Nord (la Zambie) et du Nyassaland avait fait échouer cette fédération qui aurait été dominée par les Blancs de Rhodésie. Le Nyassaland accède à l'indépendance en 1964, sous le nom de Malawi.

Banda prend presque tout de suite son virage à droite à la suite de la rupture avec Henry Chipembere et Kanyama Chiume, ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir. Le fait que la Tanzanie leur donne asile le brouille à tout jamais avec tous les progressistes africains.

De son long séjour en Europe, Banda ramène une grande admiration pour les Blancs dont il exhorte ses compatriotes à s'inspirer. La lutte pour l'indépendance, en ce qui le concerne, s'était faite non pas contre les Britanniques, mais contre les colons de Salisbury. Il lui paraît donc naturel de s'appuyer sur des hauts-fonctionnaires britanniques avec l'aide desquels il fait du Malawi le plus britannique des pays africain, les libertés individuelles mises à part.

L'appareil étatique de ce despote conservateur n'est somme toute pas très différent de celui d'autres pays africains, même révolutionnaires: parti unique, culte de la personnalité, appareil répressif. Par le soin maniaque accordé à l'organisation et au contrôle de l'Etat, on songe à la Guinée de Sékou Touré; la conjonction du libéralisme économique et de l'Etat policier rappelle le Cameroun d'Ahidjo.

L'élite politico-économique qui entoure le président doit se plier complètement à ses volontés; la moindre contestation envoie les audacieux en prison, voire à la potence "pour infraction à la discipline du parti". Le danger pour un politicien est de passer pour un dauphin; la disgrâce est alors certaine: le président à vie, à près de 80 ans, ne tolère pas d'allusions à sa succession.

LE MALI

Groupements ethniques et régionaux

Berceau des grands empires de l'Afrique de l'Ouest, Ghana (Xme-XIme siècle), Mali (XIIIe-XVme siècle), Songhaï (XVme-XVIe siècle), pour ne citer que les plus prestigieux, le Mali a une longue tradition d'Etat polyethnique. L'historien Ki-Zerbo nous dit: "Pendant plus d'un siècle, au cours de sa belle époque, le Mali a réalisé un modèle d'intégration politique où des peuples aussi variés que les Touareg, les Wolof, les Malinké et Bambara, les Songhaï, les Peul et Toucouleur, les Dialonké etc. reconnaissaient un seul souverain."(1); et à propos de l'empire de Gao, il souligne l'intégration supratriale: "Imams peul, généraux tékrourien ou songhaï, professeurs berbères ou maliens, cadis sarakholé, hauts fonctionnaires djerma ou haoussa, tous coopéraient dans une collectivité nationale basée sur la fidélité au prince et la reconnaissance des vertus et des talents."(2)

Le tribalisme cependant n'était pas inconnu de l'Afrique pré-coloniale puisque le même auteur relève que les Peul du Macina furent durement traités sous l'empire de Gao: "Ils n'étaient admis ni dans l'administration, ni dans la justice. Les Sangaré furent tellement décimés, nous dit-on, les rescapés de ce clan peul pouvaient finalement tenir à l'ombre d'un seul arbre."(3)

Dans le Mali moderne, les groupements ethniques, dont les principaux sont les Bambara, les Malinké, les Dioula, les Peul, les Songhaï, les Dogons, les Bobo, les Touareg et les Sénoufo, ne jouant pas un rôle déterminant. Signalons néanmoins la tentative de sécession touareg en 1962-64, réduite non sans peine par l'armée et qui a conduit à une marginalisation certaine de cette ethnie nomade forte de quelque 170 000 personnes. Les Touareg accusent le gouvernement de profiter de la sécheresse pour essayer de se débarrasser d'eux. La sécheresse marquera en tout cas pour la plupart des Touareg la fin d'un mode de vie.

Les classes sociales

Le changement de régime met en lumière la configuration des classes sociales.

Modibo Keita en développant l'administration (les dépenses administratives augmentent de 11% par année de 1959 à 1968) et en créant une trentaine de sociétés industrielles et commerciales d'Etat, favorise l'essor d'une élite bureaucratique qui lui restera fidèle même après sa chute.

En revanche le premier régime malien s'aliène les paysans (88% de la population active) et les commerçants réfractaires à son programme

de socialisation. C'est donc la grande majorité du peuple malien qui rejoint dans l'opposition au régime les adversaires de toujours, chefs traditionnels et vieille bourgeoisie des villes de la boucle du Niger.

Le régime militaire naturellement est bien accueilli par les adversaires de Modibo Keita, mais il se heurte à l'hostilité de l'élite bureaucratique qui entend défendre "les acquis économiques du peuple". Les étudiants qui pensent à leur avenir dans l'appareil d'Etat font pression dans le même sens. Face à cette opposition qui persiste en dépit de la répression, le gouvernement n'ose pas liquider les sociétés d'Etat pratiquement toutes déficitaires.

Les partis politiques

Le Rassemblement démocratique africain, RDA, le vaste mouvement décolonisateur de toute l'Afrique francophone, avait été fondé en 1946 à Bamako. La branche locale, l'Union soudanaise-RDA, s'impose sans difficulté dans la période préparatoire à l'indépendance face au parti conservateur, le Parti soudanais progressiste, qui regroupait la bourgeoisie des anciennes villes, les vétérans de l'armée française et les chefs nomades.

Dirigée par une équipe de jeunes marxistes, l'Union soudanaise-RDA est un parti fortement structuré et centralisé. A l'extérieur il défend une politique de coopération inter-africaine, le non-alignement et l'anti-impérialisme. L'échec du projet de la Fédération du Mali qui devait regrouper le Mali (alors Soudan), le Sénégal, la Haute-Volta et le Dahomey entraîne la rupture avec le RDA d'Houphouët-Boigny qui y avait fait obstacle.

A l'intérieur, l'Union soudanaise met en pratique "le socialisme malien": création d'un secteur industriel d'Etat, étatisation du commerce, imposition de coopératives agricoles. Les résultats seront désastreux.

L'Union soudanaise-RDA devient parti unique par absorption de ses adversaires de droite et de gauche. Les tiraillements droite-gauche se poursuivent alors au sein du parti.

Les militaires gouvernent par décret pendant 11 ans. En 1976 ils créent un parti unique, l'Union démocratique du peuple malien, qui doit être "l'organe de rencontre et de coordination de l'exécutif, du législatif et du judiciaire." Mais le nouveau parti rencontre l'apathie des Maliens qui y voient un simple déguisement du pouvoir militaire.

Rapports avec l'aucru

Il était conforme aux intérêts d'un pays enclavé d'oeuvrer pour la coopération régionale. L'échec de la Fédération du Mali est donc douloureux.

Cet immense pays aux frontières mal défendables, dont les voisins sont aussi nombreux et variés que l'Algérie, le Niger, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Sénégal et la Mauritanie, jouit de relations extérieures harmonieuses. Sans doute sa position stratégique au coeur de l'Afrique de l'Ouest, entre le Maghreb et l'Afrique noire, incite-t-elle les puissances extérieures à oeuvrer pour que le Mali ne tombe pas dans un camp ou dans l'autre. C'est ainsi que lorsque le régime Modibo Keita penche fortement vers Moscou, les Etats africains conservateurs et la France se gardent bien de couper les ponts; de même le Mali a pu éviter de se laisser entraîner par les belligérants dans le conflit du Sahara occidental.

Le Mali a donc la chance de pouvoir mener une politique étrangère indépendante. Celle-ci se caractérise par sa continuité. Si après la chute de Modibo Keita, l'Union soviétique subit une éclipse passagère, dont la Chine communiste profite, bien vite les militaires indiquent qu'ils veulent garder le bénéfice de bonnes relations avec l'Est et avec l'Ouest. La réaction généreuse des pays occidentaux à la sécheresse fait pencher la balance, sans pourtant que le Mali se départisse de sa politique de non-alignement.

Un épisode curieux est l'incident de frontière avec la Haute-Volta/Burkina-Faso. La médiation africaine, qui a évité une guerre du désert entre deux pays en proie à la sécheresse, a également montré que le bon droit n'était pas du côté malien. Des tensions au sein du gouvernement militaire malien sont probablement la véritable cause de cette péripétie.

Base écologique et démographique

Deux tiers de cet immense pays de 1 200 000 km² sont sahariens. Les 6 800 000 habitants se trouvent pour la plupart dans le tiers sahélien et soudanais du territoire.

La sécheresse porte un rude coup au Mali qui auparavant était auto-suffisant en produits vivriers. La production agricole diminue de 0,8% par année pendant la période 1970-1976, alors que la population augmente de 2,6% par année. Le troupeau de bovins se trouve réduit de moitié. Certaines personnes profitent de la situation: les habitants de Bamako ont baptisé "quartier de la sécheresse" les somptueuses villas construites avec de l'argent détourné.

Le sous-sol contiendrait des gisements d'or, de cuivre, de nickel, de manganèse, d'uranium et de phosphate; faute de capitaux et d'infrastructures suffisantes, il n'est pas encore exploité.

Religions: musulmans 60%; animistes 20%; chrétiens moins de 5%.

Base économique

Le PNB malien est de 140 dollars par habitants; seuls le Tchad, la Somalie et l'Ethiopie sont plus pauvres.

Le développement de l'agriculture est freiné non seulement par les aléas climatiques mais également par l'insuffisance des communications. Un succès néanmoins dans le secteur agricole: les cultures d'exportation, coton, arachides qui ont augmenté de 7% par année de 1970 à 1980.

Après le choc pétrolier, la valeur des importations est deux fois plus élevée que celle des exportations. Le déséquilibre chronique de la balance des paiements est financé par l'aide extérieure, laquelle en 1978 représentait un cinquième du PNB.

En 1962, le Mali quitte la zone franc; en 1967 il demande sa réintégration: le franc malien est dévalué de 50%; la France exige une longue période de convalescence avant la réintégration pleine et entière du Mali dans la zone CFA (celle-ci ne sera réalisée qu'en 1983).

L'appareil étatique

La décolonisation s'est passée on ne peut plus harmonieusement. Modibo Keita est d'abord député français, vice-président de l'assemblée nationale, il occupe plusieurs postes ministériels à Paris. Dès 1957 le Soudan français

jouit de l'autonomie interne. Si rupture il y a, elle se fait par l'intermédiaire des deux meilleurs alliés de la France en Afrique: Houphouët-Boigny et Senghor.

Après l'indépendance, acquise en 1960, le régime Modibo Keita se fait et se défait selon un schéma connu: ambitieux programme d'investissements, endettement, augmentation des dépenses de fonctionnement, consommation accrue de produits importés par la nouvelle élite bureaucratique, difficultés de balance des paiements, mécontentement, coup d'Etat militaire.

En l'occurrence, deux erreurs précipitent la chute du régime. La première, d'ordre économique, est la sortie ratée de la zone franc. Quand Modibo Keita demande la réintégration de la monnaie mallee, il est vivement critiqué par l'aile gauche de son parti qui lui reproche de se soumettre à la France. Pour rétablir son autorité et son image révolutionnaire, Modibo Keita dissout le bureau politique du parti, de même que l'assemblée nationale, et dirige le pays en s'appuyant sur un "comité national pour la défense de la révolution"; tout cela dans une atmosphère de révolution culturelle où les jeunes du parti contraignent les dignitaires corrompus à la démission: c'est la deuxième erreur, fatale, du régime. Comme les "gardes rouges" s'en prennent également aux militaires, un groupe de lieutenants et de capitaines prend alors le pouvoir. Ils portent à leur tête le lieutenant Moussa Traoré.

De 1968 à 1979, un Comité militaire de libération nationale dirige le pays. On assiste aux habituelles rivalités internes de l'armée: les officiers d'un grade supérieur à celui des putschistes sont d'abord écartés. Le lieutenant Moussa Traoré se fait nommer colonel, puis général; il élimine les uns après les autres ceux de ses camarades qui au moment du coup d'Etat avaient le grade de capitaine. Les purges se terminent dans plusieurs cas par des morts mystérieuses en prison.

De ces luttes d'influence, Moussa Traoré émerge avec le rôle d'un modéré, favorable à un retour à la constitutionnalité, disposé à composer avec l'élite bureaucratique.

En 1974, les militaires invitent le peuple à se prononcer par référendum sur un projet de constitution dont l'entrée en vigueur est prévue... 5 ans plus tard. Il s'agit d'une promesse de retour à un régime, non pas civil, mais constitutionnel. Toutefois, pour que la promesse soit tenue, il faudra au préalable une purge radicale des durs du Conseil militaire de libération nationale partisans d'une mise au pas de l'élite bureaucratique et estudiantine. Le coup de force de Moussa Traoré lui vaut un élan de popularité.

Le retour à un régime constitutionnel en 1979, sous la houlette de l'Union démocratique du peuple mallee, parti unique contrôlé par les militaires, ne suscite guère d'enthousiasme.

Conduites effervescentes

Les populations urbaines marquent leur opposition malgré les mesures coercitives dont elles sont l'objet.

En dépit du "centralisme démocratique" le régime Modibo Kéita ne réussira pas à embrigader complètement les syndicats. Les militaires y parviennent, dans une certaine mesure, en employant les grands moyens: arrestation des principaux dirigeants qui sont remplacés par des personnes désignées par le gouvernement. Ce régime sera confronté à d'autres formes de résistance urbaine.

Les funérailles de Modibo Kéita, mort en prison en 1977, donnent lieu à une manifestation de grande envergure.

Avant le référendum constitutionnel de 1974 des tracts invitant à voter non sont distribués à Bamako.

Les étudiants descendent dans la rue en 1977, 1979 et 1980.

Chacune de ces manifestations est réprimée avec brutalité: personnes tuées, blessées, arrestations, tortures. Force est de constater cependant que ces expressions de liberté-sacrifice sont efficaces puisque les militaires devront finalement tenir compte des intérêts sectoriels des élites citadines.

1) Joseph Ki-Zerbo, Histoire de l'Afrique noire, Hattier, Paris, 1978, p. 141

2) *ibid*, p. 148

3) *ibid*, p. 145

LA MAURITANIE

Groupements ethniques et régionaux

Les Maures représentent deux tiers de la population; les Toucouleur, Peul, Sarakolé, Bambara et quelques autres, des ethnies que l'on retrouve au Sénégal et au Mali, un tiers.

Les Maures, arabophones et islamisés, ne sont pas tous des Blancs: si la majorité d'entre eux sont des arabo-berbères, un bon tiers, pour la plupart d'anciens esclaves et des captifs, (l'esclavage est aboli officiellement en 1980) mais également des familles nobles, sont des Noirs.

L'organisation traditionnelle des Maures est très hiérarchisée, avec au sommet de l'échelle des tribus guerrières (plutôt arabes), des tribus maraboutiques (plutôt berbères), des tribus assujetties aux précédentes, etc.

Il s'ensuit un système ethnico-régional très complexe.

Les Noirs du Sud, soutenus par le Sénégal, résistent à l'arabisation du pays.

De fortes rivalités existent entre les différentes tribus maures; certaines sont plus tournées vers le Maroc, d'autres vers l'Algérie ou le Sahara occidental.

A cela s'ajoutent les distorsions ethniques de la société moderne. Les Noirs, qui au moment de l'indépendance jouissaient d'une meilleure formation scolaire, sont sur-représentés dans l'administration. L'armée est maure, mais beaucoup de ces Maures sont d'anciens esclaves noirs. L'industrie, créée après l'indépendance, est également un domaine des Maures. L'agriculture, possible seulement le long du fleuve Sénégal, a de tout temps été l'apanage des Noirs.

Beaucoup de problèmes potentiels donc dans cet enchevêtrement ethnique; pourtant jusqu'en 1980, l'existence de l'Etat mauritanien n'est menacée que par une seule question: le Sahara occidental.

Les classes sociales

Éleveurs plus ou moins nomades, agriculteurs de la vallée du Sénégal ou des oasis forment en 1980 le 85% de la population active.

Au moment de l'accession à l'indépendance, l'élite est squelettique, les universitaires se comptent sur les doigts de la main, la population maure est sous-scolarisée.

La rivalité des élites noire et maure se manifeste dans la querelle linguistique. Dès 1966 l'arabe s'ajoute au français comme langue officielle. Les sudistes, craignant l'arabisation du pays, réagissent vivement; des émeutes se produisent.

En 1975 il est décidé que dans dix ans, le temps de les apprendre à l'école, l'arabe, le oulof, le peul et le soninké seront les langues nationales; l'arabe et le français restant les langues officielles.

L'élite moderne doit composer avec l'élite traditionnelle. L'influence des "féodaux" reste grande, celle des chefs religieux augmente, puisque la charia, la loi islamique, s'applique aux délits de droit commun dès 1980.

Au moment de l'abolition officielle en 1980, on estimait qu'il restait quelque 100 000 esclaves. La sécheresse, qui avait rejeté beaucoup de nomades et leurs dépendants vers les villes, a sans doute accéléré la décision. Difficile libération au demeurant, puisqu'il y a en tout et pour tout quelque 30 000 emplois salariés (sans l'armée). Un prolétariat urbain de sans-emplois est en train de se former.

Le parti

En 1961 tous les partis fusionnent au sein du Parti du peuple mauritanien, dont Ouid Daddah est le secrétaire général. En 1965 le monopartisme de fait devient monopartisme de droit.

Le Parti du peuple mauritanien, parti de masse, jouit de la primauté sur tous les autres organes de l'Etat.

Quand l'armée prend le pouvoir en 1978, le parti se laisse dissoudre sans réagir.

Rapports avec autrui

L'entrée de la Mauritanie dans le concert des Nations se fait dans des circonstances difficiles. Le Maroc s'oppose à l'indépendance d'un pays qu'il revendique comme faisant partie de son territoire national; il est soutenu par plusieurs pays arabes et par l'Union soviétique, laquelle oppose même son veto à la première demande d'admission aux Nations unies. La diplomatie mauritanienne parvient néanmoins à se faire ouvrir toutes les portes les unes après les autres: l'ONU en 1961, l'OUA en 1963, la Ligue arabe en 1973. Le Maroc finit par accepter le principe de l'Etat mauritanien.

Cette difficulté à peine surmontée, la Mauritanie commet la grave erreur de vouloir annexer une partie du Sahara espagnol pour lequel

la Cour internationale de justice et le Comité de décolonisation des Nations unies recommandaient l'autodétermination. En 1975, un accord tripartite est signé à Madrid prévoyant le retrait de l'Espagne et le partage du territoire entre le Maroc et la Mauritanie.

C'est ainsi que la Mauritanie se trouve engagée dans une guerre ruineuse remettant en cause tout l'acquis national. Habilement le Front Polisario, le mouvement qui avec l'aide de l'Algérie se bat pour l'indépendance du Sahara occidental, concentre ses attaques contre la Mauritanie, le plus faible des deux adversaires. Celle-ci n'est pas de taille, bien que les effectifs de l'armée aient passé de 1500 à 17 000 hommes, elle doit faire appel à l'aide du Maroc, qui envoie des troupes sur son mauritanien, et à l'aide militaire française.

Pour sauver l'indépendance du pays, l'armée renverse le régime Ould Daddah en 1978; les militaires signent un traité de paix avec le Front Polisario en 1979 par lequel la Mauritanie renonce à sa part du Sahara occidental.

La Mauritanie sort très affaiblie de cette aventure, non seulement économiquement, mais plus encore politiquement. Qu'elle le veuille ou non, après 1979, elle reste un enjeu pour les belligérants qui essayent, par l'intermédiaire de sympathisants à l'intérieur et à l'extérieur du pays, de la faire basculer dans leur camp.

A la tête d'un appareil étatique déstabilisé, les militaires se succèdent à un rythme accéléré.

Base écologique, démographique et économique

Lors de sa création, on pouvait vraiment se demander si la Mauritanie était un pays possible: un morceau de désert, domaine des éleveurs nomades, et une mince frange agricole; à part cela et l'espoir de ressources minérales importantes, il n'y avait rien dans ce pays à peine touché par la colonisation. Les premiers budgets de l'Etat indépendant sont fortement subventionnés par la France.

Quelques années plus tard, grâce à l'exploitation des mines de fer et de cuivre, la Mauritanie, 1 600 000 habitants, est l'un des pays les plus riches de la région.

Il s'agit bien sûr d'une prospérité désarticulée: les 5% de la population active travaillant dans les mines et l'industrie contribuent à raison de 33% au produit intérieur brut; tandis que les ruraux, 85% de la population active, ne produisent que 27% du PIB. Diversification intéressante: une industrie moderne de pêche.

Jusqu'en 1974, la Mauritanie ne détient que 5% du capital des mines de fer exploitées par un consortium international dirigé par la France. Dès 1974 le régime Ould Daddah affirme son indépendance en nationalisant les compagnies minières et en créant une monnaie nationale.

Dès 1978, le secteur minier s'ouvre à nouveau à des participations étrangères, arabes surtout. Mais la production reste perturbée par les séquelles de la guerre du Sahara occidental.

L'appareil étatique

Choisi par l'administration coloniale, Moktar Ould Daddah, de conviction socialiste, instaure un régime présidentiel assez autoritaire.

Sans doute faut-il de la poigne pour diriger un Etat contesté de l'extérieur, dangereusement divisé à l'intérieur, tirailé du dedans et du dehors par différents intérêts étrangers, sans même disposer du minimum d'organisation et d'infrastructure avec lequel les autres pays africains sortent de la colonisation: Nouakchott a été construite parce qu'il fallait bien une capitale pour l'indépendance...

Avec l'aide de la France, Ould Daddah édifie l'appareil étatique et développe les mines dont l'exploitation exige des investissements préalables très importants. Toujours avec l'aide de la France, il fait reconnaître l'existence de la Mauritanie sur le plan international. A l'intérieur, le régime réussit à apaiser l'opposition entre Maures et Noirs et à désamorcer la querelle linguistique.

En 1974-75, l'indépendance économique est affirmée, notamment par la création d'une monnaie nationale et la nationalisation du secteur minier.

L'étonnant en 1978 n'est pas que le régime tombe sur la question du Sahara occidental, mais plutôt qu'il ait survécu si longtemps à tant de difficultés structurelles. En fait le régime se montre le plus efficace dans la période d'étroite collaboration avec la France, alors que celle-ci réalisait le travail préparatoire qu'elle n'avait pas fait avant l'indépendance.

Dès 1975, le régime paraît déboussolé; il se radicalise pour récupérer une opposition gauchiste et syndicaliste, mais il néglige les problèmes d'un exode rural accéléré par la sécheresse. L'annexion du Sahara occidental, en 1975, peut apparaître comme une sorte de fulte en avant alors que jaillissent des forces politiques que le régime ne maîtrise plus.

Les militaires font la paix, obtiennent le retrait des troupes marocaines, et restaurent ainsi une indépendance qui paraissait menacée; mais les frontières étant mal défendables, des combats entre Marocains et Saharouis ont encore lieu sur sol mauritanien.

LE MOZAMBIQUE

Groupe ethniques et régionaux

Dans ce pays polyethnique, le groupe le plus nombreux, les Makua-Lomwe, représente environ un quart de la population totale.

Les Makonde, chez qui le FRELIMO s'était implanté en premier, parce qu'ils chevauchent la frontière entre le Mozambique et la Tanzanie, sont également ceux qui opposeront le plus de résistance à sa politique de démocratisation.

Le principal problème régional, toutefois, n'est pas ethnique mais politique. Le FRELIMO avait commencé la guerre en 1964, dans le Nord; très vite il avait libéré des zones où il avait établi sa propre administration et fait ses premières expériences politiques. Au moment de l'indépendance, le FRELIMO bien qu'il ait considérablement étendu son influence, ne contrôle directement que 40% de la population. C'est donc un groupe ayant des racines solides dans le Nord qui, après le départ de l'administration coloniale portugaise, arrive dans la capitale, Maputo, située tout au sud du pays, avec le projet d'appliquer à l'appareil étatique national des formules élaborées dans les zones rurales du Nord et du Centre.

Une situation de départ, au demeurant, plutôt favorable, puisqu'elle corrige l'avantage relatif du sud du pays, où se recrutent principalement les émigrants vers les mines d'Afrique du Sud et où le niveau d'éducation est plus élevé.

Les classes sociales

Comme on peut s'y attendre de la part d'un parti qui se veut "l'avant-garde de l'alliance ouvriers-paysans", le FRELIMO est très attentif à la question des classes sociales.

Pendant la lutte armée la question de la collaboration de la paysannerie et de la petite bourgeoisie intellectuelle avait été discutée à fond et éprouvée dans la pratique. Le FRELIMO, dans ce contexte, choisit d'être un mouvement de masse pour éviter qu'une classe de petits-bourgeois noirs ne prenne simplement la place des Portugais. Dans les villages libérés, il s'attaque aux "privilégiés" et déjà il nationalise.

Après 1975, le régime du FRELIMO essaye d'éviter le développement de la classe bureaucratique. Quelques années plus tard, le ton, si ce ne sont les objectifs, a changé: le président Machel, qui va bientôt être nommé maréchal, justifie que des chambres dans les hôpitaux soient réservées pour l'élite, car "un directeur ne doit pas être soigné dans la même chambre que ses collaborateurs, ni la femme du ministre avec la femme du cuisinier". L'heure est à l'efficacité: si l'on veut que l'élite joue son rôle, il faut lui en donner le statut.

Le parti politique

Le Front de libération du Mozambique, FRELIMO, avait été fondé en 1962 par la fusion de trois petits mouvements. Son premier président, Eduardo Mondlane est assassiné en 1969; un triumvirat, puis Samora Machel seul lui avaient succédé.

Arrivé au pouvoir avec l'idéologie d'un mouvement de libération, le parti, lors de son III^{ème} Congrès, tenu en 1977, confirme l'orientation marxiste-léniniste et proclame la primauté du parti sur l'Etat.

En réalité, avec ses effectifs restreints, le FRELIMO ne peut pas contrôler l'appareil étatique, occuper dans le secteur économique les places abandonnées par les Portugais et en même temps offrir un encadrement politique à l'ensemble du pays. Il se fait donc parti d'avant-garde et utilise provisoirement des relais: les pouvoirs locaux plus ou moins spontanés, les "groupes dynamiseurs" installés dans les usines et les fermes d'Etat.

Aux élections de 1977 (en escaliers: le village élit son représentant à l'assemblée de district, laquelle élit son représentant à l'assemblée provinciale, laquelle élit son représentant à l'assemblée nationale) le parti présente plusieurs candidats au choix des électeurs.

Le Mouvement national de résistance mozambicain est une création de la Rhodésie en réponse à l'appui que le Mozambique accordé aux combattants du Zimbabwe. Après l'indépendance du Zimbabwe, l'Afrique du Sud et d'anciens grands colons portugais récupèrent le mouvement à leurs propres fins.

Rapports avec autrui

Le Mozambique avait été développé par la colonisation portugaise en une économie de service complémentaire à l'économie sud-africaine. Les exportations ne représentaient guère plus de la moitié des importations, la différence étant couverte par les transferts de revenu des travailleurs mozambicains dans les mines sud-africaines, le port de Lourenço-Marques (Maputo) qui était et reste le principal débouché portuaire du Transvaal, le tourisme (avec le Lesotho et le Swaziland, Lourenço-Marques était le grand centre de loisir et de prostitution de l'Afrique du Sud).

Une structure si déséquilibrée ne se redresse pas d'un jour à l'autre. Le nouveau régime accepte pragmatiquement sa dépendance. "On ne choisit pas ses voisins" disent les hommes du FRELIMO. Certes, les prostituées ont été "rééduquées"; en revanche si le nombre des travailleurs Mozambicains dans les mines d'Afrique du Sud passe de 100 000 à 30 000, l'initiative en revient autant à l'Afrique du Sud qu'au Mozambique.

Fidèle aux idéaux du FRELIMO, le Mozambique donne son plein appui aux nationalistes du Zimbabwe. Il devient la base arrière de la ZANU

de Robert Mugabe, ce qui lui vaut l'extension de la guerre sur son territoire. La Rhodésie multiplie les attaques de commandos, contre les bases de la ZANU, mais également contre des objectifs économiques mozambicains: silos, ponts, ports, etc. Le Mouvement national de résistance mozambicain, créé par la Rhodésie, tente de s'installer dans des maquis à l'intérieur du Mozambique. Dans son soutien au Zimbabwe, le Mozambique va jusqu'à fermer ses frontières avec la Rhodésie: les pertes seront estimées à 500 millions de dollars.

Aussi l'indépendance du Zimbabwe est-elle accueillie en 1980 comme une victoire nationale.

Base écologique et démographique

Le pays s'étire le long de la côte de l'océan Indien sur près de 2000 km, de la frontière sud-africaine à la frontière tanzanienne. Pourtant du nord au sud, le climat est sensiblement le même, les pluies sont en général insuffisantes et irrégulières. Les fleuves coulant d'ouest en est, Zambèze, Limpopo, etc., permettent les cultures irriguées.

Depuis l'indépendance, le Mozambique a été affecté par une incroyable série de catastrophes naturelles: sécheresses, inondations, cyclone.

Le potentiel minier n'est pas négligeable, mais pour le moment seul le charbon est exploité.

Population: 10 millions d'habitants.

Principales religions: animistes (70%); chrétiens; musulmans.

Base économique

Nous avons déjà évoqué la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud et l'hypertrophie du secteur des services. Reste à mentionner le problème de la main-d'oeuvre.

Avant l'indépendance, il y avait plus de 200 000 Portugais. En 1977, il en restait 25 000. Un véritable exode qui prive le pays pratiquement de tout son personnel qualifié. L'amertume des partants est telle qu'ils détruisent parfois les équipements qu'ils doivent laisser derrière eux.

Le nouveau régime se trouve donc confronté à un gros problème de main-d'oeuvre. Il le résout de manière originale: faute d'avoir des cadres pour reprendre la direction des entreprises abandonnées, il en confie la gestion aux employés, souvent illettrés. L'activité économique continue, les équipements sont préservés, mais la production baisse brutalement.

Une partie importante de la production agricole était fournie par un petit nombre de plantations et de grandes fermes appartenant à des

Portugais. Dilemme pour les nouveaux dirigeants: fallait-il maintenir ce type de production en transformant les grandes fermes abandonnées en coopératives et fermes d'Etat, ou fallait-il plutôt développer l'agriculture villageoise sur le modèle des villages communautaires qui avaient été créés dans les zones libérées? L'accent est d'abord mis sur les fermes d'Etat; mais en 1978 un constat d'échec est établi, le ministre de l'agriculture est renvoyé, les petits paysans ont de nouveau la priorité.

L'objectif que s'était fixé le régime, de rétablir en 1980 la production à son niveau de 1973, n'est pas atteint. Mais le fait que l'économie ne se soit pas complètement effondrée peut être considéré comme un succès.

L'appareil étatique

En 1975, le Frelimo, un petit groupe de 5000 à 10 000 cadres, investit les appareils organisés d'un vaste pays de 10 millions d'habitants. La tâche est démesurée.

Dans un premier temps, le nouveau régime, après avoir purgé l'administration de ses adversaires les plus acharnés, encourage "les pouvoirs populaires", des organes d'administration et de gestion qui se créent plus ou moins spontanément pour remplir le vide laissé par les Portugais; une organisation semblable existait déjà avant l'indépendance dans les régions que contrôlait le FRELIMO. Rapidement le nouveau régime dispose donc dans tout le pays d'un réseau assez informel sur lequel s'appuyer. Mais cette organisation est souvent confuse: dans une entreprise, par exemple, il peut y avoir un conseil de production, formé par l'ensemble des employés, une direction, et "un groupe dynamiseur" (des militants chargés de transmettre l'esprit FRELIMO), chacun des ces trois groupes tirant dans des directions différentes.

Pour le nouveau régime qui se méfie de tout pouvoir qu'il ne contrôle pas complètement (d'où des heurts avec les Eglises dont certaines avaient pourtant soutenu la guérilla), ces "pouvoirs populaires" ne sont qu'une solution transitoire. En 1977 le Frelimo devient un parti marxiste-léniniste; le centralisme démocratique prend le pas sur la décentralisation des "pouvoirs populaires".

Il y a des limites néanmoins à ce que peut faire une petite équipe volontariste. Faute de pouvoir les modifier, le nouveau régime doit se couler dans des structures qu'il désapprouve: les liens avec l'Afrique du Sud, en particulier. Mais en même temps, conformément à ses idéaux, il développe un système de soins de santé primaires cité en exemple par l'OMS, il organise des campagnes de vaccination généralisée, il développe des villages communautaires, il consent de gros sacrifices pour le Zimbabwe.

En 1980, il n'est pas possible de se faire une idée précise de ce régime en train de se construire dans une dialectique d'ambiguïté entre son

idéologie et une structure sociale donnée. On constatera cependant que l'autoritarisme prend le dessus sur le populaire spontané et que le réformisme, en dépit du discours marxiste-léniniste, l'emporte sur le révolutionnaire.

LE NIGER

Groupelements ethniques et régionaux

Comme le Mali, le Niger se trouve dans l'aire de civilisation d'importantes entités étatiques pré-coloniales: royaumes du Kanem (XIII^{ème} siècle), de Bornou (XVI^{ème} siècle); empire songhaï (XV^{ème} siècle), Etats haoussa, Etats peul.

Les Haoussa représentent la moitié de la population nigérienne, les Djerma-Songhaï 20%, le reste étant constitué par les Peul, les Touareg, les Kanouri.

Les gouvernements de Niamey veillent attentivement à l'harmonie des relations ethniques. Dangers potentiels: les Haoussa groupés le long de la frontière avec le Nigeria sont attirés par les grands centres commerciaux que sont Kano et Sokoto. Cette situation explique, lors de la guerre civile nigérienne, le soutien sans équivoque apporté par le Niger aux "Fédéraux", contrairement à la France et à d'autres Etats francophones qui soutenaient la cause du Biafra.

Les Touareg, au demeurant bien traités au Niger, trouvent du travail en Libye et s'engagent dans la "Légion islamique". Une situation préoccupante pour le Niger.

Les classes sociales

En 1980, 91% de la population active travaillent dans l'agriculture. C'est, après la Guinée-Bissau, le taux le plus élevé du continent.

Avant l'Indépendance, avec l'aide de l'administration coloniale, les élites conservatrices s'imposent au détriment des "progressistes".

La faiblesse économique du Niger fait obstacle à l'essor d'une élite bureaucratique. D'où une certaine effervescence parmi les étudiants, pour qui les perspectives d'avenir sont bouchées, et les syndicats, dont la plupart des membres sont des fonctionnaires. Plutôt austère, le régime Diori Hamani réduit l'écart des salaires; l'entourage présidentiel parvient néanmoins à s'enrichir, ce qui sera une des justifications du coup d'Etat militaire.

Le régime du colonel Kountché oeuvre efficacement pour que personne ne meure de faim dans les campagnes du fait de la sécheresse; si l'aide internationale n'y suffit pas, dit-il, il est prêt à consacrer tout le budget de l'Etat à l'achat de nourriture.

Comme au Mali, les militaires critiquent la paresse des fonctionnaires;

ceux-ci, au Niger, sont trop peu nombreux pour faire prévaloir leurs intérêts. Notons cependant la participation du secrétaire général de l'Union des travailleurs du Niger au complot de 1976; ce qui lui vaut d'être fusillé.

Les partis politiques

Le Sawaba, de Djibo Bakari, avait gagné les élections de l'autonomie interne. Parti progressiste, comme la Guinée opposé à la Communauté du général de Gaulle, il se heurte à l'hostilité active de l'administration coloniale. Le Sawaba est battu au référendum sur la Communauté (il y a pourtant 60% d'abstentions) de même qu'aux élections législatives de 1958. Le parti est interdit en 1959, avant l'indépendance. Djibo Bakari s'exile. Le Sawaba se manifeste par un complot en 1964 et un attentat manqué contre Diour Hamani en 1965. Après le coup d'Etat militaire, qu'il approuve, Djibo Bakari rentre au Niger en s'engageant à renoncer à toute activité politique. Mais presque tout de suite, il est accusé de complot et jeté en prison.

Le Parti progressiste nigérien (PPN), favorisé par l'administration coloniale, est plus conservateur. Son secrétaire général, Boubou Hama, est un traditionaliste et historien africain réputé.

Le PPN ne jouera jamais un rôle dominant dans la vie politique. L'individualisme des Sahéliens, la dispersion de la population dans un immense territoire sont des facteurs peu favorables aux partis politiques. Le PPN est plutôt un parti de notables locaux, qui s'oppose parfois à l'élite bureaucratique, tout en se montrant peu ouvert aux aspirations des jeunes.

Le régime du colonel Kountché ne veut avoir d'autre idéologie que le développement. Les "samarias", des groupements de jeunes au service du développement, inspirés par le modèle de la société traditionnelle haoussa, et d'autres organisations de mobilisation pour le développement, pourraient, le cas échéant, servir de base à la création d'un nouveau parti.

Rapports avec autrui

Après avoir joué un rôle très en vue dans toutes les organisations francophones internationales, Diour Hamani, sensible probablement à l'impatience des jeunes, prend quelque distance avec la France pour se rapprocher du Nigeria, de l'Algérie et de la Libye.

Concernant ce dernier pays, le Niger est conscient qu'il ne pourrait défendre ses frontières septentrionales contre la très puissante armée libyenne. Jeter le silence sur les incidents de frontière, se rapprocher un peu des positions libyennes: telle a été longtemps la politique de

Niamey. La menace se faisant plus précise, le colonel Kountché, qui avait pourtant demandé le rappel du détachement militaire français, invoque à nouveau les accords de défense et de coopération avec la France. Le non-alignement reste néanmoins l'aspiration du Niger.

Base écologique et démographique

Pour 1 267 000 km², 5 200 000 habitants, concentrés pour la plupart le long de la frontière nigériane et dans la vallée du Niger (le fleuve ne fait qu'effleurer le pays auquel il donne son nom, alors qu'avec son delta intérieur, il est le coeur même du Mali). Le reste n'est que vaste étendue désertique ou semi-désertique.

De tous les pays sahéliens, le Niger est celui qui a été le plus affecté par la sécheresse.

Une chance: la découverte en 1965 d'un très important gisement d'uranium de haute qualité.

Religion: musulmans 85%

Base économique

Avant la sécheresse, le Niger vivait de l'arachide qui lui fournissait 80% de ses recettes d'exportations. La détérioration des termes de l'échange se fait durement sentir: ainsi, en 1967, les importations diminuent de 37% en volume et augmentent de 2% en valeur tandis que les exportations augmentent de 47% en volume mais diminuent de 27% en valeur.

Avec la sécheresse, les cultures vivrières deviennent tout naturellement prioritaires. Les rentrées en devises diminuent au moment où le pays a des besoins accrus. Sans l'aide alimentaire internationale, la population aurait été déclinée.

De 1960 à 1979, le PNB subit une décroissance annuelle moyenne de 1,3%.

Dans ce contexte, la découverte de l'uranium apparaît comme un don du ciel: ce métal stratégique justifie les travaux d'infrastructure nécessaires pour développer le potentiel minier du Niger. Pourtant ce n'est qu'en 1975, après une renégociation de l'accord avec le groupe exploitant dirigé par la France, que le pays commencera à bénéficier véritablement de l'uranium.

L'appareil étatique

D'une administration coloniale aux moyens limités, au régime présidentiel autoritaire de Diouri Hamani et enfin à la dictature militaire dure et pure du colonel Kountché, l'organisation étatique ne s'est guère modifiée.

De 1960 à 1974, Diouri Hamani, sous une façade parlementaire, dirige le pays en s'appuyant sur un cercle de "vieux barons". Quelques cas de corruption pendant la période de sécheresse apparaissent aux yeux de l'armée comme un scandale qui justifie son intervention.

Depuis 1974, le Conseil militaire suprême sert à légitimer en quelque sorte le pouvoir de son président, le colonel Seyni Kountché, qui donne à son régime une apparence de plus en plus civile.

Le nouveau régime renonce à épurer l'administration. Sous un discours de justice sociale et de redressement du déséquilibre villes-campagne, une petite élite de technocrates et de militaires s'est substituée tout au sommet de l'appareil étatique à la vieille élite conservatrice.

LE NIGERIA

Groupements ethniques et régionaux

Au Nigéria, tout est démesuré: 250 groupes ethniques. Trois super-groupements régionaux néanmoins sont déterminants.

A l'Ouest les héritiers de la civilisation d'Ife, des royaumes d'Oyo et du Bénin: les Yoroubas. Ils ont une culture commune, mais de leur organisation politique traditionnelle, basée sur des cités-Etat rivales, des divisions régionales ont subsisté. Sur un fond religieux yorouba, ils sont partiellement islamisés et christianisés. Les Yorouba que l'on retrouve notamment au Bénin sont un groupement important de l'Afrique de l'Ouest qui a été divisé par les frontières.

A l'Est, les Ibo sans organisation étatique traditionnelle, ont subi très tôt les influences européennes et chrétiennes. Vivant dans des régions très peuplées, ils "émigrent" volontiers vers d'autres régions du pays.

Au Nord le groupement le plus nombreux, les Haoussa, sont des musulmans, sur qui les chefs traditionnels des émirats peul-haoussa exercent une influence conservatrice. En 1960 le niveau d'éducation dans le Nord était très en retard par rapport au reste du pays; les fonctionnaires haoussa étaient peu nombreux: de sorte que le Nord -dont le reste du pays craint la domination du fait de sa population nombreuse- de son côté redoutait la domination d'une élite moderne extérieure à la région. La "ceinture haoussa" s'étend à travers toute l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Sénégal.

Ces trois super-groupements, qui n'avaient rien de commun si ce n'est la même administration coloniale (depuis 1914), que beaucoup de circonstances opposaient, (le passé de conquêtes et d'esclavagisme, des religions différentes) se sont retrouvés en 1960 dans le même Etat indépendant, unis avec de nombreux autres groupes ethniques dans une fédération relativement décentralisée.

Il faudra la guerre du Biafra, qui a fait entre un et deux millions de morts, pour sceller l'unité nationale. De nombreuses personnalités, dans les trois régions, qui caressaient plus ou moins ouvertement des rêves sécessionnistes, sont devenues après cette expérience traumatisante des fédéralistes convaincus.

Un des moyens utilisés pour désamorcer la bombe ethnique a été la division des Etats fédérés; leur nombre, de 4 a passé d'abord à 12 puis à 19. La dynamique ethnique apparaît très nettement à l'occasion de ces remaniements des frontières internes: dans des régions qui paraissaient monolithiques, les journaux se remplissent d'annonces et de pétitions par lesquelles des groupements expliquent que pour telle ou telle raison

historique, ils doivent vivre séparément du reste de l'Etat fédéré; les passions s'attisent... Bref, si le critère pour la formation de nouveaux Etats avait été ethnique, le Nigéria serait une fédération de 250 Etats. En l'occurrence le but recherché était l'équilibre politique de la Fédération; en divisant le Nord en 8 Etats, le gouvernement militaire espérait sécuriser les gens du Sud; et avec 12 ou 19 Etats, il comptait avoir un ensemble plus flexible. Cet objectif, dans une certaine mesure, a été atteint. Mais 20 ans après la création de l'Etat indépendant, la confrontation Nord-Sud reste malgré tout un danger latent.

Le Nigéria offre l'exemple d'un pays où la réalité ethnique est assumée ouvertement sans que, de ce fait, la stabilité de l'Etat soit forcément menacée. Au contraire, cette stabilité est ressentie comme le résultat d'un équilibrage ethnique et régional équitable, lequel mérite donc discussion. A cet égard, le Nigéria offre une aperçu, par ses échecs et ses réussites, de ce que pourrait être l'unité africaine.

Les classes sociales

L'immense édifice fédéral nigérian est soudé par une très mince strate sociale qui mérite une attention particulière du fait de son importance qualitative: l'élite.

Il s'agit d'un groupe dont la compétitivité interne est très développée, mais qui, au delà des appartenances ethniques, ne participe pas moins à une culture, des perspectives et des intérêts communs. Un groupement, de surcroît volontiers ethniquement exogame et socialement endogame, qui est le "melting pot", le creuset où la nation nigériane commence à fusionner: hauts fonctionnaires sur qui repose largement le bon fonctionnement de la Fédération, et dont l'influence est particulièrement grande lorsqu'il n'y a plus de parlement; cadres supérieurs de l'armée, capables de prendre efficacement la relève des politiciens lorsque ceux-ci mènent le pays à sa perte; grande bourgeoisie commerçante extraordinairement dynamique, opportuniste et accapareuse; élite intellectuelle distinguée de professeurs d'université, de juges de journalistes, pour ne citer que quelques catégories de cette société différenciée.

Cette élite serait tout à fait remarquable, si elle n'était corrompue à un degré qui n'a pas d'égal en Afrique. Bien sûr, il y a des hommes intègres en son sein qui voient les dangers et s'efforcent d'opérer un redressement moral; mais rien n'y fait, ni les purges, ni les campagnes de presse, ni les procès retentissants. La frénésie du gain qui va de pair avec une consommation débridée de produits de luxe doit relever, dans certaines couches sociales, de l'instinct de destruction. Bon nombre d'intellectuels nigériens, et pas seulement les rares marxistes, pensent que l'élite est incapable de se réformer et qu'il faudra une révolution venant d'en bas pour faire cesser le gaspillage.

Notons encore que le nationalisme, dans cette strate sociale, est un phénomène récent. Avant la guerre civile, les élites étaient plutôt ethniques, que ce soit dans leurs visées sécessionnistes ou hégémoniques.

En quelques années, dans ce groupe, la solidarité de classe semble avoir pris le pas sur la solidarité ethnique.

En dessous de l'élite "olympienne" on trouve une couche plus substantielle de fonctionnaires, enseignants, commerçants, accaparés par les difficultés de la vie urbaine. Le secteur des services en 1980 occupait 27% de la population active. L'armée est un cas particulier: 230 000 hommes à la fin de la guerre civile. Longtemps le gouvernement militaire a hésité à démobiliser de peur d'augmenter le nombre des chômeurs et des délinquants. Mais cette force pléthorique pesait sur le budget. Avant de passer le pouvoir aux civils, le gouvernement militaire leur a rendu le service de réduire les effectifs à 180 000 hommes.

L'industrie occupe 18% de la population active; par le biais de la politique "d'indigénisation", et grâce au revenu pétrolier, les hommes d'affaires et l'Etat nigériens ont pris une possession normale de ce secteur qui auparavant était dominé par des étrangers. Les syndicats ne disposent que d'une liberté très limitée; néanmoins en certaines circonstances, ils ont montré qu'ils étaient une force dont le gouvernement devait tenir compte.

Dans ce pays de grandes villes traditionnelles et modernes, il ne faut pas perdre de vue que les paysans restent le groupe socio-professionnel le plus nombreux. 55% de la population active en 1980. Ce sont les laissés pour compte de la société nigérienne: les investissements agricoles sont insuffisants; les revenus des campagnes sont nettement inférieurs aux revenus urbains; l'écart entre les deux catégories augmente; néanmoins, par le biais de la fiscalité, une ponction nette est opérée sur les paysans au profit des citadins. Le boom pétrolier n'a apporté aux ruraux que l'inflation et la détérioration de leurs conditions de vie.

Les partis politiques

Tout naturellement les partis politiques se sont constitués en suivant les lignes ethno-régionales.

A l'Est, les Ibo se regroupent dans le Conseil national pour le Nigéria et les Camerouns, NCNC, dirigé par Nnamdi Azikiwe. Les Ibo sont à l'étroit sur leurs terres; ils se sentent sûrs d'eux-mêmes du fait de leur niveau élevé d'éducation et de leur bonne connaissance de la langue administrative: ils ont donc une conception unitaire du Nigéria.

A l'Ouest les Yorouba fondent l'Action Group, sous la direction du chef Obafemi Awolowo.

Au Nord enfin, les émirs, inquiets devant les efforts politiques extra-régionaux des deux premiers partis, créent à leur tour le Congrès du peuple du Nord, NPC, sous la direction du prince de Sokoto et de Sir Abubakar Tafawa Balewa. Retardé quant au niveau de l'éducation, le Nord redoute l'influx d'une élite sudiste. Il est partisan du chacun chez soi.

Sous la houlette britannique, ces trois partis se mettent d'accord pour une fédération, prolongeant l'administration coloniale. C'est ainsi que le Nigéria accède à l'indépendance en 1960.

La coalition gouvernementale, chose curieuse, est constituée par le parti ibo et le parti haoussa, c'est à dire la tendance unitaire et démocratique avec la tendance fédérale et du repli sur soi. Azikiwe est le premier président nigérian alors que Sir Abubakar devient premier ministre de la Fédération. Mais bientôt les nordistes cherchent un allié plus rassurant que les remuants ibo. Ils réussissent à provoquer un éclatement du parti Yourouba.

Aux élections de 1964 l'alliance Haoussa-Ibo est rompue et un nouveau parti, réunissant les conservateurs haoussa et yourouba, remporte les élections dans un atmosphère d'émeute. Plus que jamais, les sudistes redoutent la domination nordiste.

Le 15 janvier 1966, c'est la nuit des longs couteaux. Un groupe d'officiers ibo assassine simultanément dans des villes différentes les principaux hommes politiques nordistes, fédéraux et régionaux, ainsi qu'un certain nombre d'officiers. C'est le début d'une suite d'événements qui conduira à la prise du pouvoir par les militaires et à la guerre du Biafra.

Les partis politiques sont interdits pendant 12 ans.

Ils réapparaissent en 1978, quand le quatrième chef d'Etat militaire, le général Olusegun Obasanjo, une année avant de rendre le pouvoir aux civils, lève l'interdiction. Il s'en présente aussitôt une cinquantaine. Les militaires n'en reconnaîtront que cinq qui ont pu fournir la preuve qu'ils avaient un caractère fédéral.

On retrouve des visages connus. Le chef Awolowo dirige le Parti uni pour le Nigéria, UPN. Azikiwe est à la tête du Parti du peuple nigérian, NPP. Pour les nordistes, c'est Shehu Shagari qui a pris la relève, à la tête d'un parti qui s'intitule le Parti du peuple nigérian, NPP.

Malgré les apparences, les partis ne sont plus tout à fait ceux de 1966. En effet la constitution stipule que le président doit obtenir, outre le plus grand nombre de voix, un quart des suffrages dans deux tiers des Etats; ce qui a obligé les états-majors à faire des coalitions avec diverses personnalités et tendances régionales.

Quant aux programmes politiques, ils se ressemblent tous; les Nigériens choisissent des personnalités et non pas des programmes.

Aux élections de 1979, Shehu Shagari obtint 34% des voix, contre 29% à Awolowo et 17% à Azikiwe. A l'assemblée nationale, le NPN a obtenu 168 sièges sur 449. Avec les 78 sièges du NPP, il a trouvé une majorité.

L'histoire semble donc se répéter: le gouvernement civil repart avec une coalition d'inspiration générale Nord-Est.

Formes de sociabilité

A Internes

L'émergence d'un Nous-national par rapport à des Nous-ethnico-régionaux qui ont entre eux des rapports de rapprochement ou d'éloignement plus ou moins forts, telle est, vue sous un de ses aspects, la problématique de la construction nationale en Afrique au sud du Sahara. Nous avons vu que cette question se posait de manière particulièrement pressante au Nigeria. Reste à souligner ici l'expérience exceptionnellé du passage de rapports d'éloignement les plus intenses qui solent, ceux qui prévalent pendant une guerre civile, à une accentuation renforcée du Nous-national.

La guerre civile, qui a duré deux ans et demi, jusqu'au 12 janvier 1970, fut atroce: de part et d'autre, une élite militaire très britannique de par sa formation, des officiers qui font des parties de golf entre les combats; en dessous, des soldats drillés à la hâte et jetés dans la bataille; entre les deux armées, des populations civiles qui furent les principales victimes comme c'est souvent le cas dans les guerres modernes. En tout, la guerre civile a fait entre un et deux millions de morts.

Les hommes qui ont engagé la bataille l'ont fait en toute connaissance de cause, au nom de principes auxquels ils croyaient profondément et non pas seulement pour accaparer le pétrole comme on l'a dit souvent légèrement. Avant le début des hostilités, les protagonistes s'étaient honnêtement expliqués lors de leur rencontre dans la petite ville ghanéenne d'Aburi (aucun lieu au Nigeria n'était à l'époque assez sûr pour tous les participants). "Acceptez le principe d'un Nigeria uni au sein d'une Fédération de 12 Etats, et tout le reste est négociable" disaient en substance les fédéraux. "Nous avons cru à l'unité et nos gens se sont fait massacrer, répondait le colonel Ojukwu, dorénavant nous voulons être maîtres de notre sécurité".

On peut dire que la guerre civile a été l'affrontement de deux types d'idées et valeurs politiques de la classe dirigeante d'alors. Le "Welcome back, Philip" lancé par le général Gowon pour accueillir le commandant en chef des forces biafraises, Philip Effiong, venu lui présenter la reddition de ses troupes, est éloquent dans sa brièveté.

Les fédéraux savaient que pour l'emporter ils devaient gagner d'abord la guerre, et ensuite la paix, pour laquelle ils avaient préparé des plans dès le début des hostilités. La réconciliation par sa réalité même a montré aux Ibo que leurs craintes étaient exagérées ou que leurs adversaires avaient changé; et comme beaucoup de facteurs, nous l'avons vu, les poussent vers la nation, par un renversement des perspectives, ils ont réadopté la conception unitaire du Nigeria qui était la leur au début des années 60.

B Externes

En ce qui concerne les rapports externes, la guerre civile a servi de révélateur, le Nigeria a pu compter ses amis et ses ennemis. Parmi

ces derniers, au premier rang, la France du général de Gaulle qui, avec l'aide de la Côte d'Ivoire et du Gabon a pris fait et cause pour le Biafra. La Grande-Bretagne, malgré les pressions de son opinion publique, a maintenu son soutien aux fédéraux. Elle leur a néanmoins refusé les armements modernes qu'ils lui demandaient. Les Nigériens se sont alors tournés vers l'Union soviétique qui a fourni des avions de combat. Ostensiblement le gouvernement fédéral a montré qu'il s'agissait pour lui d'une transaction commerciale et rien de plus.

Les ingérences étrangères, paradoxalement, ont également contribué à renforcer la cohésion nationale. L'acharnement que mettaient certains pays à vouloir la destruction de la Fédération a montré aux Nigériens qu'ils avaient quelque chose à défendre, que le Nigéria uni était peut-être plus fort qu'ils ne l'avaient eux-mêmes imaginé.

A la fin de la guerre, les Nigériens se sont montrés magnanimes en politique étrangère comme ils l'avaient été, à l'intérieur, avec les vaincus. Même la France a pu assez rapidement normaliser ses relations.

Le Nigéria a une tradition bien établie de conservatisme économique et financier et de progressisme en politique étrangère. Du fait de son soutien actif aux mouvements de libération, il fait partie, pratiquement, du groupe des "Etats de la ligne de front". Dans le cas du Zimbabwe, il n'a pas hésité à exercer de fortes pressions économiques sur la Grande-Bretagne pour l'inciter à décoloniser impartialement.

Grâce au Nigéria des années de prospérité, aux yeux des pays occidentaux qui ne veulent voir que leur intérêt économique, la balance entre l'Afrique indépendante et l'Afrique du Sud commençait à pencher du côté nord.

Le Nigéria s'est vivement opposé aux conventions de Yaoundé dans lesquelles il voit un moyen subtil de garantir à l'Europe un approvisionnement régulier de matières premières et un débouché pour ses produits manufacturés. Le meilleur partenaire pour l'Europe, dit le Nigéria, c'est une Afrique unie. Dans cette logique la diplomatie nigériane a déployé beaucoup d'efforts pour la création de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, constituée de 15 pays anglophones et francophones.

Base écologique et démographique

Dans ce grand et fertile pays de 924 000 km², qui s'étend de la forêt guinéenne au Sahel, on trouve toutes les possibilités agricoles de l'Afrique de l'Ouest. Il y a aussi de très importants gisements de pétrole, des réserves connues suffisantes pour maintenir la production, au rythme de la fin des années 70, jusqu'à la fin du siècle.

Mais c'est surtout l'importance de sa population qui fait la grandeur du Nigéria: 82 millions d'habitants en 1979, selon les estimations de la Banque mondiale; soit plus que la population de toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique noire réunies.

La démographie dans ce pays est de la dynamite. Le nombre exact de sa population, le Nigéria officiellement ne veut pas le connaître; à toutes fins utiles, l'administration travaille sur la base du recensement de 1963 qui était arrivé au total de 56 millions.

Les recensements touchent à ces questions cruciales de la politique nigériane que sont l'allocation des finances et l'attribution du nombre de sièges parlementaires aux Etats de la Fédération, et de fait, quelle que soit leur qualité, leurs résultats en seront toujours contestés. Le recensement de 1963 avait beaucoup contribué à l'effondrement de la première république. Dans la perspective de la remise du pouvoirs aux civils, les militaires avaient promis d'organiser un recensement, ils l'ont fait en 1973, mais pour éviter le tollé des Etats du Sud, (il y avait 80 millions d'habitants dont 50 millions dans les Etats du Nord), ils se sont contentés d'en publier les résultats "à titre d'information".

Ainsi donc les Nigérians eux-mêmes semblent effrayés par leur grand nombre. Pourtant la population est très inégalement répartie, avec de fortes densités dans le Nord et le Sud, tandis que la région intermédiaire, saignée par les razzias esclavagistes, est sous-peuplée. En tout cas, il reste encore des terres cultivables disponibles. Le gouvernement militaire a dû toutefois les nationaliser pour éviter que les nouveaux riches des villes ne les accaparent toutes.

Religions: musulmans (un peu plus de 50%); chrétiens et animistes.

Base économique

La production de pétrole passe de 274 000 barrils par jour en 1965, la dernière année du premier régime civil, à environ deux millions de barrils dès 1973. L'essor du pétrole coïncide avec la fin de la guerre civile, ce qui explique pour une part la rapidité du redressement économique de l'après-guerre. Dès 1969, le pétrole remplace le cacao en tête des exportations et, dès 1974, il représente plus de 90% de la valeur des exportations, quand bien même le cacao a doublé sa production.

L'économie et la machine étatique subissent de plein fouet les hauts et les bas du pétrole. Après 1973, le gouvernement refait un plan de développement plus ambitieux, prévoyant notamment la création d'une industrie sidérurgique et la construction de deux nouvelles raffineries. La baisse de la consommation mondiale de 1975 entraîne un réajustement du plan quinquennal vers le bas. En 1977-78 une nouvelle baisse des revenus pétroliers suscite l'inquiétude quant au transfert du pouvoir aux civils. La hausse de 1979 éclaircit l'horizon juste à temps.

Du pétrole dans un pays très peuplé, la possibilité d'investir les revenus dans de nombreux projets de développement nationaux, l'espoir était grand. Mais il n'y a pas eu de miracle économique.

Entre 1970 et 1980 la croissance de l'économie est rapide encore que désordonnée. Mais il n'y a pas de signe d'une amélioration des conditions de vie de la majorité des Nigériens. Au contraire, comme le remarque une étude faite pour le gouvernement par le BIT, "un grand nombre de personnes vivent moins bien à maints égards, en particulier dans les régions rurales, mais également dans les bidonvilles. Même les gens dont le pouvoir d'achat a augmenté parlent fréquemment de ce qu'ils ont perdu: l'approvisionnement régulier en eau et électricité, un téléphone qui fonctionne, des routes carrossables, et, par-dessus tout, la possibilité de se promener à pied ou en voiture sans craindre un accident ou une attaque à main armée."⁽¹⁾

La structure économique s'affaiblit même, comme les Nigériens le découvriront dans les années 80, car des habitudes de consommation basées sur les importations se sont établies qu'une économie en baisse de revenus pétroliers ne peut plus supporter.

Nul doute, que le plus grave est le déclin de l'agriculture. Les cultures alimentaires, sauf le riz qui s'est bien développé, se sont, au mieux, maintenues alors que la population augmentait rapidement. Résultat: les importations alimentaires passent de 80 millions de dollars en 1962 à 1 160 000 000 de dollars en 1977.

L'appareil étatique

La Fédération du Nigéria est une construction coloniale, c'est à dire essentiellement administrative et imposée par le haut. Comme le remarque Margery Perham, la biographe de Lord Lugard, l'administrateur et conquérant britannique qui a créé le Nigéria, l'union des trois régions a été davantage l'union de trois administrations britanniques que de trois populations africaines.⁽²⁾

Il s'agissait aussi d'une administration très centralisée, qui selon le principe du gouvernement indirect, touchait aussi peu que possible à l'organisation des régions. Le levier principal était financier. L'administration centrale avait le monopole des droits de douane et rétrocédait aux régions une partie des recettes provenant d'activités pouvant leur être attribuées. Une méthode qui a beaucoup contribué à maintenir et même à accentuer les inégalités entre le Nord et le Sud.

C'est avec ce type de structure, chapeauté par un gouvernement et un parlement fédéral que le Nigéria est devenu indépendant en 1960. En 1966, ce régime se termine dans le chaos. Son défaut principal d'organisation était probablement la trop grande distance existant entre les autorités fédérales et le peuple, de même qu'entre les gouvernements régionaux et leurs administrés.

Le régime militaire du général Ironsí, ne dure que 6 mois; il voulait faire du Nigéria un Etat unitaire; il a été interprété comme une tentative d'instaurer une domination ibo.

Le général Ironsi est assassiné. Les Ibo vivant dans le Nord sont victimes de massacres. Le nombre de personnes qui ont perdu la vie au cours de ces événements est évalué à 30 000. C'est la terrible revanche des nordistes à l'assassinat de leurs principaux chefs politiques et militaires. Dès lors les Ibos se replient sur la région orientale et perdent toute envie d'un Etat unitaire. L'armée éclate pratiquement selon les clivages ethniques.

Le deuxième régime militaire, celui du général Yakubu Gowon, un chrétien du centre du pays que les officiers nordistes ont choisi par souci de modération, durera 9 ans, de 1966 à 1975. Le Nigéria doit beaucoup au général Gowon: il a gagné la guerre civile, il a réconcilié les Nigériens, il a su éviter de nouveaux massacres et redresser les régions dévastées en un temps record; c'est son gouvernement encore qui a réorganisé profondément l'appareil étatique en créant 12 régions au lieu de quatre, une tâche immense qui a commencé pendant la guerre civile et qui n'est pas encore terminée quand le général Gowon est renversé.

Les régimes militaires au Nigéria ne sont pas aussi différents des gouvernements civils qu'on pourrait le supposer. Il n'y a plus de parlement certes, celui-ci il étant remplacé par un Conseil militaire suprême. Mais les parlements nigériens, n'ont guère de stature; ce sont toujours les personnalités politiques qui prédominent. Or ces personnalités, on les retrouve dans le Conseil exécutif fédéral, c'est à dire le gouvernement formé de civils. Trois des candidats aux élections présidentielles de 1979 faisaient partie du gouvernement militaire.

Dans les douze régions, Gowon place des gouverneurs militaires assistés d'un exécutif.

Sous le régime militaire, les ministres ont moins d'autorité et les hauts fonctionnaires une plus grande influence car sans parlement la différence entre les deux catégories n'est plus si nette.

Lorsque le général Gowon, en 1974, annonce qu'il ne remettra pas le pouvoir en 1976 comme il l'avait promis, personne ne descend dans la rue pour protester. Au contraire il y a des manifestations de soulagement car, d'une part, il n'y avait pas alors de consensus sur le nouveau système politique, et, d'autre part, un courant d'opinion, représenté notamment par l'ancien président Azikiwe, estimait que le gouvernement avait besoin de l'autorité de militaires.

Si en 1975 le général Gowon est renversé par un groupe d'officiers (le même qui avait déjà renversé le général Ironsi) ce n'est pas tellement parce qu'il n'avait pas tenu ses engagements, mais plutôt parce que son action s'était enlisée et que la corruption prenait une ampleur inquiétante.

Avec le général Murtala Muhammed, c'est un homme du Nord qui pour la première fois accède à la tête de l'Etat. Il devient très vite populaire dans tout le pays à cause de sa personnalité et des mesures qu'il prend: il purge l'élite administrative et militaire de 10 000 de ses membres

corrompus ou incapables; il annule le recensement de 1973, il augmente le nombre des Etats de 12 à 19 et annonce la démobilisation d'une partie de l'armée. Aussi, quand six mois plus tard il est assassiné, lors d'un coup d'Etat manqué fomenté par des officiers mécontents de ces changements, le général Murtele Muhammed entre-t-il dans le panthéon des héros populaires nigériens.

C'est un officier yorouba cette fois qui prend la relève, le général Olusegun Obasanjo. Il appliquera avec exactitude le programme de son prédécesseur et remettra le pouvoir aux civils en 1979 dans les meilleures conditions possibles.

Bien que deux des trois derniers chefs d'Etat militaires aient quitté le pouvoir par la force, il s'agit bien de Gowon à Obasanjo, d'un même régime. Treize années d'une dictature militaire qui s'est caractérisée par un libéralisme remarquable.

L'organisation du régime civil qui commence en 1979 est inspirée du système américain, avec en plus de nombreuses sauvegardes pour éviter les erreurs du passé.

- La nouvelle constitution institue une Fédération de 19 Etats, très centralisée comme toujours: s'il y a conflit entre une loi de l'Etat central et une loi de l'Etat fédéré, la loi fédérale l'emporte dans tous les cas.

- Le président exécutif est élu pour 4 ans; pour être élu, il doit obtenir le plus grand nombre de voix et en plus un quart au moins des voix dans deux tiers des Etats.

- Le parlement est bicaméral à l'américaine.

- Le cabinet est choisi par le président sur la base d'un ministre par Etat.

- La section de la constitution qui garantit les droits de l'homme, le système économique mixte et le pluripartisme ne peut être modifiée que par une majorité parlementaire des deux tiers.

Les nouveaux parlementaires font un mauvais départ aux yeux de leurs électeurs en demandant des appartements spacieux et confortables pour y loger avec leur famille et leurs serviteurs. Ils veulent en particulier la TV en couleur, une piscine, une voiture avec chauffeur, les soins médicaux gratuits et des réductions sur le prix de la bière et des boissons rafraîchissantes.

Pour résumer le système politique nigérian on peut avancer l'hypothèse suivante: une organisation sociale complexe et assez différenciée où des groupes de l'élite, issus de groupements ethniques qu'ils tendent à transcender, s'adonnent à une vive rivalité interne tout en défendant vis à vis de l'extérieur des intérêts communs. Cette rivalité est arbitrée soit par le peuple, de loin, soit directement par l'élite de l'armée.

Conduites effervescentes

1) La corruption

"Tous les Nigériens sont corrompus" disait en 1974 l'adjudant général de l'armée. Sans doute exagérait-il. Mais si d'autres militaires, en 1975, n'avaient pris le pouvoir pour la combattre résolument, on serait tenté de classer la corruption dans les conduites régulières, tant cette pratique est répandue et acceptée même par ceux qui n'en profitent pas. Les militaires gèrent leur Etat comme s'il s'agissait d'une propriété privée (après une enquête militaire, deux gouverneurs sur douze ont été déclarés honnêtes) ; des ministres et des hauts fonctionnaires se font verser des commissions sur les contrats publics; des banquiers retiennent 10% sur les prêts qu'ils accordent à leurs clients; et ainsi de suite, du haut en bas de l'échelle sociale.

Le scandale des ciments a montré que le gaspillage provoqué par la corruption pouvait dépasser l'imagination. En 1975, il y a dans le port de Lagos une queue de 400 bateaux attendant des mois l'occasion de pouvoir décharger leur cargaison de ciment. Vingt millions de tonnes de ciment avait été commandées alors que la capacité d'absorption du port ne dépasse pas 1,4 millions de tonnes par année. Peu importe la finalité d'une transaction, pourvu qu'il y ait une commission.

2) Le banditisme

Cette conduite, à la différence de la précédente, ne fait sourire personne. La pauvreté et la guerre ont suscité des bandes de délinquants dont l'audace et la brutalité sont une spécialité nigériane. Pendant la congestion du port de Lagos que nous venons d'évoquer, n'a-t-on pas vu des pirates attaquer de gros bateaux et dépouiller tout l'équipage.

Les militaires ont fait fusiller quelques centaines de bandits. Sans beaucoup de résultats.

3) Le lynchage

Les habitants des villes sont tellement excédés par les exactions des voleurs et des bandits, face à une police impuissante, qu'ils prennent sur eux de faire "la justice". Les passants se saisissent du fuyard soupçonné, l'aspergent d'essence et le brûlent vif avant que la police puisse intervenir.

Notes

1) First Things First, Report to the Government of Nigeria, Bureau International du travail, Addis Abeba, 1980

2) Margery Perham, Nigeria's Civil War, in Africa Contemporary Record, 1968-69, Rex Collings, London.

L'UGANDA

Groupelements ethniques et régionaux

L'Ouganda britannique, dont les frontières ont été taillées avec l'idée de contrôler les sources du Nil, est un amalgame de quatre royaumes bantou plus ou moins rivaux et de quelques districts habités par divers groupements nilotiques. Aux clivages ethniques se superposent les rivalités religieuses externes et internes des chrétiens (60%), des musulmans (10%) et de leurs nombreuses subdivisions.

Les quatre royaumes, Buganda, Bunyoro, Ankole, Toro, font partie de cette civilisation interlacustre, aux formes étatiques élaborées, dont le Burundi et le Rwanda anciens sont les exemples les plus connus (cf Burundi). Le plus puissant de ces royaumes est le Buganda que la colonisation britannique a favorisé de diverses manières. Les Ganda sont également l'ethnie la plus nombreuse (16%). A l'époque de l'accession à l'indépendance, les Ganda sont partagés entre le désir de faire sécession et celui de dominer le nouvel Etat. Situation d'autant plus délicate que Kampala, la capitale ougandaise, se trouve en territoire bugandais.

Les autres groupements ethniques, souvent coupés par les frontières, appartiennent pour la plupart à la famille nilotique. Au centre, les Lango, à l'Est, les Acholi sont des branches de l'ethnie Luo. Au Nord-ouest, des populations soudanaises défavorisées, Kakwa, Madi, Lughara. Proches de ceux-ci, les Nubiens, d'anciens soldats soudanais de l'armée britannique arrivés en Ouganda au 19^{me} siècle.

La communauté asiatique, 70 000 personnes avant Amin, a son origine dans les "coolies indiens" que la Grande-Bretagne avait fait venir pour la construction du chemin de fer. Par la suite les travailleurs indiens sont devenus une caste impopulaire de commerçants et d'intermédiaires entre l'administration blanche et la population noire. A l'indépendance, les Asiatiques ont pu choisir entre la nationalité ougandaise et la nationalité britannique. Alors que les fidèles de l'Aga Khan optaient pour l'Ouganda, beaucoup d'autres asiatiques crurent à la sécurité du passeport britannique; mal leur en prit car la Grande-Bretagne refusa à cette catégorie de citoyens le droit de s'établir librement sur son territoire. Un flou juridique qui a beaucoup contribué à la misère des Asiatiques non seulement en Ouganda mais également dans toute l'Afrique de l'Est.

Sud bantou christianisé et Nord nilotique islamisé, monarchies et communautés villageoises, régions disparates, communauté asiatique au statut mal défini, l'échec ougandais, dès le départ, semblait programmé. Rien pourtant ne laissait prévoir, dans ce pays doté d'une administration efficace et d'une intelligentsia nombreuse, que la liberté humaine (qui fut surtout liberté-dominance) donnerait au déterminisme ethno-régional un tour pour le pire.

Les classes sociales

En 1980, 83% de la population active travaillent dans l'agriculture, 6% dans l'industrie et 11% dans les services.

Après l'indépendance, l'élite s'efforce d'utiliser l'appareil étatique pour s'enrichir. Obote, mais pas l'ensemble de son parti, s'y oppose. Peu avant d'être renversé par le général Amin, le président ougandais a opéré "un virage à gauche" et proclamé les droits de "l'homme ordinaire"; il entendait ainsi empêcher l'accroissement de l'écart entre les pauvres et les riches. Aux élections qui étaient prévues en 1971, Obote espérait se débarrasser de ceux qui au sein de son parti désapprouvaient le frein imposé aux ambitions de l'élite.

Avec Idi Amin ce sont d'abord tous les mécontents qui triomphent, les féodaux ganda, les déshérités du Nord, les musulmans, les sous-officiers et soldats de certaines régions. Très rapidement l'assise populaire se rétrécit à quelques groupes ethniques ou même à quelques gangs. Il y a toutefois quelque chose de juste dans la perception du politologue Ali Mazrui qui voit dans Amin un guerrier traditionnel s'appuyant sur un "lumpenproletariat"; le même auteur parlera aussi, plus précisément, de "lumpenmilitariat" car l'horizon politique d'Amin ne s'étend guère au-delà de l'armée.

La brutale spoliation des Asiatiques procède de l'idée de prendre aux riches pour donner aux pauvres. On ne peut dire néanmoins qu'une classe se soit substituée à une autre, car il s'est agi d'un pillage, plutôt que d'un transfert, qui s'est traduit pas la destruction du réseau de distribution, sans que les bénéficiaires, des militaires, des tueurs et des gens de la région du Nil occidental, par incapacité, parviennent à conserver leur nouveau capital.

Les partis

Jusqu'aux élections qui précèdent l'indépendance, les monarchistes bagandais boycottent la scène politique nationale. Espérant toujours pouvoir arracher à la Grande-Bretagne leur indépendance séparée, ils donnent des consignes d'abattement aux diverses élections organisées par l'autorité coloniale. A ce stade la lutte se fait entre deux partis nationaux, le Parti démocratique (DP), de Benedicto Kiwanuka, qui s'appuie sur l'électorat catholique, et le Congrès du peuple ougandais (UPC), de Milton Obote qui rassemble les adversaires de la monarchie bagandaïse. C'est le DP qui gagne la première manche, Kiwanuka devenant premier ministre sous le statut de l'autonomie interne.

A la veille de l'indépendance la Grande-Bretagne organise de nouvelles élections. Cette fois les monarchistes bagandais se lancent dans la lutte avec un parti dont le nom est révélateur de leur conception de

la politique nationale, le Kabaka Yekka, (KY), "seulement le roi". Le nouveau parti mord dans l'électorat du parti démocratique, ce qui laisse le plus grand nombre de sièges, mais pas la majorité absolue, à l'UPC.

Habile tacticien, Milton Obote conclut une alliance avec ses ennemis jurés du Kabaka Yekka. Le roi devient président de l'Etat indépendant et Milton Obote premier ministre, chacun espérant évincer l'autre. L'épreuve de force a lieu en 1966. Le Kabaka est renversé. La constitution de 1967 abolit la monarchie dans les quatre royaumes. L'UPC devient un parti de masse et parti unique de fait.

Sous Idi Amin il n'y a plus de parti politique.

Le Front de libération de l'Ouganda émerge après 8 ans de tyrannie. Il réunit 22 tendances de l'opposition extérieure.

Rapidement les anciens partis réapparaissent: le parti conservateur qui regroupe les Ganda traditionalistes; le parti démocratique, mais sans Benedicto Kiwanuka qui a été assassiné par Amin; l'UPC de Milton Obote qui une nouvelle fois sortira vainqueur du jeu des alliances et des épreuves de force.

Un nouveau venu doit retenir l'attention, le Mouvement patriotique ougandais, (UPM). Son chef Yoweri Museveni est un jeune radical, admirateur de Samora Machel, qui faisait partie de l'entourage présidentiel du premier régime Obote. Sous Amin, il avait créé un mouvement de guérilla. Ministre de la défense à la libération, il sera limogé par le président Binaisa puis battu à plate couture aux élections dont il dira qu'elles ont été truquées. Il prend alors le maquis et dirige un mouvement de guérilla contre le deuxième régime Obote dont il finira par provoquer la chute.

Rapports avec autrui

Le président tanzanien, Julius Nyerere, est un ami personnel de Milton Obote. C'est chez lui, en 1971, que celui-ci se réfugie après son renversement. De Tanzanie, les partisans d'Obote en 1972 lancent une invasion mal préparée qu'Amin parvient à repousser. Après cet échec, la Tanzanie interdit toute activité militaire aux opposants ougandais. Elle ne se départira de cette attitude que le jour où Amin commet l'imprudence d'attaquer son territoire. L'armée tanzanienne repousse l'armée ougandaise hors de son territoire, puis elle accompagne une colonne d'opposants ougandais, qu'elle précède au besoin, au-delà de Kampala, jusqu'à ce qu'Amin prenne définitivement la fuite. L'armée tanzanienne reste en Ouganda pour y maintenir l'ordre en attendant qu'une nouvelle armée ougandaise soit constituée. Sa présence est bientôt ressentie comme une occupation.

Dans les années 60, l'armée ougandaise a subi une influence corruptrice au contact des rebelles congolais (Amin a été accusé d'avoir volé leurs réserves d'or) et des rebelles soudanais, les Anyanya, qu'Amin recrutera plus tard dans son armée.

Israël, tout en instruisant l'armée de l'air ougandaise, s'intéresse également à ces animistes du Soudan méridional en rébellion contre les musulmans de Khartoum. Si les relations avec le gouvernement Obote étaient excellentes, les Israéliens avaient-ils imaginé qu'elles seraient encore meilleures avec Amin? En tout cas Obote accuse les services de renseignements Israéliens d'avoir favorisé le coup d'Etat.

La Grande-Bretagne, qui avait été durement attaquée par Obote au sommet du Commonwealth sur la question des ventes d'armes à l'Afrique du Sud, ne cache pas sa satisfaction à l'annonce du coup d'Etat. Amin s'était même déclaré partisan du dialogue avec l'Afrique du Sud. Mais deux ans plus tard il est passionnément pro-arabe, anti-britannique et il soutient les mouvements de libération en Afrique australe.

Israël fait un retour spectaculaire en 1976 avec "l'opération Entebbe" qui libère les otages d'un avion détourné par les Palestiniens. Ce coup déstabilisa sérieusement Amin.

L'Union soviétique et la Libye soutiennent Amin pratiquement du début à la fin par des livraisons d'armes. La Libye envoie même des troupes pour stopper l'avance tanzanienne; elles sont battues à plate couture. L'URSS ne semble pas avoir pu exploiter la situation à son avantage. Quand Amin est président de l'OUA, elle tente de le faire pencher en faveur du MPLA dans la question angolaise. Amin qui admire le général Mobutu s'y refuse et demande le rappel de l'ambassadeur soviétique.

Base écologique et démographique

Treize millions d'habitants, 236 000 km², l'Ouganda est un pays relativement peuplé (densité moyenne 54 hab/km²). Avant Amin, une agriculture diversifiée couvrait les besoins alimentaires de la population. Des exportations de café, thé, coton, un peu de cuivre et d'étain, une industrie touristique développée fournissaient des excédents de devises pour financer un développement industriel rapide.

Pays enclavé, l'Ouganda, du fait de son appartenance à la Communauté d'Afrique de l'Est, avait accès aux ports tanzaniens et kenyans, et disposait d'une infrastructure régionale importante. En 1977, la Communauté d'Afrique de l'Est cesse d'exister.

Principales religions: chrétiens (un peu plus de 50%); animistes; musulmans.

Base économique

-De 1963 à 1970, le produit national brut augmente de 4,8% par année. Le pays paraît s'engager sur la même voie que le Kenya, avec une croissance moins forte peut-être, mais plus équilibrée. Peu avant le

coup d'Etat le gouvernement avait annoncé des prises de participation de 60% dans les grandes entreprises du secteur bancaire et industriel.

-Sous Idi Amin, l'économie subit un désinvestissement brutal. Les équipements ne sont pas renouvelés, ce qui fonctionne est volé ou détruit, un grand nombre de personnes qualifiées sont assassinées ou quittent le pays. On s'étonne que le produit national, selon une étude de la Banque mondiale, n'ait décliné que de 1,7% par année.

Il est intéressant de voir comment la structure économique s'est modifiée pendant le règne de la soldatesque. L'Etat, à peu de chose près, fonctionne grâce au café dont les revenus servent à payer l'armée, les fonctionnaires (irrégulièrement) et les importations de produits de luxe pour les privilégiés du régime. Les armements fournis par l'Union soviétique et la Libye n'ont probablement pas été payés.

Les agriculteurs et tous ceux qui en ont la possibilité se réfugient dans l'économie de subsistance. Les exportations tombent pratiquement à zéro. Mais comme on n'importe plus de pièces de rechange, qu'on ne fait plus d'investissements et que les revenus sont trop bas pour les produits d'importation, il n'y a pas de déséquilibre de la balance des paiements. C'est donc une structure économique squelettique qui permet au régime de se maintenir.

Le reste de l'activité économique se déroule sur le "magendo", un marché noir très organisé qui a ses réseaux de contrebande, de corruption et de protection. Continuer de travailler, pour un fonctionnaire dont le traitement, quand il est versé, est rongé par l'inflation, se justifie économiquement par la possibilité de jouer un rôle rémunérateur sur le "magendo".

-Le coup de grâce pour l'économie, c'est la guerre. Pas tellement les combats qui n'ont duré que de janvier à avril 1979; plutôt les pillages de trois armées dont une à la débandade. En 1980, l'économie s'effondre.

L'appareil étatique

Les Britanniques quittent l'Ouganda en 1962 sans avoir résolu la question ougandaise mais en laissant une constitution dont la complexité trahit leur embarras : autonomie du Buganda et dans une moindre mesure des trois autres royaumes au sein d'un Etat fédéral présidé par le kabaka, dirigé par un premier ministre au cœur républicain, le tout couronné par la reine (d'Angleterre) en tant que chef du Commonwealth.

En revanche les colonisateurs laissent derrière eux une administration efficace, peut-être la meilleure d'Afrique. C'est la raison pour laquelle sans doute l'inévitable épreuve de force entre le Kabaka-président et le premier ministre nationaliste ne se produit pas tout de suite. La constitution, les procédures parlementaires à la Westminster, des juges indépendants, tout cela et autres bonnes manières britanniques retardent

l'affrontement et procurent une stabilité dont les Ougandais se souviendront longtemps comme d'un âge d'or.

Pourtant à y regarder de près, cette période contient déjà en germe tous les maux qui sous une forme extrême caractériseront le régime Amin : érosion de l'appareil étatique, effervescence de l'armée, apparition de services secrets plutôt sinistres, influence de groupes étrangers...

La crise éclate en 1966 quand le premier ministre découvre un complot monté par le Kabaka au sein même de son cabinet. Le président est renvoyé aux affaires de son royaume, 5 ministres sont emprisonnés en vertu des pouvoirs spéciaux. Trois mois plus tard quand le parlement bugandais demande au gouvernement fédéral de quitter le territoire du royaume, Obote envoie l'armée occuper le palais royal. Le Kabaka est renversé mais un coup fatal est également porté au régime Obote. Car Amin, qui conduit l'opération, tue et détruit.

Les Ganda essayent de se venger. Pour déjouer les complots et tentatives d'assassinats, Obote désormais dépend de l'armée, et des services secrets; par ailleurs il invoque les pouvoirs spéciaux plus souvent qu'à son tour. La constitution de 1967 abolit la monarchie dans tout le pays et instaure l'Etat unitaire, mais l'appareil étatique est sérieusement déstabilisé.

Quand il est renversé en 1971, Obote s'est fait beaucoup d'ennemis. Il a contre lui les monarchistes des quatre royaumes, les Ganda progressistes qui ne lui pardonnent pas les exactions de l'armée, une partie de l'élite opposée aux mesures égalitaires et les entreprises étrangères où l'Etat a pris des participations de 60%.

Le coup d'Etat d'Idi Amin Dada est donc bien accueilli par beaucoup de gens, en Ouganda et à l'étranger.

Il est difficile de définir le régime Amin. "Un Etat sans loi" a dit la Commission Internationale des Juristes. Mais y a-t-il encore vraiment un Etat?

Au centre du système, il y a Idi Amin Dada, en qui on a voulu voir, bien à tort, "un Africain authentique", alors qu'il est surtout le produit assez banal d'une armée coloniale, un sergent peu instruit mais plein de zèle militaire. On notera que ce sont des officiers britanniques, juste avant l'indépendance, qui ont favorisé la très résistible ascension du sergent Amin, malgré les crimes qu'il avait déjà commis. Le jeu des déterminismes et de la liberté humaine aiderait à expliquer l'émergence de ce dirigeant qui est sans doute le plus sanguinaire de l'Afrique moderne: le paria d'une communauté déshéritée qui parvient à entrer dans l'armée coloniale; sa réussite militaire avec un grade de sous-officier et le titre de champion de boxe; la chance inespérée d'un brevet d'officier qu'il transforme en casquette de général par élimination de ses camarades de promotion; la prise du pouvoir enfin, pour ne pas être limogé, un pouvoir qu'il exerce alors sans autre but que de le garder, avec les moyens appris à la caserne, avec également la ruse et l'instinct de survie de quelqu'un qui a vécu au plus bas de l'échelle sociale.

L'appareil étatique, sous Amin, ne s'étend guère au-delà de l'armée. Les activités du gouvernement et de l'administration deviennent marginales. Encore faut-il préciser qu'il s'agit d'une armée déstructurée. Beaucoup d'officiers ont été assassinés, les sergents-majors ont remplacé les lieutenants-colonels, les sous-officiers et soldats sont encouragés à se révolter contre leurs officiers. Le Conseil de défense est censé être l'organe suprême de l'Etat, mais ni sa composition ni ses activités ne sont connues. En réalité, il y a deux armées. La première est polyethnique, toutefois sans les Lango et les Acholi qui représentaient 60% des effectifs, mais qu'Amin a fait massacrer pratiquement jusqu'au dernier homme. La seconde, recrutée en grande partie après le coup d'Etat, est composée de ressortissants des groupes ethniques minoritaires, Kakwa, Lugbara, Madi, Soudanais. Seule cette seconde armée dispose d'armements et de munitions efficaces.

Si l'armée a une tâche générale de répression, les actions spéciales, contre des individus particuliers, sont confiées à des polices secrètes dont la composition ethnique est la même que celle de la moitié sûre de l'armée. Les victimes sont enlevées dans des coffres de voiture et ne réapparaissent que rarement. En 8 ans 200 000 personnes sont tuées.

En 1972 déjà Amin a la majorité du pays contre lui. Il se refait une popularité en expulsant les Asiatiques. Les partisans d'Obote ont la maladresse de lancer leur attaque à partir de la Tanzanie à ce moment-là; le soulèvement qu'ils escomptaient ne se produit pas. La terreur reprend de plus belle. Amin lui-même éprouve des difficultés à se maintenir au milieu d'une armée où les mutineries se multiplient. Mais il survit à tous les complots et tentatives d'assassinats.

On ne peut pas dire que des groupements ethniques ou religieux particuliers forment le centre du pouvoir; l'appareil étatique est trop rudimentaire pour cela. Amin recrute simplement au sein de quelques groupes ethniques de sa région natale. Il se trouve que ces groupes sont musulmans; mais ils ne représentent qu'une petite partie des musulmans ougandais, qui eux-mêmes constituent 10% seulement de la population. C'est dire l'étroitesse de la base du pouvoir. Dès 1977, même ce dernier cercle devient hostile à Amin. Les complots se fomentent dans les unités de l'armée les plus sûres, dans son groupe ethnique, dans sa famille... Mais comme toujours il parvient à les déjouer.

Il faudra l'intervention d'une armée étrangère pour venir à bout de ce régime qui ne repose que sur la terreur, la crainte du changement de la part de la petite minorité qui en a profité et les divisions des Ougandais.

LE RWANDA

Groupements ethniques et régionaux

Le Rwanda a la même composition ethnique que le Burundi (cf. Burundi); mais la monarchie et l'hégémonie tutsi y ont été renversées peu de temps avant l'indépendance, alors qu'au Burundi l'abolition de la monarchie a eu lieu après l'indépendance et que la domination de l'ethnie minoritaire se poursuit.

Puisque le pouvoir est dans les mains du groupe majoritaire (85%), va-t-on constater la disparition des tensions ethniques ? Dans une large mesure, oui; mais les tensions régionales prennent la relève. En cela, le Rwanda est un cas intéressant: on y voit se manifester le régionalisme "à l'état pur", en quelque sorte, puisque dépouillé de sa gangue ethnique. Un régionalisme qui, à l'occasion réactive délibérément les haines ethniques. Et derrière ce drame social, apparaissent les rivalités de l'élite dont les appétits sont plus grands que le gâteau national.

La première république, celle qui a instauré le pouvoir de l'ethnie majoritaire, resta hostile aux Tutsi, d'autant plus que des incursions de réfugiés monarchistes menacent la sécurité du pays. Sous le couvert de l'unité nationale face à la menace externe et interne, elle favorise cependant les régions du centre et du Sud. Puis, faute de place pour tout le monde, l'essie du pouvoir se rétrécit au fil des années : tous les Hutu, puis les Hutu de quelques préfectures, et enfin quelques clans de ces préfectures. Les empoisonnements de deux enfants du président Kayibanda attestent la violence des rivalités au sein même de la région la plus favorisée.

En 1973, le régime très affaibli tolère une purge anti-Tutsi organisée par des ultras. Les terribles événements du Burundi de 1972-73 semblent être moins la cause que le prétexte de la campagne. Les Tutsi font encore des envieux. Favorisés jusque vers la fin des années 50 par la politique coloniale belge, ils sont mieux formés que les Hutu et de ce fait occupent encore au sein de l'administration et dans le secteur privé un nombre élevé de postes techniques. Certains Hutu acceptent mal cette situation. Dans les écoles, à l'université, puis dans les banques et les entreprises d'Etat des listes d'indésirables sont affichées; les personnes visées estiment plus prudent de s'effacer. Le président attend trois mois avant de faire cesser cette campagne de haine ethnique.

La deuxième république est dirigée par des militaires du Nord qui ont pris le pouvoir pour mettre fin au régionalisme du centre. Le président Habyalimana décrète que chaque région, chaque ethnie aura droit à un quota de postes supérieurs proportionnel à son importance numérique. Il y aura régulièrement des ministres tutsi dans ses gouvernements successifs. Cette justice statistique n'empêche pas la rivalité nord-sud, puis nord-nord, les gens de la préfecture de Ruhengeri se croyant moins

bien traités que ceux de la préfecture de Gisenyi. Enfin dans celle-ci, les rivalités entre les Hutu de Bashiru, la commune du président, et ceux de Bagoyi, la commune voisine, donneront lieu en 1980 à une tentative de coup d'Etat, dont les auteurs avaient également essayé d'exploiter la haine anti-tutsi et les ressentiments des gens du Sud. En dépit des pressions jusque dans son entourage le plus proche, le président Habyalimana, dans les grandes lignes, s'en tient au système des quotas.

L'expérience rwandaise suggère que l'équilibre régional, ou plus exactement le refus d'un dirigeant d'avantager sa région natale, comporte autant de risques que le régionalisme.

Les classes sociales

La différenciation des classes sociales est très peu marquée. En 1979, 91% de la population active se trouvaient dans le secteur agricole et il n'y avait que 4% de citadins. Les inégalités sociales sont faibles car la grande pauvreté du pays entrave l'accumulation des richesses.

La révolution de 1959, qui a mis fin à la domination tutsi, n'a pas renversé une classe sociale; elle était d'ordre ethnique. Preuve en est que la "féodalité" foncière des Hutu du Nord, pas très différente dans ses effets du bail à cheptel des "féodaux" tutsi, n'a pas été remise en question dans le même élan.

Mais par la suite, c'est bien souvent le facteur classe sociale, et plus précisément le dynamisme et l'esprit de compétition de l'élite, qui est le ferment des tensions ethniques, créées plus ou moins artificiellement, et des rivalités régionales. Chaque année 30 000 jeunes gens quittent l'école avec l'espoir de trouver un emploi dans l'appareil étatique ou dans l'industrie. Or la création de nouveaux emplois est très faible. La bousculade pour un strapontin dans l'élite est implacable.

Le parti

Le pays accède à l'indépendance avec un parti unique de fait, le Parmehutu, Mouvement pour l'émancipation des Hutu; le chef de l'opposition tutsi périra assassiné dans sa prison en 1963.

Né dans la fièvre révolutionnaire et les désordres d'une indépendance mal préparée, le Parmehutu a vite perdu son souffle dans un régime présidentiel fortement personnalisé.

En 1975, deux ans après le coup d'Etat, création du Mouvement national révolutionnaire pour le développement (MNRD). Ce nouveau parti exprime le programme des militaires qui avaient pris le pouvoir: entente ethnique

et travail de tous les citoyens pour arracher le pays au sous-développement. Bien que son but fût de donner une assise politique à des militaires qui gouvernaient par décrets, ce parti s'est implanté plus profondément et démocratiquement que nécessaire pour une simple apparence de légitimité. Il est organisé en cellules de 50 familles, comités de commune, conseils de préfecture, congrès national. A chaque niveau les électeurs ont le choix entre plusieurs candidats. Mais le comité central est nommé par le président.

Dans les instances du parti, les citoyens expriment leurs doléances avec beaucoup de vigueur: leur région est négligée, les officiels commettent des abus, le travail volontaire est mal organisé ; l'idée même du parti unique est disputée. Le MNRD se révèle un appui efficace pour le président au moment où son projet de retour progressif à un régime civil se heurtait à l'opposition des militaires.

Rapports avec autrui

Sous la première république, la politique extérieure est prudente à un degré qui frise l'isolationnisme. En 1970 le Rwanda ne s'associe pas au vote de l'ONU sur l'embargo des ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Le régime semble plus à l'aise avec l'Europe qu'avec l'Afrique: le roi Baudouin et la reine Fabiola font une visite officielle à Kigali, le président se rend à plusieurs reprises en Belgique, en Allemagne, en France; mais du côté Afrique, le Congo-Kinshasa rompt les relations diplomatiques en 1968 (à la suite du refus de livrer les mercenaires qui s'étaient réfugiés au Rwanda après la chute de Bukavu); et en 1972 le président ougandais Idi Amin menace de détruire Kigali.

Sous la deuxième république la diplomatie rwandaise sort de son extrême réserve. Le président multiplie les contacts avec les pays voisins. Idi Amin visite le Rwanda en 1975. Rapprochement avec le Burundi. Excellentes relations avec la Tanzanie dont le parti unique servira de modèle au MNRD. Percée même jusqu'en Libye.

Le sérieux des Rwandais, l'orthodoxie de la politique budgétaire, l'orientation modérée encouragent la coopération des pays occidentaux. Si l'aide publique au développement représente presque 90% de l'investissement intérieur, elle est bien diversifiée. La Belgique est en tête des pays donateurs (31,5%); elle est suivie par l'Allemagne, la France, la Hollande, le Canada, l'ONU, les Etats-Unis et la Suisse.

Base démographique et économique

Quand le premier explorateur européen, l'Allemand von Goetzen, arrive en 1894, il découvre un pays qui est déjà le plus peuplé du continent. Aujourd'hui avec ses 26 000 km² et près de 5 millions d'habitants, le Rwanda est un pays si peuplé que de nombreux auteurs lui prédisent

une catastrophe malthusienne à brève échéance. Cent quatre-vingt-huit habitants par km² est la densité la plus élevée du continent (Ile Maurice mise à part). La plupart des exploitations agricoles n'ont qu'un hectare et bientôt toutes les terres cultivables auront été utilisées.

Au grand dam des experts anglo-saxons, le Rwanda, catholique à 50%, a longtemps refusé ne serait-ce que de discuter la question du contrôle des naissances. Depuis 1978, le gouvernement recommande aux familles de limiter le nombre de leurs enfants à 5 au lieu de 10. Des programmes expérimentaux de contrôle des naissances sont entrepris.

Si l'économie a pu soutenir la pression démographique et même enregistrer une légère augmentation du PNB, c'est surtout grâce aux termes de l'échange favorables de son commerce extérieur. Principales exportations: café, thé, cassitérite, wolfram.

Les possibilités de l'économie rwandaise sont très limitées. D'où l'intérêt du gouvernement pour les cadres plus larges tels que la Communauté économique de la région des Grands Lacs, qui reconstitue la coopération régionale de l'administration coloniale belge, ou l'Afrique de l'Est, à laquelle le pays appartient géographiquement.

L'appareil étatique

Issue d'une révolution sanglante (plusieurs dizaines de milliers de Tutsi avaient été massacrés), menacée par les incursions des réfugiés monarchistes, la première république ne peut se départir d'un esprit ancien combattant. Les premiers politiciens hutu ne savent pas traduire dans les faits leurs idéaux démocratiques. Il leur manque sans doute les hommes capables d'utiliser l'appareil administratif que des Belges continuent de faire fonctionner. En quelque sorte, ils ont mis fin à l'ancien régime, mais n'ont pas su en instaurer un nouveau. En l'occurrence cette république n'est pas très différente de la monarchie. Les préfets se conduisent comme les chefs d'autrefois, les députés comme les courtisans intrigants. Même l'opposition au président se manifeste avec les arguments et les armes autrefois utilisés contre le roi: il est fatigué, il a perdu sa vitalité, le pays en souffre, disait-on; de même quand le poison tue des membres de sa famille, c'est pour faire éclater aux yeux de tous l'impuissance du président.

Les militaires qui instaurent la deuxième république en 1973 sont des hommes dynamiques, ouverts et décidés. Carrément ils installent une école d'officiers dans le bâtiment de l'Assemblée nationale. Ils vont mettre fin aux disputes, ils retroussent leurs manches pour donner l'exemple de l'ardeur au travail et ainsi, pensent-ils, s'ouvrira "la voie rwandaise", la libération planifiée grâce à l'identification de l'Etat et du développement. Le parti s'appellera le Mouvement national révolutionnaire pour le développement, le parlement sera le Conseil national du développement, et ainsi de suite.

En 1978 la qualité de l'appareil étatique s'est améliorée, des hommes capables sont aux postes-clés. Le président peut agir. Le projet de constitution, inspiré du modèle français et, pour les droits de l'homme, de la constitution belge, est accepté par le parti et par le peuple contre l'avis des militaires qui préféraient le modèle zaïrois. Les cadres corrompus sont écartés. Le président se sent assez sûr pour rétrograder des barons originaires comme lui des préfectures du Nord.

L'Etat s'est affermi, mais il reste fragile. Ses points faibles : l'effervescence liée aux vieux traumatismes ethniques qui peuvent resurgir dans le présent; et la fragilité de l'économie face à la vigueur de la poussée démographique.

LE SENEGAL

Groupelements ethniques et religieux

Dans la réalité sociale sénégalaise, des confréries islamiques, dites "maraboutiques" transcendent dans une large mesure les groupements ethniques.

- Les Tidjanes, la confrérie la plus nombreuse, comptent 1 250 000 hommes adultes; elle a son siège à l'ouest du pays et englobe plusieurs groupes ethniques.
- Les Mourides, moins nombreux, mais très dynamiques et influents, sont implantés surtout parmi l'ethnie Wolof.
- Les Layènes se recrutent principalement chez les Lébou, dans la région de Dakar.
- Les Quadris ont des adhérents dans plusieurs ethnies.

L'influence de certaines confréries islamiques s'étend au-delà des frontières du Sénégal.

Créées à la fin du XIX^{me} siècle, en réaction à la déstructuration provoquée par la colonisation, ces confréries islamiques, qui sous-tendent l'appareil étatique, sont un phénomène propre à certains pays musulmans. Leurs chefs apparaissent comme de grands seigneurs féodaux, jouissant d'une assise économique solide (grâce notamment au travail volontaire de leurs fidèles et aux privilèges que le pouvoir leur consent) et d'une influence politique certaine. Léopold Sédar Senghor, au début de sa carrière politique, avait conclu une alliance avec les Mourides. En tant que chef de l'Etat, aux grandes occasions, il ne manqua pas de solliciter l'avis et d'informer les chefs des grandes confréries; le fait qu'il soit catholique est un avantage car on ne le soupçonne pas de favoritisme. Son successeur, Abdou Diouf, est un Tidjane; en butte à des intrigues mourides, il prend le parti de conclure un accord avec le chef de cette confrérie.

Les classes sociales

En dépit du caractère rural très prononcé (76% de la population active sont des paysans) les classes sociales modernes sont nettement profilées. Probablement parce que la tradition bourgeoise y est fort ancienne. Les habitants des villes, en effet, sont des citoyens français de plein droit depuis 1916; le premier député noir sénégalais est entré en 1914 à l'Assemblée nationale française; Lamine Guéye, premier avocat de

L'Afrique francophone, fonde un parti socialiste sénégalais, section de la SFIO, en 1935; bref, il y a une élite politique et professionnelle qui s'étend sur plusieurs générations.

L'élite étatique, hautement compétitive, est constituée, suivant le modèle de l'agrégé de grammaire Senghor, de détenteurs des meilleurs diplômes universitaires français; les diplômés de l'université de Dakar ne sont pas moins bien formés. Les technocrates sont en contact étroit avec les milieux d'affaires français et sénégalais dont ils arbitrent les rivalités.

Le fait que Dakar ait été la capitale de l'Afrique occidentale française a influencé la formation des classes sociales à plusieurs égards. Ainsi: cette classe pléthorique de fonctionnaires qui pèse sur le budget de l'Etat; le secteur industriel relativement développé qui donne aux syndicats une base allant au-delà des fonctionnaires, enseignants, étudiants.

Une alliance de l'élite technocratique et de la paysannerie, par l'intermédiaire des confréries islamiques, caractérise la configuration de classes. Que les paysans soient lésés par rapport aux citadins ne laisse aucun doute. Deux exemples: en 1968 les étudiants se mettent en grève parce que le gouvernement veut réduire le montant des bourses d'études: la bourse est de 22 500 francs par mois, le revenu d'une famille paysanne de 40 000 francs par année...; jusqu'en 1973, le riz, le pain, le sucre, denrées alimentaires surtout urbaines, étaient subventionnés par les prélèvements opérés sur la différence entre les prix mondiaux de l'arachide et les prix payés au producteur... Comment s'étonner dès lors de ce "malaise paysan" que l'on constate en 1970: les cultivateurs, les des prix insuffisants, des taux d'intérêt élevés, de la corruption des offices de commercialisation, diminuent de moitié leurs cultures d'arachides, sans que les technocrates s'en soient aperçus; les confréries religieuses, il est vrai, les avaient soutenus: au lieu de bénir les semences d'arachides comme ils le faisaient d'habitude, les chefs religieux, cette année-là, avaient béni le millet et le sorgho, base de l'alimentation paysanne. Un incident révélateur également du rôle ambigu des chefs religieux, à la fois porte-parole et exploités de la paysannerie, base du pouvoir et contre-pouvoir.

Les partis politiques

Le Bloc démocratique sénégalais, créé par Senghor en 1948, après l'absorption de plusieurs autres partis, dont la SFIO, devient l'Union progressiste sénégalaise (UPS), le grand parti de l'accession à l'indépendance. En 1966, l'UPS avale encore le Parti du regroupement africain; elle est alors parti unique de fait pendant 8 ans. L'UPS se considère comme un parti socialiste, mais rejette les composantes lutte des classes et athéisme du socialisme. En pratique elle se sclérose comme presque tous les partis uniques.

En 1974, le gouvernement donne le feu vert à la création par Abdoulaye Wade du Parti démocratique sénégalais (PDS). Bien mieux, l'année suivante le président Senghor prend l'initiative de faire inscrire le principe du tripartisme dans la constitution; il fixe lui-même les étiquettes et

les couleurs: Il y aura, à droite, le parti libéral démocratique, au centre, le parti socialiste démocratique et, à gauche, le parti marxiste-léniniste. Senghor prend pour l'UPS la position socialiste et centrale, laissant ses adversaires se disputer pour savoir qui doit se placer à gauche et à droite. L'opposition est déconcertée car personne dans un premier temps ne veut être catalogué à droite; à gauche du parti gouvernemental les tendances et groupuscules abondent, mais aucun ne veut être ouvertement marxiste-léniniste dans un pays profondément musulman.

L'objectif de Senghor qui était de revitaliser la vie politique, engourdie lorsqu'elle se confinait à l'UPS, est pleinement atteint. Le débat politique s'engage non seulement entre les trois partis autorisés mais aussi avec la participation de tous les partis illégaux, c'est-à-dire ceux qui n'ont pu trouver une case dans le tripartisme et qui aspirent toujours à une place sur la scène politique.

Aux élections de 1977, Senghor l'emporte haut la main contre Abdoulaye Wade avec 82% des suffrages. Au parlement, le parti socialiste-UPS obtient 82 sièges, le parti démocratique sénégalais 18 et le parti communiste zéro. Les résultats de ces élections, contestés par le PDS qui estime avoir remporté 48 sièges, embarrassent le gouvernement qui voulait une opposition plus substantielle, ils découragent les partis officiels qui sont convaincus que les dés sont pipés, ils satisfont en revanche les partis illégaux qui voient une victoire dans le fort taux d'abstention.

La discussion sur les partis politiques se poursuit. En 1978 Senghor fait une place pour un quatrième parti, à la droite du PDS. Après lui Abdou Diouf annoncera "l'ouverture politique illimitée", sans que pour autant la suprématie de l'UPS soit jamais menacée.

Cette forme de multipartisme dirigé, unique en Afrique noire, est souvent critiquée; elle nous paraît moins critiquable, en tout cas, que le parti unique à liste unique. Son mérite est d'avoir relancé la discussion politique, secoué le parti gouvernemental, et incité le gouvernement, avant les élections, à modifier des situations impopulaires.

Rapports avec autrui

Proche de la France, "modéré", le Sénégal de Senghor est entouré de pays qui ne le sont pas: Guinée, Guinée-Bissau, Cap Vert, Mali.

Senghor est particulièrement sensible au danger de la pénétration soviétique et de ses alliés cubains en Afrique. Il ne reconnaît pas l'Angola, coupable à ses yeux d'avoir appelé les forces cubaines à la rescousse.

Base écologique, démographique et économique

Près de la moitié des terres cultivables est consacrée à l'arachide, une culture d'exportation qui convient bien aux sols pauvres de ce pays. Mais c'est au détriment des cultures vivrières que l'arachide avait été développée du temps de la colonisation, au point qu'il fallut introduire le riz, qu'on importait d'Indochine, pour nourrir le pays. Aujourd'hui le riz, cultivé en partie seulement sur place, est si bien entré dans les habitudes alimentaires que "le riz au poisson" est quasi le plat national. La sécheresse accélère la diversification agricole souhaitée par le gouvernement dans la mesure où elle incite les paysans à augmenter les cultures vivrières au détriment de l'arachide. Le déficit alimentaire continue cependant à s'accroître.

L'agriculture qui emploie 76% de la population active ne contribue qu'à raison de 29% au produit intérieur brut; seule la pêche s'est fortement développée. Si le Sénégal dispose d'un revenu par tête d'habitant relativement élevé, encore que celui-ci ait subi une légère décroissance annuelle de l'indépendance à 1980, c'est avant tout au secteur industriel, où les capitaux français sont majoritaires, et au secteur des services qu'il le doit.

La balance commerciale est structurellement déficitaire; les transferts de revenu des ouvriers sénégalais travaillant en France et surtout le montant élevé d'aide publique au développement dont bénéficie le Sénégal allègent quelque peu la balance des paiements.

Dans l'ensemble, le Sénégal se présente comme un pays pauvre, sans richesses notables, mais qui a su garder les avantages (industries, services) acquis quand Dakar était la capitale de l'AOF.

Population: 5,5 millions d'habitants pour une superficie de 197 000 km².

Religions: 85% de musulmans.

L'appareil étatique et les conduites effervescentes

Le passage du pouvoir entre la France et le Sénégal se fait dans la compréhension et l'admiration réciproques. Rupture brutale il y a cependant du fait de la disparition de l'Afrique occidentale francophone dont Dakar espérait rester la capitale. En fait le Sénégal accède à l'indépendance en tant que membre de la Fédération du Mali en juin 1960; il n'accède à la souveraineté internationale, en tant que Sénégal, que deux mois plus tard, après la rupture avec le Mali de Modibo Keita.

- Au début la structure du pouvoir est bicéphale: un président, Léopold Sédar Senghor, et un premier ministre aux pouvoirs étendus, Mamadou Dia. L'épreuve de force entre les deux hommes se produit en 1962

déjà. Mamadou Dia, le perdant est condamné à la prison à vie (il sera grâcé 12 ans plus tard). Ce divorce, qui divise profondément le pays, est aussi l'opposition de deux formes de socialisme, celui dur et pur de Dia, qui effraie les intérêts économiques français, et celui plus pragmatique, plus rural, de Senghor.

- La nouvelle constitution adoptée par référendum en 1963 instaure le régime présidentiel. Aux élections la même année, le parti gouvernemental remporte une victoire complète.

Mais l'effervescence, sous forme en général d'agitation urbaine, restera une constante de ce régime. A plusieurs reprises l'alerte est chaude. Après les élections de 1963, des manifestations contre la fraude électorale ont lieu à Dakar; la troupe intervient, il y a des morts. En 1968-69 une situation révolutionnaire se développe: grève des étudiants, occupation militaire de l'université, puis grève générale décrétée par l'Union générale des travailleurs sénégalais. A l'issue des élections générales de 1973, qui donnent au président et à son parti des majorités de 97%, une grève éclate à l'université: le secrétaire général du syndicat des enseignants est arrêté. Puis c'est l'intégrisme musulman qui devient un nouveau ferment d'agitation.

L'habileté du régime est de ne pas se raidir trop longtemps, de savoir s'adapter pour retrouver l'unité nationale sous d'autres formes.

- Suite à l'alerte de 1968-69, la constitution est modifiée pour établir à nouveau un poste de premier ministre dont la tâche est d'exécuter la politique du président, ce dernier restant l'homme fort de l'exécutif puisqu'il continue à diriger directement les affaires de sécurité et la politique étrangère.

- Dès 1974 le multipartisme dirigé est instauré. Sous l'impulsion du premier ministre, Abdou Diouf, auquel le président fait de plus en plus confiance, des hommes plus jeunes entrent dans le gouvernement et l'appareil du parti. Une politique de "sénégalisation" des cadres commence à être appliquée dans le secteur privé étranger.

- En 1980, Léopold Sédar Senghor se retire librement de la présidence pour laisser sa place à l'homme de son choix, Abdou Diouf.

Symbolisées par vingt ans de pouvoir Senghor, la continuité et la stabilité, dont on parle volontiers à propos du Sénégal, sont dynamiques, conquises par adaptation à une réalité sociale très bouillonnante.

Relevons également l'importance de la liberté humaine dans ce régime particulier: Senghor qui marque tout l'appareil étatique de sa personnalité; le général Jean-Alfred Diallo, chef de l'état-major jusqu'en 1970, qui reste loyal aux heures où le régime paraît le plus fragile; certains marabouts qui donnent des instructions d'obéissance à leurs fidèles à des moments délicats.

LA SIERRA LEONE

Grouperments ethniques et régionaux

Plus d'une dizaine d'ethnies. Les deux grouperments les plus nombreux, les Temné et les Mendé, constituent chacun un tiers de la population. Les Créoles sont les descendants d'esclaves libérés par la Grande-Bretagne et installés à Freetown entre 1787 et 1870 par les soins de grouperments abolitionnistes. Ils ne constituent que 2% de la population, mais ils ont gardé une bonne partie de l'influence qu'ils avaient acquise du temps de la colonisation. Selon une statistique publiée par la présidence, l'appartenance ethnique des hauts fonctionnaires au début des années 70 était la suivante: 52 Créoles, 21 Mendé, 11 Temné (groupe dans lequel le parti gouvernemental a ses racines les plus solides).

En Sierra Leone les structures traditionnelles sont intégrées partiellement à l'Etat moderne. Douze grands chefs siègent au parlement à côté des députés élus. Les trois provinces sont divisées en district et chefferies.

Est-ce à cause de cette imbrication des structures ethniques et étatiques que les rapports ethniques gardent une certaine fluidité? En dépit de la polarisation qui peut exister entre les Créoles et les gens de l'intérieur, entre les Mendé et les Temné, des alliances se forment et se défont, localement ou nationalement, au gré des circonstances et des hommes.

Les classes sociales

66% de la population active travaillent dans l'agriculture. Aristocrates traditionnels et bourgeois modernes constituent l'élite. Les Créoles qui ont gardé les idéaux de l'Angleterre victorienne donnent l'impression par leur comportement d'une classe à part au sein de l'élite.

Les-le parti

Avant l'indépendance, la lutte nationaliste avait opposé les Créoles de la Colonie (la région autour de Freetown) aux habitants du Protectorat (l'intérieur du pays) tout autant, si ce n'est plus, que les colonisateurs aux colonisés. Les Créoles qui jouissaient d'une forte position au sein de l'appareil étatique colonial demandaient un statut spécial pour la Colonie ou en tout cas pour eux-mêmes.

Le Sierra Leone Peoples'Party, (SLPP), fondé en 1951, est une alliance des non Créoles dans laquelle les chefs traditionnels jouent un rôle prépondérant. C'est le parti qui, sous la direction de Sir Milton Margal,

conduit la Sierra Leone à l'indépendance. Les Créoles trop peu nombreux pour faire prévaloir leur point de vue, ont néanmoins réussi à maintenir leur identité et dans une large mesure leur position dans la société en s'accrochant à une culture élitaire fortement ritualisée. Le SLPP, dont le caractère traditionaliste et ethnique s'affirme, suscite bientôt des mécontents parmi les non-Mendé et parmi l'élite moderne; il gagne encore les élections de 1962, mais il est battu à celle de 1967.

Le All People's Congress, APC, fondé en 1960, rassemble les mécontents, notamment les Temné, l'autre groupe ethnique important. Siaka Stevens, le fondateur du nouveau parti, est un ancien syndicaliste, originaire du petit groupe ethnique limba et élevé dans une famille créole.

En dépit d'élections truquées le SLPP, (dirigé par Sir Albert Magai, qui avait pris entre temps la succession de son frère Sir Milton) perd les élections de 1967.

L'alternance est cependant différée d'une année par l'armée.

En avril 1968 Siaka Stevens arrive finalement au pouvoir à la tête d'un gouvernement de coalition APC-SLPP. Cette coalition ne dure qu'une année. Les luttes électorales provoquent une polarisation temné-mendé.

Le United Democratic Party, (UDP), né en 1970 d'une scission au sein de l'APC, inquiète le gouvernement bien plus que le SLPP, sans doute parce qu'il mord dans son bastion temné. L'UDP se présente sous une étiquette libérale et en opposition à un totalitarisme rouge. Le gouvernement interdit le nouveau parti et proclame l'état d'urgence. En 1974, à la suite d'une tentative de coup d'Etat, les deux anciens ministres qui avaient créé l'UDP sont pendus.

Le président déclare à plusieurs reprises qu'il est opposé à l'instauration du parti unique par le biais de la loi. Mais l'APC fait tout ce qu'il peut pour exclure l'autre parti; il jette en particulier des bataillons de forts à bras dans les campagnes électorales. Le SLPP boycotte les élections de 1973 pour protester contre les manœuvres d'intimidation dont il a été victime pendant la campagne électorale.

Une situation de parti unique de fait s'instaure donc de 1973 à 1977.

Aux élections de 1977 le SLPP prouve qu'il est toujours une force politique importante en obtenant près d'un quart des sièges, en dépit d'irrégularités électorales.

Le président déclare alors qu'il faut instaurer le parti unique, pour éviter que le pays se désintègre en factions tribales. En juin 1978, un référendum donne une majorité écrasante pour le parti unique. Les élus SLPP passent tous à l'APC et gardent leur siège. Sir Albert Magai vit en exil; mais un autre frère Magai déclare "seuls Dieu et les fous ne changent pas d'opinion".

L'APC apparaît donc comme un parti de pouvoir, pour ne pas dire une milice politique. La rhétorique révolutionnaire n'a guère de rapport avec la politique gouvernementale, plutôt conservatrice.

Rapports avec autrui

La Sierra Leone entretient des relations cordiales avec ses deux voisins, la Guinée et le Libéria.

La connexion guinéenne a joué un rôle déterminant en 1971 quand une partie de l'armée, chef de l'Etat major en tête, tente un coup d'Etat. La péripétie commence le 23 mars; le 26 le président Siaka Stevens se rend à Conakry où il signe un traité de défense mutuelle; le 28 mars des troupes guinéennes (dont la composition ethnique est la même que celle de l'armée de la Sierra Leone) prennent position autour du palais présidentiel à Freetown. A cette époque la politique intérieure donne des signes d'un tournant à gauche. Sékou Touré, le président guinéen, parle même de la possibilité d'une union des deux pays; à long terme c'est une bonne idée, rétorque Siaka Stevens, mais dans l'immédiat on ne peut ignorer des traditions administratives bien établies. Leur tâche terminée, les troupes guinéennes se retirent sans se faire prier.

La Sierra Leone multiplie les ouvertures vers les pays communistes, les pays arabes, tout en gardant des relations étroites avec les pays occidentaux. Les transnationales du secteur minier sont les bienvenues. La Grande-Bretagne reste le principal partenaire aussi bien pour les exportations que les importations.

Base écologique et démographique

Forte densité de population, 47 habitants au km², dans ce petit pays de 3,4 millions d'habitants et de 72 000 km². Les plus fortes densités se rencontrent sur les territoires des deux principales ethnies.

L'agriculture cependant ne manque pas d'espace: 10% seulement des terres arables sont cultivées.

La plus grande partie des ressources de l'Etat provient du secteur minier. Le sous-sol est très riche: diamants, bauxite, fer, rutile.

Principales religions: animistes (plus de 50%); musulmans; chrétiens.

Base économique

Encore un peuple pauvre dans un pays riche. Avec 250 dollars par tête d'habitant, la Sierra Leone fait partie des pays à faible revenu.

La structure économique est précaire. Le secteur moderne dépend des mines. Or les compagnies minières annoncent la fin du diamant dont les exportations ont fortement baissé. La principale mine de fer a brusquement cessé ses activités, causant de lourdes pertes à l'Etat.

Les paysans étant attirés par les diamants, l'agriculture en souffre. La production alimentaire a baissé.

Après le choc pétrolier, la Sierra Leone, comme d'autres pays, est entrée dans le processus d'endettement-rééchelonnement de la dette-intervention du FMI. Le gouvernement résiste avec acharnement aux mesures d'austérité financière et de rigueur budgétaire. Pour la bonne raison que le laxisme et la corruption font partie du système politique.

L'appareil étatique

De l'autonomie interne en 1953, à l'indépendance en 1961, à la création du parti unique en 1978, la structure étatique évolue comme un film au ralenti: Sir Milton Margai n'est pas pressé de prendre l'indépendance que la Grande-Bretagne lui offre; on parle de la République dès l'indépendance, mais la reine pendant dix ans reste chef de l'Etat; l'APC ne succombe qu'en 1978 à la tentation permanente du parti unique. Cette façade, toute empreinte de formalisme juridique britannique, ne parvient pas cependant à cacher les efforts des différents groupements pour s'approprier l'Etat. D'où le paradoxe d'une continuité structurelle remarquable et d'une conjoncture chaotique.

En premier lieu, les divisions qui résultent de deux statuts coloniaux différents, la Colonie pour la région de Freetown, et le Protectorat pour les provinces intérieures, sont surmontées avant l'indépendance au profit des gens de l'intérieur et au détriment des Créoles.

Ensuite, sous le couvert du SLPP, les Mendés donnent l'apparence de vouloir imposer leur hégémonie; la défaite du SLPP aux élections de 1967 met un terme à cette ambition.

Suit l'intermède de l'armée. Il dure une année et se décompose en trois épisodes: premièrement le chef de l'armée vole au secours d'Albert Margai en particulier, le premier ministre sortant, et des Mendés en général; deuxièmement des officiers mendés qui s'intéressent au pouvoir pour eux-mêmes écartent leur commandant après quelques jours; troisièmement, intervention de quelques soldats et sous-officiers qui remettent le pouvoir aux civils.

Au terme de cet épisode confus, la question de l'équilibre ethnique est provisoirement réglée puisque c'est un gouvernement de coalition qui prend la relève. Mais la coalition ne tiendra qu'une année.

Dorénavant les civils ont appris à se méfier des militaires. Tous les protagonistes militaires de 1967-68 tenteront leur chance encore une

et même deux fois, mais ils échoueront. Après la tentative de coup d'Etat militaire de 1971 et l'intervention guinéenne qui se prolonge jusqu'en 1973, l'armée ne constitue plus une menace importante. Les forces de sécurité intérieures formées par la Chine et Cuba lui font contrepoids. Le chef de l'armée est d'office membre du gouvernement.

Le régime de Siaka Stevens repose sur une base assez large puisqu'il peut compter, en gros, sur l'appui des Temné, des Limba et des Créoles. Il n'est pourtant pas à l'abri de secousses dans un pays où divers groupements, étudiants, sociétés secrètes, syndicats, telle ou telle alliance inter-ethnique peuvent occasionnellement devenir des facteurs politiques importants. D'où la propension à intégrer toutes les forces vives dans l'appareil étatique; ne voit-on pas le chef du SLPP entrer au comité central de l'APC devenu parti unique... Intégrés formellement, les divers groupements, les diverses tendances, ne se dissolvent pas pour autant. Souvent ils continuent à l'intérieur du régime le combat qu'ils menaient autrefois de l'extérieur. Pour maintenir sa primauté l'Etat doit manipuler, cajoler, menacer, récompenser. Ce qu'il gagne ainsi en stabilité politique, il le perd en efficacité économique: les étudiants dénoncent la corruption, les experts du FMI demandent plus de rigueur dans la gestion, sans obtenir ni les uns ni les autres, beaucoup de changements.

LA SOMALIE

Groupements ethniques et régionaux

Une seule ethnie, les Somali, qui a les mêmes mythes d'origine, la même langue, la même religion, les mêmes traditions. Est-ce un avantage?

Ce qu'on appelle "tribalisme" dans les sociétés polyethniques prend ici la forme du "clanisme"; la société segmentaire somali est en effet divisée en 6 grandes fédérations de clans et en une multitude de clans et de sous-clans. L'exploitation des formes de sociabilité traditionnelles dans l'Etat moderne se traduit par des phénomènes tels que régionalisme, népotisme, clientélisme, corruption, etc, caractéristiques également du "tribalisme".

Il n'empêche que les Somaliens, au-delà de toutes leurs divisions, sont unanimes à souhaiter le regroupement en un même Etat de tous les territoires somali morcelés par la colonisation. Les 5 étoiles du drapeau somalien symbolisent les Somalies italienne et britannique, l'Ogaden, le "Northern Frontier District" du Kenya et Djibouti. S'agit-il de nationalisme ou de tribalisme? Quel qu'il soit, ce sentiment est déterminant puisqu'il va inspirer la Somalie à se lancer dans la voie quasi suicidaire de la reconquête.

Les classes sociales

Dans ce pays de nomades et d'agriculteurs (84% de la population active), dont les idées et valeurs imprègnent toute la société, les classes sociales modernes sont peu marquées.

Cette situation pourrait se modifier du fait de l'afflux de réfugiés de l'Ogaden et des bouleversements provoqués par la sécheresse sur le mode de vie nomade. En 1980, les réfugiés constituent 40% de la population. La mobilité sociale est cependant limitée par le faible développement de l'industrie et de l'agriculture de plantation capables d'absorber un prolétariat potentiel. Faute d'autres débouchés, la Somalie a essayé de recycler des nomades dans la pêche... C'est bien sûr un échec.

Les partis politiques

Le "clanisme" empêche la formation de partis politiques stables. En fait les partis ne sont qu'un moyen parmi d'autres pour réaliser l'équilibre

clanique dans la vie nationale.

Aux élections législatives de 1964, 21 partis sont alignés. En 1969, il y a 63 partis pendant la campagne électorale, et pratiquement un parti unique après les élections, tous les élus, sauf un, s'étant ralliés après coup au parti gouvernemental.

Le Parti socialiste révolutionnaire somali, créé en 1976 par le régime militaire, devait amorcer une certaine démocratisation. Il prétend être une synthèse du marxisme-léninisme, des valeurs de l'islam et de la démocratie traditionnelle somali.

Pris dans la tourmente de la guerre de l'Ogaden et du renversement des alliances avec les superpuissances, ce parti aura quelque difficulté à trouver son orientation.

Rapports avec autrui

Dans une Afrique qui adhère strictement au principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, la Somalie, avec ses aspirations à l'unification, fait figure de mauvais voisin. Conflit frontalier avec l'Ethiopie en 1964, guerre larvée avec le Kenya en 1966-67, tensions avec la France au sujet de Djibouti, guerre de l'Ogaden en 1977-78: cela fait beaucoup d'adversaires pour un pays de moins de 4 millions d'habitants, sans grandes ressources de surcroît.

Dès 1963, avec l'aide de l'Union soviétique, la Somalie entreprend de développer son armée au niveau de celle de l'Ethiopie, une des plus puissantes du continent grâce à l'aide que les Etats-Unis lui accordent depuis 1953.

La défaite, dans la guerre de l'Ogaden, n'est pas seulement une défaite militaire, elle marque surtout l'échec quasi définitif de tous les objectifs que s'était fixés le pays à l'indépendance et pour lesquels tant de sacrifices avaient été consentis. En effet le Kenya, allant jusqu'à s'allier avec l'Ethiopie marxiste, a clairement montré qu'il ne lâcherait jamais le "Northern Frontier District"; les populations de Djibouti se sont auto-déterminées pour l'indépendance; et finalement l'Ogaden, que l'effondrement de l'empire éthiopien offrait l'occasion unique de conquérir, est dorénavant irrémédiablement perdu.

Après 1978 la Somalie continue à réclamer haut et fort la réunification somalienne, en s'engageant toutefois à n'y oeuvrer que par des moyens pacifiques; or c'est plutôt le problème de la défense du régime qui se pose, puisque dorénavant l'Ethiopie soutient des opposants somaliens organisés en mouvement de libération.

L'Union soviétique et Cuba, après la révolution éthiopienne, avaient proposé la création d'une Fédération marxiste-léniniste Ethiopte-Somalie-Yémen. La proposition est rejetée aussi bien par la Somalie que par l'Ethiopia. Obligés de choisir, les Soviétiques préfèrent l'Ethiopia. De dépit et encouragée financièrement par l'Arabie Saoudite, la Somalie rompt ses relations diplomatiques avec Cuba, dénonce le Traité d'amitié avec l'Union soviétique et renvoie les 6000 experts russes.

Invités à occuper la place laissée vacante par les Soviétiques, y compris la base navale de Berbera, les Etats-Unis, bien qu'ils aient été eux-mêmes chassés d'Ethiopia, se montrent réservés.

Dés 1974, la Somalie fait partie de la Ligue arabe.

Base écologique, démographique et économique

Pays sahélien désertique, arrosé par deux rivières parallèles dans la partie sud, entre lesquelles un développement agricole serait possible, il se prête pour le reste à l'élevage de chameaux, de moutons et de chèvres. Les nomades (avant les grands bouleversements de la sécheresse et de la guerre) représentaient 60% de la population active.

La frontière est un gros obstacle pour les nomades qui se déplacent de puits situés en Somalie vers des pâturages en territoire éthiopien.

La Somalie est, avec le Tchad, le pays le plus pauvre d'Afrique. De 1960 à 1980, le PNB a diminué. Le bétail et la banane cultivée dans des grandes plantations qu'avaient développées les Italiens, sont les principales exportations.

Religion: 90% de musulmans.

L'appareil étatique

- En 1950, l'Italie s'était vue confier un mandat des Nations-Unies pour préparer son ancienne colonie à l'indépendance, ce qu'elle fit efficacement; les Britanniques agirent de même dans leur partie de la Somalie: de sorte que les deux Somalies accèdent à l'indépendance en 1960 sans grand problème. Deux grandes cassures cependant: le transfert à l'Ethiopia et au Kenya de territoires somali administrés par la Grande-Bretagne.

- De 1960 à 1969 trois grands problèmes se posent au régime parlementaire: la fusion des Somalies italienne et britannique, les rivalités des clans pour le contrôle de l'appareil étatique, et la "réunification". Seul le

premier sera résolu; quant aux deux autres, l'effervescence qu'ils provoquent prépare le coup d'Etat militaire de 1969, survenu après l'assassinat du président de la République et des élections législatives qui s'étaient déroulées dans un climat de violence et de confusion.

- Le nouveau régime, dirigé par le général Siyad Barré, assisté d'un Conseil militaire suprême, donne une nouvelle impulsion au pays. Une solution est trouvée au problème très controversé de l'écriture de la langue somali (une version modifiée de l'alphabet romain a été choisie). Le somali remplace dans l'administration le recours à l'italien, l'anglais et l'arabe. Une campagne massive d'alphabétisation est lancée, suite à laquelle le taux d'alphabétisation serait passé de l'un des plus bas à l'un des plus hauts de l'Afrique. Toutes mesures qui renforcent encore le sentiment national,

D'emblée le régime militaire prend un fort virage à gauche (sans doute parce que l'équipement de l'armée dépend de l'URSS), le socialisme scientifique est adopté, la révolution est annoncée. Mais en dépit des apparences révolutionnaires et des changements terminologiques, la structure clanique reste sous-jacente à l'appareil étatique. La création du Parti socialiste révolutionnaire, qui remplace le Conseil militaire suprême, est une réponse au mécontentement suscité par l'autoritarisme du régime et la mise à l'écart de certains clans.

- Après la débâcle de l'Ogaden, toute idée de révolution est abandonnée. La survie devient la priorité. Une tentative de coup d'Etat échoue. La sécurité d'Etat omniprésente est encore renforcée; mais en même temps une constitution plus libérale, prévoyant notamment le respect des libertés individuelles et une assemblée populaire, est adoptée. Des élections législatives ont même lieu en 1979, la nouvelle assemblée reconduit le mandat du président Siyad Barré pour une période de 6 ans. Mais moins d'une année plus tard l'état d'exception est déclaré, l'assemblée populaire mise à l'écart, tandis que le Conseil militaire supérieur reprend du service.

LE SOUDAN

Groupements ethniques et régionaux

Le tiers sud du pays, animiste et chrétien, peut-il cohabiter dans le même Etat avec le Nord musulman et arabisé? Telle est la grande question qui se pose dès l'indépendance et à laquelle une réponse satisfaisante n'a pas encore été trouvée.

Le Soudan, pays complexe, ne doit pas être ramené toutefois à l'opposition de deux blocs unis.

Dans le Nord, l'opposition de deux sectes islamiques constitue le clivage le plus déterminant. Les Ansars, issus de la grande révolte mahdiste, foncièrement anti-égyptiens, religieusement et politiquement, sont plus de deux millions. Les Khatmas, moins nombreux, se posent surtout en opposition aux Ansars. La rivalité de ces deux sectes est sous-jacente à toute la vie politique.

Dans le Nord, mentionnons les régionalismes Darfour et Béja.

Au Sud, les principales ethnies, nilotiques et soudanaises, sont: les Dinka (majoritaires) les Nuer, les Zander, les Lugbara, etc.

Le tribalisme avait été délibérément encouragé par les Britanniques, dès 1924, comme contre-poids aux courants nationalistes qui, sous l'influence de l'Egypte, commençaient à se manifester au sein de l'élite soudanaise. Dans le Nord, les sentiments ethniques, qui s'étaient estompés sous l'influence unificatrice du mahdisme, furent revitalisés. Dans le Sud, où jusque-là l'administration britannique s'était contentée de soutenir les missions chrétiennes, une nouvelle politique fut lancée: tous les musulmans et les arabophones furent renvoyés des trois provinces, l'Equateur, le Haut-Nil et le Bhar-El-Gazal; à l'intérieur de celles-ci, le port d'un nom ou d'un habit arabes furent interdits; l'éducation fut encouragée dans l'intention de faire disparaître des esprits toute trace arabo-islamique. L'idée était de préparer un rattachement éventuel des trois provinces du Sud à une grande fédération de l'Afrique de l'Est.

Une telle politique ne pouvait manquer de laisser des traces profondes dans une région dont l'histoire, par ailleurs, n'est pas liée au reste du pays. Avant même l'indépendance, les troupes sudistes s'étaient mutinées. Les députés sudistes avaient obtenu, avant de voter la déclaration d'indépendance, la promesse que leur demandé pour une forme d'Etat fédérale serait examinée.

Longtemps divisés entre séparatistes, autonomistes et même unionistes, les politiciens sudistes sont finalement réconciliés par les militaires de l'Anyanya, l'armée de libération, qui après une guerre de 14 ans, acceptent, en 1972, la formule proposée par le régime Nimeiri: un parlement

et un exécutif régional pour une entité Sud, le chef de l'exécutif régional étant automatiquement vice-président de la République soudanaise.

La formule est mise en place, mais l'esprit de l'autonomie régionale ne résistera pas à l'autoritarisme et aux à-coups du régime Nimeiri. La guerre reprendra.

Les classes sociales

Pays essentiellement rural, mais où l'agriculture est suffisamment différenciée pour donner naissance à diverses strates paysannes: paysans relativement riches des cultures irriguées, paysans et nomades traditionnels, paysans déplacés par la construction de barrages et autres grands projets hydro-agricoles, travailleurs saisonniers des grandes plantations de sucre et de coton (souvent des étrangers, la main-d'oeuvre soudanaise étant insuffisante), etc.

La différenciation de classes est cependant freinée par l'influence des sectes islamiques qui tendent à rassembler tout le monde rural pour résister à la domination des citadins.

Formée dans l'esprit du Corps colonial soudanais (britannique), dont on disait qu'il était aussi prestigieux que l'"Indian Civil Service", l'élite bureaucratique a une tradition bien établie. Elle est tiraillée entre un courant séculaire et marxiste, d'une part, et un courant islamique, progressiste ou fondamentaliste, d'autre part.

Les partis politiques

Les grands partis traditionnels sont le prolongement politique des sectes islamiques.

Les Ansars se retrouvent dans l'Umma, divisée en une aile gauche dynamique et progressiste dirigée par Sadiq el Mahdi, et une aile conservatrice conduite par l'Iman el Mahdi jusqu'à l'écrasement, en 1970, de la citadelle d'où il s'apprêtait apparemment à lancer la guerre sainte. Un point commun aux deux ailes de l'Umma: l'hostilité à toute influence égyptienne.

Les Khatmies, eux, soutiennent deux partis: le National Union Party (NUP), et le People's Democratic Party (PDF).

Dès 1964, après le renversement du régime militaire, les communistes et les frères musulmans apparaissent ouvertement sur la scène politique.

Les communistes se placent dans tout l'appareil étatique, armée y compris. Après le coup d'Etat militaire manqué de 1971, d'inspiration communiste, le général Nimeiri exécute les dirigeants communistes et purge l'appareil étatique.

Le général Nimeiri essaye de rassembler l'élite gouvernante au sein d'un parti unique, la Sudanese Socialist Union, (SSU), laquelle ne sera jamais qu'un parti unique somnolent.

Rapports avec autrui

La relation avec l'Egypte est ambiguë.

Le grand soulèvement mahdiste au XIX^{me} siècle s'était fait en réaction aux abus esclavagistes égyptiens.

Pendant le protectorat anglo-égyptien, les premiers nationalistes soudanais étaient divisés entre ceux qui voyaient dans les Egyptiens un moindre mal, ou le biais par lequel obtenir l'indépendance le plus vite possible, et ceux qui préféraient négocier directement avec la Grande-Bretagne.

Après l'indépendance, l'ambiguïté subsiste. Toute suggestion d'unité de la vallée du Nil, même toute relation marquée avec l'Egypte, suscitent aussitôt des relations polarisées dans le Nord, le Sud étant naturellement opposé à toute influence arabe.

Base écologique et démographique

De l'Equateur au Sahara, le Soudan s'étend sur 2 500 000 km², la plus grande superficie du continent. Son potentiel agricole aussi n'a pas d'égal dans toute l'Afrique: excellentes terres agricoles, possibilités d'irrigation le long des rives du Nil, terres bien arrosées par les pluies dans le Sud. Seulement 10% des terres cultivables sont utilisés. Le Soudan pourrait être le grenier de la région.

Les eaux du Nil sont réparties par un accord international. Jusqu'en 1959, la part du Soudan était de 4 milliards de m³ par année; depuis cette date sa part a plus que quadruplé. Divers travaux hydrauliques pourraient encore en augmenter le volume si besoin était.

Le Nil traverse tout le pays du sud au nord; mais un énorme marais qui s'étend sur 300 000 km² pendant la période inondée, constitue une barrière entre l'Afrique équatoriale et le reste du pays.

L'axe est-ouest reste dynamique. Situé sur la route de la Mecque, le Soudan sahélien a vu s'installer de nombreux pèlerins sur des terres non habitées.

La population décimée par les razzias esclavagistes, avec 18 millions d'habitants n'est pas à la mesure du pays. Les sudistes, c'est à dire

les populations animistes et chrétiennes, représentent environ 30% de la population. Plus de la moitié des habitants sont des Africains musulmans arabisés. Le Soudan: point de fusion des mondes africain et arabe.

Principales religions: musulmans (60%); animistes; chrétiens.

Base économique

L'agriculture, qui assure l'autosuffisance alimentaire et fournit la principale exportation, est, jusqu'en 1980, un pilier solide de l'économie.

Le coton, principale exportation, avait été introduit par les Britanniques à Gezira en 1925. Il s'agit d'une énorme réalisation qui englobe la moitié des terres irriguées. L'Etat, colonial et indépendant, a pu se développer dans une large mesure grâce à cette entreprise audacieuse.

Le régime Nimeiri, voulant suivre cet exemple, a eu la main moins heureuse. Il se lança dans de grands projets agro-industriels, faisant appel aux capitaux arabes et à la technologie occidentale, dont le gigantisme congestionne l'économie et déséquilibre les finances.

Le Fonds monétaire international intervient en 1979 avec un programme de dévaluation, d'encouragement des cultures d'exportation et de suppression des subventions qui provoque un vif mécontentement dans les milieux urbains.

Paradoxalement, c'est justement pendant la période de paix que la situation économique s'est détériorée.

L'appareil étatique

Le protectorat anglo-égyptien était une fiction. Pour étendre sa domination au Soudan, la Grande-Bretagne avait prétendu en 1899 avoir aidé l'Egypte à reprendre un contrôle temporairement perdu du fait de la révolte mahdiste. Nous avons déjà évoqué les clivages et les ambiguïtés qui en résultent dans l'Etat indépendant. Nous avons aussi mentionné les répercussions de la politique coloniale à l'égard du Sud. Les circonstances mêmes de l'accession à l'indépendance doivent encore retenir notre attention.

La révolution égyptienne de 1952 avait surpris les nationalistes en pleine dispute entre partisans de l'indépendance avec l'Egypte et partisans de l'indépendance directe. Les révolutionnaires égyptiens accélérèrent le processus de décolonisation du Soudan en se déclarant d'emblée en faveur de l'auto-détermination. La Grande-Bretagne dut s'incliner. Colonisateurs britanniques et égyptiens commencèrent à se retirer.

Les élections de 1954 assurèrent la victoire du parti unioniste. Or celui-ci, après le départ des forces anglo-égyptiennes, était devenu "indépendantiste". C'est donc dans l'enthousiasme de l'unité nationale retrouvée que le parlement, coupant court aux diverses procédures prévues par les anglo-égyptiens, proclame unilatéralement l'indépendance pour le 1er janvier 1956. Anglais et Egyptiens sont renvoyés dos à dos. Un fait accompli qui renforce le sentiment national, mais qui affaiblit l'Etat: faute d'avoir pu établir un consensus constitutionnel avant l'indépendance, les hommes politiques ne cessent de chercher "une constitution permanente".

Après l'indépendance et jusqu'en 1980, le Soudan connaît cinq régimes différents:

1) 1956-58, une démocratie parlementaire classique dirigée par une coalition des deux groupements islamiques antagonistes, les Anasars et les Khatmies. Les querelles de partis bloquent le régime. En 1958, c'est le premier ministre lui-même qui, en désespoir de cause, prend contact avec les officiers supérieurs. Le coup d'Etat militaire est donc d'inspiration civile.

2) Le régime militaire (1958-1964) est accueilli avec soulagement par pratiquement toutes les tendances. Au fil des années sa popularité s'érode: trop d'officiers sont corrompus, le pays s'épuise à chercher une solution militaire au problème du Sud.

En octobre 1964, les fonctionnaires et autres travailleurs répondent massivement à l'appel de grève générale lancé par les syndicats. Les militaires passent le pouvoir à un comité de salut public pour ne pas avoir à tirer sur la foule. Rare exemple d'un régime militaire renversé par les civils.

3) Le gouvernement civil issu de la "révolution d'octobre". Tous les partis y sont représentés, communistes et frères musulmans y compris. En fait les communistes prédominent.

Une table ronde est organisée avec toutes les tendances sudistes. Les nordistes proposent un parlement et un gouvernement régional pour le Sud. Les sudistes eux-mêmes sont divisés entre partisans de la séparation, de la fédération ou de l'union. A défaut d'un accord, les parties s'entendent sur des mesures pratiques immédiates.

Comme le projet de constitution progresse, les querelles de partis s'avivent. Les changements de gouvernement et de coalition s'accroissent.

4) En 1969 le colonel (puis général, puis maréchal) Nimeiri prend le pouvoir. Il se présente comme l'héritier de la "révolution d'octobre" trahie par les partis politiques. Bien que tous les partis soient interdits, Nimeiri s'appuie sur les communistes qui sont bien implantés dans l'appareil étatique. Le régime se situe très à gauche, tant en politique extérieure qu'intérieure.

Un coup d'Etat militaire, inspiré par les communistes, renverse Nimeiri

pendant quelques jours en 1971. Un soulèvement populaire le remet en selle (un nouvel exemple de militaires renversés par les civils).

5) Nimeiri, l'homme qui a chassé les communistes athées, jouit d'une grande popularité. Il opère un virage à droite. A l'extérieur le Soudan privilégie les relations avec les Etats-Unis. A l'intérieur il impose le parti unique, fait appel aux investissements étrangers et trouve un accord avec le Sud mettant fin (temporairement) à la guerre civile.

Bientôt aux prises avec des difficultés économiques sérieuses, le régime est assailli par ses adversaires (14 tentatives de coup d'Etat sous Nimeiri).

De tout cela nous retiendrons deux constatations:

- La société globale soudanaise échappe dans une large mesure à l'emprise de l'Etat et l'appareil étatique lui-même ne se laisse pas totalement contrôler par un régime particulier. Tous les régimes doivent composer avec une constellation de groupements politiques, régionaux, religieux, de classes sociales dont l'équilibre se modifie rapidement.

- Le Soudan est une nation (un doute subsiste en ce qui concerne la partie sud). La manière dont il s'est débarrassé des colonialismes britannique et égyptien le montre. Toutefois l'effervescence qui touche tous les régimes révèle l'attachement à des modèles nationaux très différents (islamique, intégriste, communiste, occidental, fédéral, unitaire, etc.) entre lesquels un compromis national acceptable n'a pas encore été trouvé.

LA TANZANIE

Groupements ethniques et régionaux

La population tanzanienne est heureusement intégrée: il y a 120 groupes ethniques, mais pratiquement pas de tribalisme. Le groupement le plus nombreux, les Sukuma, ne constitue que 13% de la population; chrétiens, musulmans et animistes se divisent en trois parties égales. L'harmonie ethnique est telle que, depuis 1929, l'Association africaine du Tanganyika défend sur une base pluri-ethnique les intérêts africains face à l'administration coloniale. Transformée en parti politique moderne par Julius Nyerere, cette association devient la TANU, le parti qui conquiert l'indépendance, beaucoup plus tôt que ne l'avait prévu la Grande-Bretagne, par la puissance même de son soutien populaire.

Tout au plus constate-t-on que les candidats locaux l'emportent sur leurs rivaux de l'extérieur aux élections; et que les chrétiens, grâce à l'éducation dispensée par les missions, sont avantagés dans l'obtention des emplois lors des premières années de l'indépendance.

En 1930, il reste quelque 50 000 Asiatiques. Contrairement à ce qui s'est passé en Ouganda, au Kenya et à Zanzibar, cette catégorie de citoyens n'est pas victime de mesures discriminatoires. Le socialisme a néanmoins fait fuir bon nombre de commerçants asiatiques.

Les classes sociales

Le régime est résolument égalitaire. Dans un pays pauvre et peu développé où, à l'indépendance, 89% de la population vivait de l'agriculture, 4% de l'industrie et 7% des services, il s'agissait d'empêcher qu'un tout petit groupe, quelques dizaines de milliers de fonctionnaires et de cadres du parti, s'enrichisse aux dépens des masses rurales. Cet objectif, apparemment facile, n'a pu être atteint, partiellement, qu'au prix d'un effort de tous les instants, de nombreuses campagnes d'éradication de la corruption à tous les niveaux de l'appareil étatique et de l'atténuation d'une partie importante de l'élite.

Dès 1968, fonctionnaires et dirigeants sont soumis à un code de conduite qui leur interdit de toucher plus d'un salaire, de louer des maisons ou de posséder des actions. Etant donné que le commerce de gros, une partie du commerce de détail, les banques et les quelques rares entreprises ont été nationalisés, l'élite ne peut espérer qu'une vie austère au sein de l'appareil étatique. Cela alors que les Kenyans, que les fonctionnaires tanzaniens côtoient dans les organes de la Communauté d'Afrique de l'Est, eux, prospèrent à vue d'oeil. La grogne se manifeste par un manque évident d'ardeur au travail.

Les ouvriers jouissent d'un certain degré de démocratie industrielle.

La production baissant du fait des conflits sociaux et de la mauvaise gestion des cadres, le gouvernement a été amené à adopter une attitude plus autoritaire.

Les paysans, 83% de la population, sont la classe favorisée par le régime. Ils ne sont pas riches mais des gros efforts sont faits pour satisfaire leurs besoins essentiels: en dépit du déficit alimentaire et du manque de devises, le gouvernement jusqu'en 1980 n'a jamais laissé se développer des situations de famine; l'enseignement primaire est général et gratuit; en 1980 il y a de l'eau au robinet dans 40% des villages, un dispensaire dans un tiers et un magasin dans les trois quarts. Nyerere voit dans la difficulté de trouver des travailleurs pour les plantations de sisal une preuve de l'amélioration de la condition des paysans.

Mais pour en arriver à ces bons résultats il a fallu au préalable regrouper dans des villages 15 millions de paysans qui vivaient en habitat dispersé. Un déplacement de population aussi massif ne se fait pas sans un certain degré de coercition et de mécontentement.

La différence de perspective en 1980, quand l'économie semblait au bord de l'effondrement sous les coups cumulatifs des chocs pétroliers, de la sécheresse, des inondations et de la guerre, illustre la situation de classe. Pour les citadins le pouvoir d'achat n'a cessé de s'éroder depuis 1974 et les équipements collectifs se sont détériorés. Pour les paysans en revanche, malgré l'effort de la "villagisation", la qualité de la vie s'était progressivement améliorée jusqu'en 1978.

Le parti

C'était avant même l'indépendance et par les urnes que l'Union nationale africaine du Tanganyika (TANU) est devenue parti unique. Fondée en 1954 par Julius Nyerere, elle sait si bien mobiliser les aspirations nationalistes qu'elle obtient pratiquement tous les sièges aux diverses élections organisées par les Britanniques avant l'indépendance. Parti unique de fait jusqu'en 1965, puis de droit avec la constitution intérimaire qui instaure la possibilité de choix entre plusieurs candidats au sein d'un seul parti. En 1977 la TANU et le Parti Afro-shirazi, le parti unique de Zanzibar, fusionnent sous le nom de Chama Cha Mapinduzi, CCM, le parti de la révolution.

Le parti tanzanien est un parti de masse qui doit exprimer les aspirations du peuple. Il jouit en droit de la primauté sur les autres organes de l'Etat. La pratique est cependant plus ambiguë du fait que ce sont souvent les mêmes hommes qui occupent les postes dirigeants du parti et du gouvernement et que le rôle gouvernemental tend à prédominer. En 1980, Nyerere se demande encore si le peuple considère vraiment le parti comme un instrument qu'il peut utiliser.

Le danger de la formation d'une classe d'"apparatchik" est tempéré par la pratique des élections tous les 5 ans à tous les niveaux du parti. Les électeurs ont ainsi la possibilité de se débarrasser des tyranneaux.

Tant que les circonscriptions parlementaires ne coïncident pas avec

celles du parti, les députés jouissent d'une certaine indépendance. L'expérience toutefois est jugée peu satisfaisante du point de vue de l'édification du socialisme car les parlementaires se montrent plus attentifs à la défense de leurs intérêts personnels qu'aux intérêts de leurs électeurs.

A partir de 1975, les circonscriptions parlementaires se superposent à l'organisation par district du parti. Dès lors trois dirigeants locaux collaborent étroitement: le président et le secrétaire général du parti, le député. Le parti publie un programme électoral que tous les candidats doivent accepter. Il incombe aux électeurs de choisir le candidat le mieux à même de contribuer à l'exécution du programme. En 1975, 95% candidats se présentent pour les 92 sièges à élection directe; deux candidats par siège sont retenus par les instances du parti; le peuple fait mordre la poussière à deux ministres et 43 anciens députés. En 1980, 4 ministres et la moitié des députés sont battus.

Pour les élections présidentielles, il n'y a qu'un seul candidat, présenté par le parti, que les électeurs peuvent approuver ou rejeter. Nyerere obtient 95% des voix en 1965 et 1970, 92% en 1975 et 93% en 1980. Certains districts peuvent donner des majorités "aussi basses" que 82% sans risquer des représailles.

Cinq organisations de masse sont associées au parti, celles des travailleurs, des femmes, de la jeunesse, des coopératives et des parents.

Relations avec autrui

Il y aurait beaucoup à dire sur la politique étrangère de la Tanzanie, un pays aussi volontariste à l'extérieur qu'à l'intérieur. Limitons-nous ici à quelques remarques.

- La Tanzanie a montré à plusieurs reprises qu'elle était prête à sacrifier des intérêts matériels pour des principes et des idéaux. Ainsi rompt-elle les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, son principal partenaire commercial, sur la question des ventes d'armes à l'Afrique du Sud. La campagne qui a renversé Idi Amin, le sanglant dictateur ougandais, peut être vue également dans cette perspective.

- Le siège du Comité de libération de l'OUA à Dar-es-Salam atteste le soutien que la Tanzanie accorde à la libération coloniale. Le président Nyerere est l'animateur principal du groupe des "Etats de la ligne de front" qui coordonne la stratégie anti-coloniale. En Afrique, le prestige de la Tanzanie dépasse le camp des révolutionnaires.

- La coopération avec la Chine, qui avait suscité de vives craintes dans les chancelleries occidentales, n'a pas affecté la politique de strict non-alignement. Le vote tanzanien a séduit les pays scandinaves, le Canada, la Hollande qui sont des donateurs importants.

- La Tanzanie a été l'un des premiers pays en voie de développement à s'opposer au Fonds monétaire international. Comme condition à l'octroi d'un prêt, les experts internationaux avaient prescrit une dévaluation

de 25%, la levée du contrôle de certains prix, la réduction de dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé, le blocage des salaires les plus bas et l'augmentation des salaires de certains dirigeants. C'était en fait demander le démantèlement du socialisme. Le président a reproché au FMI d'avoir une idéologie du développement économique et social qu'il essaye d'imposer aux pays pauvres, quelles que soient leurs politiques.

- Le Tanganyika est devenu Tanzanie en 1965 en formant une union avec Zanzibar. Il s'agissait surtout pour la Tanzanie de stabiliser ces îles proches de sa côte (Zanzibar et Pemba) où depuis la sanglante révolution, en 1964, des Africains contre les descendants des négriers arabes, régnait un régime dangereusement effervescent. Il faudra attendre 13 ans avant que cette union soit effective. Entre-temps les dirigeants de Zanzibar, fermés à la démocratie, au respect des droits de l'homme aussi bien qu'à l'austérité socialiste, ont souvent embarrassé le gouvernement tanzanien. La patience aura permis à deux Etats souverains de s'unir sans que le plus faible ait le sentiment d'une annexion.

Base écologique et démographique

Dix-huit millions d'habitants, 945 000 km², soit une densité moyenne de 19 habitants au km² dans ce grand pays qui est le plus peuplé de l'Afrique de l'Est.

La pauvreté est due à l'absence de ressources naturelles notables, des sols relativement médiocres, des pluies irrégulières, de mauvaises voies de communications et des structures trop tournées vers Nairobi, capitale de l'Afrique de l'Est sous l'administration coloniale. Un exemple: les plus belles réserves d'animaux se trouvent en Tanzanie, mais les touristes les visitent en passant par le Kenya qui ancaisse la plus grande partie des devises. Les tensions provoquées par des déséquilibres de ce genre ont finalement conduit à l'éclatement de la Communauté d'Afrique de l'Est.

La Tanzanie est un producteur important de sisal, de café, de coton et de noix de cajou.

Principales religions: musulmans (1/3); chrétiens (1/3); animistes (1/3).

Base économique

Depuis 1978 l'économie traverse une crise qui se manifeste par des forts déficits de la balance des paiements et du budget, un taux élevé d'inflation, des difficultés de financement. Une situation qui pourrait remettre en question les acquis du socialisme.

La Déclaration d'Arusha, par laquelle la Tanzanie en 1967 avait pris la voie du socialisme, a eu des conséquences positives et négatives. La politique de "villagisation" est un succès. Quinze millions de paysans ont quitté leur habitat dispersé pour se regrouper en villages où des

équipements collectifs vont les aider à participer au processus de développement (il ne s'agit pas encore des villages-ujamaa, c'est à dire où la production est collective; en ce qui concerne ceux-ci, les résultats sont beaucoup plus modestes). Pourtant ce vaste déplacement de population, s'il prépara le futur, n'est pas allé dans l'immédiat sans provoquer une baisse de la production. Le déficit alimentaire a dû être compensé par des importations qui pèsent sur la balance commerciale.

La conséquence des nationalisations en revanche a été totalement négative. Du fait du manque de cadres, du manque de compétence et de zèle, les sociétés d'Etat sont devenues des gouffres ou s'engloutissent les ressources du pays et qui ne produisent que pénurie et pagaille.

A ces difficultés internes au système sont venues s'en ajouter d'autres: les chocs pétroliers, la sécheresse, l'inondation, la guerre, une détérioration brutale des termes de l'échange.

Une question se pose en filigrane à la crise: la Tanzanie, notamment par le soin qu'elle a accordé à son "capital humain", a-t-elle préparé le développement de l'avenir ? Ou aurait-elle simplement créé, sans en avoir les moyens, une sorte d'Etat-providence pour paysans?

L'appareil étatique

De bas en haut, le parti-Etat est très structuré. Une cellule pour dix maisons, une branche par village. Le district et la région ont un conseil exécutif et un comité politique. Au niveau national, la Conférence nationale, l'Instance suprême, réunit quelque 2000 délégués tous les cinq ans pour définir les grandes orientations de la politique. Le Comité national exécutif définit la stratégie. Le Comité central s'occupe des affaires du parti au jour le jour. Le parlement légifère dans le sens voulu par le parti. Le gouvernement n'est censé être qu'une agence du parti.

Une structure dans laquelle s'inscrit à chaque niveau une dialectique d'ambiguïté entre l'idéologie égalitaire et la tendance de l'élite à s'établir en classe dirigeante, ce rapport lui-même se modifiant tous les 5 ans avec l'arrivée progressive, par les élections, de dirigeants mieux formés, mieux choisis et la montée d'une classe paysanne mieux éduquée.

L'organisation étatique tanzanienne appartient à un type connu. Deux points font néanmoins son originalité:

1) Il s'agit d'une organisation qui est vivante même en dehors des temps forts que sont les élections, la visite de dignitaires, les fêtes patriotiques, etc. Est-ce grâce aux procédures démocratiques?

2) Tout l'appareil étatique est imprégné par la personnalité de Nyerere, un homme intelligent, austère, qui personifie la continuité d'un projet sur plus d'un quart de siècle.

LE TCHAD

Groupements ethniques et régionaux

Faut-il parler du Nord et du Sud? Le premier sahélien et saharien, arabophone, islamisé, pays d'éleveurs et de nomades où l'on trouve la moitié de la population sur trois quarts du territoire. Le second, soudanais, agricole, peuplé d'ethnies bantoues animistes ou chrétiennes.

Faut-il parler de disparités régionales? L'administration coloniale, suivie en cela par le régime Tombalbaye, avait concentré ses efforts de développement sur le "Tchad utile" surnommé aussi "le Tchad coton", c'est-à-dire la partie sud propice à l'agriculture. Le développement agricole favorise l'essor économique puis politique de certaines ethnies sudistes. Or les perspectives du "Tchad utile" sont maintenant renversées par la découverte d'uranium dans l'extrême Nord et de pétrole dans la région du lac Tchad.

Faut-il parler des clivages ethniques? Côté sud, les Sara, un peuple bantou, forment le groupe ethnique le plus important (environ 25% de la population). Mais il y en a d'autres, le Sud n'est pas le bloc monolithique, monoethnique que l'on dit parfois. Côté Nord, on distinguera la multitude de groupements issus des royaumes esclavagistes, les tribus arabisées, et, parmi celles-ci, les tribus traditionnellement tournées vers la Libye et celles plutôt tournées vers l'Est.

Au Tchad, découpage arbitraire de populations autour d'un carrefour des Afriques du Nord, du Centre, de l'Est et de l'Ouest, presque tous les clivages et les antagonismes propres au continent se trouvent réunis. On est tenté tout naturellement d'expliquer par ces facteurs la tragique histoire d'après l'indépendance. Pourtant les mêmes causes, ailleurs, ont eu d'autres effets. Nous nous garderons donc d'accorder trop d'importance au déterminisme ethnique et régional, aveuglant à force de sauter aux yeux.

Les classes sociales

Sous leur forme moderne, les classes sociales ont peu d'importance dans un pays agricole à 85%, où les antagonismes des ethnies et des élites étouffent tout sentiment de solidarité de classe.

Les partis politiques

L'administration coloniale était plutôt bien disposée à l'égard du Parti progressiste tchadien (PPT), fondé par Gabriel Lisette, un Antillais, et dont François (plus tard Ngarta) Tombalbaye, un Sara, prit la direction peu avant l'indépendance. Le parti se développe ensuite selon le processus

classique des régimes autoritaires: il absorbe ses adversaires, se déclare officiellement parti unique dès 1963, et perd bientôt toute assise populaire.

En 1973, Tombalbaye déclare que le PPT n'est plus un instrument efficace; il le dissout d'un trait de plume et crée le Mouvement national pour la révolution culturelle et sociale. La mode en Afrique était alors à "l'authenticité" à la Mobutu. Au Tchad, la révolution culturelle s'accompagne de rites d'initiation brutaux, de persécutions contre les chrétiens et du changement obligatoire des noms de baptême. Excès d'un régime aux abois.

Après la chute du régime Tombalbaye, il n'y a plus de partis mais des armées. Celles-ci partagent toutes, sur le papier en tout cas, le programme de réconciliation nationale et de justice sociale du Front de libération nationale du Tchad, (FROLINAT), le mouvement qui est à l'origine, dès 1966, du soulèvement nordiste. Le FROLINAT éciète en de multiples tendances.

Rapports avec autrui

Le rôle de la Libye dans la destruction de l'Etat tchadien nous paraît déterminant.

C'est en effet la Libye qui arme et soutient le FROLINAT, puis qui dose son aide à chacune des factions de manière à ce qu'aucune ne puisse l'emporter indépendamment, de manière aussi à ce que la guerre ne dégénère jamais en un affrontement de la Libye et de l'armée française. Les moyens employés sont variés: soutien, retrait de soutien, renversement des alliances, encadrement des combattants, arrestation des chefs tchadiens etc. En position de faiblesse, les gouvernements en place à Ndjaména sont obligés de temporiser et de composer avec la Libye qui fait diminuer (mais jamais complètement cesser) ou intensifier les activités du FROLINAT, au gré de ses intérêts. Tantôt Tombalbaye se fâche, rompt les relations diplomatiques (pour les rétablir aussitôt), tantôt il croit que son salut se trouve dans un alignement de sa politique étrangère sur les positions libyennes. Bref, l'action libyenne déstabilise l'Etat tchadien, lentement mais sûrement.

D'autres pays s'immisceront dans les affaires tchadiennes, l'Algérie, le Nigéria, le Soudan, la France, d'autres puissances européennes, les Etats-Unis, mais aucun ne sera aussi efficace que la Libye qui tire les ficelles à sa guise, aidée il est vrai par les différentes tendances tchadiennes, prêtes à jouer ce rôle de marionnette.

Le but de la Libye? Ce grand ensemble, dont rêve le colonel Muammar Khadafi, qui unirait la Libye (dans l'ordre de préférence 1) au Machrek 2) au Magreb 3) au Sud. En attendant, invoquant des accords Mussolini-Laval, et en violation du principe (sacro-saint à l'OUA) de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, la Libye annexe la bande d'Aouzou, 100 000 km² au sud de sa frontière où se trouveraient des gisements

d'uranium.

Alors que la Libye déstabilise, la France essaye maladroitement de sauver un régime impopulaire. Au nom des accords de défense, une force française de près de 3000 hommes contient l'avance des forces nordistes, tandis que des experts français s'efforcent de mettre sur pied une administration plus équitable. L'action française prolonge, mais ne saurait sauver, l'existence du régime.

L'affaire Claustre (une prise d'otages européens par les rebelles tchadiens) met en évidence la perte de souveraineté: des avions transportant des négociateurs, des journalistes, voire l'argent et les armes demandés en rançon, font la va-et-vient entre l'Europe et les bases rebelles du Tibesti, sans demander l'avis de Ndjaména. Le gouvernement du général Malloum proteste énergiquement. Un geste sans grande conséquence. A toutes fins utiles, le Tchad n'est plus un Etat souverain.

Base écologique et démographique

Immense pays, (1 284 000 km²), peu et irrégulièrement peuplé (4 400 000 habitants), le Tchad pour être peu développé ne manque pas de ressources: agriculture variée, élevage, pêche, richesses minières importantes mais non encore exploitées. L'enclavement est le gros handicap. Les ports les plus proches se trouvent à 1500 et 3000 km. Le coût des transports est un obstacle à l'exploitation des ressources.

Religions: 70% de musulmans

Base économique

Le revenu par habitant est non seulement le plus bas du continent, il est également celui qui a le plus diminué: une décroissance annuelle moyenne de 1,4% de 1960 à 1979. La guerre, la sécheresse, l'écroulement de l'Etat sont les causes de cette situation.

La moitié du budget de l'Etat est alimenté par l'aide étrangère.

L'appareil étatique

On notera ici les principales périodes du processus de déstructuration de l'appareil étatique.

- 1960-1985: le régime Tombalbaye continue sur la lancée de l'administration coloniale. Les chrétiens prédominent dans l'appareil étatique alors qu'ils ne représentent que 5% de la population. Origine de ce déséquilibre: les populations islamisées du Nord s'étaient montrées réticentes à l'égard de l'école française, alors que les gens du Sud avaient envoyé leurs enfants avec enthousiasme dans les écoles des missions. En 1970 le

taux de scolarisation est de 75% dans le Sud et de 5% dans le Nord. Inévitablement la majorité de l'élite moderne est constituée par des sudistes. Tombalbaye accentue les distorsions en favorisant son ethnie, les Sara.

Les maladroites et les abus des fonctionnaires envoyés dans leur région, le parti unique, l'autoritarisme du régime, indisposent de plus en plus les populations du Nord. Dès 1965, elle se soulèvent.

- 1965-1975: l'armée tchadienne subit la pression des rebelles. En 1968 le gouvernement demande l'aide de l'armée française.

Le régime devient de plus en plus effervescent. Tombalbaye reconnaît que de sérieuses erreurs économiques, sociales et politiques ont été commises; il restaure les chefferies du Nord, fait entrer dans son gouvernement des personnalités qu'il avait jetées en prison. Les complots se multiplient. Le parti unique est dissous, un autre le remplace. La révolution culturelle antagonise les populations du Sud. De surcroît Tombalbaye a la maladresse de s'en prendre aux cadres de l'armée. En 1975 son régime est renversé par les militaires.

- 1975-1978: le général Malloum veut refaire l'unité nationale. Mais au lieu de négocier, d'égal à égal avec les différentes tendances, un nouveau pacte national, il demande le ralliement des rebelles tout en essayant de jouer sur les divisions internes des nordistes. Les principales tendances rejettent "le tombalbayisme sans Tombalbaye".

Hissène Habré cependant se rallie en juin 1978 et devient premier ministre. Mais il se heurte à la résistance passive de l'administration sudiste. Au début de 1979, c'est la guerre civile à Ndjamena entre les forces d'Habré et celles de Malloum. Les premières bien que moins nombreuses l'emportent. A la suite de massacres, les sudistes quittent la capitale et vont se venger en tuant les nordistes qu'ils trouvent dans le Sud. L'appareil étatique s'effondre.

- 1979- ?; les nordistes ont réussi à investir l'appareil étatique, mais divisés entre eux, manipulés de l'extérieur, ils se montrent incapables de l'utiliser pour un nouveau projet national cohérent. Des tendances sécessionnistes se manifestent dans le Sud. Désormais l'avenir du Tchad est discuté à l'étranger. Après une série de conférences internationales, l'OUA place Goukouny Weddeye, chef de la principale faction nordiste, à la tête d'un "gouvernement transitoire d'unité nationale"; le colonel Kamougué, le nouvel homme fort du Sud, assume la vice-présidence. La France retire ses troupes.

Ce qui pourrait être un aboutissement et le début d'une ère de reconstruction ne marque en fait que le commencement de la "guerre des chefs", un long passage à vide, riche en retournements de situation et en changements d'alliances.

LE TOGO

Groupelements ethniques et régionaux

Une quarantaine d'ethnies, certaines traditionnellement ennemies, dans ce petit pays de deux millions et demi d'habitants; réparties longitudinalement, la plupart sont coupées, à l'Est et à l'Ouest, par les frontières d'un Etat-couloir dont la largeur moyenne est inférieure à 100 km.

Le groupement le plus nombreux, les Ewé (44%), est aussi le plus effervescent. Séparés par la frontière entre le Togo et le Ghana, les Ewé du Ghana, ceux de la partie du Togo allemand rattachée au Ghana et ceux de la partie qui est devenue le Togo actuel n'ont cessé d'aspirer à la réunification. Des sentiments que les Etats togolais et ghanéens ont tour à tour tenté d'exploiter. Nkrumah proposait aux Ewé une réunification au sein du Ghana ; Sylvanus Olympio, le président ewé qui dirigea le premier gouvernement togolais indépendant, réclamait la reconstitution du territoire qui était celui du Togo allemand; le président Eyadéma, le Kabré qui a mis fin à l'hégémonie ewé dans la société togolaise, est en butte à des complots ewé; lui aussi cependant conteste la validité des frontières actuelles. L'irréductibilisme ewé, facteur de déstabilisation, n'a toutefois jamais provoqué de guerre entre le Togo et le Ghana.

Autre problème : les Ewé du fait de leur situation proche de la côte ont accédé à l'éducation avant les autres Togolais; ils avaient ainsi acquis une position prédominante dans la société. Les Kabré, le deuxième groupe du pays (23%), situés plus au Nord, qui avaient résisté à la pénétration coloniale, se trouvent, eux, marginalisés dans l'Etat moderne. La pauvreté et le manque de terre les poussèrent à s'enrôler dans l'armée où ils sont majoritaires. Un coup d'Etat militaire heureux assura aux Kabré, qui sont maintenant le groupe prédominant, un brusque renversement des perspectives par rapport aux Ewé.

Les classes sociales

Dans l'agriculture on trouve 68% de la population active.

La colonisation a facilité la formation d'une élite bourgeoise dans le Sud. Ainsi, après le départ des Allemands les plantations sont reprises par les contremaîtres, des Ewé pour la plupart.

Les femmes dans le Sud forment une puissante caste de commerçantes, grossistes, revendeuses, contrebandières.

La prise du pouvoir par les militaires a contribué à un meilleur équilibre régional en facilitant l'accès des populations du centre et du Nord à l'élite étatique.

Les-le parti

Dans la période qui précède l'indépendance, la formation des partis est influencée par la question éwé, les visées ghanéennes et les craintes françaises. C'est au Parti du progrès de Nicolas Grunitzky et à l'Union de populations du Nord, favorisés par l'administration française parce qu'ils ne sont pas trop tournés vers le Ghana, qu'il revient de diriger la République autonome. Mais les élections de 1958, sous supervision de l'ONU, donnent une victoire écrasante au Comité de l'union togolaise (CUT) de Sylvanus Olympio, dont l'idéal pan-ewe a été refroidi par l'expérience Nkrumah. C'est donc dirigé par le CUT que le Togo accède en 1960 à l'indépendance.

Après l'assassinat de Sylvanus Olympio en 1963, les militaires font appel à Grunitzky. Celui-ci organise des élections sur la base d'une liste unique attribuant à quatre partis un nombre égal de candidats et de sièges. Solution à mi-chemin entre le pluri et le monopartisme. Mais le CUT est interdit; de l'étranger il fera périodiquement peser une menace sur le régime en place.

Le coup d'Etat militaire de 1967 met temporairement fin à l'existence des partis.

Le Rassemblement du peuple togolais, (RPT), créé en 1969, dans l'esprit des militaires, devait être un mouvement de mobilisation des masses, hors des cadres tribaux, régionaux, religieux. Il devait ouvrir "la nouvelle marche", une forme novatrice de la vie politique. Le RPT est inspiré par le modèle du Mouvement populaire de la révolution, le parti zaïrois. Les deux partis en effet répondent au même besoin des militaires d'établir un contact avec le peuple, de légitimer leur pouvoir, voire de lui donner des allures plus civiles. Le RPT est implanté dans tout le pays avec des comités de village et des cellules de quartier. Les organes nationaux sont le congrès, le comité central et le bureau politique. Tous les dignitaires sont nommés par le président. Parti-communion, le RPT mobilise le peuple, de gré ou de force, dans un culte extatique de la personnalité de Gnassingbé Eyadéma.

L'encadrement est complété par les organisations des travailleurs, des femmes et de la jeunesse.

Rapports avec autrui

L'activisme togolais en politique étrangère est frappant. Le gouvernement multiplie les rencontres, les médiations, les prises de position, comme si le Togo était une grande puissance régionale. Comment expliquer ce phénomène?

- La question éwé y est sans doute pour quelque chose: ayant dû s'intéresser

très tôt à ce qui se passait au Ghana, le Togo en est venu à se considérer comme le pont entre les Afriques anglophone et francophone. Ses plus grands succès dans cette foulée: les accords de Lomé qui établissent les modalités de coopération entre la Communauté économique européenne et les ACP, (46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique); et surtout, l'initiative prise avec le Nigéria de créer la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le plus grand regroupement régional du continent.

- Il y a aussi le fait que, la réputation internationale du Togo allant grandissante, les chances d'un coup d'Etat mené de l'extérieur par les partisans d'Olympio diminuaient. D'où les multiples médiations dans des querelles inter-africaines ou l'appel pour une réforme de la zone franc (resté sans suites) qui avait choqué la France mais enthousiasmé l'Afrique francophone.

En dépit de son langage radical, la diplomatie togolaise est plutôt conservatrice. Elle privilégie les rapports avec les pays de la Communauté économique européenne en général, avec ses deux anciens colonisateurs, la France et l'Allemagne, en particulier.

Les liens de dépendance sont très marqués. La prospérité dépend dans une grande mesure des cours mondiaux du phosphate. La production alimentaire ne suffit pas aux besoins de la population. Le taux du service de la dette en 1980 est très élevé. Les importations de produits de luxe seraient inquiétantes si une bonne partie de ces produits n'était pas écoulée en contrebande dans d'autres pays.

Base écologique et démographique

Le Togo offre un bel exemple, s'il en fallait un, de la monstruosité des frontières coloniales: un couloir de 540 km de longueur et de 100 km de largeur qui coupe la plupart des groupements ethniques...

Deux millions quatre cent mille habitants pour une superficie de 57 000 km², soit la densité relativement élevée pour l'Afrique de 42 habitants au km². Séquelle de l'esclavagisme: en pays kabré, zone de refuge, la densité est parfois supérieure à 200 habitants au km², alors que d'autres régions sont presque inhabitées. Plus d'un tiers des terres arables n'est pas cultivé.

Autres richesses naturelles: un important gisement de phosphate; 56 km de côte et un port moderne utilisé également par la Haute-Volta et le Niger.

Religions: animistes (60%); chrétiens; musulmans.

Base économique

Avant la première guerre mondiale, les Allemands avaient fait du Togo leur colonie modèle. En un temps relativement court (la résistance

togolaise n'avait été finalement vaincue qu'en 1902), ils ont construit des routes, des chemins de fer, un port, un réseau télégraphique, des écoles, des hôpitaux. Malgré la présence de quelques planteurs allemands, ils avaient encouragé les Togolais à faire des cultures d'exportation, cacao, coton, caoutchouc, les Allemands se réservant le commerce d'exportation et d'importation à partir de la côte. Il en était résulté un petit miracle économique qui avait permis rapidement à la colonie d'auto-financer son administration et le développement de l'infrastructure.

La structure économique établie par les Allemands ne s'est guère modifiée.

La France fut moins heureuse. La prospérité économique n'a repris que peu de temps avant l'indépendance.

De 1960 à 1979, la croissance annuelle moyenne est de 3,5%. Un taux plus élevé que ceux de la Côte d'Ivoire ou du Cameroun.

Si le Togo est un pays relativement prospère, c'est surtout grâce au phosphate et à un laxisme douanier qui lui vaut le surnom de "Tanger de l'Afrique de l'Ouest". L'agriculture, négligée par les plans de développement, a subi un déclin important, aussi bien dans les cultures vivrières que dans les cultures d'exportation.

Le développement de l'exploitation du phosphate est venu à point nommé suppléer le déclin agricole. En 1974, alors que les prix ont triplé, le gouvernement prend une participation majoritaire dans la Compagnie togolaise des mines du Bénin. La Compagnie est indemnisée.

Dès lors le gouvernement croit pouvoir se lancer dans de grands investissements industriels. C'est ainsi que sont construits une très grande fabrique de ciment, une raffinerie pour le pétrole brut importé du Nigéria, des fabriques de textiles, d'engrais, des équipements touristiques luxueux, etc. Comme au Ghana 15 ans plus tôt, ces projets, pour lesquels le pays s'est fortement endetté, se révèlent peu rentables. En 1979 quand le prix des phosphates tombe, le Togo doit négocier un rééchelonnement de sa dette avec le Fonds monétaire international. La dépendance économique se trouve encore accentuée.

L'appareil étatique

Double déchirement avant l'indépendance.

Discontinuité de la colonisation, tout d'abord: de 1897 à 1914 l'Allemagne; ensuite le tiers du territoire situé le long de la frontière ghanéenne est administré par la Grande-Bretagne et les deux autres tiers par la France, en vertu d'un mandat puis d'une tutelle. Ces expériences coloniales successives suscitent des sentiments d'appartenance nationale distincts. Trois projets nationalistes se superposent:

- projet d'un Etat éwé auquel s'opposent le Ghana et la France;
- projet de la réunification des deux Togos; il échouera en 1956 quand une consultation organisée par la Grande-Bretagne donne une majorité (grâce aux votes non-éwé) pour le rattachement du Togo britannique au Ghana;
- et enfin, le projet du Togo français qui seul se réalisera.

Le deuxième déchirement est dû aux hommes politiques. L'homme qui incarnait le mieux le projet nationaliste du Togo français, Nicolas Grunitsky, le premier ministre de la République autonome, est battu aux élections, avant l'indépendance, par son beau-frère Sylvanus Olympio, partisan jusque-là d'un Etat éwé.

Il est intéressant de constater rétrospectivement que lorsque les militaires, à prédominance nordistes, interviennent en 1963 (apparemment pour des motifs corporatifs) ils assassinent le président Olympio, le principal politicien éwé, et le remplacent par un autre sudiste, Grunitsky, mais un sudiste qui incarnait le projet national Togo français; et que lorsque ces mêmes militaires prennent le pouvoir pour ne plus le lâcher, ils parachèvent en quelque sorte le projet nationaliste par l'entrée en force des gens du Nord dans un appareil étatique dominé jusque là par les sudistes.

La stabilité politique qui s'ensuit est-elle due à cette "pente naturelle" empruntée par les militaires? A la prospérité économique? A la poigne militaire? A défaut de pouvoir donner une réponse, constatons que le général Gnassingbé Eyadéma (il n'était que sergent lorsqu'il renverse le régime Olympio) s'est maintenu au pouvoir avec des moyens relativement simples. Il administre le pays avec une équipe formée de militaires, de technocrates et de représentants ethniques, soit une formule plus équilibrée que sous les précédents régimes. Aussi quand régulièrement il menace de quitter le pouvoir, c'est avec un certain degré de sincérité que le peuple le supplie de rester. Et comme il est militaire, il obéit aux ordres du peuple...

En 1969, Eyadéma recourt à une méthode un peu plus classique de légitimation en créant le Rassemblement du peuple togolais, institution de communication entre le président et le peuple, mais aussi parti politique qui donne une apparence plus civile au régime. En 1972 il se fait plébisciter à la quasi unanimité des électeurs.

En 1974 l'avion présidentiel s'écrase au sol à Sara Kawa dans le nord du pays, Eyadéma a la chance de sortir indemne de l'accident. Il tire l'effet maximum de l'aventure. Il accuse la Compagnie togolaise des mines du Bénin, avec laquelle le gouvernement renégociait l'accord d'exploitation des phosphates, d'avoir voulu l'assassiner et du même coup la nationaliser. Vêtu de blanc "le miraculé de Sara Kawa" descend à pied du lieu de l'accident jusqu'à la capitale, Lomé, en se faisant aduler sur son passage par des foules en délire.

Cet homme de caractère modeste croit devoir pousser le culte de la personnalité jusqu'au paroxysme. En 1977, à l'occasion du dixième anniversaire de son régime, Eyadéma inaugure une énorme statue de lui-même, en présence des présidents de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Gabon, du Zaïre et de la Mauritanie. La même année, le deuxième congrès du parti rejette l'offre de démission qu'une fois de plus il a présentée.

En 1979, peut-être sous la pression des difficultés économiques, le régime organise des élections législatives. Un événement qui ne s'était plus produit au Togo depuis 16 ans. Pas de surprise puisque les 67 députés sont élus sur la liste unique du parti. Malgré tout c'est un changement de style. En janvier 1980, la troisième République est proclamée.

LE ZAIRE

Grouperments ethniques et régionaux

Dans le Congo-Zaïre du président Mobutu les grouperments ethniques ne semblent pas jouer un rôle prépondérant. Mobutu veille à ce que la composition du gouvernement et du bureau politique donne l'apparence de l'équilibre ethnique, bien que les gens de sa région soient sur-représentés à tous les niveaux, et particulièrement dans les cercles d'hommes d'affaires et de conseillers divers qui gravitent autour de la présidence. Toutefois on n'a pas l'impression que la survie du régime dépende de la participation ou de l'exclusion de telle ou telle ethnique. C'est que le peuple a une importance secondaire dans ce régime particulier. Fort d'un appareil répressif efficace et d'une bourgeoisie toujours désireuse de collaborer, Mobutu peut se maintenir sans trop s'embarrasser des dosages ethniques et régionaux.

Comment expliquer le relatif effacement ethnique du Zaïre?

- Pierre Gourou en 1970 constate : "Impossible de trouver un principe moteur dans une ethnique dominante; les six groupes ethniques les plus importants groupent à peine 30% de la population totale. Les royaumes qui existèrent au Congo-Kinshasa n'ont transmis aucun principe directeur."

- Bourges et Wauthier soulignent "l'immense désastre humain de la traite des esclaves."

- Un grand Etat pluri-ethnique, dont l'emprise au demeurant diminue avec l'éloignement de la capitale, n'est pas une nouveauté dans la région. Les royaumes et empires Kongo, Lunda, Zandé, etc. étaient construits sur ce modèle.

- L'immensité du territoire, la faible densité de la population et certaines circonstances de la colonisation peuvent être également mentionnées. Pour rivaliser, s'opposer, s'allier, il faut au préalable se connaître. Or l'administration coloniale empêchait les déplacements entre les différentes provinces. C'est l'Exposition universelle de Bruxelles en 1958 qui permettra aux nationalistes congolais, pour la première fois, de vraiment faire connaissance...

- Enfin on évoquera le discrédit des partis politiques ethniques, rendus responsables de la guerre civile. Et la réduction par le régime Mobutu du nombre des provinces de 21, un nombre qui correspondait en gros aux pays ethniques, à 8, ce qui en fait, comme au temps de la colonisation, de simples entités administratives.

Dans l'opposition au régime Mobutu, en revanche, les considérations ethniques, semblent avoir de l'importance.

Le Front national de libération du Congo, (FNLC) ce mouvement que l'on appelle curieusement "les gendarmes katangais", a limité son action à l'aire lundaphone, bien que son objectif, lors des deux guerres du Shaba, n'était plus la sécession katangaise mais le renversement du régime Mobutu. Des considérations ethniques ont également empêché la coordination des différents foyers de résistance armée.

Les classes sociales

Bourgeoisie administrative et bourgeoisie d'affaires se confondent au Zaïre où l'appareil d'Etat est l'instrument par lequel se font les fortunes personnelles. La famille Mobutu donne l'exemple. Le président ne semble pas faire de différence entre sa fortune privée qui est immense et les biens publics.

La corruption est générale du haut en bas de l'échelle de l'Etat. Elle est non seulement tolérée mais souvent encouragée, à titre de récompense ou en gage de loyauté. Les campagnes anti-corruption ne sont la plupart du temps que des règlements de compte politiques. Toute la bourgeoisie aspire donc à occuper des places profitables. Elle se prête volontiers au jeu des chaises musicales que lui impose le président: deux remaniements ministériels par année, des mutations, promotions et mises à la retraite anticipée qui se succèdent à une cadence rapide dans l'armée, les polices, l'administration, les sociétés d'Etat etc. Ces mouvements, nécessaires à la sécurité de l'Etat, accélèrent encore la corruption puisque chacun doit s'enrichir vite.

Dès 1973, le cercle des possédants s'élargit grâce à la politique de "zaïrianisation" (en fait la nationalisation des biens appartenant à des étrangers); les grandes entreprises, les plantations étendues deviennent propriété de l'Etat; les petites entreprises sont remises à certains Zaïrois qui jouissent des faveurs du pouvoir, pour, déclare Mobutu, "prouver aux vautours de la haute finance qu'on ne trait pas la République du Zaïre comme une vache à lait et que les richesses du Zaïre doivent revenir aux Zaïrois."

Le fiasco de cette politique sera complet. Les nouveaux propriétaires, la plupart du temps, n'ont pas la compétence nécessaire. L'approvisionnement du pays est bouleversé. Il faut à grands frais faire revenir les anciens propriétaires. Cette débâcle contribuera pour beaucoup à l'effondrement général de l'économie. Mais au passage quelques jolies fortunes personnelles sont amassées. En 1975, Mobutu se lamente: "il est impensable que - moi qui ai fait la guerre aux 300 familles belges - que je les remplace par 300 familles zaïroises".

En 1979, les taxes scolaires augmentent de 5 à 10 fois et le port des uniformes scolaires devient obligatoire; les parents y voient la volonté de limiter l'accès à l'école aux seuls membres de l'oligarchie.

Les trois quarts de la population zaïroise travaillent dans l'agriculture, un secteur que le gouvernement néglige. Victimes des exactions de

l'armée et de l'administration locale, les paysans se réfugient dans l'économie de subsistance et de troc.

Dans les villes, où vivent 34% de la population, règne une forme d'extrême misère peu connue en Afrique. A Kinshasa en 1978, la moitié de la population est frappée par le chômage et 39% des gens souffrent de la faim. On voit des enfants aux cheveux rougls par les maladies de la malnutrition, des adultes affamés s'évanouir dans la rue.

Jamais le contraste entre le luxe de la bourgeoisie, noire et blanche (il y a quelque 20 000 Européens), et la misère du peuple n'avait été si grand.

Les-le parti

Entre 1957, date de la première participation des Congolais à la vie politique, et la prise du pouvoir par le général Mobutu en 1965, une trentaine de partis politiques sont apparus. Les principaux sont le Mouvement national congolais (MNC) de Patrice Lumumba, le seul parti à vocation véritablement nationale; l'Alliance des Bakongo (Abako) de Joseph Kasavubu; la Confédération des associations tribales du Katanga (Conakat); et l'Association des Baluba du Katanga (Bslubakat).

Le général Mobutu veut faire table rase du passé. Il a pris le pouvoir pour 5 ans, mais dès 1967 il se donne les moyens de le garder plus longtemps en créant le Mouvement populaire de la révolution (MPR), dont les militaires sont tout d'abord exclus. Parti unique de fait, puis de droit dès 1970. Justification: la philosophie africaine est basée sur un esprit de dialogue entre partenaires et non pas entre adversaires.

Le MPR est censé être l'organe suprême de l'Etat; mais il est précisé qu'il applique la politique du président, et non l'inverse. Il faut donc envisager la structure du haut en bas: le président-fondateur, le Congrès, le Bureau politique, les congrès régionaux, les cellules, sous-cellules. Les membres du Bureau politique ont préséance sur les commissaires (les ministres). Toutes les élections se font sur la base de listes présentées par le parti et contenant autant de noms qu'il y a de sièges à repourvoir. Exception: pour les élections de 1977, les bailleurs de fonds occidentaux avaient demandé une ouverture politique; il y a plus de candidats que de sièges. Le président nomme aussitôt de nouveaux membres pour qu'au Bureau politique les élus n'aient plus la majorité; et le parlement frondeur qui sort de ces élections libres sera brutalement remis au pas.

Ce Mouvement populaire de la révolution n'est en réalité ni populaire ni révolutionnaire. Il est à la fois un instrument d'éducation politique, de propagande, de surveillance et de répression.

Le parti est chargé de diffuser le mobutisme, défini comme la pensée, les enseignements et les actions du président-fondateur du MPR. Le

parti doit jouer le rôle de guide, de timonier. Mobutu est le père de la nation. Ou tout simplement papa. Mobutu lui même fait un parallèle entre l'Eglise propageant le christianisme et le MPR faisant avancer le mobutisme. Les commissaires politiques doivent jouer le même rôle que les théologiens et les sages de l'Eglise.

Concrètement, le mobutisme c'est surtout l'authenticité, une révolution qui a deux aspects

1) aspect culturel: assumer son africanité, respecter le chef, prendre des prénoms africains et non pas chrétiens, pour les femmes ne pas porter de perruques et de pantalons.

2) aspect économique: nationalisation des mines, zaïrianisation des emplois et de la propriété.

L'authenticité culturelle aura plus de succès que l'authenticité économique.

L'animation est la grande invention du MPR. Il s'agit d'une technique d'encadrement et de mobilisation des masses utilisant la musique, la danse, le chant pour répandre le message du parti et susciter les enthousiasmes. Le parti a développé dans tout le pays des troupes de professionnels de l'animation dont le rôle est de faire oublier l'absence de dialogue politique.

Rapports avec autrui

A la fin des années 70, le Zaïre a abandonné de vastes secteurs de son administration à la gestion des pays occidentaux et des organisations internationales. Le FMI dirige la Banque nationale et le ministère des finances, la Belgique a repris les commandes des douanes, ce sont des troupes françaises, marocaines, belges qui a deux reprises défendent le Shaba et sauvent le régime, des experts occidentaux qui encore une fois entreprennent la tâche de former l'armée zaïroise; sur demande le régime amorce une ouverture politique et l'on voit même le gouvernement zaïrois s'inquiéter de l'opinion d'Amnesty International.

On comprend que le Zaïre du président Mobutu ait accepté cette dépendance, qui pour lui est le seul moyen de sortir de la situation désespérée qu'il a créée de toute pièce. Pour les pays occidentaux, il y a bien sûr les matières premières, des investissements à protéger; il y a surtout la position géographique et l'étendue extraordinaire qui font du Zaïre le carrefour entre le sud, l'ouest et l'est du continent. Une longue période d'instabilité au Zaïre et c'est une bonne partie de l'Afrique qui serait déstabilisée. Telle est en tout cas la vision de la diplomatie américaine et les événements de 1960-1965 semblent la soutenir.

Mobutu qui était revenu impressionné de ses voyages en Chine, en 1975 paraît vouloir se détacher des Etats-Unis. Il révèle une tentative

de coup d'Etat dans laquelle les Américains seraient impliqués. Pourrait les deux pays ont des intérêts communs en Angola, les Etats-Unis sont le principal donateur après la Belgique, les investissements devaient encore se développer. Alors faut-il accepter l'hypothèse du "coup d'Etat manqué-monté" qui circulait au Zaïre ? Il y a eu en tout cas une purge radicale dans les échelons supérieurs de l'armée... Quoi qu'il en soit les événements d'Angola vont rapprocher les deux pays. Le Zaïre qui soutient le FNLA de Holden Roberto a envoyé quelque 10 000 hommes en Angola. Ils seront mis en déroute par les forces du MPLA et leurs alliés cubains, pourtant pressés jusqu'aux portes de Luanda par l'armée sud-africaine.

Pour Mobutu, c'est le désastre: ses rêves angolais sont détruits, il s'est compromis aux côtés de l'Afrique du Sud, son armée est démoralisée et l'étendue de la faillite économique commence à apparaître. Et puis c'est coup sur coup Shaba I et Shaba II, les deux incursions à partir de l'Angola des forces du Front national de libération du Congo. L'armée se bat mal. Sans l'intervention des forces occidentales, le régime s'écroulerait. Mobutu, reconnaissant, fait le tour des capitales amies, remercie, écoute les conseils, fait à peu près tout ce qu'on lui demande. 1979 est l'année du dégel politique. Et puis en 1980, brusquement le président met fin à la politique d'ouverture. Il avait estimé vraisemblablement qu'avec l'affaire des otages de Téhéran et celle d'Afghanistan, la diplomatie américaine avait d'autres préoccupations que les droits de l'homme au Zaïre. Pari gagné, puisque la nouvelle administration Reagan tolère "les régimes modérément répressifs."

Base écologique et démographique

Pays le plus vaste de l'Afrique au sud du Sahara, après le Soudan dont il n'a pas les surfaces désertiques: 2 345 000 km². Il s'étend de la côte Atlantique au lac Tanganyka, donc pas très loin de l'océan Indien, et de l'équateur à l'Afrique australe. Les voisins: Congo, Centrafrique, Soudan, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Zambie, Angola. La distance Paris-Moscou sépare Kinshasa de Lubumbashi, relève Marianne Cornevin. Léopold II s'était taillé un bel empire autour du bassin du Congo, un fleuve long de 4700 km, le deuxième du monde par son débit. Seul débouché sur l'océan: un étroit couloir jusqu'à la côte sur la rive droite du fleuve.

Population : 28 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 11 habitants au km². Ce qui fait du Zaïre un pays sous-peuplé. Pierre Gourou avance le chiffre de 200 à 250 peuples, parlant 269 langues bantoues et 47 langues non bantoues. Les langues véhiculaires qui se sont imposées par la pratique du commerce à longue distance et du fait de la colonisation sont le kongo, le luba, le swahili et le lingala.

Religions: chrétiens (un peu plus de 50%); animistes.

Il est inutile de s'étendre sur les richesses du pays, on sait qu'elles sont fabuleuses. Tout ce qui pousse en Afrique pousse au Zaïre, ou

peu s'en faut. A cela s'ajoute (juste pour mémoire) le cuivre du Shaba, les diamants du Kasai, l'étain du Kivu, l'or de Kilo-Moto, l'électricité d'Inga, le pétrole du Bas-Zaïre...

Reste à expliquer pourquoi les gens sont si pauvres dans un pays si riche.

Base économique

En 1979, le PNB par habitant s'élève à 260 dollars alors que la moyenne au sud du Sahara est de 411 dollars. Le Zaïre se trouve dans la même ligne que des pays comme la Tanzanie et le Mozambique dont les ressources sont très limitées. Et encore, le PNB par habitant n'exprime pas les inégalités, qui sont grandes, les distorsions de l'inflation, le dénuement de certaines catégories de la population. Si on prend le critère de la misère, le Zaïre est dans la catégorie des pays les plus touchés. Et cela, il faut le répéter, malgré des richesses fabuleuses.

On peut distinguer trois phases.

1) 1960-1967 chaos politique et guerre civile. La crise économique qui en résulte est pourtant moins profonde que celle que connaîtra le pays dès 1975.

2) La période de croissance 1968-1974, est aussi une période d'auto-destruction. Après avoir nationalisé l'Union minière du Haut-Katanga, le président Mobutu inaugure une ère libérale. S'inspirant de l'exemple ivoirien, il mise sur les investissements étrangers. Bénéfices et capitaux peuvent être rapatriés librement.

Puis Mobutu change brusquement de direction avec la "zaïrianisation", c'est-à-dire la nationalisation des entreprises appartenant à des étrangers.

Certains Zaïrois s'enrichissent, mais l'économie se dégrade. Mobutu réagit alors avec la "radicalisation": on nationalise également les entreprises des Zaïrois.

Finalement, en désespoir de cause, c'est la "rétrocession", on remet les entreprises à leur propriétaire initial avec une forte indemnisation.

Pendant toute cette période le secteur agricole reçoit peu d'attention, tous les espoirs sont placés dans le secteur minier. Peu importe la dépendance accrue par rapport au cuivre, le Zaïre veut devenir une grande puissance économique et politique, il faut des devises, et quand il n'y en a pas assez, on emprunte, au prix fort auprès de banques privées étrangères si nécessaire. Rien n'est trop beau ni trop grand pour les dirigeants zaïrois. Plusieurs projets grandioses se révéleront d'une valeur économique douteuse.

Les produits de luxe que consomme l'élite pèsent sur la balance commerciale. En 1974, le Zaïre est le plus gros importateur de Mercedes du continent. Les importations augmentent deux fois plus vite que les exportations.

3) L'effondrement 1975-...? Quand le prix du cuivre tombe au tiers de sa valeur de 1973, le Zaïre se trouve très dépourvu. Le cuivre représente en effet les deux tiers de ses exportations. Simultanément les importations coûtent plus cher en conséquence du choc pétrolier (le Zaïre est producteur de pétrole, au-delà de ses propres besoins, mais il subit la répercussion du prix du pétrole sur les produits manufacturés importés).

Les mesures d'austérité imposées par le gouvernement font des chômeurs et des miséreux; trop du point de vue de la sécurité de l'Etat: alors on engage beaucoup de gens dans l'administration. Les ressources de l'Etat diminuent, mais ses dépenses augmentent. Pour combler l'impasse budgétaire, on emprunte davantage, le service de la dette prend du retard.

Quand le FMI arrive personne ne sait qui doit combien à qui ni pourquoi. Seule certitude: le Zaïre, en pleine banqueroute, ne peut rembourser que si on lui prête davantage. Une fois encore on mise sur le cuivre. Le pays se trouve dans la situation absurde de devoir accélérer son exploitation minière pour payer l'infrastructure qui lui permettra d'augmenter sa capacité d'extraction... et peut-être ainsi de pouvoir payer ses dettes.

Aux abois, le président Mobutu s'est remis à la mode hyper-libérale. Il est disposé à accepter n'importe quel investisseur étranger, à n'importe quelle condition pour faire n'importe quoi. L'affaire OTRAG, montée en épingle par l'Union soviétique, est un exemple: un territoire de 150 000 km² abandonné à "la jouissance intégrale" d'une société allemande qui expérimente un nouveau lanceur de fusées.

En résumé, le Zaïre a dilapidé ses richesses par toutes les méthodes reconnues: ouverture excessive aux intérêts étrangers, nationalisations, incompétence et corruption.

L'appareil étatique

Les circonstances désastreuses de la décolonisation sont connues. On ne peut ici qu'en rappeler les grands traits, sans nuances.

Le mot indépendance est prononcé pour la première fois officiellement le 13 janvier 1959; elle sera "sans attermolements funestes, mais sans précipitation inconsidérée" dit le roi des Belges: en juin 1960, le Congo est indépendant. En réalité la Belgique (en particulier certaines compagnies minières), à ce stade, n'avait pas encore renoncé totalement au Congo. Les principaux acteurs initiaux de la sécession katangaise sont des Européens. Le désir des Congolais de prendre en main leur pays, exprimé de manière confuse par une centaine de partis, se traduit par la guerre civile et le chaos.

Mobutu qui arrive au pouvoir en 1965, se voit dans le rôle d'un général de Gaulle, sauveur de la Nation déchirée par les querelles des partis politiques. Il parvient à étendre l'autorité centrale sur l'ensemble du pays, non sans peine, puisque l'armée ne réussira jamais à réduire complètement certains foyers de résistance, notamment à l'est du pays. Sa méthode: personnification extrême du pouvoir, répression brutale, manipulation habile des groupements et des symboles.

Le pouvoir au Zaïre, c'est Mobutu Sese Seko. Président-fondateur du parti, président-chef d'Etat, chef de l'armée dont il a le contrôle direct à certaines périodes, il préside aussi le bureau politique, le congrès, le conseil législatif, le conseil exécutif et le conseil judiciaire.

C'est avec l'armée qu'il prend le pouvoir en 1965. Mais il la renvoie bientôt à ses casernes et s'appuie sur le parti qu'il s'est fait sur mesure. L'entrée de son régime civil, il la réussit brillamment en obtenant, selon Radio-Kinshasa, "plus de 100 % des voix" aux élections présidentielles... A l'occasion de son investiture il s'entoure d'une garde montée de lanciers aux tuniques dorées.

Craint mais pas aimé, Mobutu sait frapper les imaginations par des actes novateurs.

Le mot Congo, dans le monde entier, mais nulle part davantage qu'en Afrique, était devenu synonyme de pagaille, de manque de sérieux; il change le nom du pays, du fleuve, de la monnaie; peu importe que Zaïre soit moins "authentique" que Congo, le nouveau est affirmé avec éclat.

Mobutu est l'un des responsables de l'assassinat de Lumumba, mais cela ne l'empêche pas de lui ériger une immense statue et d'annexer son mythe révolutionnaire quand cela l'arrange.

Les missionnaires belges avaient souvent donné aux baptisés africains les noms des oubliés du calendrier des saints; passe Joseph-Désiré, mais les Faustin, Froduald, Anastase, Blandine, Immaculée sont courants; eh bien si les Africains doivent avoir des noms différents, ils auront des noms africains, décrète Mobutu qui devient Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Benga: une façon de montrer que l'Afrique est différente, qu'on y a une autre conception du pouvoir et du chef, une façon surtout d'associer chaque individu au nouveau.

Le régime ne fait pas l'unanimité. Les étudiants courageusement n'ont cessé de manifester leur opposition; ils sont mis au pas brutalement. L'Eglise, qui désapprouve en silence mais se préoccupe des miséreux, est ressentie comme une menace par le régime. En 1975 le parti interdit les crucifix dans les écoles et les hôpitaux, il veut aussi supprimer l'instruction religieuse. Mobutu doit démentir: non, il ne se prend pas pour Dieu, mais il regrette que dans les écoles sa photo se voie moins souvent que celle du pape. Le président néanmoins met fin, provisoirement, à la querelle car le moment est mal choisi pour une confrontation Eglise-Etat.

Secret, impitoyable, Mobutu semble n'avoir ni amis ni loyautés particulières. Soit-disant homme des Américains, il se brouille avec eux lorsqu'il ne peut les utiliser à ses fins. Il joue les Français contre les Belges. En même temps que le reste de l'Afrique, il rompt avec Israël, à qui il doit beaucoup. Il chasse certaines multinationales après leur avoir donné des contrats avantageux. A l'intérieur, il remplace les vieilles gardes par de jeunes technocrates, il purge fréquemment l'armée et la police, place des hommes à lui à des postes de confiance et les fustige plus tard comme s'il n'était pas responsable de leur nomination. S'il faut revenir sur des engagements solennels, changer de politique, pardonner à des ennemis, il le fait avec une facilité déconcertante. Garder le pouvoir, telle semble être la seule finalité de l'action de Mobutu.

LA ZAMBIE

Grouperments ethniques et régionaux

Deux grouperments de ce type jouent une rôle politique (d'opposition) important.

Dans le Sud l'ancien royaume de Barotsé manifeste des vellétés d'autonomie et un particularisme politique tenace, que ce soit sous le régime du multipartisme ou sous celui du monopartisme. Le Barotseland avait été administré séparément pendant un temps sous la colonisation britannique.

Les Bemba, originaires du nord du pays, qui s'estiment sous représentés au niveau de l'élite, sont un facteur permanent de contestation. Le président, Kenneth Kaunda, vient du pays bemba ; mais il est de père nyassa et de ce fait, semble-t-il, les chefs bemba le tiennent en piètre estime. Simon Kapwepwe, en revanche, avait la faveur des milieux traditionnels. Pour son malheur, serait-on tenté de dire, car cet excellent politicien paraît avoir été happé par le tribalisme plus que l'avoir choisi. Toujours est-il que la vie politique zambienne, par quelque déterminisme fatal, va être largement dominée par la rivalité de ces deux hommes, Kaunda et Kapwepwe, qui par ailleurs étaient des amis d'enfance.

A part cela quelque 70 groupes ethniques coexistent en Zambie sans problèmes particuliers.

Les classes sociales

L'écart ville-campagne est particulièrement marqué. Laisée à elle-même, l'agriculture qui occupe 66% de la population active, stagne. Les villes sont relativement prospères grâce au revenu minier. Le taux d'urbanisation est un des plus élevés d'Afrique.

Les mineurs ont un pouvoir de pression qui leur assure des salaires élevés. Mais les salaires des ouvriers blancs sont nettement supérieurs; c'est le prix qu'il faut payer pour attirer la main-d'oeuvre spécialisée, disent les compagnies exploitantes. En fait, le climat social, qui se rapproche du type sud-africain, est détestable dans le secteur minier. Pour défendre leurs places de travail et leurs privilèges, les ouvriers blancs résistent aux efforts de "zambianisation" des mines.

La propension de l'élite à s'enrichir se manifeste très vite. Le parti gouvernemental tente de s'y opposer en introduisant un code de conduite; il y est notamment stipulé que les employés du parti et du gouvernement ne peuvent percevoir plus d'un salaire, qu'il leur est interdit de louer des maisons et d'habiter un logement de fonction, que s'ils exploitent des fermes ce ne peut être que sous la forme de coopérative... Ce

code de conduite restera lettre morte. De nombreux moyens de le détourner sont inventés. Les jeunes loups du secteur public, impatientes de la discrétion qu'il leur impose, demanderont même son abrogation. Le président a beau qualifier de contre-révolutionnaires tout ceux qui s'opposent à une répartition équitable des richesses, il est débordé. Sa méthode consiste à faire de temps à autre un exemple, faute de pouvoir sévir contre tous les dignitaires corrompus.

Les nationalisations accéléreront encore ce processus : les grandes sociétés d'économie mixte deviennent des machines à dilapider l'argent public et à faire des fortunes privées. Même les chefs syndicalistes défendent leurs intérêts en tant que membres de l'élite, à l'occasion contre les intérêts des travailleurs; c'est ainsi que certains d'entre eux firent cause commune avec les employeurs pour s'opposer au projet de démocratie industrielle du président.

Dés 1969 l'élite zambienne a fait son plein: jusque-là le gouvernement offrait un emploi à tous les diplômés du secondaire; à partir de cette date les écoliers doivent se débrouiller eux-mêmes pour ne pas tomber dans la masse des jeunes chômeurs. En 1980, il y a 900 000 chômeurs scolarisés, auxquels, à chaque fin d'année scolaire, s'en ajoutent 90 000 autres.

Les-le parti

Le premier parti qui s'est créé pour obtenir l'indépendance de la Rhodésie du Nord est l'African National Congress, (ANC) de Harry Nkumbula. Kenneth Kaunda était son lieutenant. Nkumbula, esprit conservateur, avait ses racines surtout dans le Sud et il était prêt à des accommodements avec les Européens. Jugeant que Nkumbula se battait trop mollement contre la Fédération d'Afrique centrale (regroupant sous un gouvernement à Salisbury les deux Rhodésies et le Nyassaland) Kaunda en 1960 quitte l'ANC pour fonder le Parti national unifié pour l'indépendance (UNIP). Le nouveau parti organise une campagne de désobéissance civile efficace; en 1963 la Fédération d'Afrique centrale est dissoute et en 1964 la Zambie accède à l'indépendance, avec deux partis, l'ANC réussissant à s'accrocher dans le Sud.

Ce bi-partisme de fait a privé l'UNIP d'un solide contrepois sudiste. Les Bemba en ont profité pour faire valoir vigoureusement des revendications. En 1968, à la Conférence générale du parti, les Bemba s'imposent avec une telle vigueur que l'unité du parti en est menacée. Aux élections générales, l'ANC bénéficie des craintes qu'inspiraient les nordistes et remporte 23 sièges, contre 81 à l'UNIP. Dès lors le vice-président, Simon Kapwepwe, passe pour être le représentant de l'éthnie bemba; et les non-Bemba se demandent si le président saura s'opposer aux tentatives de domination bemba.

Pour contrebalancer le tribalisme des politiciens, le président ouvre largement le parti aux "technocrates". Il s'ensuit un nouveau type de conflit opposant "la vieille garde" aux "technocrates", les "humanistes" (l'idéologie officielle) aux tenants de "nos intérêts d'abord". Et le parti se trouve démobilisé par un afflux de carriéristes ambitieux mais pas très engagés. Ces derniers finirent d'ailleurs par l'emporter. En 1971 Kapwepwe quitte l'UNIP pour créer le Parti progressif unifié (UPP). Bien que l'UPP se situe à gauche et l'ANC à droite, les deux partis forment une alliance -une preuve de plus que les considérations idéologiques n'ont pas beaucoup d'importance en Afrique.

Pour parer au danger Kaunda fait instaurer le régime du parti unique. Un certain pluralisme est cependant maintenu par le biais d'élections primaires, processus par lequel le parti ramène à trois les candidatures qui seront soumises aux électeurs lors des élections générales. Les électeurs ne sont pas impressionnés: aux premières élections générales sous le régime du parti unique, la participation tombe fortement; 14 ministres en outre perdent leur siège.

Si le président a tiré son épingle du jeu, en imposant le parti unique, il n'a pas pour autant mis fin aux tendances Kapwepwe et Nkumbula. Celui-ci saborde l'ANC et défend la même politique avec les mêmes partisans au sein de l'UNIP. Kapwepwe, lui, ne rejoint l'UNIP qu'en 1977; une année plus tard, il lance un défi au président Kaunda en se déclarant candidat à la présidence. Nkumbula suit cet exemple. Des manipulations brutales dans les instances du parti les écarteront tous deux des élections. Peu de temps après, Kapwepwe meurt d'une attaque cardiaque à l'âge de 57 ans.

L'UNIP semble chercher sa voie entre le parti-Etat et le parti d'encadrement. Sa vaine-hésitation provoque des frictions dans l'appareil d'Etat.

Rapports avec autrui

A part la Tanzanie, avec laquelle, par les présidents, elle entretient des relations très amicales, et la Botswana, qu'elle ne touche que par un point (dont la matérialité est d'ailleurs contestée par l'Afrique du sud), la Zambie, jusqu'en 1974, n'était entourée que de pays hostiles ou ayant des revendications territoriales à son égard. La Rhodésie blanche, l'Angola portugais, le Sud-ouest africain, le Malawi et le Zaïre. Or la Zambie est un pays enclavé dont les voies de communication avec le monde extérieur passent presque toutes par ces pays hostiles. Sans compter que des groupements ethniques mécontents, à l'intérieur des frontières, pouvaient servir de relais à des entreprises de déstabilisation.

La politique étrangère zambienne ne s'est pas laissée intimider par la géopolitique. Malgré les pressions, elle n'a jamais fléchi dans son anti-colonialisme, son soutien aux mouvements de libération et elle a joué un rôle actif dans le groupe des Etats de la ligne de front. La Zambie

est également le pays qui a fait le plus de sacrifices pour l'embargo économique des Nations-unies contre la Rhodésie.

Et pourtant: avant la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie, 50% des exportations et 61% des importations zambiennes transitaient par la Rhodésie; l'électricité du barrage de Kariba, vitale pour les mines, appartenait en commun aux deux pays, mais l'usine se trouvait sur la rive rhodésienne du Zambèze...

En 1973, la Rhodésie ferme ses frontières avec les Zambie. Quand elle les rouvre une année plus tard, la Zambie à son tour refuse d'utiliser la voie rhodésienne. Des efforts gigantesques sont entrepris pour rompre l'état de siège. Pont aérien pour le cuivre, un oléoduc vers Dar es Salam, construit par les Italiens, une voie ferrée de 1860 km construite par les Chinois, une route asphaltée construite par les Américains.

La Zambie joue de malchance. La fin du colonialisme portugais en 1975 ne fait qu'ajouter à ses problèmes: elle avait misé sur le mauvais cheval, l'UNITA de Jonas Savimbi, alors que l'OUA s'était ralliée au MPLA de Agostinho Neto; l'UNITA, qui se bat désormais, avec l'aide de l'Afrique du Sud, contre les troupes angolaises et cubaines, met hors service le chemin de fer de Benguela, par lequel une partie du cuivre zambien était acheminée via le Zaïre vers la côte atlantique angolaise. Inauguré en 1976 le "Tazara", le chemin de fer construit par les Chinois, connaît des difficultés d'exploitation avant même que les commandos rhodésiens fassent sauter des ponts. Les mêmes commandos attaquent également l'oléoduc.

En 1978, au bord de l'effondrement, souffrant de pénuries, la Zambie, se rendant bien compte qu'elle était la principale victime des sanctions, se décide à rouvrir ses frontières avec la Rhodésie. Ses difficultés ne sont pas terminées pour autant. La guerre en Rhodésie à cette période atteint son paroxysme. Dès 1978 l'armée rhodésienne vient attaquer les combattants de Joshua Nkomo jusque dans leurs camps zambiens. L'armée mal organisée, mal équipée, n'est pas de taille à se battre. Elle laisse faire même quand les Rhodésiens, après avoir neutralisé l'aéroport, entrent dans la capitale, Lusaka, pour faire sauter la résidence de Joshua Nkomo, à proximité de la présidence. Les Zambiens en éprouvent un vif sentiment d'humiliation. Ils s'en prennent à la population blanche soupçonnée d'espionnage au profit des Rhodésiens.

L'indépendance du Zimbabwe en 1980 met fin à une période de grande tension. La victoire cependant est teintée d'amertume: une fois encore la Zambie avait misé sur le perdant, Joshua Nkomo.

Intransigente à l'égard de la Rhodésie, la Zambie fait montre de réalisme régional. Promoteur du "Manifeste de Lusaka", qui reconnaît aux Blancs d'Afrique du Sud le droit de vivre là où ils sont, à condition de respecter le droit des peuples à l'autodétermination, le président Kaunda, à plusieurs reprises, a des contacts avec les dirigeants sud-africains.

Base écologique et démographique

Avec un revenu par tête de 500 dollars, la Zambie est dans la catégorie des pays africains riches. Sans les mines, elle serait parmi les pays les plus pauvres.

753 000 km², 5,6 millions d'habitants, dont quelque 50 000 Blancs, densité faible.

Religions: animistes (plus de 50%); chrétiens.

Un dixième seulement des terres arables sont cultivées, malgré une pluviosité irrégulière mais suffisante. La Zambie a un important déficit alimentaire.

Toute la richesse du pays se trouve dans un arc étroit le long de la frontière avec le Zaïre: la "Copperbelt" ou ceinture de cuivre. Elle contient 25% des réserves mondiales de cuivre. Quand le cours du cuivre est bas, le cobalt est plus rémunérateur. Le plomb, le charbon et des pierres précieuses et semi-précieuses sont également exploités.

Base économique

Les Britanniques s'étaient intéressés à la Zambie pour son sous-sol et pratiquement rien d'autre. Ils avaient ouvert des mines, construit un chemin de fer pour évacuer le cuivre vers le Sud; une agriculture moderne s'était développée le long de la voie ferrée.

Cette structure économique n'a pratiquement pas changé. La Zambie vit de ses mines qui lui procurent la quasi totalité de ses rentrées en devises. L'Etat a pris des participations majoritaires dans les entreprises minières, mais ce sont toujours des groupes étrangers qui en assurent l'exploitation, l'Anglo-American notamment, dont le siège se trouve en Afrique du Sud.

L'agriculture est négligée. L'introduction d'industries de substitution d'importation s'est soldée globalement par un échec.

L'appareil étatique

On peut distinguer trois phases.

1) Jusqu'en 1972, l'appareil d'Etat est dominé par les luttes d'influence des groupements ethniques. Le président relativement impulsant s'efforce

d'empêcher l'éclatement du parti et de l'Etat.

2) La deuxième république commence avec l'introduction du parti unique. Pour contrebalancer le tribalisme des politiciens, Kenneth Kaunda joue la carte des technocrates, les hommes compétents issus généralement de l'université. Il les oblige à adhérer au parti, les place au gouvernement et déplace la vieille garde au comité central. Le parallélisme gouvernement-parti est rompu, en théorie à l'avantage du parti dont la prééminence est réaffirmée; en réalité les ministres qui sont responsables devant le parlement prennent vite la dessus. Le comité central livre des combats d'arrière garde qui paralysent l'administration. Le parti suscite de moins en moins d'enthousiasme, au point qu'il est difficile de trouver des candidats pour les postes à repourvoir. La vieille garde du parti s'est reconvertie aux affaires. Le président se trouve alors entouré de gens certes compétents, mais qui ne partagent pas ses idéaux socialistes.

3) Dès 1978 le président paraît être un homme seul, il sévit contre la corruption dans l'administration et le parti, il essaye de réactiver le parti tout en suivant les technocrates qui demandent moins d'idéologie et une meilleure défense des intérêts nationaux. Le président devient plus autocratique. La sécurité du pays, il est vrai, est gravement menacée.

A noter: l'indépendance du pouvoir judiciaire qui en maintes occasions donne raison aux adversaires du gouvernement, cela même après le remplacement des juges britanniques par des juges zambiens.

TROISIEME PARTIE

Analyse comparative et typologique

L'analyse typologique qui permet de comparer, de regrouper, de classer, pour finalement saisir une réalité dans ses caractéristiques essentielles, est particulièrement appropriée à notre but de mieux comprendre les Etats africains postcoloniaux; nous allons l'appliquer aux 31 pays que nous venons de présenter sous forme de monographies structurelles.

Dans le premier titre, nous comparerons les structures sociales et sociologiques isolément. Dans le deuxième titre, nous tenterons de saisir globalement les pays dans ce qu'ils ont de commun et de différent.

TITRE PREMIER

Comparaison des paliers et cadres sociaux

Au lieu d'observer la réalité sociale horizontalement (les cadres sociaux) puis verticalement (les différents paliers), comme jusqu'à présent, nous allons inverser la démarche.

Rien de formaliste ou de dogmatique en effet dans l'approche de la sociologie pluraliste qui ne sépare et ne découpe que pour faciliter l'analyse des phénomènes sociaux, compris comme des totalités en marche.

En Afrique, les déterminismes du palier écologico-morphologique sont fortement présents; la problématique de l'Etat postcolonial se joue, pour une part importante, au niveau des appareils organisés: il nous paraît donc utile, pour un temps, d'observer notre réalité totale dans une perspective plus "verticale".

CHAPITRE PREMIER

Dynamisme démographique

§ 1. - Le peuplement

Nous l'avons vu dans la première partie: le continent africain pris dans son ensemble, du fait principalement de l'esclavagisme, mais également des épidémies et du colonialisme, est un continent sous-peuplé.

Or ce qui saute aux yeux à l'échelle continentale, est plus difficile à saisir pays par pays où des situations de surpeuplement locales ou même globales peuvent se présenter. En outre, les notions de sous-peuplement et de surpeuplement sont relatives.

Empiriquement, et à seule fin de dégager des points de repère, nous retenons les catégories suivantes:

-peuplement normal, là où la plus grande partie des terres agricoles est exploitée, mais où il reste cependant des terres disponibles, dans certaines régions en tout cas;

-pays surpeuplé quand le manque de terre se fait sentir dans tout le pays;

-pays sous peuplé, là où d'importantes surfaces de terres agricoles ne sont pas exploitées faute de bras.

Sous-peuplementPeuplement normalSurpeuplement

Tchad

Ethiople

Mali

Haute-Volta

Somalie

Burundi

Malawi

Rwanda

Mozambique

Bénin

Sierra Leone

Tanzanie

Zaïre

Niger

Guinée

Centrafrique

Ouganda

Mauritanie

Lesotho

Togo

Soudan

Kenya

Ghana

Sénégal

Angola

Libéria

Zambie

Cameroun

Congo

Nigéria

Côte d'Ivoire

§ 2. - Croissance démographique 1960-1980

<u>Très forte</u> <u>(plus de 3%)</u>	<u>Forte</u> <u>(entre 3 et 2,6%)</u>	<u>Moyenne</u> <u>(entre 2,6 et 2%)</u>	<u>Faible</u> <u>(moins de 2%)</u>
			Tchad
		Ethiopie	
		Mali	
			Haute-Volta
		Somalie	
			Burundi
	Malawi		
	Rwanda		
	Bénin	Mozambique	
		Sierra Leone	
Tanzanie		Zaïre	
Niger			
	Guinée		
		Centrafrique	
Ouganda			
	Mauritanie		
		Lesotho	
	Togo		
		Soudan	
Kenya			
	Ghana	Sénégal	
			Angola
Libéria	Zambie		
		Cameroun	
		Congo	
		Nigéria	
Côte d'Ivoire			

§ 3. - Croissance de la population urbaine 1970-80

<u>Plus de 6% par année</u>	<u>Entre 4 et 6%</u>	<u>Moins de 4%</u>
Tchad		
Ethiopie		
	Mali	
		Haute-Volta
	Somalie	
		Burundi
Malawi	Rwanda	
Mozambique	Sierra Leone	Bénin
Tanzanie		
Zaïre		
Niger		
	Guinée	
	Centrafrique	
Ouganda		
Mauritanie		
Lesotho		
Togo		
Soudan		
Kenya		
	Ghana	
		Sénégal
	Angola	
	Libéria	
	Zambie	
Cameroun		
	Congo	
	Nigeria	
Côte d'Ivoire		

§ 4. - Religions majoritaires

<u>Animistes</u>	<u>Musulmans</u>	<u>Chrétiens</u>	<u>Pas de religion majoritaire</u>
	Tchad		
		Ethiopie	
	Mali		
Haute-Volta	Somalie		
		Burundi	
		Rwanda	Malawi
Bénin			
Mozambique			
Sierra Leone			
		Zaïre	Tanzanie
	Niger		
	Guinée		
Centrafrique			
		Ouganda	
	Mauritanie		
		Lesotho	
Togo			
	Soudan	Kenya	
			Ghana
	Sénégal		
		Angola	
Libéria			
Zambie			
			Cameroun
		Congo	
	Nigéria		
Côte d'Ivoire			

§ 5. - Remarques explicatives

-Toutes les données sont celles de la Banque mondiale.

-Le sous-peuplement est appelé à disparaître rapidement de la carte africaine; comme l'indique le tableau du § 2, l'Afrique est un continent en pleine expansion démographique.

S'il est un niveau de la réalité sociale dont la structure se soit profondément modifiée par rapport à la période coloniale, c'est bien celui de la population. Le Nigéria avait 55 millions d'habitants en 1960, il en a 80 millions en 1980, sa population devrait atteindre 161 millions d'habitants en l'an 2000. Le Congo avait 70% de ruraux en 1960, aujourd'hui il a plus de 50% de citadins...

Un mouvement très puissant s'est mis en branle; contenu jusqu'à présent par les autres structures, il devrait tôt ou tard entraîner des changements dans l'ensemble de la société, accélérer la formation des classes sociales du type de celles des sociétés industrielles, modifier l'appareil étatique, par exemple.

-Une forte croissance démographique peut être considérée comme un élément progressif dans les pays sous-peuplés (Tanzanie, Niger, Guinée, Libéria, Zambie); en revanche elle est un facteur régressif dans les pays déjà surpeuplés (Rwanda) ou dans les pays normalement peuplés lorsqu'elle est supérieure à 3% (Côte d'Ivoire 4,6%, Kenya 3,2%). Inversement, une faible croissance est un facteur progressif dans un pays déjà surpeuplé (Burundi).

-La croissance de la population urbaine est encore plus forte.

Dans les années qui ont suivi l'indépendance, la construction de la capitale (la Mauritanie et le Rwanda n'en avaient pas), ou son développement, dans les pays qui avaient été administrés à partir d'une capitale coloniale située hors des frontières nationales (Malawi, Zambie, Tanzanie par exemple), correspondait à une nécessité. Dès les années 70, en revanche, les forts taux de croissance traduisent le déséquilibre ville-campagne.

Nous estimons empiriquement que, là où le taux de croissance de la population urbaine ne dépasse pas de plus de 3% le taux de croissance général, l'exode rural a été relativement bien maîtrisé. Il s'agit des pays suivants:

Mali, Somalie, Burundi, Centrafrique, Ghana, Sénégal, Libéria, Zambie, Congo, Nigéria (statistiquement la Haute-Volta, le Bénin et la Guinée appartiennent à ce groupe; nous les avons néanmoins déplacés dans le second groupe, car l'exode rural s'y manifeste sous la forme d'une très forte émigration).

Dans les pays suivants, selon notre estimation empirique, la trop forte croissance de la population urbaine est un handicap: Tchad, Ethiopie, Haute-Volta, Bénin, Guinée (voir remarque ci-dessus), Malawi, Rwanda, Mozambique, Sierra Leone, Tanzanie, Zaïre, Niger, Ouganda, Mauritanie, Lesotho, Togo, Soudan, Kenya, Angola, Cameroun, Côte d'Ivoire.

-La structure religieuse de la population n'est présentée qu'à titre d'information.

CHAPITRE II

Indicateurs économiques et sociaux

Tout le parler écologico-morphologique invite à des analyses quantitatives. Or si la démographie s'y prête assez bien, il n'en va pas de même pour les différents indices et indicateurs économiques et sociaux.

§ 1. - Fragilité des statistiques

La Banque mondiale, qui a réduit en 43 tableaux statistiques pratiquement tous les aspects quantifiables de la vie des pays africains (du taux de natalité aux dépenses militaires en passant par la structure de la demande, la consommation d'énergie, les termes de l'échange, l'encours de la dette extérieure, l'apport journalier de calories par habitant, la consommation d'engrais, etc.) lance elle-même une mise en garde: "La qualité des statistiques reste plus faible en Afrique que dans la plupart des pays du monde et beaucoup des statistiques présentées ici sont très approximatives. En outre, les chiffres ne sont pas toujours comparables car les pratiques varient d'un pays à l'autre."⁽¹⁾ La Banque mondiale illustre les difficultés des estimations quantitatives par l'exemple du produit intérieur brut des pays du Sahel selon des sources différentes aussi sérieuses que le ministère français de la coopération, l'ONU, l'OCDE, la Banque mondiale et la CNUCED: "L'écart le plus faible entre l'estimation la plus haute et la plus basse est de 23%, pour la Mauritanie. Pour le Tchad l'estimation la plus élevée représente onze fois la plus faible, pour le Mali treize fois et pour la Haute-Volta six fois."⁽²⁾

C'est dire que nous sommes confronté à une difficulté de taille: une typologie, telle qu'on la conçoit en sociologie pluraliste, doit s'appuyer sur l'ensemble du phénomène social total considéré; dès lors qu'il s'agit d'Etats dont l'ambition déclarée est le développement économique et social, il serait utile d'avoir quelques indications chiffrées permettant d'évaluer leurs résultats dans ce domaine, or, nous le constatons, les statistiques sont très fragiles.

Nous nous proposons néanmoins d'utiliser sélectivement et avec beaucoup de circonspection quelques éléments de l'appareil statistique développé par la Banque mondiale.

§ 2. - Le PNB par habitant

La pratique de la Banque mondiale est de présenter les pays par ordre croissant du produit national brut (PNB) par habitant, en faisant une distinction entre les pays à faible revenu semi-arides et les autres, d'une part, et entre les pays à revenus intermédiaires (supérieurs à 370 dollars) importateurs ou exportateurs de pétrole, d'autre part. Le

PNB par habitant, malgré son défaut de ne pas montrer la répartition de la richesse, est l'indicateur sans doute le mieux calculé et le plus utilisé. Nous le prendons donc, parmi d'autres, comme point de repère.

En revanche nous renonçons aux sous-catégories de la Banque mondiale: en effet, aux six "semi-arides", Tchad, Somalie, Mali, Haute-Volta, Niger, Mauritanie, ne faudrait-il pas ajouter quelques autres pays recevant moins de 1000 mm de pluie?

Quant au pétrole, en Afrique, il n'est pas la seule richesse extraordinaire; des ressources minières peuvent avoir un impact tout aussi grand et tout aussi inattendu (voir les cas du Niger et de la Mauritanie).

Bref, il nous paraît plus logique de suivre l'ordre croissant du PNB, sans autre distinguo. Telle est la présentation que nous avons adoptée pour tous les tableaux de cette troisième partie.

§ 3. - La croissance du PNB par habitant

Pour mesurer le degré de réussite relative des différents pays, il serait faux de s'en tenir au seul résultat à l'arrivée (le PNB par habitant en 1979); car certains pays ont accédé à l'indépendance avec des revenus par tête plus élevés que d'autres, les efforts n'ont pas produit partout les mêmes résultats.

La croissance du PNB par habitant de 1960 à 1979 (par ordre croissant) met en évidence les progressions et les régressions.

§ 4. - Un indice composite de réussite?

La croissance du PNB par habitant ne renseigne pas sur l'effort que doit fournir un pays à forte croissance démographique uniquement pour maintenir le niveau du PNB par habitant. Or sur un continent globalement sous-peuplé, la croissance démographique est un facteur potentiellement positif dont il faut tenir compte.

L'indice formé par la somme des taux de croissance du PNB par habitant et de croissance de la population pourrait être considéré comme un premier indice de réussite.

Tableau du produit national brut par habitant
(par ordre croissant)

<u>PNB/hab</u> <u>1879</u>	<u>Croissance du PNB/hab</u> <u>1960-1979</u>	<u>Croissance du PNB/hab</u> <u>+croissance</u> <u>population 1960-79</u>
1) Tchad	1) Angola*	1) Angola
2) Ethiopie	2) Tchad*	2) Tchad
3) Mali	3) Niger*	3) Niger
4) Haute-Volta	4) Ghana*	4) Haute-Volta
5) Somalie	5) Somalie*	4) Somalie
6) Burundi	6) Ouganda*	4) Ghana
7) Malawi	6) Sénégal*	5) Sénégal
7) Rwanda	7) Mozambique	6) Mozambique
8) Bénin	8) Guinée	7) Sierra Leone
8) Mozambique	8) Haute-Volta	8) Centrafrique
8) Sierra Leone	9) Sierra Leone	9) Soudan
9) Tanzanie	10) Bénin	10) Zaïre
9) Zaïre	10) Soudan	11) Guinée
10) Niger	11) Zaïre	11) Ouganda
11) Guinée	11) Centrafrique	11) Congo
12) Centrafrique	12) Zambie	12) Bénin
13) Ouganda	13) Congo	13) Ethiopie
14) Mauritanie	14) Mali	13) Mali
15) Lesotho	15) Ethiopie	14) Zambie
16) Togo	16) Rwanda	15) Burundi
17) Soudan	17) Libéria	16) Rwanda
18) Kenya	18) Mauritanie	17) Mauritanie
19) Ghana	19) Burundi	17) Cameroun
20) Sénégal	20) Tanzanie	18) Libéria
21) Angola	21) Côte d'Ivoire	19) Tanzanie
22) Libéria	22) Cameroun	20) Malawi
22) Zambie	23) Kenya	21) Kenya
23) Cameroun	24) Malawi	22) Togo
24) Congo	25) Togo	22) Nigéria
25) Nigéria	26) Nigéria	23) Côte d'Ivoire
26) Côte d'Ivoire	27) Lesotho	24) Lesotho

*Croissance négative pour les six premiers rangs.

§ 5. - Remarques explicatives

-Sans vouloir attacher plus de signification au PNB par habitant qu'il n'en a, constatons qu'entre le revenu le plus bas (Tchad=110 dollars) et le plus élevé (Côte d'Ivoire=1040 dollars) le rapport en 1979 était presque de 1 à 10.

-Dans le groupe de tête du tableau du PNB par habitant on trouve deux pays, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, qui ne disposent pas de richesses minières notables.

-Sept pays avaient en 1979 un PNB par habitant moins élevé qu'en 1960: Angola, Tchad, Niger, Ghana, Somalie, Ouganda, Sénégal.

-Le Lesotho, un pays dépendant et démuné de tout, a connu de 1960 à 1979 la plus forte croissance du PNB par habitant. Cette bizarrerie s'explique par l'intégration du pays à l'économie sud-africaine; l'augmentation des salaires dans les mines sud-africaines, où travaillent de nombreux habitants du Lesotho, influence en particulier ce taux.

-Même phénomène au Bénin qui bénéficie de la proximité du Nigéria.

-Relevons que la plupart des pays ayant une très forte ou une forte croissance démographique ont également une bonne croissance du PNB par habitant. Seuls 6 pays sur 14 font exception: Ghana, Niger, Ouganda, Guinée, Bénin, Zambie. Pas d'antinomie donc en 1980 entre croissance démographique et croissance économique.

-En comparant les rangs, selon le PNB par habitants ou selon la croissance du PNB, on remarque d'intéressants bonds en avant ou en arrière.

L'Ethiopie et la Tanzanie et même des pays enclavés tels le Malawi, le Burundi, le Rwanda, le Mali et la Haute-Volta, tout en restant pauvres, ont beaucoup progressé.

L'Angola au contraire dégringole pratiquement du haut au bas de l'échelle (décolonisation en catastrophe, guerres); le Ghana et le Sénégal rétrogradent fortement: le niveau relativement élevé du PNB masque leur déclin économique.

-L'indice formé par la somme des taux de croissance du PNB par habitant et de croissance démographique renforce mais ne modifie pas profondément l'image fournie par le tableau de la croissance du PNB par habitant. Seul l'Ouganda, qui a un taux de croissance démographique soutenu et un PNB par habitant en régression, change brusquement de position sur cette échelle.

§ 6. - L'enclavement

Frais de transport élevés, dépendance à l'égard des pays côtiers, intérêt moindre des entreprises étrangères pour l'exploitation des richesses minérales, tels sont les gros désavantages qui ralentissent le développement des pays sans accès à la mer.

L'enclavement est donc une circonstance dont il faut tenir compte dans notre appréciation.

Liste des pays enclavés

Tchad
Mali
Haute-Volta
Burundi
Malawi
Rwanda
Niger
Centrafrique
Ouganda
Lesotho
Zambie

Le déterminisme de l'enclavement, s'il pèse lourdement, comme les positions dans la liste du PNB par habitant semblent le suggérer, n'est pas une fatalité inéluctable: il peut être compensé par d'autres déterminismes géographiques (la proximité de l'Afrique du Sud pour le Lesotho), des ressources minérales (Zambie, Centrafrique, Niger), des conditions favorables à certaines cultures rentables (Malawi, Rwanda, Burundi, Ouganda) et aussi par la liberté humaine toujours apte à modifier, plus ou moins adroitement, les données de toutes situations, même de celles qui paraissent les plus inexorablement déterminées.

§ 7.- Les ressources minérales

Les pays qui ont la chance de pouvoir exploiter des richesses minérales importantes jouissent d'un avantage dont leur développement devrait bénéficier.

<u>Importantes</u>	<u>Peu Importantes</u>	<u>Pas d'exploitation</u>
		Tchad
		Ethiopie
		Mali
		Haute-Volta
		Somalie
		Burundi
	Rwanda	
	Malawi	
Sierra Leone	Mozambique	Bénin
Zaïre	Tanzanie	
Niger		
Guinée		
Centrafrique		
	Ouganda	
Mauritanie		
	Lesotho	
Togo		Soudan
		Kenya
	Ghana	
	Sénégal	
Angola		
Libéria		
Zambie		
		Cameroun
Congo		
Nigéria		Côte d'Ivoire

§ 8. - Deux indices qualitatifs

Enfin, nous prendrons encore en considération deux indices qualitatifs: l'indice moyen de la production alimentaire par habitant 1977-79 (1969-71=100) et l'espérance de vie à la naissance en 1979.

La production alimentaire est un facteur important de la viabilité des pays issus de la décolonisation: ceux qui n'ont pas pu en maintenir le niveau par habitant sont guettés par la misère ou l'extrême dépendance à l'égard de l'étranger; en revanche, les pays qui ont réussi à maintenir ou à augmenter leur production de nourriture ont, d'une certaine manière, sauvé l'essentiel.

Le colloque de Monrovia, convoqué en 1979 par l'DUA pour envisager l'avenir économique de l'Afrique, avait proposé "que le degré de dépendance d'un pays vis à vis de ses importations alimentaires soit considéré désormais comme l'un des indicateurs prioritaires de son niveau de développement."⁽³⁾

L'espérance de vie à la naissance est un indice synthétique qui au-delà de sa sèche brutalité suggère le degré de succès de la politique économique et sociale d'un pays.

Indice de production alimentaire

<u>Maintien ou augmentation</u>	<u>Diminution jusqu'à 10%</u>	<u>Diminution entre 10 et 20%</u>	<u>Diminution plus de 20%</u>
	Tchad	Ethiopie	
		Mali	
	Haute-Volta	Somalie	
Burundi			
Malawi			
Rwanda			
	Bénin	Sierra Leone	Mozambique
	Tanzanie		
	Zaire	Niger	
		Guinée	
Centrafrique			
	Ouganda		Mauritanie
Lesotho		Togo	
Soudan			
	Kenya	Ghana	
		Sénégal	
		Angola	
Libéria			
	Zambie		
Cameroun		Congo	
		Nigeria	
Côte d'Ivoire			

Espérance de vie à la naissance

inférieure à 45 ans

Tché
Ethiopie
Mali
Haute-Volta
Somalie
Burundi

Entre 45 et 50 ans

Malawi
Rwanda
Bénin
Mozambique
Sierra Leone
Zaïre

Supérieure à 50 ans

Tanzanie

Niger
Guinée
Centrafrique

Ouganda

Mauritanie

Lesotho

Togo
Soudan

Kenya

Ghana

Sénégal
Angola
Zambie
Cameroun

Libéria

Congo
Nigéria
Côte d'Ivoire

§ 9. - Réussites et échecs

A ce stade, nous croyons nous être entouré de suffisamment de précautions pour oser dégager les réussites et les échecs économiques relatifs, la "performance" des auteurs anglo-saxons (4). Loin de nous l'idée d'introduire un élément de compétition ou de distribuer des bons ou des mauvais points; il s'agit simplement de constater, en guise de repère, qui, à la fin de la période considérée, c'est à dire à la fin des années 70, avait mieux ou moins bien réussi économiquement qu'on pouvait s'y attendre vu les circonstances particulières.

Dans le groupe des pays à revenu intermédiaire (dès le Kenya dans notre liste du PNB/hab. 1979) se situent les réussites les plus nettes et les mieux connues.

La Côte d'Ivoire, un pays qui n'avait pas de ressources minérales notables, jouit du PNB par habitant le plus élevé, ainsi que d'un indice de production alimentaire par habitant positif, malgré une très forte croissance démographique, occupe incontestablement la place de tête, toutes catégories.

Le Kenya, le plus faible des revenus intermédiaires, a un fort taux de croissance, un PNB/hab. relativement élevé compte-tenu de la très forte croissance démographique; de surcroît, l'espérance de vie à la naissance y est parmi les plus élevées du continent.

Le Cameroun se trouve également dans ce peloton de tête. L'indice de production alimentaire est positif, mais l'espérance de vie à la naissance se situe dans la catégorie inférieure, ce que le climat seul ne saurait expliquer.

On peut encore mentionner le Libéria qui, contrairement aux trois pays précédents, dispose de ressources naturelles importantes. Il a une forte croissance, un taux de production alimentaire en augmentation et une espérance de vie à la naissance élevée.

Dans le groupe des pays à faible revenu, (dès la Tanzanie dans notre liste du PNB/hab.) deux pays émergent:

-La Tanzanie avec un fort taux de croissance du PNB/hab., une faible réduction de la production alimentaire par habitant, cela malgré une très forte croissance démographique, et une espérance de vie très élevée (comme le Kenya et l'Ouganda aussi se distinguent de ce point de vue, alors que le climat des trois pays est assez différent, on peut penser que l'administration coloniale britannique avait créé en Afrique de l'Est une infrastructure sanitaire supérieure à la moyenne dont ces trois pays ont su profiter).

Dans cette catégorie relevons encore deux réussites plus ambiguës:

La Lesotho bénéficie des miettes de la prospérité sud-africaine. Taux de croissance le plus élevé du PNB/hab, espérance de vie à la naissance

élevée, indice de production alimentaire positif: économiquement en tout cas, le Lesotho est une réussite.

Le Togo a la chance de disposer de ressources minérales importantes. Il a une forte croissance du PNB par habitant en dépit d'une forte croissance démographique. Mais la production alimentaire par habitant a diminué.

Dans le groupe des pays à très faible revenu (jusqu'à la Sierra Leone dans notre liste du PNB/hab.) le Malawi, le Rwanda et le Burundi sortent du lot. Ils ont des taux de croissance du PNB/hab. beaucoup plus forts que ceux des autres pays de leur groupe (et même que ceux de plusieurs pays des deux groupes supérieurs), ils ont, les trois, des indices de production alimentaire positifs, l'espérance de vie est moyenne au Malawi et au Rwanda, faible au Burundi.

Le Bénin, également bien placé, doit une bonne part de sa prospérité relative à la proximité du Nigeria. Le port de Cotonou, entre autre facteurs, a profité de l'engorgement des ports nigériens.

En ce qui concerne les échecs, parmi beaucoup de résultats décevants, relevons dans la catégorie des pays intermédiaires, le Ghana et le Sénégal, deux pays où le niveau économique est moins bon qu'au moment de l'accession à l'indépendance.

Dans la catégorie des pays à faible revenu, les échecs du Zaïre et de la Guinée sont particulièrement flagrants, compte tenu de leurs richesses minières.

Enfin soulignons la grande misère de l'Angola et du Tchad, deux pays ravagés par la guerre.

En définitive nous pouvons dégager les trois groupes suivants:

Progression économique: Côte d'Ivoire, Cameroun, Libéria, Kenya, Togo, Lesotho, Tanzanie, Bénin, Rwanda, Malawi, Burundi.

Stagnation économique: Soudan, Mauritanie, Centrafrique, Haute-Volta, Mali, Éthiopie;

Régression économique: Nigeria, Congo, Zambie, Angola, Sénégal, Ghana, Ouganda, Guinée, Niger, Zaïre, Sierra Leone, Mozambique, Somalie, Tchad.

Notes chapitre II

1) Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, Banque mondiale, Washington, 1981, p. 166

2) Ibid, p. 211

3) Quelle Afrique en l'an 2000, OUA, 1979, p. 25

4) Par exemple: John Ravenhill, Comparing Régime performance: the Limitation of Cross-National Aggregate Analysis, in The Journal of Modern African Studies, vol. 18, p. 99

CHAPITRE III

Les régimes politiques

Nombreux sont les essais de typologie des régimes politiques africains, établis le plus souvent par des politologues et des juristes; la plupart ne manquent pas d'intérêt, mais force est de constater -l'histoire faisant mieux ressortir la réalité de l'Etat postcolonial- que, de plus en plus, ces classifications paraissent manquer d'à-propos, qu'elles mettent l'accent sur des critères secondaires passant ainsi à côté de l'essentiel.

Sous ce chapitre, dans une première section, nous allons passer en revue les classifications usuelles; dans une seconde section nous examinerons d'autres classifications basées sur des critères pouvant faciliter l'établissement d'une typologie sociologique.

Section I: Quelques classifications usuelles

§ 1. - Les régimes civils et militaires

	<u>militaires</u>	<u>civils</u>
	<u>gardent d'emblée le pouvoir</u>	<u>le rendent... provisoirement</u>
	Ethiopie Mali	Tchad
	Somalie Burundi Rwanda	Haute-Volta
		Bénin
		Sierra Leone
Zaïre		Malawi
Niger		Mozambique
		Tanzanie
		Guinée
Mauritanie	Centrafrique Ouganda	
Togo		Lesotho
	Soudan	
	Ghana	Kenya
Liberia		Sénégal Angola
		Zambie Cameroun
Congo		
	Nigéria	Côte d'Ivoire

Ainsi donc, 20 pays ont connu un ou plusieurs régimes militaires, 11 sont restés civils. Voilà apparemment deux types de régime bien distincts: d'un côté des uniformes, de l'autre des complets-gilets-vestons. Or l'expérience a montré que les régimes militaires ne diffèrent guère des régimes civils.

John Ravenhill a comparé les activités de 50 régimes militaires et civils dans 33 pays africains pendant la période de 1960 à 1973 (1); il conclut qu'il n'y a pas de différences significatives. Même les budgets de la défense, en moyenne, n'ont pas augmenté davantage dans les régimes militaires.

L'armée n'est ni plus disciplinée ni plus unie que le reste de la société: les clivages d'âge et de classes sociales y sont même plus accentués; on y retrouve les tensions ethniques et les relations patrons-clients.

Les militaires en général n'appartiennent pas à des classes sociales différentes de celles des dirigeants civils.

Notre tableau met en évidence que lorsque les militaires commencent à goûter au pouvoir, ils y reviennent: dans les 9 pays où les militaires n'ont pas d'emblée gardé le pouvoir, le régime civil a fini par succomber (en Sierra Leone en 1985 seulement, après la période que nous considérons, et à la manière douce: quand le président Siaka Stevens a pris sa retraite en 1985, il s'est choisi comme successeur le commandant en chef de l'armée).

La différence entre les deux types de régime s'estompe encore dès que les militaires créent un parti unique pour tenter de se donner une légitimité populaire (Mali, Somalie, Burundi, Rwanda, Bénin, Zaïre, Togo, Congo; l'Ethiopie est marxiste, mais sans avoir formellement de parti).

Dire qu'un régime est militaire, c'est donner une indication sur son mode d'accès au pouvoir: par la force. Mais à cet égard, encore une fois, la différence avec les régimes civils est-elle si grande? La décolonisation, elle aussi, est un mode d'accès au pouvoir plutôt brutal: manipulation des autorités coloniales au Cameroun, Zaïre, Ouganda, Congo; lutte armée en Angola et au Mozambique; élections douteuses au Lesotho, Niger et Burundi; etc.

Peut-être le fait le plus remarquable dans ce tableau est-il la perpétuation de 11 régimes civils de l'indépendance à 1980; 8 d'entre eux dirigés par le même homme (au Kenya à la mort de Kenyatta, Daniel Moi lui a succédé dans les formes prévues par la constitution; en Angola Agostinho Neto est remplacé par Eduardo dos Santos; au Sénégal, une première: Léopold Sédar Senghor prend volontairement sa retraite, il est remplacé dans les formes par Abdou Diouf).

§ 2. - Configuration des partis politiques

<u>Sans parti*</u>	<u>Parti unique*</u>		<u>Piuripartisme*</u>
	<u>avec choix</u>	<u>sans choix</u>	
			(Tchad)
Ethiople		Mali	
Haute-Volta		Somalie	
		Burundi	
	Rwanda	Malawi	
	Mozambique	Bénin	
		Sierra Leone	
	Tanzanie	Zaïre	
Niger		Guinée	
			(Centrafrique)
			(Ouganda)
Mauritanie			(Lesotho)
		Togo	
		Soudan	
	Kenya		
			Ghana
			Sénégal
		Angola	
Libéria			
	Zambie		
		Cameroun	
		Congo	
			Nigéria
		Côte d'Ivoire	

*Situation telle qu'elle se présentait en 1980; () position peu claire.

Le véritable multipartisme, en 1980, n'existe qu'au Sénégal; et encore: conçu de manière à ne jamais mettre en danger le parti gouvernemental, il est limité à quatre partis définis autoritairement par l'Etat. (Le président Abdou Diouf lèvera la limitation quantitative.)

Dans les autres pays de la colonne de droite, la pluralité des partis apparaît comme un accident (provisoire) de l'histoire: les militaires, lorsqu'ils rendent le pouvoir aux civils, doivent bien laisser réapparaître quelques partis (Ghana, Nigéria); au Tchad, en Centrafrique et en Ouganda la présence de plusieurs partis politiques s'explique par l'effondrement des régimes précédents; quant au Lesotho, le multipartisme n'y est plus que formel puisque le gouvernement a suspendu la constitution et n'a plus organisé d'élections depuis 1970.

L'Etat sans parti est la forme élémentaire des régimes instaurés par les militaires. Ceux-ci, à long terme, doivent cependant, presque forcément, créer un nouveau parti unique, ou alors se résoudre à remettre le pouvoir aux civils.

Il y a donc un double déterminisme agissant dans le sens du parti unique: d'une part celui qui pousse les régimes civils vers l'unicité politique (voir première partie, chapitre IV); et d'autre part le déterminisme qui pousse les militaires à chercher une certaine légitimité populaire par le biais d'un parti (lequel évidemment ne peut être qu'unique). Il devrait en être ainsi tant que la force reste la principale légitimité du pouvoir.

Dans ce contexte, il faut admettre que la parti unique est la norme, la pluralité des partis et l'absence de parti étant des anomalies (sauf au Sénégal où le multipartisme limité procède d'une volonté d'ouverture).

Remarquons en passant que la séquence la plus déstabilisante est celle où les militaires rendent le pouvoir aux civils.

En effet, il y a eu d'abord un coup d'Etat avec les renversements de hiérarchies et d'équilibres que cela comporte; puis les militaires, après avoir plus ou moins bien gouverné, ont négocié avec leurs futurs successeurs civils les conditions de leur retrait (immunité, maintien de certains acquis, pensions etc.), ce qui évidemment ne renforce pas l'autorité de l'Etat; l'imminence d'un retour à la vie civile suscite une grande effervescence, tous les partis politiques absorbés par le parti unique du régime précédent veulent tenter une nouvelle fois leur chance; le nouveau régime civil, avec à l'arrière-plan le groupe de pression inquiétant des anciens gouvernants militaires, va de nouveau modifier les équilibres internes en faveur des groupes qu'il représente, peut-être même sera-t-il saisi une fois encore par la tentation du parti unique...; finalement les militaires mettront fin à cette "loi de l'éternel retour" par une prise du pouvoir définitive.

Le Soudan a vécu toutes les phases de la séquence que nous venons de décrire, avec, en plus, quelques variantes originales telles la remise volontaire du pouvoir aux militaires par un gouvernement civil, le renversement des militaires par un soulèvement civil ou la restauration d'une dictature militaire par un autre soulèvement civil. En 1980 le Bénin et la Haute-Volta sont déjà dans la phase militaire définitive, le Ghana (1981) la Centrafrique (1981) et le Nigéria (1983) suivront bientôt.

Dans les systèmes les plus autocratiques, le candidat unique est élu sur la liste unique du parti unique (si possible à plus de 100% des voix, comme on l'a dit au Zaïre).

Les régimes plus démocratiques, dans le cadre du parti unique, laissent une certaine possibilité de choix aux électeurs. Ainsi au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, le parti doit présenter plusieurs candidats à toutes les élections (sauf pour les présidentielles; Il apparaît en effet inconcevable en Afrique de s'opposer à un président; les Tanzaniens ont toutefois la possibilité de s'abstenir, en l'indiquant sur la liste électorale). Dans cette catégorie de pays, la rivalité pour les places de candidat officiel donne lieu à des campagnes aussi intenses que pour les élections elles-mêmes. Preuve de la salubrité de ces procédures: un grand nombre de députés, de ministres et autres notables sont ainsi écartés par le peuple.

§ 3. - Régimes "socialistes", "marxistes", "capitalistes"...

<u>Socialistes</u>	<u>Marxistes</u>	<u>Capitalistes</u>
Tchad		
	Ethiopie	
Mali		
Haute-Volta		
Somalie		
Burundi		
Rwanda		Malawi
Sierra Leone	Mozambique	
	Bénin	
Tanzanie		Zaïre
Niger		
Guinée		
Centrafrique		
Ouganda		
Mauritanie		
Lesotho		
Togo		
Soudan		
		Kenya
Ghana		
Sénégal		
	Angola	
		Libéria
Zambie		Cameroun
	Congo	
		Nigéria
		Côte d'Ivoire

Les guillemets et points de suspension dans le titre de ce paragraphe indiquent notre hésitation à l'égard de catégories dont on ne sait si elles expriment des systèmes politiques ou économiques, des idéologies, des signes ou des modèles.

Cette classification étant parmi les plus usitées, nous la reprenons tout de même, en donnant aux termes les sens suivants:

marxistes-léninistes: les pays qui s'en réclament officiellement;

capitalistes: les pays qui prônent officiellement les vertus de l'enrichissement individuel et l'ouverture aux capitaux étrangers;

socialistes: les pays qui n'appartiennent pas aux catégories précédentes et qui se réfèrent à des formes plus ou moins précises de socialisme africain.

Cela dit, nous gardons à l'esprit que, par exemple, la Côte d'Ivoire avec son secteur public relativement développé, est probablement tout aussi "socialiste" que le Congo marxiste-léniniste où les capitalistes, étrangers surtout, mais également nationaux, ont la part belle.

Notre tableau (présenté dans l'ordre croissant du PNB) montre des pays "capitalistes" parmi les mieux placés. En effet si la Zambie, l'Angola, le Congo, le Nigéria et le Libéria ont un PNB relativement élevé grâce à leurs importantes ressources minérales, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, et le Kenya, doivent leur réussite économique à un mérite qu'il est difficile de cerner: s'agit-il du capitalisme? Peut-être, mais les trois pays en question ont d'autres caractéristiques communes, celle d'avoir centré leur développement sur l'agriculture, ou encore d'avoir passé de l'administration coloniale à l'Etat postcolonial de 1980 sans ruptures brutales. En somme il serait tout aussi irrationnel d'attribuer au capitalisme la réussite de la Côte d'Ivoire que de lui imputer l'échec du Zaïre.

Une variante de ce genre de classification serait la distinction proposée par P.F. Gonidec entre systèmes (nous dirions régimes) politiques à tendance réformiste et systèmes politiques à tendance révolutionnaire.

Les réformistes seraient "tous ceux qui sont en harmonie avec la volonté des forces politiques dominantes de poursuivre, malgré l'invocation incantatoire d'un socialisme à l'africaine, dans la voie tracée par le colonisateur en construisant des sociétés de type capitaliste. A l'opposé, les systèmes politiques à tendance révolutionnaire manifestent une volonté, non pas de rompre dans l'immédiat avec le système capitaliste, mais, du moins, de jeter les bases de la construction du socialisme en s'inspirant des expériences vécues par les Etats socialistes."(2)

Cette distinction évite l'écueil des régimes économiques et des idéologies illusoire, mais elle est encore moins opératoire que la classification précédente: en effet, comment reconnaître derrière le discours idéologique incantatoire ce qui est volonté de poursuivre...et ce qui est volonté de jeter les bases...Les deux démarches d'ailleurs ne se superposent-elles pas souvent?

Notons encore, en guise de conclusion à ce paragraphe, que le politologue Crawford Young, a consacré une étude comparative fouillée à la question de l'idéologie et de la "performance" en Afrique; sur aucun des 6 critères qu'il avait retenus, croissance, égalité, autonomie, droits de l'homme, participation et capacité de développement, il n'a pu constater de différences significatives entre les groupes qu'il appelle afro-marxiste, socialiste-populiste et capitaliste africain (3).

Section II: Classifications supplémentaires

§ 1. - Configuration des groupements ethnico-régionaux

Relations harmonieuses

Relations conflictuelles

Recherche d'une certaine réciprocité des perspectives

Antinomie-polarisation

		Tchad
		Ethiopie
		Mali
Haute-Volta	Somalie	
		Burundi
Malawi		Rwanda
	Bénin	
	Mozambique	
	Sierra Leone	
Tanzanie		Zaïre
Niger		
		Guinée
Centrafrique		
		Ouganda
	Mauritanie	
Lesotho	Togo	
		Soudan
		Kenya
	Ghana	
Sénégal		
		Angola
	Zambie	Libéria
		Cameroun
		Congo
		Nigéria
	Côte d'Ivoire	

La grande variété de réponses aux situations atteste qu'il n'y a pas de fatalisme ethnique.

Dans le groupe des pays ayant eu des relations ethniques harmonieuses on trouve le Lesotho, mon ethnique; en revanche la Somalie, elle aussi mon ethnique, mais tiraillée à l'intérieur par des querelles de clan, a des relations conflictuelles (causes probables: le partage des populations somali entre les administrations coloniales italienne, britannique et française et le va-et-vient de certains clans hors des frontières de l'Etat somalien).

Là où les principaux dirigeants sont issus du groupe dominant, la stabilité devrait être plus grande que dans les pays où les groupes les plus influents sont fortement minoritaires: le Malawi semblerait confirmer cette hypothèse, mais de nombreux exemples l'infirmen: la Haute-Volta (où les querelles au sein du groupe dominant ont finalement engendré la dictature militaire), le Rwanda (où il y a des querelles de régions et de clans).

Avec un président issu d'un petit groupe ethnique, les relations sont harmonieuses en Tanzanie et au Sénégal, mauvaises au Cameroun et au Congo.

Certains renversements de hiérarchies ethniques, rétrospectivement, semblent avoir été inéluctables: 3% de descendants d'esclaves américains au Libéria, 10% de Tutsi au Rwanda, 25% de Sara au Tchad ne pouvaient éternellement monopoliser le pouvoir; or au Libéria les Américano-libériens avaient bien gardé le pouvoir 123 ans et au Burundi, les Tutsi, 14% de la population, sont toujours le groupe dominant.

Lanciné Sylla a proposé (mais ne l'a pas fait lui-même) de situer tous les régimes africains entre deux types idéels (au sens de Weber), la polyarchie et l'hégémonie; la polyarchie, qu'il appelle également démocratie médiatisée, résulte de la participation de tous les groupements ethniques, par l'intermédiaire de leur élite moderne, au pouvoir et à ses avantages; l'hégémonie étant l'accaparement du pouvoir par un groupe ou une coalition de groupes.(4)

Notre premier tableau classant les relations conflictuelles selon des critères dialectiques (antinomie-polarisation ou recherche d'une certaine réciprocité des perspectives) est proche de la classification suggérée par Sylla. A ceci près que notre perspective, plus large que la classification habituelle des "systèmes" ou "régimes", tient compte de l'impact que des conflits ethniques peuvent avoir sur la structure étatique, la mémoire collective et les mentalités. Ainsi, le Nigéria est-il encore affecté par le traumatisme de la guerre du Biafra, quand bien même la recherche de la réciprocité des perspectives, surtout au niveau des élites, soit une des caractéristiques du Nigéria d'après-guerre: nous l'avons donc classé dans la catégorie des relations ethniques polarisées.

Pratiquement néanmoins la classification des régimes de 1980 selon les critères de Sylla (au lieu de "polyarchie" nous dirons participation aux avantages du pouvoir) se révèle plus juste dans la mesure où elle tient compte des situations conflictuelles qui ont été surmontées. On se souviendra cependant que des hégémonies réelles peuvent se cacher sous des polyarchies formelles.

<u>Participation</u>	<u>Hégémonie:</u>	<u>groupes dominants</u>	<u>groupes dominés</u>
	Tchad	Nord	Sud
	Ethiople	centre	régions + amhara
Mali			
Haute-Volta			
Somalla			
	Burundi	Tutsi (14%)	Hutu (85%)
Rwanda			
Malawi			
Bénin			
Mozambique			
Sierra Leone			
Tanzanie			
Zaïre			
Niger			
	Guinée	Malinké (14%)	Peul (26%)
Centrafrique			
	Ouganda	Langi (6%)	Ganda (13%)
Mauritanie			
Lesotho			
Togo			
	Soudan	Nord	Sud
Kenya			
Ghana			
Sénégal			
	Angola	Mbundu (22%)	Ovimbundu (36%)
	Libéria	Kpelle (20%)	
Zambie			
	Cameroun	Peul (10%)	Bamiléké (15%)
	Congo	Nordistes (13%)	
Nigéria			
Côte d'Ivoire			

Il s'agit bien entendu d'une classification partielle et provisoire, laquelle, pour être significative, devrait encore expliquer comment s'exerce la participation ou l'hégémonie. Dans les pays à gouvernement fortement personnalisés, comme par exemple le Malawi et le Zaïre, la participation de représentants des groupements ethniques et régionaux n'a pas le même contenu qu'en Zambie où le président doit trouver des équilibres entre des groupements très actifs.

L'hégémonie est aussi différente selon qu'elle résulte d'une situation de fait, comme en Angola, ou de la volonté d'exclure un groupe comme en Guinée.

Les groupes et leur pourcentage ne sont donnés qu'à titre d'indication. Il est rare en effet que la dialectique ethnique se joue entre deux groupements seulement; plus souvent des alliances de groupements sont à l'oeuvre, avec, au sein de celles-ci, des partenaires plus ou moins forts, plus ou moins actifs. Quant aux pourcentages dont la plupart datent du temps de la colonisation, il faut les considérer comme des ordres de grandeur.

§ 2. - Configuration des classes sociales

Différenciation socio-professionnelle

<u>Faible</u> (au moins 80% paysans)	<u>Moyenne</u> (60-80% paysans)	<u>Forte</u> (moins de 60%)
Tchéad		
Ethiopie*		
Mal		
Haute-Volta		
Somalie*		
Burundi*		
Malawi*		
Rwanda*		
	Mozambique	Bénin
	Sierra Leone	
Tanzanie*	Zaïre	
Niger		
Guinée		
Centrafrique		
Ouganda		
Mauritanie		
Lesotho		
	Togo	
	Soudan	
	Kenya*	
		Ghana
	Sénégal	
	Angola	
	Libéria	
	Zambie	
Cameroun*		
		Congo
		Nigéria
	Côte d'Ivoire*	

*Gouvernements attentifs aux intérêts de la paysannerie.

Notre tableau met en évidence l'importance numérique de la paysannerie.

La différenciation professionnelle ne saurait être présentée comme un critère positif puisqu'elle est due avant tout au développement de l'administration, dont le rôle est largement parasitaire.

Seuls cinq pays avaient en 1979 une plus grande partie de la population travaillant dans le secteur industriel que dans le secteur des services (Haute-Volta, Mozambique, Sierra Leone, Zaïre, Guinée).

Dans les pays suivants des pourcentages élevés de la population travaillent dans

<u>l'industrie</u> (plus de 15%)	<u>les services</u> (plus de 20%)
Bénin	Bénin
Mozambique	
Sierra Leone	
Ghana	Ghana
	Zambie
Angola	Angola
Congo	Congo
Nigéria	Nigéria

L'attention que les gouvernements accordent aux intérêts de la paysannerie devrait se mesurer avant tout à l'importance des investissements agricoles; malheureusement il n'y a pas de statistiques précises à ce sujet, mais on sait que ces investissements sont en général proportionnellement insuffisants. Nos monographies structurelles indiquent cependant quels sont les pays où la paysannerie est vraiment prioritaire (ceux marqués * sur le tableau). On constatera que tous les pays qui ont relativement bien réussi économiquement se trouvent dans cette catégorie.

Une typologie basée sur les classes au pouvoir n'est pas possible: la définition de dictature bourgeoise proposée par Gonidec s'appliquerait pratiquement à tous les régimes.

La distinction que fait Gonidec entre dictature bourgeoise néo-coloniale et dictature nationaliste bourgeoise (pour les régimes progressistes) ne nous paraît pas crédible.

§ 3. - Rapports de voisinage interétatiques

<u>Paisibles</u>	<u>Temporairement tendus</u>	<u>Tensions permanentes</u>	<u>Crise algue prolongée</u>
			Tchad Ethiopie
	Mali Haute-Volta		Somalie
		Burundi Malawi	
Sierra Leone	Rwanda Bénin		Mozambique Tanzanie Zaïre
	Niger		Guinée
	Centrafrique		Ouganda Mauritanie Lesotho
	Togo		Soudan
		Kenya Ghana Sénégal	
Libéria Cameroun			Angola Zambie
	Congo Nigéria		
		Côte d'Ivoire	

Que trois pays seulement aient entretenus des relations de voisinage paisibles reflète la réalité d'une région où le sentiment national est fragile et les frontières artificielles.

Tout comme la dépendance, la difficulté des relations internationales fait partie de l'environnement général des Etats africains. Bien qu'il y ait des différences d'un pays à l'autre, il nous paraît impossible d'en faire un critère typologique.

Quelques remarques cependant:

Le Cameroun, avec des relations ethniques polarisées, un problème franco-phone-anglophone, une portion de territoire revendiquée par le Nigéria, aurait pu avoir des relations extérieures difficiles. Grâce à une habile politique étrangère, il a su se préserver des influences extérieures.

La Sierra Leone et le Libéria doivent une bonne part de leurs bonnes relations extérieures à leur isolement géographique; ces deux pays ont en tout cas le mérite de ne pas s'être laissé gagner par l'effervescence guinéenne.

Dans tous les Etats où il y a eu une crise aiguë prolongée, les relations internationales sont un déterminisme puissant. Pensons à la Somalie et son irrédentisme national-tribal, au Tchad terrain d'affrontement entre la Libye et l'influence occidentale (la France et les Etats-Unis agissant avec le plein accord des Etats pro-occidentaux de la région), à la Mauritanie et sa malheureuse tentative d'annexion d'une partie de l'ancien Sahara espagnol, à l'Angola où la guerre civile et étrangère a prolongé la guerre anti-coloniale.

Le conflit de l'Afrique australe est le facteur déstabilisateur direct le plus important du continent puisqu'il affecte (pour ne parler que des pays que nous avons retenus pour notre analyse) l'Angola, le Mozambique, la Zambie, le Lesotho et, dans une certaine mesure, un pays aussi éloigné que la Tanzanie. Le Malawi, en revanche, en se montrant complaisant à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, s'est attiré une aide économique appréciable au lieu de mesures déstabilisatrices, mais il s'est isolé des autres pays africains.

Laissant de côté les pays affectés par le conflit austral, on peut distinguer des agresseurs, des victimes et d'autres pays qui sont à la fois agresseurs et victimes.

Le Tchad et l'Ethiopie sont clairement les victimes d'appétits extérieurs.

Parmi les pays "agresseurs" (au sens large) nous trouvons la Somalie, la Mauritanie, la Guinée (idéologiquement et diplomatiquement surtout).

A la fois agresseur et agressé, l'Ouganda d'Idi Amin en attaquant militairement la Tanzanie déclenche sa fin qui sera précipitée par une contre-invasion tanzanienne. Même phénomène avec le Zaïre qui après s'être engagé militairement en Angola aux côtés des forces du FNLA et de l'Afrique du Sud, subit les deux guerres du Shaba lancées avec des soutiens angolais: le régime Mobutu n'en sort vainqueur que grâce à l'intervention de forces étrangères (françaises, belges, marocaines).

La rivalité des superpuissances s'est manifestée par un engagement direct du camp soviéto-cubain en Angola et en Ethiopie et par des efforts américains en Angola pour provoquer un enlèvement de leurs adversaires. Les Etats-Unis cependant se sont refusés à défendre la cause somalienne, conscients que les soviéto-cubains s'enliseraient eux-mêmes dans l'imbroglio éthiopien.

§ 4. - Accentuation des groupements fonctionnels

<u>Parti</u>	<u>Armée</u>
	Tchad
	Ethiopie
	Mali
	Haute-Volta
	Somalie
	Burundi
Malawi+groupements économiques	
Rwanda+armée	
Béni+armée	
Mozambique+armée	
Sierra Leone+étudiants+soc secrètes	
Tanzanie	
Zaire+armée+étudiants	
	Niger
Guinée	
	Centrafrique+étudiants
Ouganda+prof. libérales	
	Mauritanie
	Lesotho (force paramilitaire)
Togo+armée	
	Soudan+sectes islamiques
Kenya+gr. économiques, armée	
	Ghana+prof. libérales, étudiants
Sénégal+confréries islamiques	
Angola	
Zambie+groupements économiques	
Cameroun+armée, gr. économiques	
Congo+armée	
	Nigéria+partis régionaux
Côte d'Ivoire+gr.économiques	

Dans des sociétés autoritaires, les groupements fonctionnels autres que l'armée et le parti ont peu d'influence sur la structure globale. A titre d'indication notre tableau montre les groupements qui à l'occasion peuvent jouer un rôle, fut-il modeste.

Dans les pays "capitalistes", Malawi, Kenya, Zambie, Libéria, Cameroun, Nigéria, Côte d'Ivoire, les groupements économiques, nationaux et internationaux, peuvent se manifester ouvertement. Dans la plupart des autres pays, y compris ceux qui se déclarent marxistes-léninistes, les groupements économiques internationaux exercent leur influence plus discrètement au sein de l'appareil étatique.

Au Libéria et en Sierra Leone certains arbitrages politiques et économiques se règlent au sein de groupements fermés tels les francs-maçons et les sociétés secrètes.

On constate dans les pays anglophones une plus grande autonomie de groupements tels l'ordre des avocats, les chambres de commerce, les étudiants, les journalistes.

Les Eglises chrétiennes s'efforcent d'éviter les confrontations avec le pouvoir; la querelle églises-Etat est cependant sous-jacente dans plusieurs pays (Ethiopie, Burundi, Malawi, Rwanda, Mozambique, Zaïre, Ouganda, en particulier).

Même rôle discret et subordonné de l'Islam dans beaucoup de pays. Sauf au Sénégal et au Soudan où les confréries islamiques ont une importance nationale reconnue.

§ 5. - Transition de l'administration coloniale à l'Etat postcolonial

<u>Continuité</u>	<u>Rupture</u>	
	<u>à l'Indépendance</u>	<u>après</u>
		Tchad Ethiopie *
Mali Haute-Volta	Somalie	Burundi
Malawi Bénin Sierra Leone Tanzanie	Rwanda Mozambique	continuité
Niger	Zaïre	
Centrafrique	Guinée	Ouganda
Mauritanie	Lesotho	
Togo	Soudan	
Kenya Ghana	Sénégal Angola	continuité
Libéria * Zambie Cameroun Congo Nigéria Côte d'Ivoire		

* Pour ces deux pays 1960 est le point de repère.

Comme le remarque justement René Lemarchand, "l'Etat sous-développé porte les stigmates de toutes les crises qui l'ont secoué".(5) A cet égard les conditions dans lesquelles s'est réalisée la transition des appareils organisés méritent attention.

Par rupture nous entendons:

-au Tchad, l'écroulement de la domination sudiste;

-en Ethiopie, la révolution;

-en Somalie, la réunification des Somalies britannique et italienne et l'attribution de territoires somali au Kenya et à l'Ethiopie;

-au Burundi, le renversement de la monarchie;

-au Rwanda, la révolution hutu;

-au Mozambique, la prise du pouvoir par un mouvement de libération, la fuite de nombreux Portugais;

-au Zaïre, la décolonisation chaotique;

-en Guinée, le "non" à la France;

-en Ouganda, la suppression des royaumes et de la fédération;

-au Lesotho, la mise entre parenthèse de la monarchie et des pratiques démocratiques;

-au Soudan, le renvoi dos à dos des colonisations britannique et égyptienne;

-au Sénégal, l'échec de la Fédération du Mali;

-en Angola, la prise du pouvoir par un mouvement de libération et la guerre entre les forces du MPLA et de Cuba, d'une part, et celles de l'UNITA, du FNLA et de l'Afrique du Sud, d'autre part.

Au Kenya, il y a bien eu une guerre avant l'accession à l'indépendance, mais finalement la continuité a pris le dessus.

Au Nigéria, après la guerre civile, la structure de l'Etat fédéral a été modifiée, mais dans l'ensemble la continuité l'emporte.

Il ressort de notre tableau que 18 Etats postcoloniaux se situent dans la continuité de l'administration coloniale; après un choc initial, les trajectoires du Sénégal et du Rwanda vont également dans ce sens. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient (ou non) des "Etats néo-coloniaux", un concept péjoratif qui implique dépendance et soumission. Dans notre esprit il s'agit d'un simple constat sur l'évolution de l'appareil

étatique.

Peu de pays se sont relevés d'une rupture brutale; le Rwanda est le seul exemple vraiment convaincant; on pourrait encore indiquer le Sénégal, en dépit de son déclin économique; quant aux autres, ils ont, au mieux, gardé une grande fragilité ou, dans la plupart des cas, vécu de terribles soubresauts.

§ 6 . - Le critère du chef de l'Etat

Dans la première partie nous avons mis en évidence le rôle crucial du chef de l'Etat dont le pouvoir personnel dérive de ce que, comme autrefois le chef sacré, il personnifie le pays tout entier, son peuple, sa terre, ses institutions, ses espoirs et ses colères. Il s'agirait ici de mettre en évidence la coloration particulière que les présidents donnent aux appareils étatiques; ou, plus concrètement, de montrer, par exemple en Ouganda, en quoi le régime d'Iddi Amin diffère des régimes de Milton Obote qui l'ont précédé et suivi.

Comme critères de classement nous reprenons empiriquement la notion de néo-patrimonialisme de Weber-Médard (voir première partie, chapitre VII) et celle, classique, de présidentialisme que nous subdiviserons en autoritaire et dialoguant.

Par néo-patrimonialisme nous entendons un régime caractérisé par la confusion du domaine public et du domaine privé. Certes, le népotisme, le clientélisme, le tribalisme et la corruption qui en sont des manifestations, constituent des pratiques très répandues en Afrique; dans certains pays cependant, ces conduites expriment pratiquement la norme, du haut en bas de l'échelle étatique; alors qu'ailleurs des présidents plus honnêtes ou plus "modernes" tentent en vain de mettre fin à la corruption, résistant ainsi à l'envahissement de l'Etat par des conduites inspirées du modèle de la société précoloniale. Les génériques "despotisme obscur" (6) ou "afrofascisme"(7) conviennent aux formes les plus extrêmes du néo-patrimonialisme.

Par présidentialisme nous entendons cette forme de dictature où le chef de l'Etat détient tous les pouvoirs, même ceux que la constitution (s'il y en a une) ne lui accorde pas. En pratique ce pouvoir absolu s'exerce, dans une large mesure, par arbitrage des luttes que se livrent en coulisse les groupements ethniques, les classes sociales et les divers groupements fonctionnels.

Le présidentialisme est autoritaire ou dialoguant dans la mesure où le recours à la force intervient plus ou moins tôt dans la résolution des conflits. Dialogue, un mot très employé dans le discours politique africain, désigne une certaine forme de consultation; il est révélateur d'une conception de l'Etat, réduit à un seul acteur, le président, et à un peuple unique. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, le dialogue est élevé au niveau d'une institution, au Mozambique à celui d'une technique de gestion.

Néo-patrimonialismePrésidentialismeautoritairedialoguant

Tchad

Ethiopie

Mali

Haute-Volta

Somalie

Burundi

Malawi

Rwanda

Bénin

Mozambique

Sierra Leone

Tanzanie

Zaïre

Niger

Guinée

Centrafrique
(Bokassa)Ouganda
(Amin)

Mauritanie

Lesotho
(Leabua Jonathan)

Togo

Soudan

Kenya
(Kenyatta)Ghana
(Acheampong)

Sénégal

Libéria

Angola

Zambie

Cameroun

Congo

Nigéria

Côte d'Ivoire

Pour éclairer le tableau, il convient encore de préciser les limites de la liberté dont jouit un chef d'Etat dans une dialectique président/Etat/Nation.

Pour un président, lutter contre le néo-patrimonialisme, c'est avant tout défendre le modèle de l'Etat moderne. Jouissant de vastes pouvoirs personnels, il peut y réussir, selon les structures et les conjonctures, dans une mesure appréciable. Ce faisant, toutefois, il prend des risques: car les pratiques néo-patrimonialistes constituent, à court terme, un moyen de renforcer la cohésion du régime et de la nation en voie de formation, d'apaiser les mécontents.

C'est ainsi que le chef d'Etat néo-patrimonialiste offrira des avantages personnels à un notable local capable de mobiliser les voix des électeurs, qu'il ira jusqu'à inciter un ministre à se corrompre pour s'assurer de sa fidélité ou à transférer sur des comptes personnels à l'étranger des fonds importants pour ses besoins, ceux de sa famille, de son clan, de sa région, de ses clients.

Le chef d'Etat qui s'oppose au néo-patrimonialisme se prive donc de moyens d'action efficaces à court terme; or souvent les chefs d'Etat doivent faire flèche de tout bois, les situations les contraignent à utiliser tous les moyens à leur disposition.

A long terme cependant, le chef d'Etat néo-patrimonialiste sape l'instrument principal de son pouvoir: l'Etat. La corruption s'étend du haut en bas de l'appareil étatique où les "petits" entendent appliquer à leur échelle ce que font les "grands": le gouvernement négocie alors des contrats avec des entreprises étrangères, non plus en fonction des intérêts économiques du pays, mais selon les possibilités de commission qu'ils offrent; les fonctionnaires régionaux font passer leur intérêt personnel avant la commercialisation des produits agricoles; le simple policier rançonne les automobilistes, etc.

A la limite (on trouve des exemples de ces cas extrêmes dans les régimes Amin et Bokassa) prélever devient la seule fonction de l'Etat; fuir l'Etat en se réfugiant dans l'économie de subsistance, le marché noir, la contrebande, les groupements ethniques est le désir de tous les habitants. En se détruisant l'Etat redonne vie aux groupements ethniques qui deviennent des nations-refuges.

Le néo-patrimonialisme peut être cause ou conséquence du dépérissement de l'Etat. Au Tchad, au Ghana, au Nigéria, au Kenya il en a été la cause (dans les pays anglophones, des appareils étatiques mieux structurés, certains groupes actifs de la société l'ont contenu pendant un temps: ainsi l'Etat kenyan a-t-il pu résister aux assauts de la famille Kenyatta et les Etats nigérian et ghanéen se maintenir tant bien que mal); il en est la conséquence au Zaïre où le chaos a favorisé l'instauration du régime Mobutu.

On pourrait encore faire une distinction entre le néo-patrimonialisme contrôlé (au Malawi et au Zaïre par des hommes forts, au Libéria par

les francs-maçons) et le néo-patrimonialisme débridé où, par une série de causes et d'effets en cercles vicieux, régime, Etat, nation courent à leur perte (Tchad, Centrafrique, Nigéria peut-être).

A ce stade nous croyons pouvoir répondre à la question que nous avons posée concernant les régimes ougandais. Le premier régime Obote appartenait à la catégorie du présidentielisme autoritaire; le régime Amin au néo-patrimonialisme débridé. Quant au second régime Obote qui s'était greffé sur un Etat pillé, décimé, totalement effondré, il relève également du néo-patrimonialisme. Les redressements sont difficiles.

Notes chapitre III

1) John Ravenhill, Comparing Regime Performance: Limitations of Cross-National Agregate Analysis, in *Modern African Studies*, vol 18, 1, 1980

2) P.F. Gondec, in *Pouvoirs*, No 25, PUF, Paris, 1983, p. 69

3) Crawford Young, *Ideology and Development in Africa*, Yale University Press, New Haven and London, 1982

4) Lanciné Sylla, *Etat et société en Afrique noire*, Société française d'histoire d'outre-mer, 1981, p. 316

5) René Lemarchand, in *Pouvoirs* No 25, p. 143

6) Edem Kodjo, *...Et demain l'Afrique*, Stock, Paris 1985, p. 153

7) Max Liniger-Goumaz, *De la Guinée équatoriale nguamiste, éléments pour le dossier de l'Afro-fascisme*, Editions du Temps, Genève, 1983.

TITRE II

Typologie sociologique

Après avoir comparé, regroupé, classé les structures sociales et sociologiques, le moment est venu d'établir la typologie sociologique proprement dite, à savoir une typologie prenant appui sur autant d'aspects de la réalité sociale que possible afin d'approcher, sans jamais pouvoir l'atteindre, la réalité du social total.

Jusqu'à présent, force est de constater que nos efforts de comparaison ont fait apparaître des ressemblances plus que des dissemblances, des continuités plus que des discontinuités. Ces résultats reflètent le grand degré d'unité qui prévaut en Afrique au sud du Sahara.

Dans ce contexte une typologie doit mettre en évidence, non seulement les différences caractéristiques, mais également le vaste fond commun sur lequel elle se greffe.

Sous ce titre, dans un premier chapitre nous proposerons un essai de typologie basé sur quelques différences structurelles; dans le deuxième chapitre nous rappellerons, comme l'a fait Ki-Zerbo, que derrière les Afriques, il y a l'Afrique. (1)

CHAPITRE PREMIER

Progressif, stationnaire, régressif - populaire, arbitraire

Nous proposons une typologie sur deux axes. Le premier retiendra les modifications structurelles qui se sont produites de l'indépendance à 1980. On ne peut prétendre en effet que les pays africains ont accédé à l'indépendance avec de bonnes structures; dès lors toute modification structurelle allant dans le sens d'entités nationales plus fortes, mieux organisées, mieux à même de nourrir leurs habitants, mieux soudées, est un progrès (tout au moins dans la perspective d'une Afrique divisée en Etats souverains). Nous distinguerons ainsi les types progressif, stationnaire, régressif, qui correspondent à des genres distincts de temporalité.

Le deuxième axe mettra en évidence le degré de participation de la population à l'action et aux bénéfices du pouvoir. Cet aspect, qui nous paraît essentiel à la formation d'une nation, sera privilégié. Mais précisons tout de suite, qu'il s'agit de la participation prise au sens le plus large possible, car tous les régimes africains, sans exception, apparaîtront sous les généraliques "dictature" ou "oligarchie" dans une typologie politique classique; il y a néanmoins dans certains cas, sous l'autoritarisme commun, une volonté de gouverner "pour le peuple" que nous mettrons en évidence, lorsqu'elle se traduit dans les faits, sous le générique populaire opposé à arbitraire.

Section I : modifications structurelles progressives-régressives

	Structure ethnique et régionale	Participation	Structure démographique	Exode rural	Autosuffisance alimentaire	Degré de réussite économique	Affermissement de l'Etat	Autres changements	Résultats
Tchad	-	-	0	-	0	-	-	-	-5
Ethiopie	-	-	0	-	-	0	-	-	-3
Mali	+	-	0	+	-	0	-	+	0
Haute-Volta	+	+	0	-	0	0	-	-	0
Somalie	+	0	0	+	-	-	+	+	+2
Burundi	-	-	+	+	+	+	+	-	+3
Malawi	+	0	0	-	+	+	0	+	+3
Rwanda	+	+	-	-	+	+	+	-	+3
Bénin	+	-	0	-	0	+	+	-	+1
Mozambique	+	+	0	-	-	-	-	+	-1
Sierra Leone	+	-	0	-	-	-	0	-	-3
Tanzanie	+	+	+	-	0	+	+	+	+5
Zaïre	-	-	0	-	0	-	0	-	-4
Niger	+	-	+	-	-	-	+	-	-1
Guinée	-	-	+	-	-	-	0	+	-3
Centrafrique	+	-	0	+	+	0	-	-	+1
Ouganda	-	-	-	-	0	-	-	-	-6
Mauritanie	+	-	0	-	-	0	-	+	-1
Lesotho	+	-	0	-	+	+	-	-	0
Togo	+	-	0	-	-	+	+	-	0
Soudan	-	-	0	-	+	0	0	-	-2
Kenya	+	+	-	-	0	+	+	-	+2
Ghana	+	+	0	+	-	-	-	-	0
Sénégal	+	+	0	+	-	-	+	-	+2
Angola	-	-	-	-	-	-	-	-	-7
Libéria	-	-	+	+	+	+	0	-	+2
Zambie	+	+	+	+	0	-	+	-	+4
Cameroun	+	-	0	-	+	+	+	+	+3
Congo	-	-	0	+	-	-	0	-	-3
Nigéria	+	+	0	+	-	-	-	+	+1
Côte d'Ivoire	+	+	-	-	+	+	+	-	+3

Explications

Sous structure ethnique et régionale, le maintien de relations harmonieuses (Mali, Tanzanie) ou le dépassement de situations conflictuelles (Nigéria, Kenya) est considéré comme progressif.

La participation, expression de la liberté humaine, est le critère de notre deuxième axe typologique (voir section suivante); nous la faisons également intervenir dans l'axe progression-régression, tant l'influence qu'elle exerce sur la structure globale nous paraît importante.

Partout, la structure démographique s'est profondément transformée. Une forte croissance démographique est considérée comme un élément progressif dans les pays sous-peuplés, et comme un facteur régressif dans les pays déjà surpeuplés et dans les pays à peuplement normal si elle est supérieure à 3% (Côte d'Ivoire 4,6%, Kenya 3,2%).

L'exode rural est un phénomène qui touche la formation des classes sociales, la structure économique et l'organisation étatique. (Pour la méthode d'appréciation voir le § 5 du premier chapitre de la troisième partie.)

Du degré d'autosuffisance alimentaire dépend le bien être de la population et une relative indépendance à l'égard de l'étranger sur un point particulièrement sensible. Nous avons donné un point progressif pour le maintien ou l'augmentation de la production alimentaire par habitant, un zéro stationnaire pour les diminutions inférieures à 10%, et un point négatif pour les diminutions dont le taux est supérieur à 10%.

Pour l'estimation du degré de réussite économique voir notre analyse au chapitre II de la troisième partie.

Un Etat bien assis peut absorber beaucoup de chocs conjoncturels, un Etat ébranlé risque de communiquer son effervescence à l'ensemble de la société. Nous touchons ici à la notion de "l'Etat mou" de Myrdal. L'évolution est jugée progressive, stationnaire ou régressive sur la base de nos monographies structurelles.

Par autres changements nous entendons:

-en Ethiopie, la révolution et en particulier la réforme agraire qui a eu des répercussions sociologiques profondes, principalement dans le sud du pays;

-en Somalie l'introduction d'un système unifié d'écriture de la langue somal, suivi par une campagne d'alphabetisation de très vaste envergure (la Somalie, en pleine mutation, est également en train d'accepter les frontières héritées de la colonisation et de sédentariser une partie de sa population);

-au Malawi, l'abandon du système d'émigration vers les mines sud-africaines;

-au Mozambique, Idem.;

-en Tanzanie, la politique de "villagisation" (à ne pas confondre avec la politique de collectivisation des campagnes dont les résultats sont plutôt négatifs);

-en Guinée, une structure administrative nouvelle;

-au Cameroun: l'absorption sans difficultés majeures de l'ancien Cameroun britannique;

-au Nigéria, la création de nouveaux Etats pour diluer les particularismes régionaux.

Constatons que nos critères touchent à un domaine assez large de la réalité sociale: démographie, économie, organisation, groupements ethniques et régionaux, classes sociales.

Normalement les critères typologiques sont appliqués avec une certaine vigueur discriminatoire de manière à mieux faire ressortir le type; dans notre cas, conscient de la marge d'inexactitude de certaines données, nous avons procédé à une sélection en douceur: il faudrait donc une très grosse erreur d'appréciation pour qu'un pays soit victime d'une "injustice typologique".

Classification typologique

<u>Progressif</u>	<u>Stationnaire</u>	<u>Régressif</u>
		Tchad Ethiopie
	Mal Haute Volta*	
Somalie Burundi Malawi Rwanda*	Bénin Mozambique*	
Tanzanie*	Niger	Sierra Leone Zaïre
	Centrafrique	Guinée
	Mauritanie Lesotho Togo	Ouganda
Kenya*		Soudan
Sénégal*	Ghana*	
Libéria Zambie* Cameroun		Angola
Côte d'Ivoire*	Nigeria*	Congo

* de type populaire (voir la section suivante).

Notre classification, dans l'ensemble, correspond au jugement que pourrait former tout observateur attentif de ces pays; elle paraîtrait donc suspecte à Durkheim qui attendait de la sociologie qu'elle "nous fasse voir les choses autrement".(2)

Les régressifs en tout cas sont bien ceux que l'on attendait. Riches en péripéties et en événements, ils sont affectés de déterminismes, au niveau de l'organisation en particulier, qui les empêchent de construire, de donner corps à un projet de société. Leur temps est cyclique, une spirale descendante plus exactement qui, de crise en crise, laisse la structure globale à chaque tour plus fragile, plus malade. On s'étonne de ne pas trouver le Ghana dans ce groupe: sans doute parce que ce pays a une vitalité sociale grâce à laquelle il n'a jamais totalement succombé aux coups que lui ont portés des régimes despotiques et corrompus. Même après le coup d'Etat militaire du 31 décembre 1966, le classement du Ghana resterait le même.

Dans le groupe progressif, il y a quelques surprises.

La Somalie est un cas particulier; elle vit le temps explosif d'une révolution en profondeur que, contrairement à l'Ethiopie, elle est capable, dans une large mesure, de concrétiser. La liberté-sacrifice, qui l'a jetée dans une guerre quasi suicidaire avec ses voisins, tend à faire place à une liberté-adaptation dont on pourrait attendre une consolidation du type progressif si le temps explosif, de par sa nature, n'était générateur d'une effervescence imprévisible. Le commentaire de Gurvitch à cet égard est tout à fait approprié à la Somalie: "Le temps explosif, lorsqu'il est effectif, fait vivre dangereusement les structures globales et partielles qui s'y meuvent, car il comporte le maximum de risque et exige le maximum d'effort."(3)

Le Malawi, le Rwanda, la Tanzanie sont des pays pauvres qui ont bien su gérer leur misère; disposant de très peu de ressources, ils vivent avec plus de continuité le temps de battements irréguliers propre à tout le groupe progressif.

Grâce à d'importants acquis au niveau de l'organisation, le Sénégal apparaît dans le groupe progressif, malgré une forte régression économique.

Il est remarquable que, la Somalie et le Burundi mis à part, tous les pays appartenant au groupe progressif ont un appareil étatique qui se situe dans une perspective de continuité par rapport à l'administration coloniale. La liberté-novation, dont l'action se manifeste dans le prolongement du présent, se révèle plus performante que la liberté-sacrifice qui mise tout sur l'espoir d'un avenir meilleur. A cet égard la comparaison entre la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny et la Guinée de Sékou Touré ou le Ghana de Nkrumah est frappante. Dans cette perspective certaines formes de dépendance, comme les accords de défense que certains pays ont conclu avec la France, apparaissent rétrospectivement comme des choix payants.

Soulignons pour terminer combien le type progressif est fragile. Le Libéria, qui après le coup d'Etat militaire d'avril 1980 ne figurerait plus dans le groupe des pays progressifs, nous le rappelle. La régression n'est jamais très loin de la progression. En revanche le redressement, après une période de forte régression, se révèle difficile, comme en témoignent les destins du Tchad, du Zaïre, de la Guinée, de l'Ouganda et de l'Angola.

Section II : participation

	Groupements ethniques	Intérêts de la paysannerie	Choix aux élections	"Dialogue"	Total
Tchad	-	-	-	-	-4
Ethiopie	-	+	-	-	-2
Mali	+	-	-	-	-2
Haute-Volta	+	-	+	+	+2
Somalie	+	+	-	-	0
Burundi	-	+	-	-	-2
Malawi	+	+	-	-	0
Rwanda	+	+	+	+	+4
Bénin	+	-	-	-	-2
Mozambique	+	-	+	+	+2
Sierra Leone	+	-	-	-	-2
Tanzanie	+	+	+	+	+4
Zaïre	+	-	-	-	-2
Niger	+	-	-	-	-2
Guinée	-	-	-	-	-4
Centrafrique	+	-	-	-	-2
Ouganda	-	-	-	-	-4
Mauritanie	+	-	-	-	-2
Lesotho	+	-	-	-	-2
Togo	+	-	-	-	-2
Soudan	-	-	-	-	-4
Kenya	+	+	+	+	+4
Ghana	+	-	+	+	+2
Sénégal	+	-	+	+	+2
Angola	-	-	-	-	-4
Libéria	-	-	-	-	-4
Zambie	+	-	+	+	+2
Cameroun	-	+	-	-	-2
Congo	+	-	-	-	-2
Nigéria	+	-	+	+	+2
Côte d'Ivoire	+	+	-	+	+2

Explications

Par participation des groupements ethniques et régionaux nous entendons soit le partage équitable du pouvoir entre les différents groupements soit, tout au moins, un certain degré de partage. Le contraire de cette forme de participation serait l'hégémonie d'un groupe (Libéria) ou l'exclusion d'un groupe très important (Cameroun). Le Rwanda est un bon exemple de ce que nous entendons par participation des groupements ethniques, lui qui attribue les postes de ministre, de préfet et d'ambassadeur selon le pourcentage des différents groupes dans la population. On retrouve ici la notion de "démocratie médiatisée" employée par Sylla lorsque le pouvoir est effectivement partagé entre les groupements ethniques par l'intermédiaire de leurs élites.(4)

La paysannerie constitue le groupe socio-professionnel majoritaire. La défense réelle et pratique de ses intérêts montre une volonté de gouverner pour le peuple. Notre jugement sur ce point se fonde sur nos monographies structurelles.

La possibilité de choix aux élections est sans doute la plus démocratique des formes de participation prises en considération; nous l'avons privilégiée en considérant que partout où il y avait des campagnes électorales et des élections relativement ouvertes (même dans le cadre du parti unique) il y avait également "dialogue".

Par dialogue nous entendons ce contact direct avec le peuple que certains présidents africains entretiennent plus ou moins régulièrement. En fait seule la Côte d'Ivoire a un système d'élections sans possibilité de choix (sauf exceptionnellement aux élections de 1980) et un président ouvert au dialogue.

Classification selon le critère de la participation

Populaire

Haute-Volta
Rwanda
Mozambique
Tanzanie
Kenya
Ghana
Sénégal
Zambie
Nigéria
Côte d'Ivoire

Arbitraire

Tchad
Ethiopie
Mali
Somalie
Burundi
Malawi
Bénin
Sierra Leone
Zaïre
Niger
Guinée
Centrafrique
Ouganda
Mauritanie
Lesotho
Togo
Soudan
Angola
Libéria
Cameroun
Congo

Soulignons que parmi les pays qui ont subi une régression structurelle aucun n'appartient à la catégorie populaire; en revanche 6 des 10 populaires sont de type progressif.

Notes chapitre premier

1) Joseph Ki-Zerbo In Les 50 Afriques, Hervé Bourges, Claude Wauthier, Le Seuil, Paris, 1979

2) Emile Durkheim, préface à la première édition des Règles de la méthode sociologique.

3) Georges Gurvitch, La vocation actuelle de la sociologie, tome second, 2me édition, PUF, Paris, 1963, p. 344

Landiné Sylla, l'Etat et le pouvoir en Afrique, p. 316

CHAPITRE SECOND

Le fond commun

Nous venons de distinguer les Etats postcoloniaux de l'Afrique noire en fonction de modifications structurelles dont nous pensons qu'elles les rendent plus ou moins aptes à assumer leur destin collectif de manière efficace et autonome.

Or il ne faut pas perdre de vue que nos types progressif-régressif-stationnaire, d'une part, et populaire-autoritaire, d'autre part, émergent encore fragiles d'un immense fond commun à toute l'Afrique.

Dans la première partie, nous avons vu que l'unité géologique, géographique, humaine, historique était plus grande en Afrique que sur les autres continents. Souvenons nous de la symétrie des zones climatiques par rapport à l'équateur, du passé millénaire commun, des migrations dans un espace illimité et ses conséquences: l'absence quasi générale de propriété du sol, la dilution des acquis sociaux, une mentalité collective faite de respect des normes sociales, mais également de ruptures pour tenter ailleurs la grande aventure humaine collective.

Même la profusion des langues, témoin d'une très longue conquête spatiale, ne doit pas faire oublier l'unité sous-jacente: beaucoup de langues sont intelligibles entre elles, celles qui ne le sont pas ont des affinités, étroites (les langues bantu) ou éloignées, qui laissent penser que toutes les langues africaines sont issues de deux langues originelles.

Communs encore à toute l'Afrique au sud du Sahara, deux grands traumatismes que presque toutes les populations africaines ressentent encore dans leur mémoire collective: l'esclavagisme et le colonialisme.

L'esclavagisme dont l'Afrique a souffert plus que tout autre continent: 30 millions d'esclaves prélevés à part égale par le commerce arabe et le commerce européen, dont 22 millions pendant la période 1500-1890 au cours de laquelle les mondes musulmans et européens ont opéré simultanément; cela sans compter les morts pendant les razzias et les transports, sans compter non plus les pertes indirectes dues au déséquilibre de la pyramide des âges et aux dévastations. Le dynamisme démographique africain est en train de compenser les effets de cette hémorragie millénaire, cependant des séquelles demeurent dans l'organisation sociale, le niveau de vie matériel, les mentalités.

Le colonialisme, l'Afrique n'en a pas le monopole. Mais du fait de l'affaiblissement généralisé provoqué par l'esclavagisme, la pénétration y a été plus profonde, l'impact plus brutal qu'en Asie par exemple.

Le colonialisme a été britannique, français, portugais, belge, allemand, italien, espagnol. Pourtant, au degré de généralité auquel nous nous sommes placé, la similitude de leur impact, en dépit de leurs différences bien réelles, est frappante.

Certes, nous avons relevé que dans les pays "anglophones" le rôle global de certaines strates de l'élite, juges, avocats, journalistes, avait mieux résisté au totalitarisme de l'Etat postcolonial que dans les pays "francophones".

La période d'observation des pays "lusophones", 5 ans, est sans doute trop courte pour mettre au jour toutes les particularités. Nous pressentons néanmoins que le problème métis, propre dans son envergure aux anciennes colonies portugaises (et à l'Afrique du Sud) ajoute une dimension supplémentaire aux processus de formation des classes sociales et de contrôle de l'appareil étatique; le phénomène de la fuite du personnel qualifié, qui a profondément marqué le Mozambique et l'Angola au moment de l'accession à l'indépendance, est le reflet d'une structure différente de l'implantation blanche (encore que toute l'Afrique australe ait connu une colonisation ouvrière blanche, dans le secteur des mines et des chemins de fer notamment, ce qui n'a pas été sans effet sur le rythme d'"africanisation" de l'économie à la base).

Ces différences paraissent toutefois peu importantes par rapport aux similitudes. Dans toute l'Afrique, le colonialisme s'est manifesté par l'implantation d'une administration autoritaire et la mise en valeur de ressources naturelles au profit d'intérêts étrangers (vu sous ce jour, le Libéria qui n'a jamais été formellement colonisé, n'est guère qu'une variante du modèle colonial).

Autre expérience commune à toute l'Afrique (et presque simultanée): la décolonisation. Peut-être est-elle plus déterminante que la colonisation elle-même puisqu'elle consacre les frontières instaurées par le partage colonial et l'acceptation, partielle en tout cas, de modèles d'organisation étatique et de relations internationales.

Si la colonisation n'était somme toute qu'une invasion étrangère, extra-continentale il est vrai, subie à des degrés divers, la décolonisation en revanche est un processus qui s'est accompli avec et grâce à l'adhésion enthousiaste de la grande majorité des populations concernées.

Au niveau populaire, il ne s'agissait pas tant de la formation d'Etats que de se débarrasser d'une administration étrangère contraignante (travail forcé, impôts, etc). L'Etat, la nation étaient plutôt le projet d'hommes politiques qui avaient entrevu les possibilités nouvelles qu'offrait la conjoncture de l'après-guerre. Ainsi donc pour réaliser leur projet d'Etat-nation poly-ethnique, les chefs politiques se sont appuyés sur le grand élan anticolonial des masses, dont la forme spontanée était celle d'un nationalisme ethnique. Ambiguïté initiale dont l'Etat postcolonial restera longtemps marqué.

Aboutissement d'une même évolution, l'Etat postcolonial africain présente un grand degré de similitude dans ses diverses manifestations: profonde parenté des régimes politiques et des systèmes économiques, même dynamisme démographique, même dépendance, même autoritarisme et unanimité politiques.

Voilà pourquoi la typologie de ces sociétés globales particulières reste floue. Tous les pays considérés relèvent à des degrés divers du néo-patrimonialisme. De même il suffirait de peu de chose pour que les pays classés en 1980 sous le type progressif-populaire perdent leur place; ainsi le Nigéria, après le coup d'Etat militaire de 1983 se retrouve sous le type stationnaire-autoritaire.

CONCLUSION

Toute recherche empirique réserve des surprises. Avouons-le, les ressemblances et les continuités se sont imposées à notre insu dans une démarche visant à éclairer les dissemblances et les discontinuités. C'est un résultat, que loin de renier, nous considérons comme important.

Nos types progressif, stationnaire, régressif, complétés par l'axe populaire, autoritaire, s'ils ne bouleversent pas notre connaissance de l'Afrique, offrent d'utiles points de repères pour évaluer avec quelque objectivité, et, assurément, avec plus de finesse que le seul critère du produit national par habitant, l'évolution des Etats africains.

Nous avons vu qu'un certain degré de réussite économique contribuait beaucoup à la progression d'une société: sur 11 pays dont nous avons estimé qu'ils avaient progressé économiquement, 7 se retrouvent dans le groupe de ceux qui ont modifié leurs structures dans un sens favorable à des entités nationales plus fortes, mieux organisées, mieux à même de poursuivre leur développement de manière autonome.

Mais le facteur économique n'est ni unique ni prédominant. Ainsi deux pays qui se trouvaient plus pauvres en 1980 qu'au moment de leur accession à l'indépendance, le Sénégal et la Somalie, ont tout de même progressé sociologiquement.

La relation la plus forte que nous avons observée n'est d'ailleurs pas économique, mais elle a trait à l'organisation: tous les pays de type "progressif", sauf la Somalie, ont un appareil étatique qui se situe dans une perspective de continuité par rapport à l'administration coloniale. Nous l'avons dit: dans ce contexte particulier, la liberté-novation, dont l'action se manifeste dans le prolongement du présent, se révèle plus performante que la liberté-sacrifice qui mise tout sur l'espoir d'un avenir meilleur.

Autre relation forte, celle qui existe entre la réussite de la construction nationale et un certain degré de participation du peuple au pouvoir et à ses avantages: sur 10 pays de type "populaire" 6 appartiennent aussi au type "progressif".

Le type néo-patrimonialiste se caractérise par la confusion des domaines public et privé; en fait il accentue les structures des organisations et des conduites. En soi ce type est trop généralisant, puisque, sans forcer, on pourrait l'appliquer pratiquement à tous les Etats considérés.

Sous sa forme extrême cependant, celle que nous avons désignée par le générique néo-patrimonialisme débridé, en opposition à néo-patrimonialisme contrôlé, ce type se révèle très utile pour saisir les formes les plus anomiques de l'Etat postcolonial, non seulement l'Ouganda d'Idi Amin ou la Centrafrique de Bokassa, mais également le Zaïre, le Tchad, le Kenya de Kenyatta, le Ghana d'Acheampong et le Nigéria à plusieurs moments de son histoire.

Bien que l'Etat postcolonial ne soit pas un inconnu de la théorie des sciences sociales, la comparaison des situations particulières par la méthode sociologique nous en a donné une vision et une compréhension plus profondes. Assez général pour ne pas être influencé par les diverses ambiances et manifestations, et pourtant assez particularisé pour qu'à travers lui on reconnaisse les situations réelles, le type sociologique est un excellent moyen de mettre en relief la nature d'un phénomène social.

En permettant d'intégrer des faits directement dans un ensemble, le plan de sociologie pluraliste, élaboré par Maurice Erard, fait apparaître de nouveaux rapports dialectiques, des déterminismes, des temporalités dont le chercheur est le premier surpris. Relevons ici quelques éclairages ainsi apparus:

-Le plus frappant concerne la dialectique Etat-armée-parti unique. Premier constat: les militaires, qui avaient pris le pouvoir pour le rendre au civil, ont toujours fini par y revenir. Deuxième constat: les militaires déterminés à garder le pouvoir ont tendance à créer un parti qui, vu la nature du régime, ne peut être qu'unique. Inversement quand les militaires veulent rendre le pouvoir aux civils, par la force des choses, ils doivent laisser réapparaître une pluralité de partis.

On voit donc qu'un double déterminisme pousse au monopartisme: l'autoritarisme unanimité des régimes civils et le besoin de légitimation des régimes militaires. Conséquence: il faut admettre que le parti unique, dans ce type de structure sociologique, est bien la forme "normale" (au sens durkheimien) et le multipartisme (à l'exception du Sénégal) la forme "anormale", d'autant plus qu'il traduit une phase de transition des appareils organisés, déstabilisante et coûteuse.

-Apparemment, dans le contexte africain, il n'y aurait pas d'antinomie entre la croissance économique et la croissance démographique: sur 14 pays ayant une forte ou très forte croissance démographique, 8 ont bénéficié également d'une bonne croissance économique.

-En 1980, dans 11 pays, sur les 31 considérés, le même régime se perpétuait depuis l'indépendance, dont 8 avec le même chef d'Etat. Cette extraordinaire stabilité n'est-elle pas aussi significative que l'instabilité mise en évidence par les coups d'Etat?

-Les relations de voisinage difficiles font partie du contexte postcolonial. Dans trois pays seulement ces relations ont été paisibles. Treize pays ont connu une crise aiguë prolongée, dont on peut dire dans 8 cas au moins qu'elle a eu un effet déterminant sur la société globale.

Autant d'éclairages qui pourraient servir d'hypothèses de travail pour des études ultérieures.

Constatons enfin que l'essai de typologie auquel nous venons de procéder donne un ancrage pour une réflexion sur le futur de l'Afrique. Deux remarques à ce sujet:

Premièrement, l'extraordinaire dynamisme démographique ne peut que modifier les structures que nous avons observées. Quel sera son impact sur les groupements ethniques, les mentalités collectives en particulier? Dans quelle mesure va-t-il accélérer le processus de formation de classes sociales du type de celles qui existent dans les sociétés industrielles? Les classes sociales traditionnelles vont-elles être peu à peu éliminées ou vont-elles surmonter l'obstacle de la langue européenne pour rivaliser avec les classes "linguistico-bureaucratiques" au pouvoir jusqu'en 1980?

Notre seconde remarque, contrairement au modèle qui veut que l'on termine toujours sur une note optimiste, débouche sur une perspective pessimiste.

Nous avons observé que les structures de l'Etat postcolonial africain sont fragiles, qu'il suffit d'une crise pour que les Etats de type "progressif/populaire" soient déclassés. Nous avons également observé que lorsque les structures ont été ébranlées, elles semblent ne plus pouvoir s'en remettre. Il y a donc décalage de temporalités: d'un côté le temps en avance sur lui-même, mais de courte durée, de la construction nationale, de l'autre le temps en retard sur lui-même de la crise et de la stagnation, d'une durée plus longue. Un décalage qui laisse présager que le groupe des pays de type "progressif/populaire" pourrait aller en diminuant, tandis que celui des pays de type "stationnaire-régressif/ autoritaire", voire celui des "néo-patrimonialistes débridés" pourrait aller en augmentant.

Cette vision pessimiste, précisons-le, se situe dans un temps court. La période des indépendances à 1980, riche en indications sur les processus de structuration-déstructuration, est peu informative sur les processus de reconstruction.

Dans les années 80 l'expérience de pays comme l'Ouganda et le Ghana pourrait nous montrer comment s'opère le redressement d'un Etat par rapport aux formes "anomiques" qui l'ont précédé. Peut-être entreverra-t-on alors une lueur d'espoir pour l'ensemble des Etats africains.

TABLE DES MATIERES	page
INTRDDUCTION	7
PREMIERE PARTIE: approche généralisante	15
Chapitre premier: les sociétés globales	16
Chapitre II: groupements ethniques et régionaux	19
Chapitre III: les classes sociales	25
Chapitre IV: les partis politiques	30
Chapitre V: les rapports avec autrui	33
Chapitre VI: palier écologico-morphologique	37
Chapitre VII: l'Etat	48
Chapitre VIII: oeuvres culturelles	58
DEUXIEME PARTIE: monographies structurelles	63
L'Angola	66
Le Bénin	72
Le Burundi	77
Le Cameroun	83
La Centrafrique	89
Le Congo	94
La Côte d'Ivoire	99
L'Ethiopie	105
Le Ghana	112
La Guinée	119
La Haute-Volta/Burkina Faso	126
Le Kenya	132
Le Lesotho	139

